UNIVERSITY OF JORDAN LIBRARY

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE N° 10 778 — MARDI 25 SEPTEMBRE 1979

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, $ 0,85; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA; Danemark, 4 kr; Espagne, 80 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 ris.; Italie, 500 L.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 160 F CFA; Suède, 3 kr.; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

L'assassinat du gouverneur militaire du Guipuzcoa aggrave le malaise de l'armée espagnole

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE DE CHARLES VANHECKE

Les marchés des changes accueillent calmement la réévaluation de 2 % du mark au sein du système monétaire européen

Par rapport aux autres monnaies du Système monétaire européen (S.M.E.), le deutsche mark est réévalué de 2 % et la couronne danoise dévaluée de 3 %. Telles sont les décisions qui ont été annoncées dans la nuit de dimanche à lundi par les ministres des finances des huit pays de la C.E.E. — tous, sauf le Royaume-Uni — participant à l'accord de change du S.M.E.

C'est avec calme que lundi matin les marchés des changes ont rouvert. A Paris, on cotait le deutsche mark en fin de matinée 2,35 F (contre 2,3525 au début), le nouveau cours-pivot devant être fixé au niveau de 2,3568 F pour un D/mark contre 2,3095 F précédemment. Le dollar a eu tendance à s'effriter encore sur la plupart des places, notamment à Francfort où il ne valait plus que 1,7675 D/mark, et à Paris, où le cours s'établissait à 4,1550 F. Quant à l'or, il est remonté par rapport au cours de vendredi après-midi, étant traité à Londres aux environs de 376,75 dollars l'once.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le premier ajustement des taux centraux au sein du S.M.E. a exigé de longues discussions. Commencée dimanche à 11 heures, la réunion des ministres des finances des Huit s'est achevée durant la nuit suivante, vers 2 heures du matin. La responsabilité en reviendrait, pour une bonne part, aux pays du Benelux.

Les Néerlandais puis les Belges, dont une très grande partie du commerce extérieur se fait avec la République fédérale d'Allemagne, auraient souhaité « coller » au deutschemark. La majorité des ministres, compte tenu des performances économiques actuelles plutôt médiocres des pays du Benelux et de la situation de leur monnaie sur le marché, a estimé que ce serait irréaliste. Finalement les Néerlandais et les Belges se sont inclinés.

A la fin de la rencontre, les ministres se sont félicités de ce « *reclassement opéré à froid* », avant que le S.M.E. n'ait vraiment supporté les conséquences des tensions sur le dollar. L'opération, qui permet d'éviter aux pays membres ayant les monnaies les plus fragiles de perdre, en intervenant, une partie substantielle de leurs réserves, a été présentée comme un succès de la coopération monétaire entre les pays de la C.E.E.

« *Le S.M.E. a bien fonctionné et aujourd'hui c'est la sanction de ce bon fonctionnement* », a commenté M. Monory, qui a souligné que depuis l'entrée en vigueur du S.M.E., il y a six mois, le franc s'était valorisé de 3 % par rapport... au dollar et de 1,4 % par rapport aux D.T.S. (droits de tirage spéciaux).

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 44.)

Le S.M.E. et le dollar

Toutes les leçons du passé n'ont pas été oubliées : telle est la première observation, encourageante, qui se présente à l'esprit à l'annonce des décisions du conseil des ministres des Neuf, réuni dimanche à Bruxelles sur l'initiative de la République fédérale, en vue de procéder au premier ajustement des parités (« taux pivots ») au sein du S.M.E.

Les modifications décidées sont relativement modestes : le deutschemark est réévalué de 2 % et la couronne danoise, chroniquement faible, est dévaluée de 3 %. Le franc belge, autre « homme malade » de l'association, n'a fait l'objet d'aucun traitement spécial. Bravement, le ministre belge a même plaidé dimanche en faveur d'un alignement sur le deutschemark, honneur qui lui a été refusé par ses collègues, sans doute plus réalistes.

Le plus frappant de l'opération c'est la rapidité avec laquelle elle est intervenue. Maintes fois, dans le passé, on a constaté qu'une baisse du dollar provoquait entre les monnaies européennes des tensions de plus en plus difficiles à supporter du fait que, selon un scénario bien établi, un accès de faiblesse de la devise américaine se traduit en général par une forte spéculation à la hausse du deutschemark, que les autres devises ont du mal à suivre dans son ascension. Il aura suffi, cette fois, que le dollar « décroche » soudainement à la fin de la semaine dernière, retombant à un niveau proche de celui d'avant les mesures de redressement du 1er novembre 1978, pour que les pays membres du S.M.E., forts de leur expérience, réagissent presque immédiatement. La Banque de France, pour ne parler que d'elle, n'avait-elle pas été amenée, au cours de la seule journée de vendredi, à dépenser plus de 200 millions de dollars pour défendre la parité ?

Six mois seulement après le lancement du S.M.E., les autorités françaises se sont donc résignées à une nouvelle perte de valeur du franc par rapport à son puissant partenaire, ce qui peut difficilement passer pour un succès de la politique de M. Raymond Barre, toujours prompt à inscrire à son actif la stabilité de la monnaie sur le marché des changes. C'est sans doute pourquoi M. René Monory s'est empressé de faire remarquer à Bruxelles que, par rapport au dollar, le franc s'est au contraire revalorisé. Mais, la devise américaine s'étant davantage dépréciée à Paris qu'à Francfort, il convient de préciser que les Allemands bénéficieront d'un allégement plus grand de leur note pétrolière.

Pour faire admettre la nécessité de l'opération décidée dimanche, la Bundesbank, qui poussait à la roue depuis plusieurs semaines déjà, disposait d'un argument de poids qui, après avoir remporté la conviction du cabinet de Bonn, a rallié les autres dirigeants européens. Il n'est plus question depuis cet été dans les réunions monétaires internationales que de la « dangereuse » escalade des taux d'intérêt, les Allemands étant accusés de laisser monter trop vite les leurs. Les responsables de la R.F.A. n'ont pas eu de mal à faire comprendre que, pour combattre chez eux les pressions inflationnistes (plus fortes qu'il n'est en général reconnu), ils n'avaient le choix qu'entre une réévaluation ou un nouveau relèvement du loyer de l'argent.

Opportun techniquement, le réalignement limité de dimanche laisse subsister entier le problème encore jamais résolu depuis la création du premier « serpent » monétaire européen, en 1972, d'une politique concertée des pays participants vis-à-vis du dollar. C'est la relative stabilisation qu'a connue celui-ci depuis novembre 1978 qui a permis au cours des derniers mois un fonctionnement aisé du S.M.E.

La Côte-d'Ivoire accepte de recevoir l'ancien empereur Bokassa Ier

Manifestations à Bangui contre le maintien au pouvoir de membres du régime renversé

La Côte-d'Ivoire a accepté de recevoir l'ex-empereur Bokassa et sa suite, indiquait-on de source sûre, à Paris, lundi 24 septembre en fin de matinée. Le souverain déchu avait quitté la France à l'aube de lundi à bord d'un DC-8 militaire, après une attente de deux jours et trois nuits sur la base d'Évreux.

A Bangui, où le président Dacko avait annoncé très tardivement la demande d'extradition de son prédécesseur, des manifestants ont protesté, en présence des parachutistes français, contre le maintien au pouvoir des anciens collaborateurs de Bokassa Ier.

Pantalonnades

Tout dimanche, Bokassa Ier a encore fait recette en France. Des camions disposés autour de la Caravelle impériale offerte par Paris soustrayaient l'ex-empereur et sa suite aux regards. Mais ces mesures de sécurité étaient en soi un spectacle, celui, pitoyable mais riche d'enseignements, de l'indécision, voire de *la lâcheté, du gouvernement au moment* du choix à faire sur la conduite à tenir à l'égard de l'ancien hôte officiel de l'Elysée.

La faillite d'une certaine coopération étant établie, on aurait pu espérer que le gouvernement, n'ayant plus rien à perdre dans l'affaire Bokassa, ferait preuve d'un peu de dignité pour tourner la page. Au lieu de traiter le problème sur le registre qui s'imposait — politique — le pouvoir a cherché à l'éluder par des arguties juridiques.

Dans un premier temps, on a expliqué en haut lieu qu'il n'était pas « *décent* » de laisser Bokassa Ier fouler le sol français « *en raison de violations des droits de l'homme dont il est accusé* ». Comme on remarquait que jamais Paris n'avait pris à son compte jusqu'à ce jour les condamnations dont l'ex-empereur avati été l'objet en raison de ses crimes, on s'est rabattu sur la loi et les règlements.

Si Bokassa Ier n'a pas été traité en citoyen français, expliquait-on sans rire dans les milieux officieux, c'est parce qu'il avait omis de faire une « déclaratio recognitive ».

Personne parmi les ministres si souvent reçus fastueusement à Bangui n'a osé exposer cet « *argument* » juridique à l'ex-empereur. Au terme d'un « *règne* » marqué par la forte « *personnalisation* » des relations entre le souverain et les dirigeants français, personne, sauf peut être un haut fonctionnaire, n'a eu le courage d'une explication « *d'homme à homme* ». Quelle malédiction Bokassa Ier a-t-il dû prononcer du fond de son désespoir contre ceux qui, pour toute réponse à ses demandes, lui ont envoyé les tireurs d'élite de la gendarmerie !

L'hypocrisie prévaut encore alors que l'ex-empereur a quitté le territoire français. C'est apparemment au gouvernement du « *pays africain ami* » choisi comme terre d'asile qu'on laissait, lundi matin à Paris, le redoutable privilège d'annoncer la nouvelle de son arrivée. C'est au président Dacko et à ses hommes de confiance qu'on demande, en gage de reconnaissance, de justifier l'importante présence de parachutistes français à Bangui.

« *Les trois mille Français qui vivent dans ce pays étaient en danger permanent, exposés quotidiennement aux caprices et aux vengances possibles de l'empereur* », a expliqué aux journalistes un haut fonctionnaire centrafricain. Les vengeances auxquelles sont exposés maintenant certains de ces Français auraient été, sans la présence des militaires, celles de Centrafricains qui n'ont pas oublié leur attitude sous « l'empire ».

Il est inquiétant que les parachutistes français soient maintenant amenés à « contrôler » des manifestations d'étudiants et de lycéens qui, à Bangui, protestent contre la mise en place d'un gouvernement constitué par d'anciens collaborateurs du tyran. Sans doute, la responsabilité personnelle de ces hommes dans les crimes commis ces dernières années n'est-elle pas évidente. Leur passé de complaisance ne les désigne cependant pas pour assumer la « continuité » du pouvoir.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(Lire la suite page 3.)

Les négociations entre les Grands

- **Des pourparlers pour la normalisation des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S. vont s'ouvrir à Moscou.** (page 6)
- **M. Brzezinski recommande « une solution politique et négociée » de l'affaire de la brigade soviétique à Cuba.** (Page 6.)

INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

Les pieds d'argile

La semaine « Informatique et société » s'ouvre ce lundi 24 septembre au Palais des congrès. Organisée par le ministère de l'industrie, en collaboration avec le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et le ministère des affaires étrangères, elle est due à une initiative de M. Giscard d'Estaing, qui clôturera lui-même le colloque vendredi.

Plus de cent cinquante orateurs venant de vingt pays y participeront, et les organisateurs attendent une dizaine de milliers d'auditeurs.

par PIERRE DROUIN

Il faut « *rompre le lien entre la croissance économique et la consommation de pétrole. Les pays qui n'auront pas su le faire risquent de se retrouver les dinosaures du monde industriel des années 90* », disait récemment M. Roy Jenkins, président de la Commission des Communautés européennes (1). Savoir vivre avec moins d'énergie et plus d'information, ces deux mamelles de la société développée, tel est le défi proposé à la planète. Déjà certains voient dans l'informatisation généralisée le moyen de relancer nos économies. Ce thème fera lui-même l'objet des premières discussions lors de la Semaine internationale Informatique et Société qui s'ouvre à Paris le 24 septembre au Palais des congrès.

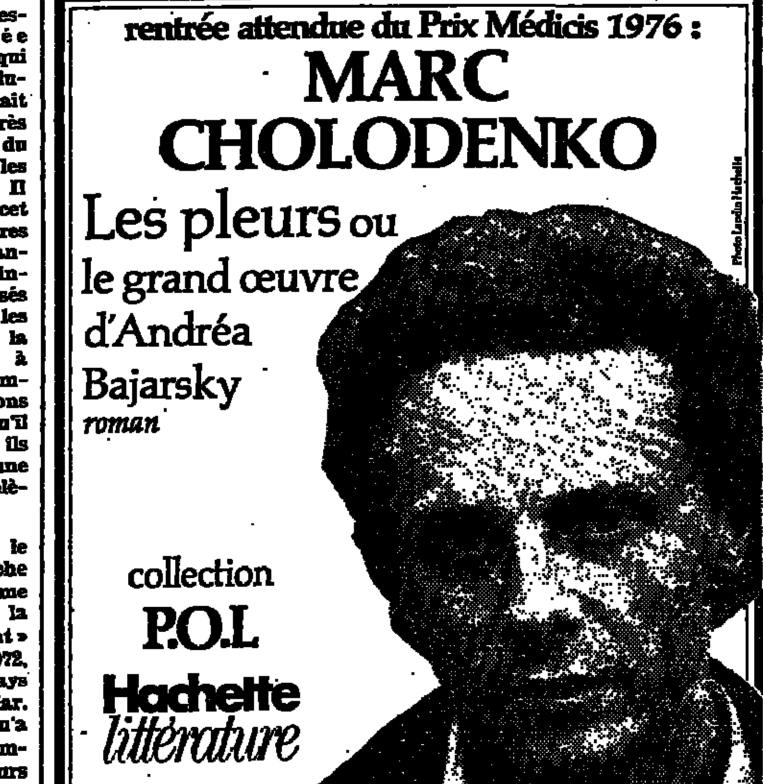
Lorsqu'on mesure le développement des branches intéressées par la télématique, et les prévisions des experts, on ne peut manquer en effet d'être impressionné. Déjà fonctionnent aux Etats-Unis 500 000 ordinateurs individuels qui commencent à s'interconnecter par téléphone. Les investissements dans l'informatique vont s'accroître à un rythme annuel compris entre 10 % et 20 % suivant les pays et cela, malgré un développement économique général beaucoup plus faible que par le passé. On considère que, dans la plupart des nations européennes, le parc des terminaux va doubler de 1980 à 1985. Ainsi pour la France, il passerait de 180 000 à 360 000 unités environ.

Le mouvement paraît irrésistible dans les domaines où l'informatique a déjà fait ses preuves, qu'il s'agisse de la gestion des entreprises, du contrôle des processus industriels (raffineries, machines-outils, laboratoires pharmaceutiques, chimie, imprimerie, etc.), des applications dans la vie quotidienne (contrôle du trafic urbain, banque de données individuelles, enseignement, médecine, etc.).

Le public a parfaitement conscience que les choses bougent, et à toute vitesse dans ces secteurs, mais il se rend beaucoup moins compte qu'au même rythme croît la vulnérabilité d'une société de plus en plus informatisée. A l'occasion des quelques faits divers insolites : une panne générale d'électricité ou l'accident nucléaire de Three-Mile Island, l'opinion se réveille brusquement, mais elle replonge ensuite dans son confortable assoupissement, persuadée que, malgré quelques bavures, l'intense réseau des technologies fines qui enserre les pays industriels renforce leur solidité.

(Lire la suite page 2.)

(1) Discours prononcé lors de la session inaugurale du nouveau Parlement européen en juillet dernier.



AU JOUR LE JOUR
Les faux frères

L'homme, immobilisé quarante-huit heures dans sa Caravelle en bout de piste sur la base militaire d'Evreux, se serait écrié : « Je ne suis pas un pirate de l'air ! », *mais peut-être bien qu'il était un pirate de terre.*

Il a été expulsé, comme un colis encombrant, par les autorités d'un gouvernement qui ne paraissaient plus le reconnaître ; mais, pourtant, il appelait de Gaulle « papa », *et l'actuel président lui disait* « mon parent ».

Empereur déchu et citoyen français, il aurait pu, semble-t-il, être jugé en France, mais imaginez un instant la situation si la défense avait fait appel aux témoignages de ces messieurs de la famille...

BERNARD CHAPUIS.

HAENDEL A LA BESNARDIÈRE

La majesté du roi Salomon

Le soleil qui dore les vendanges de Vouvray était au rendez-vous d'un des plus récents « grands crus » des festivals, « Musique à La Besnardière », logé dans un minuscule vallon de Touraine où un amateur d'art a construit cette belle grange de bois médiévale, autour d'un vieil orgue de Burgos dont nous avons raconté l'histoire (« le Monde » du 26 septembre 1978). Samedi soir, on s'y réfugiait un peu frileusement contre les premiers frimas, assurés d'une grande flambée de musique par un oratorio de Haendel quasi inconnu, « Salomon ». Et ce fut effectivement la révélation d'une œuvre chaleureuse et splendide.

Dans la reconquête rapide de tout le répertoire ancien que mènent les producteurs de disques et les festivals pour trouver du « nouveau », à défaut d'intéresser le public à une création contemporaine bien hésitante actuellement, Haendel constitue un objectif de choix : quarante opéras, soixante-dix-neuf cantates italiennes et trente et un oratorios anglais, entre autres.

Jacques Bourgeois, directeur artistique de La Besnardière, s'y applique : après « Jules César », l'an passé, il présentera un autre opéra italien, « Xerxès », par deux fois, vendredi et dimanche prochain, tandis que « Salomon » incarne le pôle le plus puissant sans doute de l'œuvre de Haendel, l'oratorio.

C'est l'un des derniers, écrit en 1748, sept ans après « le Messie », deux ans après « Judas Maccabée », par un compositeur de soixante-trois ans, et tout ici indique la plénitude du génie : œuvre fluviale de plus de deux heures et demie en trois actes, où Salomon, comme Haendel, est à son apogée ; œuvre contemplative et sereine, où le roi juif remercie Dieu de lui avoir permis d'ériger le temple de Jérusalem, et chante avec sa femme un admirable poème d'amour conjugal où le grand prêtre et la reine de Saba célèbrent sa gloire et sa magnificence. Le deuxième acte fait diversion à ce concert de louanges (où la musique elle-même est abondamment encensée) avec la scène fameuse du jugement, d'une écriture dramatique superbe.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 27.)



Potion magique du capitalisme ou clé du socialisme

par GÉRARD COMPAIN (*)

APRES Gutenberg et McLuhan, la télématique est arrivée. Elle occupe des conseils des ministres, des pages entières de publicité de la grande presse, de livres. M. le président de la République patronne la Semaine informatique et société, et nous convie à venir y réfléchir.

Le parti socialiste sera présent au rendez-vous, avec ses moyens propres (1). Ses militants dénoncent l'imposture d'un pouvoir, qui cherche à nous vendre un amalgame paternaliste, à savoir *télématique* = compétitivité = emploi = solution à la crise = société libre, mais qui, dans le même temps, abandonne le patrimoine industriel français de l'informatique et prend des pseudo-décisions afin de faire croire que le pays s'engage dans la voie de la télématique.

Selon le discours officiel, le gouvernement défend l'indépendance nationale : fusion C.I.I.-Honeywell Bull, francisation de L.M.T. et Ericsson-France, satellite national Télécom-1, relance d'une industrie nationale des composants, etc. En réalité, le discours du P.-D. G. de C.I.I.-H.B. ou du ministre des P.T.T. dissimule mal un bilan de faillite industrielle. Même lorsqu'elles disposent de bons produits (centraux téléphoniques temporels, ordinateurs de gamme moyenne), les entreprises privées sont incapables de s'imposer réellement sur le marché mondial. Notre industrie électronique, à l'image du groupe Thomson, se réduit à une industrie d'armement, à l'électronique professionnelle, et à une industrie de grande série sous-traitante des chefs de file américains et japonais (circuits intégrés, tubes télévision, périphériques d'ordinateurs). Le cas le plus caricatural est celui de C.I.I.-H.B., qui sort son moyen ordinateur P7G trois ans après X5, son équivalent direct chez C.I.I., mis à la casse en 1976. Elle a reçu 4 milliards de francs de l'Etat pour importer du matériel américain (66, Mini 6, périphériques magnétiques) destiné en principe à franciser l'équipement du secteur public.

Dans ce processus, les responsabilités des grands groupes Thomson, C.G.E. plus financiers qu'industriels, laissant tous les risques à l'Etat pour maintenir les profits, sont indéniables. Mais il ne faudrait pas oublier la responsabilité personnelle de M. Giscard d'Estaing, qui a confirmé à trois reprises (1964, 1970, 1975) sa volonté de confier à un groupe américain le leadership de l'informatique française, et qui vient plus récemment d'agir de même en ce qui concerne les circuits intégrés avec National Semiconductor, Harris et Motorola.

Le parti socialiste réaffirme que les « bons choix » en matière d'emploi ou de société sont une illusion, dès lors que la France n'aura pas reconquis la maîtrise industrielle de l'ensemble électronique - informatique - télécommunications. Cette maîtrise repose sur le développement, la recherche et surtout les technologies de base (circuits intégrés, mémoires, fibres optiques, écrans de visualisation, satellites, etc.). Un emploi dans les composants en entraîne peut-être cent dans les matériels qu'ils permettent d'étudier et de fabriquer.

Division du travail et détérioration des conditions de vie

Le gouvernement, dans le rapport NORA, dresse l'épouvantail de la diminution catastrophique de l'emploi par l'automatisation des postes de travail dans l'industrie, par la généralisation de la télématique dans les services. Cette diminution toucherait aussi bien les emplois de bureau que les emplois plus qualifiés (professeurs, agents d'assurance, médecins, typographes, etc.). Il propose, comme solution miracle, à la fois la compétitivité industrielle (exporter pour payer les importations d'énergie) et les services nouveaux (faire entrer de nouveaux besoins dans la sphère marchande), par conséquent, d'un côté le secteur compétitif à haute productivité et hauts salaires, de l'autre, le secteur marginal aux salaires bas et emplois précaires (sous-traitance, intérimaires, temps partiel, etc.) venant s'ajouter au chômage structurel actuel. Cet accroissement de la division du travail s'accompagnerait d'une nouvelle détérioration des conditions de travail et de vie pour le plus grand nombre et d'une concentration du pouvoir, et d'abord de l'information, entre les mains des quelques-uns qui auront les moyens de financer les réseaux et les banques de données.

Mais le rapport NORA oublie de dire que, dans la crise qu'il traverse, caractérisée notamment par des taux de croissance plus faibles, le capitalisme a besoin du chômage, et même d'un chômage croissant, pour restaurer les taux de profit. C'est toute la philosophie économique de M. Barre. Si, de plus, nous l'avons vu, l'industrie n'accroît pas ses exportations, la crise de l'emploi s'aggrave et justement dans un secteur, l'industrie des télécommunications, où la demande reste pourtant forte. Même si des consignes très fermes du pouvoir conduisent les industriels à masquer le chômage par des réductions d'horaires (jusqu'à vingt-huit heures par semaine), la téléphonie est en train de devenir une sidérurgie de l'Ouest. A.O.I.P., qui n'appartient à aucun des grands groupes de ce secteur en est la première victime importante. Mille deux cents licenciements sont prévus.

La stratégie de l'emploi du P.S. sera donc directement opposée à celle de MM. Giscard et Barre. Pour nous, le plein emploi, sa répartition équitable de bonnes conditions de travail, sont l'objectif. La machine, ici la télématique, est un moyen et non un objectif en soi. La maîtrise industrielle et technique, second objectif, est en même temps la condition indispensable pour atteindre le premier. Si la réduction importante du temps de travail est un des éléments de notre politique, il ne pourra être tenu que par la création d'emplois nombreux dans les secteurs industriels et sociaux actuellement délaissés au profit d'une spécialisation internationale.

Nous lutterons systématiquement contre la division du travail, non seulement en France dans l'atelier, le bureau, le secteur d'activité, la région, où elle est un obstacle sur la voie de l'autogestion. Mais aussi au plan international en substituant à la trop fameuse DIT (2) une coopération internationale basée sur l'échange égal qui doit permettre au tiers-monde aussi de vivre, travailler et décider au pays.

Nous acceptons une formidable mutation du travail, à l'aide de l'outil télématique ; mais nous voulons que cette mutation soit planifiée, contrôlée par les travailleurs et les usagers, pour se traduire par moins d'exploitation et plus d'égalité. Là encore, la télématique est l'outil qui doit aider à la conduite de ce processus. Le fonctionnement même du système libéral est à l'inverse. Il doit toujours trouver de nouvelles sources d'exploitation ; si les prix des matières premières montent, un nouveau prolétariat sera créé en France.

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, la télématique en régime capitaliste ne libérera pas l'individu. Elle l'atomisera, chacun à sa place, pris dans le filet d'une information apparemment diversifiée. Nous aurons le choix de la chaîne de télévision, de la banque de donnée ou de la vidéocassette, mais dont les sources seront contrôlées par les puissances d'argent, seules capables de financer réseaux et banques de données. Elle fera éclater les unités de travail en petits ateliers isolés les uns des autres.

Nous l'avons dit, cette évolution n'est pas fatale. Un autre usage de la télématique est possible. Au service des travailleurs et des citoyens, à commencer par les plus défavorisés, elle peut permettre, au contraire, de renforcer le tissu social, de réorganiser le travail à l'échelle des groupes autogérés, de diminuer la pénibilité du travail et de permettre un renouveau des cultures locales.

Pour cela, il faut réduire la durée du travail, permettre aux utilisateurs de la télématique de se former, leur donner les moyens de contrôler l'information, planifier la création d'emplois correspondant aux besoins réels, et non artificiellement suscités. Alors, la télématique sera une clé pour le projet socialiste que nous voulons.

(*) Secrétaire du G.S.E. National Informatique du P.S.

(1) *Nouvelle Revue socialiste* (avril-mai 1979), *Repère* (sept. 1979), *Combat socialiste* (spécial SICOB).
(2) Division internationale du travail.

Les pieds d'argile

(Suite de la première page.)

Et si c'était le contraire ? Un rapport du ministère suédois de la défense publié en 1978 (2), attire l'attention sur les risques engendrés par l'informatique, qu'il range en deux catégories selon qu'ils proviennent de « facteurs externes » ou « internes ». Parmi les premiers, les auteurs de ce document citent notamment les actes de terrorisme, les catastrophes naturelles, les menaces de sanctions économiques en provenance de l'étranger. Du côté des seconds, on retrouve, bien sûr, la menace de diffusion de documentations confidentielles (police, médecine, etc.), la trop grande dépendance à l'égard de spécialistes, le manque de connaissances des usagers, les erreurs involontaires de manipulateurs qui, du fait de l'interdépendance croissante des réseaux, peuvent avoir des répercussions très graves, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé.

C'est la concentration de plus en plus poussée des systèmes qui amène à tirer le signal d'alarme. Plus le savoir, plus le pouvoir ont une forte « densité », plus les risques engendrés par une détérioration d'une maille du réseau sont grands. On a beaucoup insisté jusqu'ici sur les possibilités accrues d'atteintes à la vie privée, à la liberté individuelle, et il est certain qu'en France les noms de Safari, Sirène ou de Siloe, systèmes permettant d'identifier les personnes, les entreprises ou les sols, n'ont pas que des résonances au charme exotique.

Mais il ne faudrait pas que l'arbre cache la forêt, et dans leur rapport sur l' « informatisation de la société » Simon Nora et Alain Minc ont raison de dire que « *le but devrait être de conforter la liberté de tous dans la transparence plutôt que de préserver les privilèges de certains dans et par l'obscurité* ». Nos auteurs estiment, eux aussi, que le risque est beaucoup plus dans « *la fragilité de la société tout entière, le management moderne* (tendant) *à multiplier les centres névralgiques dont la mise hors de circuit paralyse des organisations immenses* ».

Les pertes économiques

Une étude menée pour la société Diebold, sous la direction de M. André George, en 1976 a entrepris d'évaluer « *la nature et l'importance des pertes économiques dans l'utilisation de l'informatique en Europe en 1988* » (3). Les dommages annuels ont été évalués à une douzaine de milliards de francs suisses, soit près de 31 milliards de francs français ! Les types de risques ont été classés en quatre catégories suivant leur impact immédiat : hommes (vie, santé, réputation) ; entreprises utilisatrices (pertes directes) ; clients (produits défectueux, pertes des marchés) divers (pertes d'information, de de confidentialité, etc.). Prenons deux exemples : des dommages matériels et corporels causés par le mauvais fonctionnement d'un système de régulation de trafic urbain sont, en définitive, imputés à l'organisme chargé d'assurer la circulation ; des produits chimiques défectueux du fait d'une erreur d'un système informatique de contrôle de production causent un dommage au client qui se retourne contre son fournisseur.

Plus on cherche à perfectionner les systèmes d'information de toute nature, plus l'emploi de l'ordinateur devient indispensable, mais comme l'écrivent les auteurs de ce rapport : « *Le système informatique n'est en fait qu'un ensemble d'équipements divers (de saisie, de traitement, de restitution et de transmission des informations) commandés par des programmes conçus par l'homme et utilisant, dans la plupart des cas, des informations fournies par l'homme.* » Des incidents peuvent donc survenir : au niveau des équipements, pannes, mauvaises utilisations, erreurs de fonctionnement) ; au niveau des programmes (erreurs de conception) ; au niveau des utilisateurs (mauvaises informations fournies au système ou mauvaises décisions prises sur les données communiquées par le système, fraudes, sabotages).

Même si l'on n'attache pas plus de poids qu'il ne faut au « chiffrage », évidemment aléatoire, des dommages introduits par l'ordinateur dans notre société (face à la « valeur ajoutée » heureusement plus élevée obtenue grâce à lui), du moins ces recherches ont le mérite de rendre plus vigilants ceux qui ont la charge de mener une politique des technologies de l'avenir.

Le colosse informatique aura des pieds d'argile si l'on ne trouve pas la parade. Celle qui est la plus efficace doit être recherchée dans une décentralisation poussée. La chance est que le développement de l'informatique permet précisément d'éparpiller de plus en plus le traitement des données. Le tout est de savoir maintenant si les forces de coagulation ne l'emporteront pas une fois de plus. Le pouvoir, même le plus libéral, craint d'abord la concurrence.

PIERRE DROUIN.

(2) « The Vulnerability of the computerized society. »
(3) Pour le compte de l'Association internationale pour l'étude de l'économie de l'assurance, 18, chemin Rieu, 1208 Genève. Cette étude a été publiée par « The Geneva Papers on Risk and Insurance ». N° 3, octobre 1976.

INVENTAIRE

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

DEUX ministres en ouverture. Un président de la République en clôture. Le pape de la convivialité, Ivan Illich. L'apôtre de la privatique, Bruno Lussato. Les habituels duettistes de la psycho-socio, Alain Touraine et Michel Crozier. Un commissaire européen, le vicomte Davignon. Un lot de hauts fonctionnaires et de grands patrons, avec — informatique oblige — MM. Maisonrouge, d'I.B.M., et Jean-Pierre Brûlé, de C.I.I.-Honeywell Bull. Une brochette de professeurs. Un quarteron de syndicalistes, avec Edmond Maire, André Henry et Bruno Vetter du D.G.B. allemand. Sans oublier trois Chinois... Un Roumain et le jeune agriculteur de service. Et, *last, but not least*, M. Brzezinski, le conseiller spécial du président Carter. Non en chair et en os, mais, miracle de la communication, par l'image et le son. L'ancien secrétaire général de la commission trilatérale délivrera son message en temps réel depuis Washington.

Au total, pas moins de cent soixante personnalités, dont quarante étrangères, soigneusement choisies, dissertent sur le thème « informatique et société ». Face à un parterre où se côtoieront célébrités du monde des affaires et de la haute administration. Rien n'a été négligé pour faire de ce colloque le grand événement parisien de cet automne.

Le bon peuple, lui, est convié dans le même temps à « rencontrer » ces drôles de machines. Au SICOB, bien sûr. A la télévision. Dans les médias. Mais aussi dans la rue et même le métro. A Paris et en province, des administrations, des entreprises ouvriront leurs portes pour lui montrer que l'informatique n'a rien de mystérieux, que l'ordinateur n'est après tout qu'une machine comme les autres. Juste un peu plus perfectionnée. Pendant ce temps, le Palais des congrès de la porte Maillot bourdonnera de dizaines de discussions, débats, interventions sur « la manière dont l'informatique va modifier la société ».

On y parlera de l'emploi. Des vingt-cinq mille que créerait chaque année l'informatique. Mais aussi des dizaines de milliers qu'elle supprime. Les syndicalistes mettront l'accent sur les conditions de ce qui est de plus en plus un travail et de moins en moins un métier. Sait-on que d'ici peu un travailleur sur deux tirera sa subsistance de la manipulation de symboles plutôt que de la fabrication et de la fourniture de biens et de services matériels (1) ?

On y évoquera la domination américaine et les stratégies industrielles possibles pour tenter de s'en affranchir. Ou mieux, s'y intégrer.

On y décrira avec force détails la maison de demain, la cité du futur, cet *ordinateur domestique* qui libérera la ménagère. Du moins celles qui pourront s'offrir ces merveilleuses petites *machines*.

Les libertés menacées feront, comme d'habitude, l'objet de discussions *animées*. Chacun tentera de se rassurer en se rappelant qu'une commission — une de plus — veille sur elles. Peut-être une voix s'élèvera-t-elle pour s'étonner de ce livret de santé où le nourrisson d'une mère célibataire ou d'un travailleur immigré est classé à vie « enfant à risques ». Avec un peu de chance, un professeur exposera les dernières recherches pédagogiques en vigueur dans une quarantaine de classes tests en France. Les enseignants doivent classer les enfants de huit ans en « conservateurs », « réactionnaires », « racistes », anti-racistes », « nationalistes » et « anti-nationalistes ».

On se demandera si la banalisation de la culture est inhérente à l'informatique. Avec un peu de chance, la question sera élargie à cette normalisation des choses et des esprits que l'on sent se mettre en place un peu plus chaque *jour*.

Dans cette *nouvelle* société qui doit prendre la succession de la société industrielle, l'information sera la principale ressource. Son *contrôle* donnera accès au savoir et sera source du pouvoir. Il serait intéressant que le colloque s'interrogeât sur ce souhait de Soljenitsyne, relayé par Michel Poniatowski (2), qui vise à substituer au « droit de tout savoir... le droit de ne pas savoir ».

Dernière précision : on ne parlera pas à ce colloque de politique. C'est promis. Les organisateurs ont sciemment écarté les représentants des partis. De crainte que ceux-ci n'utilisent la tribune à des fins partisanes. MM. Segard et Giraud, M. Valéry Giscard d'Estaing, c'est bien connu, *ne font pas, eux, de* politique.

(1) « L'information et l'informatique dans la croissance et la crise économique ». Une étude de Jean Voge. 1977.
(2) *L'avenir n'est écrit nulle part*. Michel Poniatowski. Albin Michel, 1978.

La télématique isolera davantage l'individu

JUSQU'A présent, la télévision, la radio, les journaux se sont contentés de nous définir la télématique comme le « *mariage de la télévision, de l'ordinateur et du téléphone* ». On nous explique le fonctionnement et on nous chante les louanges de cette merveilleuse invention. Quelle joie que d'être en mesure de se renseigner sur les horaires des trains, réserver ses places de théâtre, obtenir le numéro d'un abonné, passer ses commandes auprès des magasins de vente par correspondance, sans avoir à se déplacer, en évitant les lignes encombrées et les mille et une tracasseries inutiles de la vie quotidienne ! Quel gain de temps ! Que dire encore du télécopieur, autre application de la télématique, qui permettra aux usagers la transmission de lettres ou autres documents au prix d'une communication téléphonique sans l'intermédiaire de la boîte aux lettres.

Bien sûr, on évoque les suppressions d'emplois et les restructurations, mais on ne pose pas la question fondamentale, celle de l'homme. La finalité du progrès n'est-elle pas, ou ne devrait-elle pas être, le plus grand bonheur, ou, pour être plus modeste, le plus grand bien-être de l'homme ?

Mariage de l'ordinateur, du téléphone et de la télévision, nous dit-on. L'ordinateur, s'il facilite et accélère la recherche des informations, a indexé, fiché, numéroté l'individu, a, somme toute, restreint la liberté individuelle par la centralisation à laquelle il aboutit, en resserrant autour de chacun les mailles d'un filet au travers desquelles il ne peut même plus se faufiler. Le téléphone, en rendant la communication facile et rapide, l'a, simultanément, rendue superficielle. La télévision, en pénétrant dans les foyers, uniformise les loisirs, standardise la pensée, transforme l'individu en récepteur passif et tue l'échange.

Le mariage dont nous parlions sera-t-il heureux ? Il est permis d'en douter. La télématique ne va contribuer qu'à isoler un peu plus l'individu. Enfermé au bureau puis dans son appartement, l'être humain sera relié au monde par des boutons et le monde lui apparaîtra sur des écrans. Peut-être l'homme de l'an 2000 en perdra-t-il l'usage de la parole. Car la communication c'est avant tout, non seulement l'échange, mais aussi l'échange direct. L'homme a besoin de parler à l'autre, il a besoin que l'autre lui parle, il a besoin de sentir la présence et la chaleur de l'autre. Or, la télématique placera des écrans dans la vie de l'homme qui seront autant de murs l'enfermant dans une prison où il occupera seul sa cellule. Et aujourd'hui on prétend que ces murs que l'on dresse seront libérateurs !

Une des racines du mal, dans la crise de société que traverse le monde occidental, c'est le manque de communication. Dans une société hiérarchisée et spécialisée où l'individu n'est qu'un des rouages du système, le courant ne passe plus entre les rouages, et la machine se détraque. La télématique c'est le progrès de la technologie, non le progrès de l'homme, non la progression vers un plus grand épanouissement. L'expérience ne nous a-t-elle pas abondamment démontré que les deux formes de progrès ne sont pas nécessairement liées ? Il semble que nous ayons encore besoin de quelques leçons. En cloisonnant encore plus les individus tout en améliorant *les* communications, la télématique tue *la* communication. L'homme qui télécommuniquera ne saura bientôt plus communiquer...

CORINNE ZYLBERBERG.

LA POLITIQUE AU PAYS DES MERVEILLES

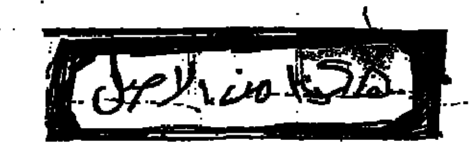
Par Georges Burdeau.

ANALOGUE à celui où nous entraîne Alice, l'univers politique est un monde magique. Les croyances y politisent les faits et les actes pour les insérer dans une cosmogonie enchantée d'où émerge la figure ambiguë du pouvoir, monstre sacré né de l'accouplement de la nécessité et des fantasmes de la peur. Il est au centre de la fonction politique qui, comme toutes les fonctions vitales pour la société, s'adosse à une mythologie et à un rituel dont la rationalité est exclue.

Collection "la Politique éclatée" dirigée par Lucien Sfez.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



INVENTAIRE

La télématique isc

davantage l'indivic

Le Monde

étranger

LE CHANGEMENT DE RÉGIME EN CENTRAFRIQUE

La population de Bangui manifeste des sentiments mitigés à l'égard du nouveau régime

C'est avec colère et indignation que la population de Bangui a appris, lundi matin 24 septembre par le premier bulletin de la radio, le départ de France de l'ex-empereur Bokassa pour un *« pays africain ami »*, indique l'envoyé spécial de l'A.F.P.

La radio a eu beau annoncer que les Banguisois avaient *« enterré, hier, Bokassa en accompagnant sa statue jusqu'au cimetière municipal dans la joie et l'allégresse »*, le sentiment, lundi matin à Bangui, était quand même que l'ex-empereur aurait dû être ramené dans la capitale centrafricaine pour être jugé.

Certaines personnes interrogées vont jusqu'à accuser le président Dacko de *« complicité »* dans cette affaire. *« Bokassa et Dacko appartiennent à la même tribu, celle des Mbakas, et ceci explique cela »*, a notamment déclaré un des habitants de Bangui à des journalistes, sous l'approbation d'un petit groupe de badauds commentant la nouvelle.

Plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants ont manifesté dimanche, à Bangui, pour protester contre la nomination au poste de vice-président du dernier premier ministre de Bokassa, M. Henri Maidou, et d'une manière générale contre le maintien du personnel de l'ancien régime, qu'il soit civil ou militaire.

Les manifestants ont notamment crié de nombreux slogans hostiles au lieutenant-colonel Inga, qui, selon eux, est toujours impuni alors qu'il est formellement prouvé qu'il a participé, avec l'ancien dictateur, aux massacres d'enfants d'avril dernier.

Les manifestants ont également critiqué M. Dacko pour avoir conservé autour de lui, ne serait-ce que provisoirement, l'ancienne équipe gouvernementale de Bokassa.

« Dacko est en train de choisir les mauvais chevaux en refusant de nettoyer la maison. Pour le moment, tout le monde est derrière lui, puisque tout le monde est contre Bokassa. Mais cela risque de ne pas durer s'il refuse de rendre la justice que le peuple attend », a expliqué aux journalistes un manifestant.

A ces critiques, le président Dacko a répondu dimanche que, dans la mesure où Bokassa Ier s'était arrogé droit de vie et de mort sur n'importe lequel de ses sujets, personne d'autre que lui ne peut être tenu responsable des crimes commis sous son règne.

Mais pour justifier la présence à ses côtés de l'ancien premier ministre, M. Maidou, M. Dacko a ajouté que celui-ci, pour avoir participé à la préparation du coup d'Etat, a le droit de participer aussi à la mise en place d'un système plus démocratique.

Les étudiants ne paraissent pas totalement convaincus par les arguments du nouveau chef de l'Etat, et ils discutent sur le point de savoir s'ils boycotteront ou non la rentrée scolaire.

M. Dacko a fait savoir qu'il ne tolérerait pas d'incident à la rentrée, et il a annoncé, pour apaiser les esprits, qu'il fera ériger deux monuments : l'un aux enfants massacrés par Bokassa Ier en avril dernier, l'autre à *« toutes les victimes de la dictature »*.

Le nouveau président centrafricain a révélé, samedi, à la presse qu'il avait informé *« longtemps à l'avance »* le gouvernement français et plusieurs des chefs d'Etat africains les plus influents de ses intentions de renverser l'ex-empereur Jean-Bedel Bokassa. *« J'ai séjourné à Libreville (Gabon) pendant deux mois, puis je me suis rendu à Paris et enfin à Ndjamena (Tchad) pour évoquer cette question avec des représentants de nombreux Etats, et je me félicite de voir que le secret a été jusqu'à la dernière minute bien gardé »*, a-t-il ajouté.

Des Libyens arrêtés

M. Dacko a aussi indiqué que les troupes françaises resteront dans son pays *« aussi longtemps que cela sera nécessaire »* et qu'il lui était impossible de fixer dès maintenant une date précise pour leur retrait.

« Certains pays font appel aux Cubains, pourquoi ne ferions-nous pas appel aux troupes françaises, puisque ce pays est notre ami depuis très longtemps. »

Trente-sept ressortissants libyens ont été arrêtés, a affirmé M. Dacko, qui a précisé que ces Libyens étaient tous armés et que plusieurs caches d'armes et de munitions avaient été découvertes par les soldats français. *« Je crains*, a-t-il déclaré, *que certains éléments libyens, qui n'ont pas encore été arrêtés, ne cherchent à provoquer des troubles, et je vous demande d'être vigilants. »*

M. Dacko a, d'autre part, lancé un appel à la radio demandant à la population de reprendre le travail et aux étudiants de ne pas boycotter la prochaine rentrée universitaire.

M. Dacko a également promis aux petits commerçants qu'ils n'auront aucune taxe et aucun impôt à payer avant la fin de l'année, cela, leur a-t-il indiqué, *« afin de vous redonner confiance dans la libre économie. »*

« Je remercie la France pour le rôle important qu'elle a joué dans le renversement de Bokassa et de sa dictature », a déclaré dimanche soir à l'A.F.P. le général Sylvestre Bangui, ancien ambassadeur de l'Empire Centrafricain à Paris, arrivé quelques heures plus tôt de Paris dans la capitale centrafricaine.

Le général Bangui, qui, le 22 mai dernier, avait démissionné brusquement de son poste d'ambassadeur pour protester contre les massacres d'enfants ordonnés par l'ex-empereur, a laissé entendre qu'il espérait bien avoir une place de choix dans le prochain gouvernement. *« Pour le moment*, a-t-il notamment indiqué, *il y a juste un président et un vice-président, et le seul gouvernement possible est celui que je propose. »*

Le général Bangui, que les autorités ont fait attendre pendant quatre-vingt-dix minutes à son arrivée à l'aéroport, apparaît aux observateurs comme un concurrent possible pour le président David Dacko.

Pour sa part, le Front patriotique oubanguien (F.P.O.) ne reconnaît pas le président David Dacko, exige le départ des troupes françaises de Centrafrique, et appelle la population à la grève générale illimitée.

Dans un communiqué remis samedi à la presse à Paris, le F.P.O., qui se réclame de M. Abel Goumba, actuellement haut fonctionnaire international en poste au Benin, condamne l'intervention française, qu'il qualifie de *« véritable acte de reconquête coloniale »* et demande *« la non-reconnaissance du nouveau régime, qui n'est qu'une réédition du coup de force à la Bob Denard aux Comores »*.

Le F.P.O., dans ce même communiqué, demande à la population centrafricaine de manifester son *« mécontentement en refusant toute forme de collaboration avec le régime fantoche anti-populaire et anti-démocratique imposé de l'extérieur »*. Il appelle cette population à observer, en signe de deuil, une grève générale illimitée *« pour honorer la mémoire de nos martyrs et pour exiger la restauration d'une véritable démocratie »*.

Protestation du Tchad

M. Goukouni Weddeye, président du gouvernement d'union nationale de transition du Tchad, a adressé, dimanche, au gouvernement français la *« protestation la plus énergique »* à la suite de l'envoi sur Bangui de troupes françaises basées à N'Djamena.

Le gouvernement tchadien se réserve le droit de tirer toutes les conséquences de cet acte inamical, a affirmé un porte-parole du gouvernement.

La radio libyenne a dressé, dimanche, un violent réquisitoire contre ce qu'elle a appelé *« l'intervention abjecte du néo-colonialisme français en Centrafrique et dans plusieurs régions du continent africain »*.

Elle a affirmé : *« L'invasion scandaleuse menée par les Français en Centrafrique n'a d'autres mobiles que d'assurer le pillage des richesses naturelles de ce pays africain, et particulièrement de l'uranium, dont il regorge. »*

A Alger, *El Moudjahid* commente ainsi les événements dans un article titré « Cousinage » : *« Quelle que soit la satisfaction que l'on éprouve à apprendre la chute d'un tyran sanglant, l'accession à la tête de la Centrafrique de M. David Dacko et le départ de l'empereur Bokassa, il reste que l'on se demande de quel droit un pays, quel qu'il soit, peut se permettre de faire « valser les gouvernements » d'un autre Etat théoriquement indépendant, par une grossière ingérence dans ses affaires intérieures. »*

A LA BASE D'ÉVREUX SUR PIED DE GUERRE

« J'espère, au moins, qu'on ne lui donne pas à manger avec... nos impôts... »

De notre envoyé spécial

Evreux. — *Sur le pied de guerre depuis vendredi soir, la base aérienne n'a pas cessé de présenter, jusqu'au départ de l'ancien empereur, tous les signes extérieurs du déroulement d'une affaire d'Etat, dont le public ne connaîtrait ni les épisodes ni les acteurs.*

A l'entrée du camp, tous les véhicules, même militaires, étaient fouillés par des gendarmes mobiles. Les patrouilles sur les chemins de ronde étaient plus nombreuses. Le personnel technique était consigné. Les permissionnaires quittaient la base par des portes dérobées. On a même menacé de sanctions les appelés qui seraient surpris à parler avec des journalistes.

Officiellement, il ne se passait, bien sûr, « rien d'anormal » : *l'officier de presse avait pris son week-end. Le commandement de la base était* « très occupé » *et le préfet de l'Euro n'avait* « rien à déclarer ». *Ce silence pesant a fait naître rumeurs et déductions hâtives. D'aucuns ont cru savoir que Bokassa Ier a cherché à payer son plein de kérosène* « en billets de 100 F ». *De même, l'officier mécanicien de la Caravelle, un Français, aurait eu une* « dépression nerveuse ». *M. Journiac, le négociateur envoyé par le président de la République, serait entré dans la base, selon un colporteur de nouvelles particulièrement imaginatif,* « dans la benne d'un camion, caché sous une couverture ». *Enfin, l'épouse de l'empereur aurait été signalée aux alentours.*

Les journalistes qui battaient la semelle, les centaines de badauds venus voir « la fin d'un assassin d'enfants », *selon la formule d'une mère de famille, devaient se contenter de scruter la brume à la jumelle, pour apercevoir, plusieurs centaines de mètres au-delà du mur d'enceinte, le fuselage blanc de l'appareil, une ligne brève, imprécise, posée dans le lointain, derrière un capharnaüm de camions, de bâtiments et de voitures de police. Comment croire que l'empereur centrafricain, qui avait si largement fait admirer les fastes de son couronnement, a bien pu venir échouer sur ce bord de piste ?*

Ceux qui ont consacré leur promenade dominicale à la « chute du tyran » *ont été déçus. Qu'espéraient-ils ?* « Je ne sais pas, qu'on lui donne l'assaut », *affirmait un retraité, très digne.* « Voir sa tête en vrai, parce qu'on dit que c'est un tueur », *ajoutait une jeune fille venue à bicyclette. Les visiteurs dressaient aussi la liste des pays qui pourraient accueillir l'ancien monarque. Le Chili venait en tête :* « Entre fascistes, hein ? » *D'autres se souvenaient que la France possède encore* « quelques îles Sainte-Hélène », *où l'on pourrait assigner Bokassa à résidence.*

L'empereur, invisible jusqu'à son départ, n'était plus qu'un traître de comédie. « J'espère au moins, *dit une vieille femme accompagnée par sa fille jusqu'au grillage de la base,* qu'on ne lui donne pas à manger avec nos impôts. »

PHILIPPE BOGGIO.

Point de vue

Il fallait le juger en France

par RAYMOND DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE (*)

LA décision du gouvernement français au sujet de Jean-Bedel Bokassa ne peut que susciter l'étonnement. En effet, l'empereur déchu n'était plus, sur le territoire français, qu'un personnage privé, simple citoyen rentrant dans sa patrie d'origine.

Car Jean-Bedel Bokassa est bien Français, même s'il a exercé au plus haut niveau des responsabilités gouvernementales à l'étranger. Né dans un territoire où s'exerçait pleinement la souveraineté française, devenu officier français, puis chef d'un Etat relevant de la Communauté instituée par notre Constitution du 4 octobre 1958, qui dispose, en son article 77, qu'il n'y a qu'une citoyenneté de la Communauté, l'indépendance de l'Etat Centrafricain n'a pas modifié, au regard de la loi française, la nationalité de Jean-Bedel Bokassa.

Certes, il aurait pu demander à perdre la nationalité française et, de son côté, le gouvernement français aurait pu, en application des articles 96 et 97 du Code de la nationalité, lui faire perdre la qualité de Français. Il eût fallu un simple décret après avis conforme du Conseil d'Etat.

On peut regretter, après la révélation des crimes de Bangui et les conclusions de la commission de juristes africains qui en ont apporté la confirmation très officielle, que la France se soit abstenue de le déchoir de la nationalité française.

Mais plus encore aujourd'hui, et après les révélations faites au *Monde* par M. Albert de Schonen, ancien ambassadeur de France en Centrafrique (1), on peut s'étonner du laxisme des autorités françaises, qui ont perdu une belle occasion de donner à la communauté internationale le témoignage du sincère attachement de la France à la défense des droits de l'homme.

Jean-Bedel Bokassa, en perdant son trône, a perdu l'immunité qui s'attachait à son personnage et, venant en France, il n'était plus qu'un criminel justiciable des tribunaux de son pays. L'article 689 du code de procédure pénale donne, en effet, pleine compétence aux juridictions françaises pour appréhender et juger les nationaux français qui ont commis à l'étranger des faits qualifiés crimes punis par les lois nationales.

L'assassinat de dizaines d'enfants ne méritait-il pas que la France donne au monde un bel exemple de justice ? Le crime n'est-il pas d'autant plus grand que l'auteur en a la responsabilité au plus haut niveau ?

Au lieu de cet acte de justice, employant de petits moyens, le gouvernement a rejeté hors de France Jean-Bedel Bokassa, en violant ce principe fondamental de notre droit qu'on n'expulse pas un ressortissant français. Or, n'a-t-on pas dit que Bokassa voulait rester en France, acceptant par là même les lois de notre pays ?

Enfin, comme tant de juristes internationalistes, nous ne cessons de réclamer, depuis des années, la créa- juridiction pénale internationale, dont juger les auteurs des crimes contre l'humanité et nous avons toujours souhaité que la France prenne l'initiative d'une conférence diplomatique pour que soit mise sur pied cette juridiction pénale internationale dont l'absence est chaque jour plus profondément ressentie.

Si une telle juridiction avait existé, le gouvernement de la France n'aurait pas eu, cette nuit, pour des raisons politiques qui ne la grandissent pas, à se laver les mains.

★ Avocat à la Cour.

(1) Nos éditions du 21 septembre.

● *L'Association des juristes démocrates* a exprimé, dimanche 23 septembre, dans un communiqué, son étonnement devant le refus opposé par le gouvernement à la demande d'entrée en France de Bokassa, en sa qualité de citoyen français. L'association estime qu'*« il y a là une violation de la règle de droit fondamentale, selon laquelle on ne peut interdire à un citoyen l'accès à son propre pays, alors surtout que le gouvernement a le devoir de déférer Jean-Bedel Bokassa à la justice, en raison des crimes qui lui sont imputés »*.

Pantalonnades

(Suite de la première page.)

Les étudiants, élèves et professeurs qui dénoncent ce tour de passe-passe en manifestant à Bangui sont ceux qui ont pris de vrais risques dans la lutte contre l'ex-empereur : en engageant de véritables combats de rues contre ses troupes au mois de janvier ; en acceptant de dénoncer les crimes du régime quand les enquêteurs étrangers les ont interrogés, quelques mois plus tard.

Beaucoup de ces manifestants sont des partisans de M. Goumba, président du Front patriotique oubanguien, autrefois évincé du pouvoir par M. Dacko, soutenu par la chambre de commerce de Bangui. Compromis avec de nombreux milieux d'affaires, M. Dacko vient de déclarer qu'il était en faveur d'un « multipartisme », mais il est l'homme qui avait institué le parti unique dans son pays. Peu soucieux d'entendre Bokassa Ier révéler certaines affaires ténébreuses, il a fait en sorte que la demande d'extradition de l'ex-empereur ne puisse parvenir en France avant le départ de l'intéressé.

Les pantalonnades dans l'affaire Bokassa ne sont cependant pas le seul fait de Paris et de ses alliés d'Afrique noire. Moscou accable maintenant Bokassa Ier après s'être élevé contre les « calomnies » des journalistes ayant révélé sa participation aux massacres. La Libye, après avoir fourni à l'empereur jusqu'aux gardiens de la prison de Bangui, condamne l'intervention françaises en déclarant que *« le continent africain ne pardonnera jamais ces atteintes à sa dignité »*.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Les parachutistes expédiés à Bangui venaient de participer à un exercice franco-zaïrois

Les troupes françaises qui ont été mises en alerte le jeudi 20 septembre pour intervenir, dans la soirée et la nuit du jeudi au vendredi 21 septemre, à Bangui, à l'appel de M. David Dacko, sont parties de deux bases différentes : Libreville, au Gabon, et N'Djamena, au Tchad, où elles sont en permanence.

En réalité, l'essentiel de cette force a été constitué des parachutistes professionnels du 3e régiment parachutiste de l'infanterie de marine (RPIMA) stationné normalement à Carcassonne (Aude), qui avaient auparavant participé à des manœuvres franco-zaïroises. Cet exercice commun avait eu lieu du 12 au 19 septembre, et les parachutistes du 3e RPIMA avaient, à l'issue de cet exercice, gagné Libreville pour y former les éléments de ce qu'on appelle « la compagnie tournante », que la France maintient dans la capitale du Gabon.

La « compagnie tournante » est une unité prélevée, tous les quatre à six mois, sur des régiments en garnison en France pour prendre ses cantonnements dans les pays africains qui ont conclu des accords d'assistance militaire et technique avec Paris.

Pendant que les parachutistes du 3e RPIMA quittaient Libreville, un peloton d'auto-mitrailleuses légères était acheminé depuis N'Djamena et il a, à son tour, été remplacé par des éléments venus de France pour le Tchad. Ces différents moyens ont été transportés par des avions Transall de l'armée de l'air française. Des voyageurs français de Bangui rapportent avoir observé des avions Herlulès. Si ce témoignage était exact, il est plausible qu'il se soit agi d'appareils zaïrois utilisés pour d'autres types de transport.

Au total, on estime à trois compagnies — environ cinq cents à six cents hommes — la force française expédiée à Bangui, dont l'essentiel provient des troupes engagées dans la manœuvre franco-zaïroise de la mi-septembre. Cet exercice était annoncé de longue date, mais on peut imaginer que le gouvernement ait saisi cette opportunité pour mettre en place le dispositif qui a volé au secours de M. Dacko.

UNE BASE DISCRÈTE

La base militaire d'Evreux est avec celle, sous même statut, d'Orléans l'un des terrains de déroutement ou de dégagement de la région parisienne pour des avions civils en difficulté qui ne seraient pas autorisés à se poser sur les aérodromes d'Orly, de Roissy ou du Bourget.

Dépendante du commandement du transport aérien militaire (COTAM), la base d'Evreux-Fauville offre, avec ses grandes installations modernes réparties sur 660 hectares et protégées, des moyens d'accueil sur place et des équipements de transmissions avec Paris, suffisamment discrets et sûrs pour être mobilisés en cas d'acte de piraterie aérienne au-dessus de la France.

Actuellement, elle reçoit la 64e escadre de transport composée d'une quarantaine de bimoteurs Noratlas répartis en trois escadrons. Elle accueille aussi un groupe-école pour les élèves officiers de réserve et les sous-officiers de l'armée de l'air et un groupe aérien mixte, avec des bimoteurs Noratlas et des hélicoptères Puma, pour des missions spéciales. Elle abrite, enfin, l'escadrille de reconnaissance et de guerre électronique, équipée notamment d'un quadriréacteur intercontinental DC-8, utilisé récemment, lors des interventions françaises en Afrique, pour aider la chasse.



AFRIQUE

LE CHANGEMENT DE RÉGIME EN CENTRAFRIQUE

Moscou dénonce l'« ingérence militaire » de la France

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique vient de critiquer à nouveau la politique africaine de la France à la suite du coup d'État qui a provoqué la chute de l'empereur Bokassa Iᵉʳ. Depuis la fin de la guerre du Shaba et de l'intervention française au Zaïre au printemps de l'année dernière, elle avait mis une sourdine à ses critiques bien que les divergences subsistaient entre Paris et Moscou. Mais elle ne manque aucune occasion de les rappeler.

L'agence Tass, citée le dimanche 23 septembre par la *Pravda*, souligne que les unités françaises sont arrivées à Bangui à la veille du coup d'État. S'abritant derrière des citations de la presse française, elle précise que ces forces devaient assurer le succès de l'opération, étant donné que *« le successeur de Bokassa est peu populaire en République centrafricaine »*. Avec *l'Humanité*, elle considère que *« l'ingérence militaire de la France au Zaïre, au Tchad et maintenant en République Centrafricaine, montre qu'elle veut jouer le rôle de gendarme des pays occidentaux en Afrique »*.

Tass s'en prend aussi directement au nouveau président David Dacko pour ses déclarations sur les livraisons d'armes soviétiques à Bokassa Iᵉʳ. *« Il est pourtant de notoriété publique l'endroit d'où l'usurpateur* [c'est-à-dire l'ex-empereur] *recevait des armes, des conseillers ainsi que des chevaux blancs et du champagne pour son couronnement. »*

Enfin, conclut l'agence soviétique, *« il est symptomatique que dès qu'il s'agit d'apporter une assistance aux régimes progressistes, les autorités françaises leur dénient habituellement le droit de solliciter des aides amicales de l'extérieur »*. Allusion tout à fait claire à la présence soviétique et cubaine en Afrique. On remarquera cependant que cette phrase qui figure dans le service français de Tass destiné essentiellement à l'Afrique, n'est pas reprise dans la *Pravda*, ce qui en atténue quelque peu la signification.

Dans sa revue hebdomadaire, le journal du P.C. soviétique se félicitait, dimanche, de la chute de trois dictateurs sur le continent africain, en Ouganda, en Guinée équatoriale et en République centrafricaine. De même, Tass déclare que, *« corrompu et impopulaire au plus haut point, le régime de Bokassa était devenu insupportable pour les masses laborieuses de Centrafrique (...), surtout après les massacres sanglants d'écoliers »*. Mais les moyens d'information soviétiques ont attendu la chute de Bokassa pour « découvrir » ces massacres dont ils n'avaient soufflé mot ni après les révélations d'Amnesty International ni après le rapport des juristes africains, tout comme ils avaient gardé un silence total sur les exactions des régimes Macias et Amin Dada jusqu'à leur renversement, que la *Pravda* qualifie maintenant de *« seconde naissance de l'Afrique »*. — D. V.

M. MARCHAIS : la France doit cesser ses interventions en Afrique.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui était, dimanche soir 23 septembre, l'invité du Club de la presse d'Europe 1 a déclaré :

« On ne peut que se féliciter du fait que Bokassa, qui a la responsabilité de crimes extrêmement lourds dans son propre pays, ait été écarté du pouvoir. Cela étant dit, dans quelles conditions, quelles sont les perspectives ? Il ne m'appartient pas, ce soir, de donner une réponse à ces questions. La seule chose que je peux dire, c'est qu'il appartient, à mon avis, au peuple centrafricain lui-même, de juger cet homme pour les crimes qu'il a commis. Par conséquent, normalement, si le gouvernement en place était un gouvernement démocratique, respectueux des des droits de l'homme, il demanderait son extradition, ou son retour à Bangui.

» Ma seconde observation, c'est qu'il est souhaitable que la France cesse ses interventions en Afrique. Je trouve qu'avec M. Giscard d'Estaing le gouvernement français s'engage de plus en plus dans des interventions en Afrique qui vont à l'encontre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à l'encontre des intérêts bien compris de la France. »

M. MITTERRAND : une sordide négociation.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., qui présidait, dimanche 23 septembre, à Fougères (Ille-et-Vilaine) la Fête de la rose, estime, à propos de l'affaire Bokassa, que *« cet empereur de comédie n'a dû son pouvoir qu'à la complaisance des pouvoirs publics français »*. M. Mitterrand a évoqué *« la sordide négociation qui veut qu'aujourd'hui tous les regards soient tournés vers celui qui massacra les enfants de ses compatriotes et qui fut pendant si longtemps, avant et même un peu après, considéré comme l'un des piliers de la présence française en Afrique »*.

DANS LA PRESSE

LE FIGARO : appliquer le code pénal.

« Beaucoup d'Africains ont, eux aussi, la double nationalité et, pour eux, c'est quelque chose : un souvenir sentimental très fort et une assurance pour l'avenir. A quoi sert désormais d'être citoyen français, entend-on dire en Afrique et aussi, d'ailleurs, en France ?

» Le code de procédure pénale prévoit expressément le jugement sur le territoire national des ressortissants français qui se sont rendus coupables de crimes à l'étranger.

» La France s'est trop longtemps servie de Bokassa pour s'en laver les mains. Il lui restait une responsabilité : montrer que devant la loi, et devant la justice, tous les Français sont égaux. »

SERGE MAFFERT.

L'AURORE : de quel front ?

« Nos Excellences — dont le manque de cœur n'est plus à démontrer — sont-elles dépourvues de culture et de mémoire au point d'ignorer qu'à Nuremberg on jugea non seulement ceux qui avaient commis des atrocités, mais ceux qui, les ayant connues, les avaient couvertes de leur silence ? De quel front osent-ils nous parler de morale, de droits de l'homme, de vocation de la France, ces gens qui, il y a un mois encore, lorsque le monstre ou l'un des siens venait en France, l'attendaient à la coupée de l'appareil pour lui présenter leurs civilités et lui fournir des voitures officielles ? »

(DOMINIQUE JAMET.)

LE MATIN : la France narguée.

« Bokassa aura réussi à inscrire à son sinistre palmarès de bouffon capricieux et criminel un dernier titre de gloire : il aura nargué pendant plus de deux jours cet État français qui l'avait lâché, en refusant de quitter le territoire national, en arguant de sa nationalité française. La France, qui connaissait tous les détails du coup d'État pour l'avoir organisé en sous-main, n'avait pas imaginé que le despote choisirait comme terre d'exil le pays qui avait organisé sa chute. »

LIBERATION : un otage à la poubelle.

Le « cher parent » *d'hier devient une* persona non grata, *dont la présence sur le sol français est insupportable. Bokassa est aujourd'hui un otage entre les mains d'un système qui l'a produit, entretenu et sauvé, avant de le jeter à la poubelle. C'est fort dommage que la France ne veuille pas entendre cet homme raconter toute son histoire, notamment celle qu'ont écrite durant treize ans, les rapports secrets des antennes locales du gouvernement français. On y apprendrait non seulement des détails croustillants sur les corrupteurs et les corrompus, mais surtout comment on cuisine l'avenir de tout un peuple, d'un des peuples les plus pauvres du monde, en dépit de ses diamants et de son uranium. Malheureusement, ce n'est qu'un rêve. »*

FRANCE-SOIR : choyé par tous les gouvernements.

« ... Qu'aurait-il fallu faire ? Il faudrait tout d'abord rappeler que pendant treize ans, tous les gouvernements sans exception ont choyé, caressé et soutenu Bokassa sans rien ignorer pourtant de ses exactions.

» Il faudrait ensuite indiquer que ce n'est que tout récemment, et après avoir tenté de fermer les yeux sur les flaques de sang qui s'étalaient à Bangui, que la France s'est décidée à prendre ses distances à l'égard de son protégé.

» Il faudrait enfin souligner que le gouvernement français aurait été beaucoup plus à l'aise pour contester la contestable citoyenneté française de Bokassa s'il l'en avait solennellement déchu au moment des massacres de Bangui, ou même avant... »

(BENOIT RAYSKI.)

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES
MEDECINE ET PHARMACIE
CEPES
5 centres : quartier latin - Neuilly - Nation - Créteil - Orsay
57, rue Ch.-Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.09.19
Groupement libre de professeurs

EUROPE

Espagne

APRÈS L'ASSASSINAT DU GOUVERNEUR DU GUIPUZCOA

Le général Milans del Bosch évoque une éventuelle intervention de l'armée pour « garantir la souveraineté et l'indépendance de la patrie »

De notre correspondant

Madrid. — Assassinats de militaires, manifestations répétées de mécontentement au plus haut niveau de l'armée, le panorama s'assombrit de nouveau en Espagne à un mois d'une étape décisive pour la solution du problème basque : le référendum sur l'autonomie.

Alors que les remous provoqués par l'assassinat de deux officiers supérieurs à Bilbao étaient à peine apaisés, le dimanche 23 septembre c'est un général, le gouverneur militaire de la province du Guipuzcoa, qui est tombé sous les balles des séparatistes. Le jour même, dans une interview au quotidien conservateur *A. B. C.* le lieutenant-général Milans del Bosch, chef militaire connu, dressait un bilan extrêmement négatif de la transition politique. Renchérissant sur les déclarations faites quelques jours plus tôt par certains de ses frères d'armes, il affirmait que le terrorisme n'était pas combattu de façon satisfaisante et indiquait que l'armée serait peut-être amenée à intervenir.

L'attentat de dimanche a mis en lumière l'insouciance avec laquelle certains responsables militaires reçoivent les directives données de Madrid pour assurer au maximum leur sécurité. A l'approche du référendum et en prévision de possibles provocations de l'ETA, le gouvernement a en effet demandé, à tous les échelons de l'armée, de multiplier les précautions. Or, c'est sans escorte et apparemment sans méfiance que le général Lorenzo Gonzalès-Valles, gouverneur militaire du Guipuzcoa, la province la plus menacée, déambulait dimanche matin en compagnie de sa femme sur la célèbre promenade maritime de la Concha à Saint-Sébastien.

Selon les témoins, un jeune homme est arrivé derrière lui et lui a tiré à bout portant enfui ensuite avec un complice qui l'attendait à bord d'une voiture, volée le matin même. Le général est mort sur le coup. Agé de cinquante-neuf ans, il avait combattu dans les rangs de la division Azul, sur le front russe, il se trouvait en poste à Saint-Sébastien depuis le printemps dernier.

Dimanche soir, la police ne semblait en possession d'aucun indice sur les auteurs du crime, qui ont disparu avec la même facilité que lors d'opérations précédentes. Le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez, a réuni les ministres chargés de la défense et de la sécurité, ainsi que les principaux chefs militaires, mais rien n'a pranspiré de ce conseil restreint, habituel après chaque attentat important.

Chômage et pornographie

Le maire de Saint-Sébastien, M. Jésus Alkain, membre du parti nationaliste basque, principal partisan du « oui » au référendum, s'est adressé par radio à ses concitoyens pour dire que la population devait réagir, car *« ça ne pouvait plus durer »*. Le secrétaire général de la section basque de l'U.C.D. (Union du centre démocratique), M. Jésus Maria Viana, a donné une explication désormais classique de la stratégie suivie par l'ETA : l'organisation séparatiste veut créer une ambiance peu propice à la réalisation du référendum sur l'autonomie, dont la réussite risque de sonner son déclin. Elle tente de provoquer un retour à une situation autoritaire pour apparaître comme *« l'armée de libération du peuple opprimé »*.

Mais la déclaration la plus retentissante a été faite avant l'attentat. Son auteur, le lieutenant-général Jaime Milans del Bosch, le lieutenant-général de la troisième région militaire qui a son siège à Valence, appartient à une célèbre famille d'officiers. Certes, il n'a jamais été réputé pour sa sympathie à l'égard du régime démocratique. Mais ses réflexions reflètent un état d'esprit largement répandu dans l'armée. Interrogé sur la transition, il répond : *« Objectivement parlant, son bilan ne semble pas positif : terrorisme, insécurité, inflation, crise économique, chômage, pornographie et surtout crise d'autorité. Dans l'armée nous avons observé la transition en position d'attente et avec sérénité, mais aussi avec une profonde préoccupation. »*

Ayant ainsi imputé allègrement à la démocratie les incidences espagnoles d'une crise économique qui affecte l'ensemble du monde occidental, le lieutenant-général affirme à propos du terrorisme : *« A en juger d'après les résultats, on ne lui donne pas le traitement adéquat. Peut-être la solution serait-elle dans la promulgation de lois convenables, dans leur application rigoureuse et dans la mise en pratique des mesures policières nécessaires. »* Comme on lui demande à quel moment à son avis l'armée pourrait être amenée à intervenir pour résoudre le problème basque, il répond : *« Quand il sera devenu évident que les lois, l'action policière et judiciaire sont insuffisantes ou quand — conformément à la mission que nous assigne la Constitution, — il sera nécessaire de garantir la souveraineté et l'indépendance de notre patrie. »*

Dans d'autres passages de cette interview, le lieutenant général Milans del Bosch dénonce aussi *« l'irresponsabilité »* et la *« couardise »* qui, selon lui, règnent en Espagne. Mercredi, c'est le chef d'état-major de l'armée de terre en personne, le lieutenant général Gabeiras Montero, qui avait déclaré à Santa Cruz de Ténériffe que l'Espagne était *« malade »* et soumise à des *« traitements qui ne donnaient pas les résultats satisfaisants »*. Il répondait à un discours du capitaine général des Canaries qui s'en était pris à l'inefficacité dans la lutte anti-terroriste et à l'impunité dont jouissent ceux qui *« portent atteinte à l'Espagne et à ses symboles »*. Le lendemain, un professeur à l'académie générale militaire publiait une lettre ouverte, reproduite par plusieurs journaux à propos de l'attentat de Bilbao, dans laquelle il évoquait les *« déclarations d'indignation et de réprobation faites par les stupides et les pharisiens »* et repoussait comme *« peu acceptables »* les appels officiels à la sérénité.

Il y a un an, il était courant d'entendre dire dans l'armée que le vice-président chargé des problèmes de défense, le lieutenant général Gutierrez Mellado, avait interdit à ses subordonnés de tenir des propos publics sur les problèmes politiques. Plusieurs officiers supérieurs ont été punis pour avoir enfreint cette règle. Or les prises de position se multiplient depuis quelques jours dans l'armée avec une apparente facilité : la doctrine a changé ou, ce qui a varié, c'est l'aptitude à la faire respecter.

CHARLES VANHECKE.

M. ADOLFO SUAREZ SE REND EN AMÉRIQUE CENTRALE ET A WASHINGTON

Madrid *(A.F.P.)*. — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, effectuera des visites officielles dans divers pays d'Amérique centrale avant de se rendre à Washington. Il ira d'abord au Costa-Rica, où il séjournera du 26 au 28 septembre, puis au Nicaragua, le 29 septembre, et enfin à Panama, les 30 septembre et 1ᵉʳ octobre.

M. Suarez sera ainsi le premier chef de gouvernement occidental à se rendre au Nicaragua, depuis la victoire sandiniste dans ce pays. Ce voyage en Amérique centrale s'inscrit dans le cadre de l'offensive diplomatique espagnole en direction de l'Amérique latine.

On souligne que le voyage de M. Suarez sera essentiellement politique.

LA CAMPAGNE POUR LES BASQUES RÉFUGIÉS EN FRANCE

Visite aux séquestrés volontaires d'Oyarzun

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — *« Combien de temps allez-vous tenir ? — Tant qu'il faudra ! »*

La réponse est chaque fois la même, lancée sans un battement de cils comme un défi ou comme un slogan. Ces « encerrados », les reclus volontaires qui font du *sit in* depuis plusieurs jours au Pays basque en faveur des réfugiés d'Euskadi-Nord affirment qu'ils tiendront aussi longtemps que le gouvernement français ne reviendra pas sur les mesures administratives décidées le 30 janvier et appliquées depuis un certain temps avec rigueur. Dans l'hypermarché Mammouth d'Oyarzun, par exemple, ils sont une quinzaine « encerrados » des deux sexes et de divers âges qui se sont aménagé un point de résistance dans les bureaux de la direction. Leurs nuits protestataires se passent sur des lits-cages pulsés dans les stocks du magasin.

D'autres — des centaines — font la même chose ailleurs : pancartes à la porte et camping improvisé dans une mairie, une usine ou une église. Parfois, une grève de la faim. Les patrons se taisent. La police ne bouge pas. Il ne faut pas troubler la campagne électorale qui commence en faveur du statut d'autonomie négocié à Madrid. Comme beaucoup d'entreprises françaises, Mammouth a été plastiqué. Mais les responsables restent calmes : ils ont décidé d'oublier leur cartésianisme natal. Lancé début septembre au cours d'une « assemblée populaire », le mouvement en faveur des réfugiés finira sans doute comme il a débuté : apparemment en suivant les impulsions de la base, en fait en répondant à des consignes données en sous-main.

Au début, les reclus de Mammouth étaient plutôt réticents pour parler. La presse, ils ne l'aiment guère. Le journaliste qui arrive, ils vérifient son identité. Ils passent des coups de fil pour savoir ce qui peut être dit et comment. A la fin, le verdict tombe : d'accord pour une interview, mais avec un collectif. Alors, trois heures plus tard, ils sont trente, quarante, réunis autour de bouteilles d'eau minérale. Venus de Renteria et de Pasajès, du métal, de la chimie ou de l'alimentation. Tendus, méfiants, l'œil brûlé de fatigue.

Curieux malgré tout : l'occasion est trop bonne de s'adresser à travers un journal au gouvernement *« centraliste »* et *« répressif »* parisien.

Un jeune demande pourtant avec agressivité ce qu'est ce journal : est-il lu dans les *« couches populaires »* ? Ne va-t-il pas censurer son correspondant ? Au fond de la salle, un barbu à l'œil froid semble remplir l'office de commissaire politique : il note tout ce qui se dit, et à la fin s'informe de ce qui va paraître et sous quelle forme : *« Nous saurons alors si nous pouvons vous féliciter. »* L'ambiance est à couper au couteau. Peu d'arguments, mais des affirmations péremptoires. A la sortie, des tracts de l'ETA sont tirés d'une poche et offerts en guise d'adieu : on y voit un Juan Carlos minuscule tenu en main par un Franco énorme et triomphant.

« Au service du capitalisme »

Les *encerrados* ne demandent pas, ils exigent que la France rétablisse le statut de réfugié en faveur des Basques. Ils lutteront *« jusqu'au bout »* pour appuyer cette revendication et *« massifieront leur lutte »*. Certains agitent même l'idée d'une grève générale. Si on leur dit que la future autonomie risque de tout bouleverser, d'enlever toute justification à l'idée même de réfugié basque, ils se répandent en sarcasmes. Cette autonomie, disent-ils, sera *« bidon »*. *« L'exploitation des travailleurs restera la même. »* La police autonome *« sera au service de l'État espagnol, du capitalisme espagnol »*.

Mais, si la majorité des Basques votent en faveur de leur autonomie, accepteront-ils, eux, ces partisans de l'ETA, la loi de la majorité ? Pas du tout.

Cela signifiera simplement que la majorité se trompe *« par manque de formation politique »*. Eux seuls ont raison, car ils ont l'*« esprit de sacrifice »*. Quelqu'un affirme : *« Nous ne nous fions pas au référendum organisé par des gouvernements capitalistes. Le référendum sur l'autonomie sera antidémocratique car organisé par le pouvoir de l'argent. »*

A l'exception d'Herri Batasuna — parti qui a lancé la campagne en faveur des réfugiés et qui est l'expression politique de l'ETA militaire, — aucune formation ne trouve grâce devant eux : même Euskadiko Ezkerra, coalition indépendantiste dirigée par d'anciens accusés du procès de Burgos, car elle a le tort à leurs yeux de dire « oui » au statut d'autonomie, de le considérer comme une étape importante vers l'autogouvernement. Et si l'on s'inquiète de ce qui peut se passer demain quand les Basques gouverneront le Pays basque, si l'on évoque le risque d'une guerre fratricide en raison du jusqu'au-boutisme de l'ETA, alors vient l'argument final, celui qui résume tous les autres : il n'y aura pas de guerre fratricide ; le pouvoir étant aux mains de la bourgeoisie basque, ce sera une guerre « classe contre classe ». Un homme s'enflamme : à Madrid, ce sont toujours les mêmes qui commandent, rien n'a changé depuis Franco, les Basques ne pourront rien obtenir *« sans que le sang soit versé »*. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain.

On quitte des *encerrados* avec des craintes pour l'avenir. L'interview finie, chacun rejoint son poste avec sérieux, sans gaieté. Les provisions s'accumulent dans un coin. C'est le « peuple » qui ravitaille. En bas, sous les néons de l'hypermarché, les étiquettes sont souvent bilingues. Rien n'obligeait la direction, quand le Mammouth d'Oyarzun s'est ouvert il y a trois ans, à utiliser l'euskera. Elle l'a fait pour la « touche » régionale. — Ch. V.

CORRESPONDANCE

La terre des expulsions

M. Jean-Pierre Faye nous écrit :

La terre des Droits de l'homme est devenue le pays des expulsions d'étrangers. Après l'extradition de Klaus Croissant et de Gabor Winter, après l'arrestation de Franco Piperno à Paris, par l'effet d'un télégramme d'extradition..., voici maintenant les brimades de tout genre contre des réfugiés politiques basques qui vivaient et travaillaient en France depuis des années. Certains d'entre eux ont une maison en construction, des enfants à l'école de langue française.

Face au décret qui les chasse arbitrairement des neuf départements frontaliers, ils ont décidé une *grève de la faim* qui en est à son trente et unième jour, à Hendaye et à Bayonne. Un prêtre s'est joint à eux, le curé de Socoa. Couchés dans l'église — du moins ceux qui n'ont pas été hospitalisés d'urgence, — ils sont gardés par un piquet de jeunes camarades de travail qui, nous disait une jeune fille parmi eux, espèrent que leur présence désarmée éloignera les tueurs : ceux qui, à Biarritz, viennent de cribler de balles un réfugié basque, voici peu de jours.

Combien de temps va-t-on laisser durer cette situation cruelle ? L'actuel gouvernement veut donc choisir d'être celui qui aura, de tous côtés, délabré *le droit d'asile en France.*

République d'Irlande

M. LYNCH ESTIME LA RÉUNIFICATION AVEC L'ULSTER SOUHAITABLE, MAIS IMPOSSIBLE DANS LE CLIMAT ACTUEL

(De notre correspondant.)

Dublin. — Le débat sur la crise en Ulster se poursuit. Il a été relancé, samedi 22 septembre, par un discours du premier ministre irlandais, dans lequel M. Lynch a déclaré que, sans la mise sur pied en Ulster d'un système d'administration auquel participeraient les deux communautés de la province, unioniste et nationaliste, il ne saurait y avoir de paix possible. En Ulster même, le leader du parti unioniste (DUP), le pasteur Ian Paisley, a estimé de son côté que le gouvernement britannique devrait inviter toutes les formations de la province, y compris les nationalistes, à une nouvelle convention, puis soumettre le résultat des discussions à un référendum.

Au cours d'un entretien avec des journalistes américains et européens, M. Lynch a déclaré : *« Le terrorisme dans une partie de notre communauté est une menace pour tous. La violence fait naître l'instabilité, et l'instabilité la violence. Il est de l'intérêt de tous que la longue souffrance du peuple d'Irlande du Nord prenne fin. Toute l'histoire de cette île démontre qu'on ne peut bâtir la paix que sur le consentement et la réconciliation. C'est dans ce sens que nous travaillons. »* Le premier ministre a exprimé à nouveau son espoir que la République d'Irlande et l'Ulster soient réunifiés ; mais, *étant donnés les craintes et les préjugés de la majorité unioniste* en Irlande du Nord, il admet que, *dans le climat actuel, cela n'est* pas possible.

M. Lynch a ainsi précisé sa politique vis-à-vis de l'Ulster, politique qui lui avait récemment valu quelques difficultés au sein de son propre parti, le Fianna Fail (*le Monde* du 11 septembre). Le chef du gouvernement irlandais a d'ailleurs convoqué une réunion de ses amis politiques pour le vendredi 28 septembre, afin de clarifier la situation intérieure de sa formation.

JOE MULHOLLAND.

PROCHE-ORIENT

Liban

Sérieux affrontements entre phalangistes et membres chrétiens du Mouvement national

De notre correspondant

Beyrouth. — Tandis que le calme régnait au sud pendant le week-end, le nord du Liban a été le théâtre de troubles sérieux. Des obus de mortier ont été tirés sur la place du village d'Amioun, au moment où s'y déroulait une cérémonie commémorative du Parti populaire syrien (P.P.S.), un des partis membres du Mouvement national, à laquelle assistait notamment un dirigeant du Fath, M. Abou Iyad. Il y eu trois morts et quatre blessés. Les miliciens du P.P.S. ont riposté en tirant sur le village de Deir-Bella, tenu par les phalangistes, d'où provenait sans doute le bombardement.

Ce type d'incidents, mettant aux prises les Phalanges au Mouvement national, ne s'était plus produit depuis longtemps. Amioun, et la région de Koura, qui l'entoure — entièrement chrétienne, — étant un fief du P.P.S., les échanges d'artillerie de dimanche risquent de ne pas demeurer sans suite.

L'affrontement a coïncidé avec le troisième anniversaire de l'accession à la présidence de la République de M. Elias Sarkis, dont le mandat prendra fin dans trois ans. Tout en constatant que la situation est loin d'être satisfaisante, la presse a décerné au chef de l'Etat un satisfecit pour le chemin parcouru malgré les écueils. Dans son message à la nation, M. Sarkis s'est montré plus « musclé » que d'habitude. Il a insisté sur trois points : il a estimé que la reconstitution de l'armée était en bonne voie ; au sujet de la situation dans le sud du pays, il a déclaré : « *La solidarité arabe impose une confrontation généralisée* (avec Israël) *ou un règlement à froid* », fondé sur une « *solution transitoire et non militaire* » ; quant à son objectif tendant à favoriser, à l'intérieur, une réconciliation nationale : « *Les bases existent (...), rien n'étant plus facile que de se partager les zones d'influence (...), alors que l'héroïsme consisterait à soutenir l'Etat* », a-t-il indiqué.

Ce message a trouvé un accueil positif sauf de la part de MM. Camille Chamoun et Bechir Gemayel.

LUCIEN GEORGE.

LE PRÉSIDENT SADATE MINIMISE LA PORTÉE DE LA DÉCISION DE JÉRUSALEM DE DÉVELOPPER L'IMPLANTATION JUIVE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS.

Le Caire (A.F.P.). — Le président Sadate a minimisé, le dimanche *23 septembre*, au cours d'une conférence de presse à sa résidence d'Ismaïlia, l'impact de la décision du gouvernement israélien d'autoriser les particuliers à acheter des terres en Cisjordanie et à Gaza.

Alors qu'on lui demandait « s'il s'agissait d'un soufflet à l'Egypte », le président égyptien a déclaré : « Ce n'est pas un soufflet, la presse exagère toujours les choses. Cette décision est née des anciennes conceptions politiques israéliennes, et je vais en discuter avec M. Menahem Begin à notre prochaine rencontre. »

Livraison d'armes au Maroc

A propos de l'appui militaire égyptien au Maroc, le président Sadate a estimé que le Polisario était composé de « Cubains » et de « mercenaires ».

Dans une interview publiée samedi par l'hebdomadaire officieux « Octobre », le chef de l'Etat égyptien a révélé que Le Caire fournissait effectivement des armes au Maroc. Il a, à ce propos, accusé l'Arabie Saoudite et « des politiciens marocains » d'avoir dressé le roi Hassan II contre l'Egypte. Il a exprimé l'espoir « de voir le souverain se débarrasser des politiciens vendus à l'Arabie Saoudite et à l'Irak avant que ceux-ci ne se débarrassent de lui ».

Après avoir accusé l'Arabie Saoudite et la Libye de comploter pour renverser le régime du maréchal Nemeiry au Soudan, il a dénoncé *l'ensemble de ses adversaires arabes*, qui tenteraient d' « affamer » le peuple égyptien en le privant d'une assistance économique et financière.

D'autre part, quatre accords ont été signés samedi au Caire, en vertu desquels l'Agence américaine pour le développement international (AID) accordera à l'Egypte la somme d'environ 68 millions de dollars pour l'année 1979. Cette aide sera essentiellement consacrée au financement de projets du secteur privé, au développement du Sinaï et à l'amélioration du système des égouts à Alexandrie.

LE CAIRE DÉMENT AVOIR REÇU DES FOURNITURES MILITAIRES SOVIÉTIQUES

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Les autorités égyptiennes ont publié un communiqué officiel démentant catégoriquement les informations parues dans la presse européenne (*le Monde* daté 23-24 septembre) et selon lesquelles « *l'Union soviétique aurait fourni récemment à l'Egypte des moteurs d'avions militaires et des pièces de rechange pour hélicoptères* ».

« *Ces rumeurs sont dénuées de tout fondement*, précise Le Caire, *l'Union soviétique n'ayant absolument fourni aucune aide militaire à l'Egypte depuis le mois d'octobre 1973. De pareilles allégations visent uniquement à nuire aux relations amicales égypto-américaines.* »

Certains experts militaires étrangers continuent d'affirmer, de leur côté, que si aucune livraison massive ou régulière d'armements russes n'a plus eu lieu en faveur du Caire depuis 1974, *en revanche, certaines* pièces de rechange militaires ont été fournies à plusieurs reprises en quantité limitée, y compris, ces derniers temps, dans le cadre de contrats civils. — J.-P. P.-H.

● *Le ministère saoudien des postes et télécommunications* vient de passer une commande de 1,6 milliard de florins (3,5 milliards de francs) avec les deux groupes Philips et Ericsson pour la mise en place du réseau téléphonique de l'Arabie Saoudite. Cette commande fait partie du « contrat du siècle » de près de 10 milliards de francs, signé en janvier 1978 entre le gouvernement de Ryad et un consortium regroupant Philips, Ericsson et une société canadienne pour la conception, la construction et la maintenance d'un réseau complet de télécommunications en Arabie Saoudite.

« PRESQUE TOUS LES PAYS EUROPÉENS RECONNAISSENT « LE FAIT DE L'O.L.P. » estime le chef de la diplomatie belge

Beyrouth *(A.F.P.)*. — M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères, estime qu'on ne peut pas considérer Jérusalem comme étant « *de manière irréversible sous souveraineté israélienne* ». Dans des déclarations publiées dimanche 23 septembre par l'hebdomadaire libanais de langue anglaise *Monday Morning*, le chef de la diplomatie belge précise que, dans l'esprit de son gouvernement, « *la résolution 242 du Conseil de sécurité* (prescrivant l'évacuation des territoires occupés) *vise également une partie de Jérusalem* ».

Après avoir estimé que les Etats-Unis étaient « *pour l'instant* » dans une situation où « *il est difficile de parler à l'O.L.P.* », M. Simonet remarque qu'en revanche pratiquement tous les pays européens reconnaissent « *le fait de l'O.L.P.* » (Organisation de libération de la Palestine). Après avoir noté que « *l'idée de la représentativité de l'O.L.P. avait incontestablement fait du progrès en Europe ces deux dernières années* », le chef de la diplomatie belge a relevé que « *le dialogue de fait* » qui existe entre les autorités belges et la centrale palestinienne « *correspondait à la nature de l'O.L.P.* ».

● *Un nouveau succès pour l'O.L.P.* — L'Union interparlementaire mondiale a approuvé dans la nuit du samedi 22 septembre une résolution reconnaissant l'Organisation de libération *de la Palestine (O.L.P.) comme* l'unique représentant légitime du peuple palestinien. — *(A.F.P.)*

Depuis 35 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 2 F et 36, rue de Malte. 75011 PARIS

DIPLOMATIE

La nouvelle session de l'Assemblée européenne

Le groupe socialiste se prononce pour la réduction des dépenses agricoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le groupe socialiste de l'Assemblée européenne veut profondément changer le profil du budget communautaire pour l'année 1980 tel qu'il vient d'être soumis à l'Assemblée par le Conseil des ministres des Neuf. Il déplore l'accroissement abusif des dépenses de soutien agricole (62,64 milliards de francs, en 1980, contre 51,33 milliards de francs, en 1979) mais dénonce, en sens inverse les coupes auxquelles s'est livré le Conseil — par rapport à l'avant-projet de budget établi par la Commission — en ce qui concerne les crédits affectés aux politiques régionle, sociale, industrielle et à l'aide au développement.

Telles sont les orientations retenues par le groupe socialiste qui s'est réuni du 18 au 21 septembre, à Bruxelles, afin de préparer la session parlementaire qui débute ce lundi 23 septembre, à Strasbourg. Aux yeux des socialistes, il est d'autant plus nécessaire de réduire les dépenses agricoles qu'en raison du plafonnement des ressources propres de la C.E.E. et du fait que le plafond sera bientôt atteint, il y a peu d'argent frais disponible.

Comment imposer une diminution des dépenses agricoles ? M. Glinne, président du groupe, et M. Dankert, spécialiste des affaires budgétaires, *ont été* nets : il faut d'ici à octobre revoir les mécanismes, autrement dit remettre en cause les décisions prises en juin par les ministres de l'agriculture des Neuf. Celles-ci (légère hausse des prix communs et maintien à un niveau très bas de la taxe de coresponsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de lait) sont, aux yeux des socialistes, en cela d'accord avec la Commission, néfastes puisqu'elles ont pour conséquence un accroissement substantiel des dépenses agricoles. Le groupe socialiste reconnaît que la précédente assemblée européenne est en partie responsable puisqu'elle s'était prononcée pour un relèvement des prix communs. Les socialistes invitent donc le Conseil à mettre à profit le réexamen du dossier pour s'employer à dégager des solutions. Les socialistes vont créer un groupe de travail agricole pour y contribuer.

Cette prise de position mérite d'autant plus de retenir l'attention qu'elle est le fait de l'ensemble d u groupe, autrement dit que les parlementaires des pays agricoles s'y sont associés. Le malaise que provoque l'inflation des dépenses de soutien du marché laitier (31 milliards de francs en 1979, 28 milliards prévus pour 1980) est évident.

M. Glinne a émis le souhait que l'assemblée se saisisse sans tarder des grands dossiers communautaires. Il a cité, outre l'actualisation de la politique agricole commune, le problème du chômage et de l'emploi, le contrôle des multinationales, la politique régionale, la politique énergétique.

Contre un débat sur les armements

On notera dans le même sens la prise de position des socialistes français qui, évoquant l'importance et l'urgence des problèmes économiques, ont demandé la suppression de l'ordre du jour de la question posée par MM. Fergusson et von Hassel sur la copération en matière d'armement. Le projet de résolution déposé par les socialistes français prend nettement position contre l'initiative de ces deux parlementaires : « *C'est avec surprise que nous constatons que le projet de l'ordre du jour proposé par le bureau invite la Communauté à prendre contact avec l'OTAN pour établir des programmes communautaires de fourniture d'armements. (...) Il s'agit pour les auteurs de la question orale d'élargir dans la confusion et par un biais, les compétences des institutions communautaires, alors que chacun sait que les problèmes de défense ne sont pas de la compétence du traité de Rome et que le Conseil européen lui-même ne s'en est jamais saisi. (...) L'Assemblée européenne ne doit pas se prêter à ce qui n'est qu'une manœuvre mais revenir à l'essentiel...* »

Ph. L.

● « *Je trouve normal que des débats de ce genre, de cette importance aient lieu au Parlement européen* », a dit, dimanche 23 septembre, au micro de R.T.L. M. Poniatowski, à propos du débat su rles armements inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée des Neuf. Il a cependant estimé que « *quelques personnalités politiques (...) ont voulu faire un exercice de politique intérieure* » et que « *ce débat n'aura aucune influence sur la politique de tel ou tel gouvernement* ». « *Il n'aura*, a-t-il dit, *aucune influence sur la politique du gouvernement français.* »

M. WILLY BRANDT EST FAVORABLE A STRASBOURG COMME SIÈGE DÉFINITIF DE L'ASSEMBLÉE

L'ancien chancelier ouest-allemand, M. Brandt, actuellement en Alsace, a déclaré dimanche 23 septembre, au sujet du siège de l'Assemblée européenne : « *Mon cœur bat pour Strasbourg plus encore pour des raisons de conciliation et de coopération qu'européennes. Nous avons Strasbourg comme siège du Conseil de l'Europe, mais nous l'avons aussi comme l'une des trois villes* (avec Luxembourg et Bruxelles) *où se retrouvent les parlementaires européens.* » Comme on lui demandait ce que devait faire Strasbourg pour devenir une capitale indiscutée de l'Europe, le président du parti socialiste allemand a répondu : « *C'est aux gouvernements de se mettre d'accord sur ce point. Mais je tiens pour peu probable que le Parlement* (européen) *puisse continuer encore longtemps à faire la navette entre Strasbourg et Luxembourg. Rien, pour l'instant, n'est définitif, comme rien n'est trop tard...* » M. Brandt a ajouté qu'il faudrait, dans l'hypothèse où Strasbourg serait retenue, transférer l'administration de l'Assemblée, *actuellement établie à* Luxembourg, dans la métropole alsacienne. « *Mais*, a-t-il dit, *aucune proposition n'a encore été faite dans ce sens. Pas même du côté officiel français. (...) C'est là que réside tout le problème.* »

De son côté le docteur Leissner, maire adjoint de Strasbourg, chargé des affaires européennes, a déclaré : « *Le moment est venu d'affirmer la nécessité du maintien à titre définitif, à Strasbourg d'un appareil administratif (...) adapté au bon fonctionnement de l'Assemblée non seulement pendant les sessions, mais aussi entre les sessions. Cela est d'ailleurs réalisable immédiatement. Contrairement à ce que l'on croit, le Parlement européen dispose d'une manière permanente de près de mille bureaux à Strasbourg. Toutes les conditions y sont remplies pour que cette vie administrative communautaire s'y installe immédiatement.* »

● *M. Donald McHenry* a officiellement succédé à M. Andrew Young à la tête de la délégation américaine aux Nations unies, après avoir prêté serment, dimanche 23 septembre, au cours d'une cérémonie à la Maison Blanche. A cette occasion, M. Carter a démenti que des pressions des responsables des organisations juives américaines aient causé le départ de M. Young. — *(A.F.P.)*

Si vous êtes né entre le 23 septembre-23 octobre
Le Grand Livre de la Balance
Chez votre libraire ou chez Tchou
2 rue du Pont-Neuf
75001 Tel. 233.61.18



C'est nous Braniff.
Nous sommes le seul 747 sans escale pour Boston.
Nous sommes le seul 747 pour Dallas/Fort Worth, et le seul sans escale.

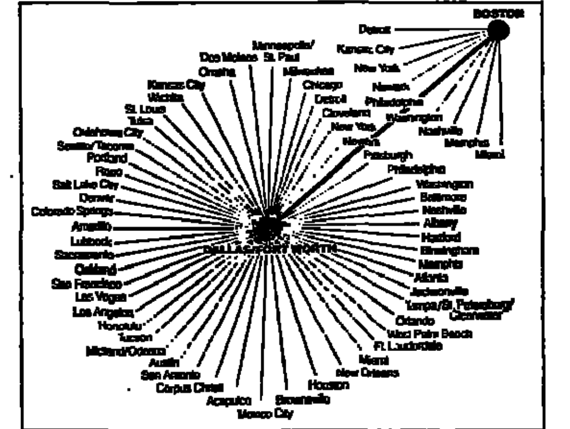
Et nous sommes la seule compagnie aérienne à vous proposer des correspondances vers 57 villes américaines.

De plus, dans ces deux aéroports de Boston et Dallas/Fort Worth, nous vous offrons des correspondances dans la même aérogare entre nos vols transatlantiques et nos vols intérieurs américains.

Ligne Concorde vers Dallas/Fort Worth.

Cette liaison fonctionne tous les lundi et vendredi. Elle est effectuée en coopération avec Air France, via Washington DC.

Pour toute information ou réservation appelez votre Agent de Voyage ou le (1) 720 42 42.



DIPLOMATIE

LA NÉGOCIATION POUR LA NORMALISATION DES RAPPORTS SINO-SOVIÉTIQUES

La délégation chinoise aux pourparlers sino-soviétiques sur la normalisation des relations entre les deux pays est arrivée dimanche 23 septembre, en début d'après-midi, à Moscou. Conduite par M. Wang Youping, vice-ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Moscou, elle a été accueillie par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Ilyitchev, qui doit conduire les négociations du côté soviétique.

A son arrivée, M. Wang Youping a fait distribuer une déclaration à la presse dans laquelle il souligne « l'ardent désir du peuple chinois » de voir ces discussions aboutir à un « résultat positif ». « Chacun sait, lit-on dans cette déclaration, que c'est le gouvernement chinois qui a proposé, en avril dernier, de tenir de telles négociations. Nous avons toujours pensé que les différences de principe entre la Chine et l'U.R.S.S. ne devraient pas compromettre le développement de leurs relations normales d'Etat à Etat sur la base des cinq principes : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et avantages mutuels, et coexistence pacifique. »

En dépit du ton aimable de cette déclaration, les négociations s'engagent dans des conditions difficiles. Les organes de presse des deux pays rivalisaient, à la veille de l'arrivée de M. Wang Youping, en polémiques et en attaques. La première difficulté à surmonter avant l'ouverture des discussions sera l'établissement de l'ordre du jour. Les Soviétiques tiennent apparemment à ce que les entretiens portent exclusivement sur les relations bilatérales, alors que les Chinois veulent évoquer la question du Vietnam et de son attitude « hégémoniste » en Indochine.

PÉKIN : il n'est pas question de rétablir les relations étroites d'antan

Pékin. — En premier lieu, la négociation portera sur la rédaction d'un document politique, dont le principe a déjà été évoqué dans les échanges de notes entre Pékin et Moscou depuis avril, et qui doit formuler *« les principes sur lesquels se fonderont les relations entre les deux pays »*. Ce document doit, sous une forme plus modeste, prendre la suite du traité d'amitié et de coopération conclu pour trente ans en 1950 entre la Chine et l'U.R.S.S., qui vient à expiration au printemps prochain, la République populaire a fait savoir qu'elle n'entendait pas le renouveler.

Les pourparlers porteront aussi sur les problèmes frontaliers et, si possible, donner une conclusion à ces négociations qui se poursuivent à Pékin depuis dix ans. Enfin, Chinois et Soviétiques sont prêts à débattre de leurs relations commerciales ainsi que de leurs échanges scientifiques, technologiques et culturels.

A partir de ce programme très général, il reste à fixer un ordre du jour précis. Chaque partie présentera ses propositions et la discussion s'engagera sur cette base.

Deux questions d'ordre protocolaire mais significatives doivent être réglées dès le début. Tout d'abord, le lieu des entretiens : la Chine a proposé que la négociation se poursuive alternativement à Moscou et à Pékin par « rounds » successifs. Les

De notre correspondant

Soviétiques préfèrent qu'elle se tienne de bout en bout dans leur capitale, mais seraient disposés à céder sur ce point si le site de la négociation frontalière (Pékin depuis 1969) alternait aussi. A travers ces préoccupations géographiques se dessinent deux conceptions de la négociation : elle sera inévitablement plus longue si elle doit alterner d'une capitale à l'autre. Ensuite, la publicité donnée au déroulement des conversations doit faire l'objet d'une entente préalable. On pense généralement que la recherche d'un accord serait mieux servie par des pourparlers discrets que par une polémique publique comme celle à laquelle ont donné lieu, jusqu'à présent, les négociations sino-vietnamiennes à Hanoï, puis à Pékin.

Un minimum de bonne foi

Les deux pays paraissent aborder avec sérieux ces conversations. Ni l'un ni l'autre ne semblent vouloir en faire un simple exercice de propagande. Depuis la première note chinoise du 3 avril dernier, Chinois et Soviétiques ont eu la possibilité de sonder leurs intentions respectives et de se convaincre réciproquement d'un minimum de bonne foi. Sous réserve d'inventaire, certes, mais à un point suffisant pour que la rencontre de Moscou — la première du genre depuis l'entrevue Chou En-laï - Kossyguine du 11 septembre 1969, à l'aérodrome de Pékin, — puisse avoir lieu. Ni d'un côté ni de l'autre, on ne fait d'ailleurs de réserves sur les hommes chargés de conduire les pourparlers. La désignation de M. Ilyitchev à la tête de la délégation soviétique a pu surprendre (il mène sans succès depuis des années les négociations frontalières, et l'on avait parlé de « têtes nouvelles ») mais on dit qu'il est le plus capable parmi les spécialistes disponibles à Moscou. Le principal négociateur chinois, M. Wang Yu-bing, a, pour sa part, laissé un bon souvenir dans la capitale soviétique, où il était ambassadeur jusqu'au printemps dernier avant sa promotion à Pékin au rang de vice-ministre des affaires étrangères.

Dans quel esprit s'engagent ces négociations ? L'ancien premier ministre britannique M. Edward Heath a été l'un des derniers visiteurs étrangers à recueillir sur ce sujet les confidences du président Hua Guo-feng et de son ministre des affaires étrangères M. Huang Hua. La Chine, à l'entendre, ne nourrit pas de très grands espoirs, car elle doute qu'un langage commun puisse être trouvé sur le terrain politique et militaire qui l'intéresse. Toutefois, Pékin envisage de conclure avec Moscou des accords du même genre que ceux qui existent entre l'U.R.S.S. et les pays d'Europe occidentale et que ces derniers ont eux-mêmes jugés *« acceptables »*. La Chine est soucieuse de rassurer ses amis occidentaux sur un point capital : elle ne se prépare nullement à rétablir avec l'U.R.S.S. le genre de relations qu'elle avait avec cette dernière il y a une vingtaine d'années. L'idée d'un renversement d'alliances étant ainsi écartée, elle est prête à traiter d'Etat à Etat avec les Soviétiques comme le font tous les grands pays du monde et comme elle l'a déjà indiqué le 10 mai dernier *« sur une base d'égalité et d'avantages réciproques »*.

Toute la difficulté — les différends idéologiques n'ayant plus aujourd'hui guère d'importance — vient de ce que Chinois et Soviétiques ne peuvent se contenter de débattre de problèmes purement bilatéraux. La véritable question est de savoir si, sur la scène internationale, les deux puissances peuvent parvenir à un *modus vivendi* respectant ce qu'elles considèrent chacune comme leurs intérêts fondamtenaux. Si l'on en croit M. Heath, les dirigeants chinois s'engagent dans une voie difficile en annonçant d'emblée leur intention de parler du Vietnam et de considérer en fait le conflit sino-vietnamien comme un *« problème bilatéral sino-soviétique »* ; ce qui équivaudrait à mettre pratiquement le Vietnam sur le même plan que la République populaire de Mongolie — où stationnent d'importantes forces soviétiques et que Pékin affecte de considérer plus ou moins comme une colonie de l'U.R.S.S. Qu'il soit nécessairement question du Sud-Est asiatique, et particulièrement de l'Indochine, dans des conversations entre la Chine et l'Union soviétique, le moindre réalisme interdit d'en douter. Mais que cela soit dit publiquement risque fort de compliquer sérieusement le dialogue.

Les négociateurs chinois se rendent à Moscou sans idée de condition préalable et avec la volonté d'aboutir. Mais on note que Pékin a choisi avec beaucoup de soin la date d'ouverture de cette négociation : deux semaines après la visite du vice-président américain, M. Mondale, moins d'un mois avant le voyage en Europe occidentale du président Hua Guo-feng, à la veille enfin d'une saison sèche où chacun s'attend à voir les opérations militaires s'intensifier en Indochine, et particulièrement au Cambodge, à proximité de la frontière thaïlandaise. On ne saurait souligner plus clairement dans quel contexte les dirigeants chinois situent le dialogue qu'ils se proposent d'ouvrir avec le Kremlin.

ALAIN JACOB.

MOSCOU : le problème vietnamien réduit encore les chances d'accord

Moscou. — *« Qu'attendent les Soviétiques des conversations U.R.S.S. - Chine ? »*, se demandait récemment un commentateur de l'agence de presse Novosti : *« Une attitude constructive du côté chinois. »* Vu de Moscou, tout paraît simple et clair : l'U.R.S.S. n'est pas responsable de la rupture de 1963. Elle a avancé depuis plusieurs propositions pour normaliser leurs rapports auxquelles, jusqu'au mois d'avril dernier, la Chine avait opposé soit un refus soit des conditions préalables inacceptables. Alors que M. Brejnev avait déclaré, dès le début de cette année, qu'il n'y avait *« aucun obstacle objectif à l'établissement de relations non seulement bonnes, mais amicales avec la Chine, à condition que celle-ci soit plus raisonnable et plus pacifique »*.

C'est, semble-t-il, l'abandon par les Chinois d'un certain nombre de conditions préalables (reconnaissance par Moscou de l'injustice des *« traités inégaux »*, retrait des troupes soviétiques de Mongolie et des territoires contestés en Sibérie) qui ont rendu enfin possible ce qui ne l'était pas encore un an auparavant.

Pour les Soviétiques, ces conversations constituent en quelque sorte une récompense de leur persévérance. Mais l'ouverture de ces négociations politiques — sans préjuger de leur chance d'aboutir — est aussi devenue possible parce que la situation internationale s'est profondément modifiée, et pas seulement à l'avantage de Moscou. En rétablissant des relations avec le Japon, puis avec les Etats-Unis, en défiant l'U.R.S.S. au Vietnam, la Chine a montré qu'elle ne voulait plus être exclue du jeu international et qu'elle revendiquait même le statut d'une grande puissance. Dans le monde tripolaire, Moscou comme Pékin ont intérêt à *« former un triangle »* pour montrer qu'eux aussi, comme Washington, ont plusieurs atouts dans leurs mains. Sans doute le Kremlin se défend-il de vouloir, à l'instar des Américains, *« jouer la carte chinoise »*. Avec des accents d'indignation, il affirme que le bluff n'a jamais fait partie de sa politique.

Il n'en reste pas moins que les Soviétiques reconnaissent à mots couverts que le « triangle » commence à fonctionner, quand ils accusent les Chinois de parler avec les Américains *« non seulement pour assainir leurs relations bilatérales, mais pour aggraver*

De notre correspondant

les rapports américano-soviétiques et empoisonner le climat international ». Ils admettent, en outre, que *« l'ensemble de la conjoncture internationale, et pas seulement la situation en Extrême-Orient et en Asie, dépend de la tournure que prendront les relations soviéto-chinoises »*.

Pour le moment, les négociations ne se présentent pas sous les meilleurs auspices. La polémique antichinoise, qui avait un peu diminué à la fin du printemps, a repris de plus belle dans la presse soviétique ces dernières semaines.

L'idéologie laissée de côté

Sur quoi portera ce dialogue ? Il est plus aisé de connaître les sujets qu'il n'abordera pas. Les questions idéologiques seront certainement laissées de côté. Le maoïsme, auquel les Soviétiques attribuent toutes les déviations de la politique chinoise, vient encore d'être dénoncé par M. Souslov comme une idéologie hostile au marxisme-léninisme. Moscou souhaiterait limiter les négociations aux relations bilatérales d'Etat à Etat, sans aborder l'ensemble de la politique internationale, même si une telle dichotomie paraît bien artificielle. D'autant que les Soviétiques ont proposé que la question de l'hégémonisme soit discutée. Il est vrai que Moscou et Pékin ne donnent pas le même sens à ce terme.

Trois hypothèses sont possibles quant à l'issue des négociations : la première (que n'excluent pas ceux qui sont obsédés par le précédent du pacte germano-soviétique) est une réconciliation complète entre les deux frères ennemis du communisme. Elle signifierait cependant la dégradation de la coopération économique avec les pays capitalistes, dont les Soviétiques ont besoin pour leur développement. Même s'ils sont de plus en plus inquiets de l'état de leurs relations avec les Etats-Unis, ils n'auraient rien à gagner en provoquant une rupture.

L'autre hypothèse extrême est l'enlisement, voire la rupture rapide des pourparlers. Compte tenu de la préhistoire de ces négociations, les Soviétiques pourraient se donner le beau rôle et laisser entendre qu'une fois encore leur bonne volonté n'est pas payée de retour.

Reste l'hypothèse d'un accord résultant d'une modération réciproque. Les Soviétiques voudraient un document codifiant les relations des deux pays, une sorte de *« code de bonne conduite »*, dont les grands principes étaient énumérés dans le mémorandum soviétique du 4 juin dernier : *« Normaliser et améliorer les rapports, sur la base de la coexistence pacifique (...). »*

Il reste que la normalisation entre Moscou et Pékin se heurte actuellement à une limite : la question vietnamienne, autour de laquelle s'est cristallisée la rivalité entre les deux Etats. Le Vietnam représente pour la Chine une double menace : en tant qu'appendice d'une superpuissance et en tant que puissance régionale aspirant à créer sous sa direction un ensemble indochinois. Le contentieux sino-soviétique s'est déplacé du Nord vers le Sud. Il n'est plus situé à la frontière entre les deux pays.

Les Chinois espèrent-ils que Moscou fera pression sur son allié et le poussera à rechercher au Cambodge une formule d'union nationale ? Les Soviétiques les en soupçonnent et proclament que *« l'U.R.S.S. n'a jamais cherché la coopération avec quiconque au prix du renoncement à ses principes ou aux dépens des intérêts de ses amis et alliés »*. De plus, l'U.R.S.S. renforce son dispositif militaire en Indochine, mène une grande activité diplomatique pour que le nouveau régime cambodgien soit reconnu et s'efforce, par tous les moyens, de contrer la Chine dans la région.

Même s'il est normal que les positions se durcissent à la veille des négociations, on voit mal comment les Soviétiques pourraient tant soit peu « lâcher » le Vietnam sans perdre la confiance de leurs alliés. On voit tout aussi mal comment les Chinois pourraient accepter le renforcement d'un bastion soviétique sur leurs frontières méridionales.

DANIEL VERNET.

L'affaire de la brigade soviétique à Cuba

M. BRZEZINSKI AFFIRME QUE WASHINGTON SOUHAITE UNE SOLUTION POLITIQUE ET NÉGOCIÉE

Washington (A.F.P.). — *« Les Etats-Unis ne cherchent aucunement à humilier l'U.R.S.S. dans l'affaire de la présence d'une brigade de combat soviétique à Cuba, mais le déploiement de cette unité dans l'île n'est pas acceptable pour Washington »*, a déclaré M. Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Jimmy Carter pour les affaires de sécurité, au cours d'une interview accordée le vendredi 21 septembre à un groupe de directeurs de journaux et diffusée samedi 22 à Washington par la Maison Blanche. Le conseiller du président Carter pour les questions internationales a souligné que les Etats-Unis recherchaient avant tout une *« solution politique »*.

Des négociations se poursuivent entre Américains et Soviétiques sur la présence à Cuba de cette unité forte de deux mille à trois mille hommes, et dotée de blindés et de pièces d'artillerie.

« Nous ne recherchons pas une solution qui entraîne une humiliation pour l'une des deux parties et la victoire pour l'autre », a ajouté M. Brezezinski.

Si cette affaire n'est pas résolue de façon satisfaisante, il en découlera *« des conséquences »* pour les relations soviéto-américaines, a dit M. Brzezinski, qui a toutefois souligné qu'il ne fallait pas déduire de ses propos que Washington envisageait une *« solution militaire »*.

ASIE

Afghanistan

LE PRÉSIDENT AMIN AFFIRME QUE M. TARAKI EST TOUJOURS VIVANT

Kaboul (A.F.P.). — M. Nour Mohamed Taraki est *« vraiment malade »*, et sa maladie lui interdit de continuer à exercer ses fonctions, a affirmé dimanche 23 septembre le nouveau président afghan, M. Hafizullah Amin, au cours de sa première conférence de presse depuis qu'il a pris le pouvoir le 16 septembre.

M. Amin, qui démentait ainsi les rumeurs selon lesquelles M. Taraki aurait été tué pendant les événements qui ont conduit à sa destitution, ne s'est guère étendu sur le sort de son prédécesseur et sur les circonstances de sa propre élection à la présidence du Conseil révolutionnaire. *« Je ne peux en dire plus*, a-t-il répondu aux questions des journalistes. *Le comité central et le bureau politique ne me le permettent pas. »*

Le président Amin a confirmé que le chef de la police, Daoud Taroon, était mort, tué par les « contre-révolutionnaires ». Quant aux trois ministres militaires expulsés de son cabinet peu avant le coup de force qui lui a permis de prendre le pouvoir (les colonels Watanjar, Masdouriar et Ghulabzoi), le président Amin a affirmé qu'il ne savait pas où ils étaient.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

- PLUSIEURS ATTAQUES menées par des groupes de guérilla du M-19 (mouvement issu de l'ancienne Alliance nationale de rénovation populaire, ANAPO) et de l'armée populaire de libération (E.P.L., de tendance maoïste) ont eu lieu au cours de la seule journée du vendredi 21 septembre dans différentes provinces, en particulier à Cali et à Medellin. A Bogota, les dirigeants du Conseil syndical, organisme regroupant les quatre centrales, menacent d'autre part de déclencher une grève générale et nationale si le gouvernement ne lève pas l'état de siège. — *(A.F.P.)*

Ghana

- PASSATION DE POUVOIRS. Le gouvernement militaire dirigé par le capitaine Rawlings a remis, comme il s'y était engagé, le lundi 24 septembre, le pouvoir à un gouvernement civil dirigé par M. Hilla Limann, chef du parti national du peuple, élu président de la République le 9 juillet. — *(A.F.P.)*.

Pologne

- LA MEDAILLE DE L'INSTITUT ISRAÉLIEN DU SOUVENIR NATIONAL « YAD-VASHEN » a été remise à trente Polonais pour leur action en faveur des Juifs pendant la guerre, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée, vendredi 21 septembre, à Varsovie, et dont la presse de samedi matin a publié un compte-rendu. Les récipiendaires ont été décorés par le directeur général du Yad-vashen, M. Yitzak Arad. Plusieurs personnalités polonaises de rang ministériel ont assisté à la cérémonie. — *(A.F.P.)*

Portugal

- LE COLONEL VARELA GOMES, ancien commandant des services d'information de l'armée pendant la période révolutionnaire, est rentré de Lisbonne en provenance du Mozambique, le dimanche 23 septembre, après trois ans d'exil. Le colonel Varela Gomes doit se présenter à l'état-major des forces armées. Considéré comme déserteur, il n'est pas certain qu'il puisse bénéficier de la loi d'amnistie votée récemment pour tous les crimes politiques et militaires commis depuis avril 1974. — *(A.F.P.)*
- LES PROCHAINES ELECTIONS MUNICIPALES ET LOCALES auront lieu le 16 décembre prochain, a-t-on annoncé dimanche 23 septembre, de source autorisée. Sept millions d'électeurs sont appelés à voter. Les élections législatives, quant à elles, se dérouleront le 2 décembre. — *(Reuter.)*

Uruguay

- LE COMITE DE SOUTIEN AU PIANISTE ARGENTIN MIGUEL-ANGEL ESTRELLA, emprisonné en Uruguay depuis décembre 1977, affirme dans un communiqué, le lundi 24 septembre, que le pianiste a été condamné à quatre ans et demi de prison, et juge cette condamnation « inacceptable ». Selon le comité, le jugement aurait été rendu à la fin du mois d'août, suivant les règles de la justice militaire, en audience non publique, et en dehors de la présence de l'intéressé. Selon la même source, ce jugement ferait l'objet d'un recours devant le tribunal suprême militaire, qui statuerait cette fois en audience publique.

LOTO
c'est facile,
c'est pas cher,
ça peut rapporter gros
Clôture des jeux demain après-midi
LO 60



ASIE

Le socialisme authentique est un terrain entre le bouddhisme et le marxisme

nous déclare le dalaï lama

Houston. — Le dalaï-lama, chef spirituel et temporel des six millions de bouddhistes dispersés au Tibet, en Chine, en Inde et au Népal, effectue depuis le début septembre sa première visite aux Etats-Unis. Au cours de cette tournée de sept semaines, il se rendra dans vingt-deux villes pour s'adresser aux deux cent mille bouddhistes américains.

Agé de quarante-quatre ans, le dalaï-lama vit en exil à Dharmsala (Inde) au pied de l'Himalaya; depuis 1959, date de sa fuite du Tibet avec quelque quatre-vingt-dix mille fidèles, lors de la répression par la Chine du soulèvement des Tibétains à Lhassa.

Le gouvernement de Pékin lui a récemment fait des ouvertures pour l'inviter à retourner au Tibet, mais il se montre très prudent (« le Monde » du 24 juillet 1979). Le dalaï-lama a accepté de répondre à nos questions à Houston.

De notre envoyé spécial

« Vous avez déclaré à Dharmsala, en mars, que vous vous intéressiez aux thèses marxistes. Lorsque vous étiez à Pékin, en 1954 et 1955, vous avez même envisagé d'entrer au parti communiste. Que pensez-vous du marxisme aujourd'hui

— La question est complexe. En dépit des nombreuses différences, il existe un terrain commun entre le bouddhisme mahayana (1) et le marxisme — c'est-à-dire le socialisme authentique. Ce point de vue est partagé non seulement par des moines bouddhistes au Sri-Lanka et en Inde, mais aussi par des savants bouddhistes en Occident. D'abord, il y a les faits. Des régimes communistes existent dans une grande partie de l'Asie, où le bouddhisme était florissant autrefois : y compris dans mon propre pays, le Tibet. Et il faut dire qu'en certains cas l'idéologie politique est bénéfique pour le peuple. En Chine, par exemple, les masses ont bénéficié de la réorganisation du pays. J'ai visité l'Union soviétique et la Mongolie en juin, et j'ai constaté un certain progrès économique.

» Mais il y a aussi des défauts dans le communisme. C'est un système trop rigide, qui porte atteinte à la liberté et qui donne lieu aussi à beaucoup d'hypocrisie. Il y a des gens sous régime communiste qui acceptent le marxisme, mais, en même temps, il y en a des millions qui ne veulent pas abandonner leur foi religieuse, en l'occurrence le bouddhisme.

» Je dirais qu'une entente est possible entre le marxisme et le bouddhisme si chaque partenaire agit loyalement envers l'autre et s'il y a une entraide mutuelle. Si je prends le marxisme au sérieux et y réfléchis de façon approfondie, c'est parce qu'il peut être bénéfique pour des millions d'hommes. Cela dit, beaucoup d'autres restent fidèles au bouddhisme. Et je suis persuadé qu'un seul système ou une seule idéologie ne saurait résoudre tous les problèmes.

— Quelle est votre attitude devant les récentes ouvertures des autorités chinoises vous incitant à rentrer au Tibet ? Comment concevez-vous votre rôle de chef spirituel et temporel de votre peuple ? Vous êtes le quatorzième dalaï-lama, et pourtant vous avez dit : « Le mieux, peut-être, serait » que je sois le dernier. » Qu'entendez-vous par là ?

— Depuis le début de notre lutte, six millions de Tibétains réclament leurs droits humains. Les Chinois prétendent que tout est parfait au Tibet, que le développement est réussi. La réalité est quelque peu différente ! Même la libéralisation relative qui existe en Chine n'a pas encore atteint le Tibet. De nombreux soldats chinois sont toujours stationnés au Tibet.

» Depuis vingt ans, et surtout pendant la révolution culturelle de 1966 à 1967, des milliers de livres tibétains et de manuscrits rares ont été brûlés. L'étude de la langue chinoise a été rendue obligatoire. En un mot, les Chinois ont imposé une nouvelle culture à mon peuple. C'est pourquoi mon retour au Tibet en ce moment ne serait pas d'un grand secours pour les Tibétains. Je peux les aider davantage de l'extérieur. La culture est très vivace parmi les réfugiés tibétains, alors qu'elle est morte à l'intérieur du pays. Grâce à nos écoles et aux moyens modernes d'enseignement, nous avons pu faire plus pour notre culture en exil que ceux qui sont restés au Tibet. »

Pas de prosélytisme

» Quant à votre question sur le dalaï-lama, il s'agit de mesurer la valeur de cette institution pour le Tibet, de son utilité pour la nation. En ce moment le peuple a foi en moi, a besoin de moi, mais demain la situation peut changer. L'institution du dalaï-lama pourrait disparaître. Je n'en fais pas un cas. Si je disparaissais, cela n'est pas grave !

— Le bouddhisme fait des adeptes en Europe et aux Etats-Unis. Est-ce une religion missionnaire et pensez-vous qu'elle puisse être adoptée par les Occidentaux ? N'est-elle pas trop enracinée dans la culture orientale ?

— L'essence du bouddhisme, comme de toutes les grandes religions, est universelle. Elle peut être adoptée par n'importe qui. Mais il faut adapter ses pratiques à la culture environnante.

Tout comme le bouddhisme, qui nous est venu de l'Inde, a été adapté au Tibet. Mais si le bouddhisme ne connaît pas de frontières, il refuse le prosélytisme ; il ne cherche à convertir personne — et se contente d'accueillir ceux qui viennent lui demander un enseignement. D'ailleurs, certains considèrent le bouddhisme, non pas comme une religion, mais comme une science de l'esprit. D'autres nous taxent d'athéisme et il est vrai que nous ne croyons pas en un Dieu créateur, ni en une âme immortelle.

» Une des grandeurs du bouddhisme est son aspect logique et rigoureux. Le seigneur Bouddha a dit qu'il ne faut pas accepter son enseignement sur parole, mais il faut le passer au crible, comme un chercheur d'or. Pour ma part, je m'intéresse beaucoup à la science et, si un jour la science trouvait avec 100 % de certitude que la réincarnation n'existe pas, je renoncerais à cette croyance.

— Avez-vous lu l'Evangile ? Que pensez-vous de Jésus-Christ ? Son enseignement est-il compatible avec le bouddhisme ?

— Oui, j'ai lu la Bible en tibétain et j'y trouve des convergences avec ma propre tradition. Les Dix Commandements, par exemple, ou l'enseignement moral du Christ. J'ai beaucoup d'admiration pour les moines chrétiens et pour les missionnaires qui se sont mis au service de l'humanité, dans le domaine de l'enseignement ou de la médecine. Enfin, j'ai un profond respect pour Jésus-Christ.

— Ne pensez-vous pas que les grandes religions, qui prétendent transformer l'humanité, ont échoué ? Le christianisme existe depuis deux mille ans et pourtant les nations d'origine chrétienne sont les plus matérialistes, les plus belliqueuses. Le bouddhisme non plus, plus ancien de quelque cinq siècles, n'a pas réussi à résoudre les problèmes de l'Asie.

— On ne doit pas juger une religion selon ses adeptes, qui sont souvent infidèles ou corrompus, mais selon son fondateur. Le Christ ou le Bouddha ont été des exemples vivants. Depuis quelque temps les hommes instruits refusent d'accepter les prétentions religieuses selon une foi aveugle. Cela me paraît positif, car l'homme moderne est moins crédule qu'auparavant et n'accepte plus un rituel vide à la place de la foi. La valeur d'une religion se démontre par la sainteté de celui qui la pratique. Encore une fois, regardez les vies exemplaires de Jésus ou de Bouddha. »

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.

(1) Le bouddhisme mahayana est la forme plus métaphysique du bouddhisme qui s'est développée à partir du nord de l'Inde, puis, de là, au Tibet, en Chine et au Japon.

Les autorités chinoises présentent un bilan optimiste de leur politique religieuse

Pékin. — La politique religieuse de la République populaire vient d'être exposée par le directeur du bureau des affaires religieuses auprès du Conseil des affaires d'Etat, M. Xiao Xianfa, dans une interview diffusée jeudi 20 septembre par Chine nouvelle. Ce bureau existait avant la révolution culturelle, sous la même direction, mais il avait disparu à la fin des années 60 et vient d'être rétabli.

De notre correspondant

L'interview apporte peu d'éléments réellement inédits. M. Xiao Xianfa rappelle que la liberté de pratiquer une religion est garantie par la Constitution, mais que ce principe avait été ignoré et violé du temps de la « bande des quatre » sous prétexte que *« la religion n'existait plus en Chine »*.

En fait, observe le directeur du bureau des affaires religieuses, *« la religion ne disparaîtra que lorsque le système d'exploitation de l'homme par l'homme aura été éliminé, quand les forces productives sociales, la science et la technologie seront hautement développées (...). Pendant la période socialiste, la religion continuera à exister longtemps encore, car les facteurs sociaux et idéologiques sur lesquels elle repose subsistent. »*

M. Xiao Xianfa rappelle qu'une vingtaine de personnalités religieuses ont été élues à la cinquième Assemblée nationale et comme délégués de la conférence politique consultative du peuple. Il énumère les nombreux lieux de culte, chrétiens, musulmans, bouddhistes, rouverts récemment ou en cours de restauration, comme les cathédrales de Shanghai et de Canton. Il est un peu en avance sur les événements lorsqu'il annonce que *« les prêtres catholiques et les moines de Chine retournent à leurs postes »*, mais réitère l'assurance que tout citoyen est libre *« d'exercer le droit à la liberté de croyance religieuse, tant qu'il ne viole pas la Constitution ni les dispositions spécifiques des lois »*. Tout fonctionnaire qui porterait atteinte à ce droit tombe sous le coup de la loi.

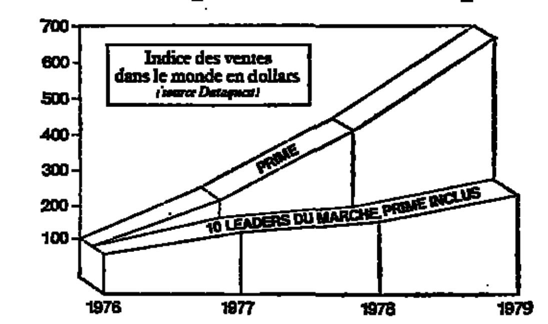
Si ces propos comportent peu d'informations nouvelles, il est assez remarquable en revanche que les autorités aient jugé opportun de publier ce bilan à la fois positif et encourageant de leur politique religieuse. Il est incontestable que cette dernière a considérablement évolué depuis un an, non seulement en faveur des musulmans et des bouddhistes, ce qui pourrait s'expliquer par des raisons touchant à la politique des minorités nationales, mais également du petit nombre de chrétiens chinois. La Bible et le Coran sont en réimpression, et un travail d'inventaire est en cours à travers les dizaines de milliers de sutras qui dorment encore dans les monastères bouddhistes.

Cette ouverture religieuse s'inscrit dans une politique plus générale qui tend à donner un rôle nouveau aux organisations du « front uni » où se regroupent en principe les « patriotes » non membres du parti communiste. En ce qui concerne les catholiques toutefois, deux difficultés majeures restent à surmonter. D'une part, aucune relation n'existe entre l'Eglise chinoise et le Vatican ; il subsiste, d'autre part, en Chine des catholiques qui n'ont pas voulu reconnaître l' « *Eglise patriotique* » séparée de Rome et dont le sort demeure aussi précaire qu'incertain.

A. J.

"Il y a quelque chose de changé aux Champs-Élysées. Un bon restaurant où l'on se sent bien."
(extrait du Livre d'Or)
Les Jardins d'Edgard
92 RUE LA BOETIE (8e). TEL. 359.08.20
Jusqu'à 1 h du matin. F. Sam. midi & Dim.

Le meilleur constructeur d'ordinateurs n'est ni le plus grand, ni le plus beau, ni le plus riche.
C'est celui qui court le plus vite.



Depuis 5 ans, en France et dans le monde, les ventes et les actions de Prime courent plus vite que celles de ses principaux concurrents. Il y a sûrement une raison. Allez la découvrir au Sicob.

PR1ME Ordinateurs conversationnels
33, rue Fernand-Forest 92150 Suresnes - Tél. : 772.91.17 - SICOB. Stand 3 F 3616.

EXPORTATION [ɛkspɔʀtasjɔ̃]. *n. f.* (1734, d'apr. angl. *exportation*; « action d'emporter » (XVIe); lat. *exportatio*. V. Exporter). ♦ 1° Action d'exporter; sortie de marchandises nationales vendues à un pays étranger. V. **Expédition, réexportation, vente.** *Exportation de matières premières par un pays. Licences d'exportation. Exportation à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché intérieur.* V. **Dumping.** *Commerce, maison d'exportation et d'importation* (...cisme Export-Import). ... *Exportations* ... (tourisme). Envoyer ... des produits de l'économie natio... *qui exporte des produits bruts. Pays industrialisé exportant des produits transformés, manufacturés.* Absolt. *Pour exporter, il faut produire.*

IBM FRANCE SAIT CE QUE LE MOT EXPORTATION VEUT DIRE.
80% DE SA PRODUCTION EXPORTÉS VERS PLUS DE 120 PAYS.

Citation Petit Robert

IBM

IBM France, l'un des 10 premiers exportateurs français. En 1978 : 4,6 milliards de francs

Le Monde

politique

DEVANT LE COMITÉ

M. Jacques Chirac appelle au rassemblement des

Tous les membres du comité central du R.P.R. se félicitaient, dimanche soir 23 septembre, de la façon dont s'étaient déroulés les travaux et de la tonalité des discours qu'ils venaient d'entendre. Beaucoup jugeaient même qu'une véritable mutation venait de s'opérer au sein du mouvement gaulliste, non seulement du fait de son attitude politique à l'égard de la situation générale, mais aussi du fait du comportement personnel de M. Jacques Chirac.

Les gaullistes éprouvent toujours une sorte d'exaltation à se retrouver rassemblés. Ce sentiment a été cette fois-ci plus intense que jamais car ils ont, en juin dernier, senti de près le vent du boulet, et ont pâti d'une certaine désaffection de l'électorat. En revanche, le peu de succès de la politique gouvernementale les conforte dans la conviction qu'une autre politique est possible et qu'il leur appartient de la proposer au pays. Ainsi ont-ils commencé à présenter des solutions plus précises et vont-ils élaborer sur plusieurs thèmes une doctrine rajeunie.

Afin de remonter la pente, ils ont également, pour la première fois, accepté de faire leur autocritique. Sans passion, sans mettre en cause quiconque, les orateurs du comité central, à commencer par MM. Chirac et Devaquet, ont reconnu les carences et les erreurs passées. M. Fanton a proposé, pour restaurer une image ternie, des recettes qui ont été chaleureusement approuvées. Début octobre, le renouvellement des hommes de l'état-major devrait concrétiser ces bonnes dispositions.

C'est surtout le discours de M. Chirac, silencieux depuis le 20 juin, qui a satisfait ses auditeurs. En évitant toute agressivité, toute polémique, toute attaque personnelle, en traitant avec gravité de la « montée des périls », le président du R.P.R. a surtout voulu montrer qu'il tire la leçon du passé récent en se plaçant dans une perspective à plus long terme et se présenter en homme « porteur d'espérance ». Il a tout à la fois récusé la notion de gouvernement d'union nationale, qualifiée d'« expédient politique », assuré qu'il ne se prêterait pas à une « manœuvre parlementaire » pour renverser M. Barre et condamné sans ambiguïté la « nouvelle droite ».

L'ancien premier ministre n'a pas, pour autant, été tendre avec le pouvoir et son orientation générale puisqu'il a relevé l'« exaspération » qui grandit, l'irritation porteuse de « réactions brutales » et « le pays imaginaire qui tient

M. Chirac a tout d'abord évoqué la campagne pour les élections européennes en disant : « *Des erreurs ont pu être commises dans l'illustration de nos idées. Je suis le premier à le reconnaître et je veux être le seul à en assumer la responsabilité.* »

Il a ajouté : « *De tous côtés, je vois monter les périls. L'apathie des Français face à la crise qui les atteint serait une énigme si nous ne savions que les peuples sont trop souvent invités à chercher à l'extérieur des responsables à leurs maux plutôt que de regarder en face les difficultés.* »

Examinant les remèdes, il écarte la solution de gouvernement d'union nationale, qui naguère se caractérisait par « *une nouvelle et plus large distribution des portefeuilles ministériels* », et qui ne constitutait qu'un « *expédient potique* ». Il poursuit : « *Le changement politique que nous souhaitons ne saurait provenir d'une manœuvre parlementaire à laquelle l'opposition socialiste et communiste participerait avec d'autres objectifs. Notre mouvement ne se prêtera à aucune opération de cette nature. En revanche, son action s'exercera dans le pays pour créer les conditions de la volonté populaire nécessaire au redressement de la France (...).*

» *Est-il besoin de tendre l'oreille pour entendre l'exaspération qui monte et grandit ? Trop de rivalités prtisanes, trop de démagogie, trop de paperasserie, de bureaucratie, de technocratie et pas assez de politique au sens noble du mot, c'est-à-dire pas assez d'attention portée à la vie quotidienne des familles et pas assez de soucie des grandes questions qui commandent le destin national.*

» *Cette irritation, cette inquiétude, cette lassitude ne sont pas sans danger, parce qu'elles pourraient bien donner naissance à quelque réaction brutale.*

» *Je suis convaincu que si nous savons nous adresser au peuple, par-dessus le pays imaginaire qui tient le haut du pavé à Paris, nous susciterons l'adhésion d'une immense majorité nouvelle.* »

M. Chirac a alors déclaré : « *Une fois encore, je lance un appel au Rassemblement et à tous ceux qui, conscients des difficultés nationales actuelles, veulent participer au redressement de la France, et, bien entendu, d'abord, j'appelle à nous rejoindre tous nos compagnons qui se sont reconnus dans l'ambition du général de Gaulle et qui, pour des raisons de conscience, se sont éloignés de nous. Ils ont leur place à nos côtés dans le grand combat pour la France.* »

Dénonçant la nouvelle droite, il a indiqué : « *Sous couvert de nouvelle pensée, on voudrait nous faire croire qu'il y aurait une inégalité fondamentale entre les hommes. Pour moi, comme pour nous tous qui sommes attachés à une certaine conception de l'homme, les hommes, dans l'ordre de l'être, sont tous égaux de naissance, qu'il y a en eux une égalité essentielle de dignité, quelles que soient par ailleurs les différences manifestes dans l'ordre des mérites et des talents.*

» *Notre certitude, je voudrais le proclamer aujourd'hui fortement, est enracinnée dans deux mille ans de civilisation judéo-chrétienne.* »

La nouvelle droite exprime selon lui « *des idées fausses qui se parent, malgré leur vieillerie de décadence, des oripeaux de la vanité et de la modernité scientifiques. Elles sont infiniment redoutables car, en enfermant l'homme dans une destinée qui l'écrase, elles brisent l'élan qui devrait le pousser à se dévouer, à se donner, à se sacrifier. (...)*

» *Tant qu'il n'y aura pas plus de justice sociale, de solidarité, d'égalité, notamment au profit de la classe ouvrière, mais aussi des déracinés des campagnes, des laissés-pour-compte du progrès, de ce « quart-monde » qui grandit comme une ombre portée sur notre monde de nantis, le Rassemblement restera une réalité mutilée. Personne ne doit-être ou se sentir exclu de la communauté nationale.*

» *Dans le grand vide moral et spirituel du monde occidental, il reste la nation. La nation demeure, et le patriotisme, avec ses vieux mots usés, ses célébrations répétitives, n'est ridicule que pour ceux qui sont assez riches pour n'être pas solidaires d'un peuple et notamment de la frange la plus pauvre du peuple.*

» *Notre vocation n'est pas de vivre avec les nantis et les profiteurs du progrès, elle est de nous rapprocher sans cesse du peuple comme force de cohésion, comme source de richesse et de fraternité, comme préfiguration d'une humanité réconciliée avec elle-même.* »

Et il ajoute : « *Ce grand combat est pour demain* ».

M. MEO : une autre politique est possible

Dans son rapport sur la situation économique et sociale, M. Jean Méo a notamment déclaré : « *La France, d'une manière exceptionnelle par rapport aux grands pays industrialisés, cumule les fléaux que sont l'inflation, la stagnation des investissements, le chômage. Chacun constate l'échec d'une politique ; le pays est dans l'impasse ; et l'opinion française, avertie par l'expérience d'une longue histoire, en a conscience. L'opinion est inquiète. Elle oscille entre le pessimisme et la résignation. Alors nous posons crûment et carrément la vraie question : existe-t-il une autre politique économique et sociale ? Là est le vrai problème.*

» *Pourquoi la France se retrouve-t-elle aujourd'hui dans le peloton de queue ? Pourquoi avons-nous si mal subi le choc de ces dernières années ? Etait-ce vraiment inscrit dans la structure et le tissu de la nation ? Ou bien n'y aurait-il pas plutôt aussi une faute dans le diagnostic, une erreur dans le pilotage ? Quand, du fait du pétrole, le garrot se resserre, le gouvernement actuel, depuis 1976, cherche à freiner les autres importations ; en quelque sorte il nous dit : « Respirez moins fort ; il pratique la déflation ; c'est la politique de l'« auto-strangulation ». Et nous, R.P.R., nous disons ce n'est pas la bonne méthode.*

» *Il est bien certain, que face à la crise nous devons produire plus qu'avant elle, pour pouvoir exporter plus. Il nous faudra donc investir plus, faire tourner plus notre économie, et, par contre-coup, le chômage diminuera. Or la politique suivie et voulue par les pouvoirs publics a exactement l'objet et l'effet inverses : laisser se réduire la croissance quand il y a surcharge pétrolière.*

« *Cette politique, prolongée, nous conduit à la démoralisation économique : c'est-à-dire la carence d'investissements. Nous glissons vers une économie de complaisance avec son cortège d'abus : évasion fiscale, spéculation, travail noir, faux chômeurs, renoncement à l'esprit d'entreprise, à l'aventure pour la jeunesse.*

» *Le maintien de cet état d'esprit ferait courir à la France des risques inacceptables. Il faut un sursaut national.* »

Enumérant les contraintes extérieures à desserrer, M. Méo cite « *la recherche de nouveaux marchés pour exporter davantage* » et propose notamment de créer des sociétés de commerce international servant de comptoirs à l'étranger pour les P.M.I., exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux pendant dix ans. Souhaitant que l'on importe moins, il estime : « *Nous devons être protectionnistes, ni plus ni moins que les Japonais, les Allemands, les Italiens ou les Américains.* » A propos des investissements qui sont, dit-il, « *à l'opposé de la croissance douce* », préconisée par M. Giscard d'Estaing, il estime : « *Il est de notoriété publique que la croissance ne produit d'effet suffisant sur le chômage, la modernisation technique et scientifique, en France qu'à 5 %. Investir est le seul moyen de faire tout à la fois régresser le chômage et progresser le niveau de vie.*

» *Les moyens pour investir 10 à 15 milliards de plus ? Je peux en citer quelques-uns : la réévaluation des bilans : coût probable 3 à 5 milliards par an et les amortissements accélérés.* »

M. Méo dénonce aussi la politique d'argent cher du gouvernement et il ajoute : « *Avec une trentaine de milliards chaque année, semble-t-il, appliqués énergiquement et aux bons endroits, les principaux freins, les garrots de l'économie française pourraient être desserrés.* »

Dans le domaine social, M. Méo veut développer « *la participation, l'association et la concertation* » et réclame une taxation du capital improductif et la suppression de « *l'impôt sur les plus-values qui joue les trompe-l'œil* ».

Il propose aussi le salaire de la mère de trois enfants, le logement gratuit pour les familles de cinq enfants.

M. FANTON : un rassemblement ouvert

M. Alain Devaquet, dans son rapport sur l'organisation du R.P.R., examinant les atouts et les lacunes du mouvement, estime que celui-ci présente trois caractéristiques : « *Il est replié sur lui-même ; il n'a guère eu le temps de se consolider, son action apparait déséquilibrée.* » Il demande aussi que « *joue l'impératif de créativité* » et que l'année à venir soit consacrée au « *réajustement des thèmes* » du R.P.R. »

M. André Fanton, ancien député, chargé du rapport sur l'information et la communication, estime : « *Une attitude combative ne saurait suffire, surtout quand elle apparait comme trop négative* », mais précise « *nous ne saurions nous résigner à un rôle d'appoint* ».

Après avoir reproché à *la Lettre de la Nation* de refléter trop souvent les humeurs de ses rédacteurs et pas assez la politique du R.P.R., M. Fanton a proposé la création de cellules de presse,

QUINZE ÉLUS AU CONSEIL POLITIQUE

Les élections au conseil politique, dues à l'annulation de celles qui s'étaient déroulées le 20 juin, ont permis la désignation de sept parlementaires : six députés, MM. Ansquer (Vendée), Falala (Marne), Guermeur (Finistère), Marette (Paris), Pasty (Creuse), Tiberi (Paris), et un sénateur M. Poncelet (Vosges). Huit non-parlementaires ont également été élus. Ce sont MM. Jean-Pierre Cassabel (Languedoc), Philippe Dechartre (secrétaire général adjoint), André Fanton (ancien député), Jacques Kosciusko-Morizet (ambassadeur de France), Jean-Claude Servan-Schreiber (délégué national), Roland Vernaudon (ancien député) et Mmes Jacqueline Crepy et Noëlle Dewavrin (déléguées nationales).

M. PEYREFITTE : la voix affaiblie du gaullisme.

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, a déclaré dimanche 23 septembre, à Nangis, en Seine-et-Marne, département où il avait été élu comme député R.P.R. :

« *Le gaullisme ne fait plus entendre qu'une voix affaiblie. Le R.P.R. ne peut pas prétendre assurer la survie des principes gaullistes, notamment le fonctionnement régulier des institutions, s'il continue à vilipender un président de la République qui est le pilier de ces institutions et à se livrer à une polémique incessante contre un gouvernement qui a besoin de l'appui de la majorité pour faire prévaloir l'intérêt général. Tirons un trait sur les querelles qui ont déchiré les gaullistes depuis la fin de l'an dernier...* »

● *M. Michel Fournier*, président de l'Union des jeunes pour le progrès, approuvant indirectement l'appel de M. Chirac, a souhaité à Saint-Etienne « *que se constitue dans les mois à venir une grande confédération nationale des mouvements gaullistes* ». Il espère rencontrer, à cette fin, M. Jean Charbonnel, président de la Fédération des républicains de progrès.



Publicité

A Fnac-Forum défiez l'ordinateur et Victor Korchnoï

Tournoi européen d'échecs
sous le contrôle
et l'arbitrage de la Fédération française des échecs

Aujourd'hui, les passionnés d'échecs peuvent jouer toutes les parties du monde « en solitaire ». Avec les mini-ordinateurs, dont le modèle le plus performant (le chess voice) annonce ses coups de *sa voix artificielle synthétisée.*

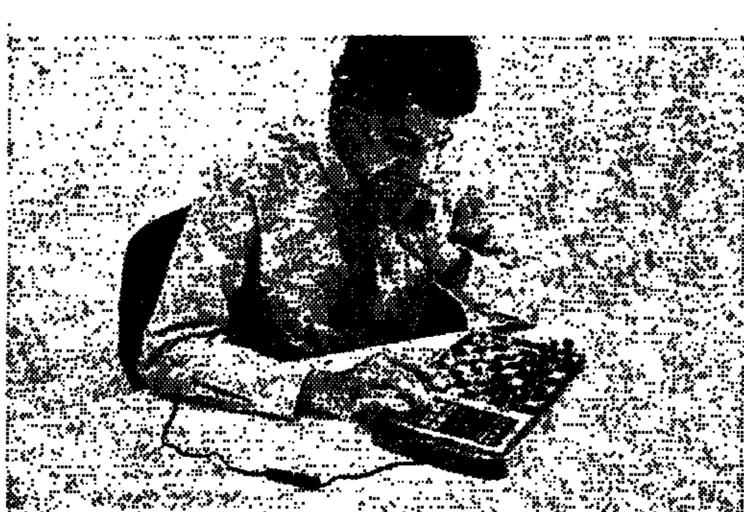
C'est ce qui a conduit la Fnac à imaginer ce tournoi d'échecs.

Ainsi, les samedis 6, 13, 20 et 27 octobre, chacun des concurrents inscrits pourra jouer une partie contre le « chess voice » (partie à la pendule d'1 heure maximum ou partie de 4 heures, selon le niveau du concurrent). Ceci sous l'arbitrage d'un juge de la Fédération française des échecs.

Puis les sélectionnés joueront une partie en simultané avec le grand maître international Victor Korchnoï - quatre fois champion d'Urss et vice-champion du monde en 1977. Les gagnants de ce tournoi Fnac recevront un de ces « chess challengers » auquel ils auront été confrontés.

Les inscriptions sont prises à Fnac-Forum. Jusqu'au samedi 6 octobre (de 14 h à 18 h).

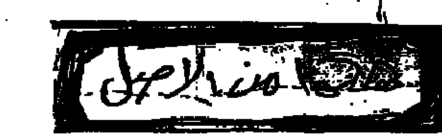
Fnac-Forum des Halles - Photo, cinéma, radio, hi-fi, tv, vidéo, disques et livres.
Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h.
Le lundi, de 13 h à 20 h.



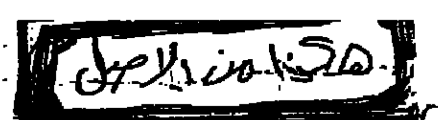
Les concurrents joueront une partie contre un mini-ordinateur.



Les sélectionnés joueront une partie en simultané contre Korchnoï.







CENTRAL DU R.P.R.

Français pour le redressement national

le haut du pavé à Paris ». Pour obtenir un « changement véritable », M. Chirac choisit deux moyens de longue haleine.

La restauration de la notion de rassemblement, tout d'abord « en lançant un appel aux gaullistes de la « diaspora » et à tous ceux qui *voudront les rejoindre*. S'il n'a pas lui-même prononcé de noms, il avait cependant autorisé M. Fanton à citer ceux de MM. Chaban-Delmas et Charbonnel, aujourd'hui séparés à des titres divers. MM. Guichard et Guéna, qui avaient été en désaccord avec lui, se trouvaient dans la salle. Quant à l'appel de M. Peyrefitte, qui se proposait lui aussi de réaliser un rassemblement des gaullistes, il n'a guère suscité que quelques sarcasmes.

L'autre moyen proposé par M. Chirac consiste à populariser davantage le R.P.R. Il a demandé à plusieurs reprises que le mouvement se rapproche du « peuple » et de la « classe ouvrière » en dénonçant le rôle des « nantis », retrouvant ainsi certains accents du gaullisme de gauche. Les grands thèmes de l'action future du mouvement gaulliste — qui constituent aussi une sorte de retour aux sources — se précisent ainsi : un rassemblement plus largement ouvert, des structures plus démocratiques, une sensibilité plus grande aux problèmes du peuple, une réaffirmation du concept de nation, une coopération plus généreuse avec le tiers-monde. Tous les discours, et notamment ceux de MM. Debré et Couve de Murville, ainsi que les propositions économiques et sociales de M. Méo sont allés dans le même sens.

Cette nouvelle attitude de M. Chirac est aussi dictée par deux impératifs : il n'est pas présentement en mesure de renverser le gouvernement, même si les députés gaullistes se montrent plus critiques à l'égard de celui-ci qu'avant l'été ; il n'est pas non plus en état d'apparaître personnellement dès aujourd'hui comme un recours.

Sous le couvert d'un retour aux origines et par le moyen d'une mise à jour de sa doctrine, le R.P.R. veut surtout acquérir la capacité de jouer dans le pays, d'ici à 1981, le rôle déterminant qui fut celui du gaullisme sous les deux premiers septennats de la Ve République et dont son importance sur le plan parlementaire est une survivance. Il lui faut donc mettre à profit le délai que lui offre le calendrier électoral pour convaincre ses partisans — comme le disait l'un d'eux — que « ce nouveau départ n'est pas un faux départ ».

ANDRÉ PASSERON.

de communication et de relations publiques. *« Il ne suffit pas,* a-t-il dit, *de remplir des chapiteaux avec des militants. Il faut surtout convaincre les électeurs de remplir les urnes de nos bulletins. »*

En conclusion, il a affirmé : *« L'objectif à rechercher est triple : le Rassemblement doit redevenir ouvert, il doit rester dynamique et apparaître comme responsable »*, ajoutant : *« Que des hommes aussi différents que Jacques Chaban-Delmas ou Jean Charbonnel, Olivier Guichard ou Robert Poujade et bien d'autres, aujourd'hui encore éloignés de nous, soient au premier rang de ceux qui, avec Michel Debré, Pierre Messmer ou Maurice Couve de Murville, derrière Jacques Chirac, animent et dirigent notre mouvement.*

» De cette façon, apparaîtrons-nous, à nouveau, comme capables de rassembler tous les gaullistes. »

» Le temps est maintenant venu d'un nouveau départ. »

M. Couve de Murville a affirmé qu'il *« n'y a pas d'autre objectif fondamental que de lutter contre l'inflation qui provient de la création monétaire par l'Etat »*. Il convient donc *« de trancher ce nœud gordien d'un seul coup pour réduire les dépenses de l'Etat. Si rien n'est fait, nul ne peut prévoir ce qu'il adviendra. »* Il a déploré que le budget de 1980 n'aille pas dans le bon sens.

« Changer de cap »

« Il faut changer de cap. Le pays peut nous faire confiance. La voix de notre peuple ne se reconnaît pas dans le malthusianisme mondain... » Vingt formules de ce genre ont émaillé, dimanche, les propos du nouveau conseiller économique de M. Chirac, M. Jean Méo. Beaucoup plus qu'il n'était nécessaire pour convaincre que le R.P.R. persiste et signe dans l' *« autre orientation économique »* qu'il avait définie pendant la campagne électorale du printemps 1978, en faveur d'une croissance plus forte, d'une lutte efficace contre le chômage, d'un effort d'indépendance commerciale vis-à-vis de l'étranger.

La nouveauté n'était donc ni dans le blâme de l'action de M. Barre — dix fois répété — ni dans le dessein économique à long terme, mais plutôt dans la façon de poursuivre celui-ci. Car même si M. Méo a fréquemment cité M. Michel Debré, il a tenu à s'en séparer — sans le dire — de bien des façons : par la précision de ses propositions, par sa volonté de situer le cas français dans le développement mondial (dont il n'est pas question de se couper), par le souci de chiffrer les dépenses proposées et de définir des recettes appropriées.

A l'évidence, le nouveau chef de file économique du R.P.R. a été sensible aux reproches d'incohérence faits à l'ancien premier ministre (1) et a voulu montrer que les héritiers du gaullisme savaient être conséquents autant qu'audacieux. Au risque, par moments, de faire sourire ; quand, par exemple, il a, lui l'ancien responsable de *France-Soir*, déploré *« la conspiration du silence »* qui s'est abattue, selon lui, sur les propositions du R.P.R.

Pour relancer l'économie — un essor de la production étant, selon M. Méo, la seule façon logique de pouvoir acquitter le nouveau prélèvement pétrolier et d'enrayer l'aggravation du chômage, de plus en plus coûteuse pour le pays — il propose une vigoureuse stimulation des investissements (10 à 15 milliards chaque année, soit 10 % à 15 % de plus), une meilleure organisation de la production agricole, une relance de la construction, un effort accru d'exportation. Toutes mesures qui créeront également des emplois. Mais comme cela ne suffirait pas, d'après ses calculs, à l'amélioration de l'emploi et au *« desserrement du garrot extérieur »*, il suggère également diverses adaptations des lois sociales (en matière de représentation de personnel et de licenciement), ainsi qu'un freinage de certaines importations et le développement (ou le maintien) de certaines activités stratégiques : sidérurgie, chimie, chantiers navals..., mais aussi tronçonneuses, vernis, bois-ameublement, certaines machines-outils... La technique *« d'aide sélective sectorielle »* devrait être utilisée à cet effet.

Parallèlement, la lutte contre la dénatalité implique un effort massif en faveur des familles : *« salaires d'éducation »* (50 % du SMIC) *« sans considération de revenus »* et *« droit au temps de travail partiel pour les mères de familles nombreuses »*, ainsi qu'un droit à la retraite et, innovation d'importance, *« à la maison individuelle gratuite »* en fonction du nombre d'enfants.

Défoulement ?

Tout cela coûtera cher, bien entendu. A la différence de M. Debré, M. Méo précise comment payer. Une trentaine de milliards doivent être trouvés, selon lui, chaque année. Plusieurs formules sont suggérées : économiser les gaspillages de l'Etat (dont le *« train de vie* [traduit] *de l'arrogance »)* ; surveiller plus sérieusement les dépenses sociales ; lutter efficacement contre la fraude fiscale *(« Il est anormal que les recouvrements effectués à la suite de contrôles fiscaux représentent 1 % du total des impôts, alors que le manque à gagner pour l'Etat est évalué à 10 % environ »)* ; taxation de l' *« argent-spéculation »* (celui qui se place en or, en pierres précieuses, en objets d'art) ; utilisation (pour les investissements) de l' *« argent-refuge »* ; chasse systématique à l' *« argent-évasion »*, qui part en Suisse illégalement.

M. Méo propose encore le remplacement progressif de la taxe professionnelle par un impôt sur l'énergie (essence exceptée), qui découragerait les gaspillages, et divers aménagements fiscaux pour stimuler les dépenses d'équipement des firmes (amortissements accélérés, réévaluation des bilans, argent meilleur marché...). Tout ceci engageant une politique de réformes de structures, à développer dans l'industrie aussi bien que dans les administrations pour adapter la France au *« changement d'ordre mondial »* et faire réellement participer les salariés aux profits et à l'orientation de la profession (le drame de la sidérurgie, réglé sans concertation réelle, constitue pour M. Méo une sorte de contre-exemple type).

La lecture de ces nombreuses propositions pratiques, le souci de sérieux qui les inspire, conduit à se poser, une fois encore, deux questions que, malheureusement le rapporteur n'évoque guère :

1) Est-il logique qu'un parti politique préconise une orientation aussi différente que celle du gouvernement, tout en appuyant celui-ci d· ses voix ?

2) Serait-il « sérieux » de voter le budget de 1980, qui ne comporte pratiquement aucune des mesures proposées, tout en affirmant que celles-ci sont indispensables au redressement national ?

Au-delà de considérations — pas tout à fait secondaires, — sur la cohésion sociale du rapport, qui préconise une réduction des inégalités tout en suggérant des mesures favorables aux sociétés réalisant les plus grands profits, ces deux questions politiques font planer un doute sur la signification profonde du texte de M. Méo. Pierre d'attente dans la perspective d'une campagne présidentielle contre M. Giscard d'Estaing ? Début d'explication de vote pour des abstentions assez nombreuses lors des prochains scrutins budgétaires ? Ou tout simplement exercice de défoulement pour responsables politiques n'ayant pas encore choisi de mettre leur vote en accord avec leur pensée ?

GILBERT MATHIEU.

(1) *Le Monde* du 30 août.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
Offre un dossier complet sur :
L'ÉPARGNE
Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LA CHUTE DES CHEVEUX
est-elle un phénomène irréversible ?
Vous avez des pellicules ? Votre cuir chevelu vous démange ? Vos cheveux tombent ? N'attendez pas de les avoir tous perdus, car personne ne pourra les faire repousser. Les spécialistes sérieux vous diront qu'il n'existe pas de remède miracle contre la calvitie.
Mais ces spécialistes peuvent vous dire comment garder une belle chevelure. Ils peuvent vous conseiller, après examen, les produits dont l'application locale permet dans bien des cas de favoriser la croissance naturelle de vos cheveux. Chaque chevelure demande un traitement adapté. N'utilisez pas n'importe quoi, n'importe comment, adressez-vous à des spécialistes qui vous diront ce qu'il est possible de faire pour votre chevelure, mais ne vous cacheront pas ce qu'ils ne peuvent pas faire. Ces spécialistes vous attendent à l'Institut Capillaire EUROCAP à Paris, au 4, rue de Castiglione, Tél. : 260-38-84
dont les installations sont à votre disposition pour l'application du traitement nécessaire. Si vous habitez hors ville, ils prépareront à votre intention un traitement à domicile.
Ecrivez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption tous les jours de 11 h. à 20 h., le samedi de 10 h. à 14 h.
INSTITUT CAPILLAIRE
EUROCAP
Soins et hygiène du cheveu et du cuir chevelu
75001 PARIS
4, rue de Castiglione, Tél. 260-38-84

Jones Jones Jones Jones Jones Jones
JUSQU'AU 20 OCTOBRE.
JOUEZ JONES.
Il vous suffit pour cela de garder les tickets de caisse qui vous seront remis lors de vos achats.
Ils vous feront bénéficier des escomptes suivants :
5% à partir de 500 F d'achats.
7% à partir de 1.000 F d'achats.
10% à partir de 1.500 F d'achats.
12% à partir de 2.000 F d'achats.
15% à partir de 2.500 F d'achats.
Remboursement en espèces jusqu'au 30 novembre 79 sur présentation des tickets de caisse.
Jones, un magasin jeune où vous découvrirez une sélection raffinée de la mode et de la maison.
Jones 39, av. Victor-Hugo, Paris 16e - 501.68.33

Institut de Gestion de Personnel
RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 79-81
L'INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL est un programme spécialisé d'insertion professionnelle, développé par l'Institut de Gestion Sociale.
25 diplômés, niveau DUT, DEUG, BAC + 2 seront sélectionnés, pour suivre un cycle de formation technique de 2 ans, organisé en alternance (entreprises-école) avec les milieux professionnels et débouchant sur les carrières de relations sociales et de gestion des hommes.
La sélection se fera en septembre
Renseignements et Inscriptions : 25, rue François 1er - 75008 PARIS


100 merveilleux cadeaux pour Noël
Demandez votre catalogue GRATUIT
Demandez le très beau catalogue 1979 du Médaillier Franklin. Plus de 100 cadeaux pour les fêtes à partir de 50 F, des cadeaux originaux souvent inattendus et prestigieux : joaillerie, porcelaine, cristal, métal précieux, etc.
Des cadeaux que vous choisirez tranquillement chez vous et qui ne sont disponibles en France qu'auprès du Médaillier Franklin. Pour recevoir votre catalogue gratuit, envoyez-nous le coupon ci-dessous ou bien téléphonez au (1) 990 54 51 avant le 15 octobre 1979.
© LMF 1979
LE MEDAILLIER FRANKLIN,
4, avenue de l'Escouvrier, 95200 Sarcelles.
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans obligation de ma part le catalogue de Noël 1979 du Médaillier Franklin.
M.
Mme ____ Prénom ____ MAJUSCULES SVP
Mlle
Adresse ____ MAJUSCULES SVP
Commune ____
Code Postal ____ Bureau distributeur ____
☐ Veuillez avoir l'amabilité de cocher cette case si vous avez déjà acheté d'autres produits du Médaillier Franklin. LM60

sema selection

directeur général — 250.000 F+

Une société de taille moyenne de l'industrie papetière, située en province, filiale d'un groupe aux activités diversifiées, recherche son directeur général dans le cadre d'une restructuration. Dirigeant l'entreprise d'une façon conforme aux résultats à atteindre, cet homme sera susceptible d'accéder rapidement à la présidence. Ce poste convient à un manager âgé d'environ 40 ans, ingénieur diplômé (A.M., E.F.P., ...) avec idéalement une connaissance complémentaire en chimie. Ayant acquis une solide expérience de direction dans l'industrie papetière et si possible dans le domaine de la transformation, parlant anglais, il est un meneur d'hommes, excellent gestionnaire et doué du sens des relations commerciales. Un développement de carrière attractif est offert. En plus du salaire, la rémunération comporte un intéressement. Une voiture de fonction est fournie. *Écrire à C. Beauvillain, à Lille* (Réf. 5067/M)

ingénieur d'affaire — 150.000 F+

Une société française spécialisée dans l'étude et la commercialisation de systèmes utilisant l'énergie des courants aériens, recherche un ingénieur d'affaire pour développer la vente de nouvelles activités. Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande École (hydraulique, électronique) ayant une grande expérience commerciale et rédigeant facilement en anglais une offre technique et commerciale. Le poste est à pourvoir à Paris mais implique un tiers du temps en déplacement à l'étranger dans toutes les zones géographiques pour proposer l'utilisation de l'énergie éolienne à des pouvoirs publics ou à de grandes sociétés. La rémunération sera fonction de l'expérience. *Écrire à R. Destot, à Montrouge.* (Réf. 10228/M)

ingénieur systèmes — Paris

L'un des premiers constructeurs mondiaux d'ordinateurs recherche un ingénieur logiciel de haut niveau pour sa nouvelle division mini-ordinateurs temps réel appliqués à la gestion. Ce poste s'adresse exclusivement à un ingénieur diplômé de l'une des Grandes Écoles (X, Télécom., Supélec., Centrale, A et M), débutant en informatique ou ayant une expérience de 4 ans sur systèmes comparables ou en applications sous bases de données ou télécommunications. Le candidat souhaité devra posséder un potentiel suffisant pour assumer des contacts élevés avec les directions informatique d'entreprises. La rémunération est motivante et sera fonction de l'expérience. Les possibilités de développement de carrière devraient intéresser des candidats de tout premier plan. *Écrire à R. Destot, à Montrouge.* (Réf. 10226/M)

responsable exportation — 130.000 F+

Une société en pleine expansion (CA : 250 millions) implantée à 250 km à l'Est de Paris et spécialisée dans la transformation de matériaux en acier pour le bâtiment recherche son Responsable Exportation. Il devra tout d'abord préserver la pénétration de l'entreprise dans ses différents marchés puisqu'elle exporte actuellement plus de 35 % de sa production. Il aura donc la responsabilité de consolider les marchés acquis, animer les marchés récents, et rechercher de nouveaux débouchés. Nous souhaitons rencontrer un homme de stratégie et de terrain, capable de définir une politique de développement et possédant une solide expérience commerciale à l'exportation de produits industriels. Agé d'environ 32-35 ans, il a reçu une formation supérieure et parle l'allemand couramment et si possible l'anglais. *Écrire à P. Audhuy, à Montrouge.* (Réf. 3609/M)

material manager — 130.000 F

Filiale d'un groupe international, cette société française produit et diffuse des équipements électromécaniques. Actuellement en forte expansion, elle recherche pour son usine du Mans l'homme qui sera le rouage essentiel de son organisation de production. Directement placé sous l'autorité du Directeur Général, il animera un service d'une douzaine de personnes. Ses responsabilités porteront sur les programmes de production, l'ordonnancement, les achats et la gestion des stocks, le contrôle de production. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur électromécanicien ayant déjà une expérience approchante en contrôle de production et en gestion des stocks. L'importance du groupe fournira des occasions de contacts enrichissants et des opportunités d'évolution. A ce titre, la connaissance de l'anglais est souhaitable. *Écrire à M. Laperche, à Lyon.* (Réf. 2073/M)

chef de projet informatique — Bretagne Sud

Une société française en forte expansion, commercialisant par correspondance et par son propre réseau de magasins, en France et à l'étranger, une large gamme de produits cosmétiques, recherche un ingénieur chef de projet informatique pour développer un important projet. Il aura à bâtir et à mettre en place une gestion de production informatisée pour les deux usines de la société. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école ayant déjà réalisé un système de gestion industrielle informatisée dans un secteur proche (alimentaire, chimie, pharmacie). Basé dans le Morbihan, ce poste opérationnel devrait convenir à un homme de bon contact et capable d'animer une petite équipe. La rémunération offerte correspond aux responsabilités confiées et sera fonction de l'expérience acquise. La croissance de la société offre de réelles perspectives d'avenir. *Écrire à R. Destot, à Montrouge.* (Réf. 10227/M)

directeur de production — 120.000 F+

Cette jeune entreprise française s'est octroyé, grâce à un sérieux effort de créativité, une place de choix dans le secteur de la literie d'ameublement. Sur un effectif global de 160, 110 personnes sont employées, dans une usine bien équipée, à la fabrication de matelas, sommiers et produits divers. Le Directeur de Production qu'elle recherche aura la responsabilité de la fabrication, de l'entretien et des travaux neufs et de la sécurité. Il rendra compte au P.D.G. et sera membre du Comité de Direction. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une expérience de direction d'atelier et de réalisation d'équipements et d'automatismes. Il doit être capable de soutenir un effort d'organisation et de recherche de productivité. L'usine est située dans la région du Poitou, à 40 km d'une grande ville. *Écrire à M. Laperche, à Lyon.* (Réf. 2182/M)

expert en planification — 120.000 F+

Un très important service public recherche un expert en planification destiné à avoir un rôle moteur dans l'élaboration de son plan d'entreprise et dans la mise en place d'une cellule de contrôle des investissements. Dans le cadre d'une mission de trois ans, il se verra confier la responsabilité de la conception méthodologique d'études économiques et financières. L'homme recherché devra posséder une formation supérieure (Ingénieur Grandes Écoles de préférence) et aura une expérience de quelques années au sein d'un département planification d'une entreprise importante. De solides connaissances économiques et financières sont indispensables comme de bonnes notions en informatique pour maîtriser la modélisation des données. *Écrire à C. Raynaud, à Montrouge.* (Réf. 7089/M)

jeunes ingénieurs - informatique — Paris

Un important groupe international constructeur d'ordinateurs recherche de jeunes ingénieurs pour développer des logiciels de base sur grands et moyens systèmes. Ces postes sont à pourvoir rapidement à Paris dans différents départements d'études du groupe où s'effectuera directement la formation des candidats. Ils s'adressent à de jeunes ingénieurs diplômés Grandes Écoles, ayant acquis pendant leurs études une première expérience informatique ou ayant déjà travaillé une ou deux années dans l'informatique. Les possibilités de carrière à l'intérieur de ce groupe en plein développement devraient intéresser des candidats de tout premier plan. *Écrire à R. Destot, à Montrouge.* (Réf. 10220/M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Sema-Sélection :

92126 MONTROUGE	- Centre Metra, 16-18, rue Barbès	Tél. (01) 657 13 00
59000 LILLE	- Forum, 43, rue Gustave-Delory	Tél. (20) 06 55 92
69006 LYON	- 29, cours Vitton	Tél. (78) 89 25 52
13006 MARSEILLE	- 9, place Félix-Baret	Tél. (91) 54 32 48
31000 TOULOUSE	- 54*bis*, rue d'Alsace	Tél. (61) 23 05 60

MEMBRE DE SYNTEC



sema

Conseil, Études, Ingénierie
INFORMATIQUE, MARKETING
ORGANISATION, FORMATION

POLITIQUE

M. Marchais dénonce les « petites opérations politiciennes » de M. François Mitterrand

Devant le Club de la presse d'Europe 1, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a expliqué, dimanche soir 23 septembre, les raisons pour lesquelles son parti avait repoussé l'offre de « pacte de non agression » que lui avaient faite les socialistes. Il a déclaré : « *Il faut bien voir qu'il s'agit d'une petite opération politicienne comme François Mitterrand a le secret d'en conduire de temps en temps. J'ai ici le texte de la résolution adoptée au congrès de Metz du parti socialiste par la majorité du parti socialiste, c'est-à-dire par François Mitterrand et le CERES. Que dit cette résolution ? Elle dit ceci : d'abord il faut poser des questions au parti communiste français sur les contradictions qui existent entre le centralisme démocratique et la revendication autogestionnaire. Ce n'est pas agressif, ça ?*

» *Je dis qu'en la matière, il y a intervention du parti socialiste dans les affaires intérieures du parti communiste sur ses règles de fonctionnement. Moi, je ne m'intéresse pas aux tendances qui existent à l'intérieur du parti socialiste. C'est l'affaire des adhérents et des militants du parti socialiste, mais ce n'est pas celle du parti communiste.*

» *Il faut poser des questions, dit la résolution, sur les contradictions entre l'internationalisme théorique et les pratiques nationalistes [du parti communiste].*

» *Les Français doivent savoir que lorsque le parti communiste français lutte pour l'indépendance de la France, pour sa non-intégration politique dans la communauté économique européenne pour la non-intégration de la France dans une défense militaire européenne commune et pour le non-retour de la France dans l'OTAN, pour le parti socialiste, il s'agit là d'attitudes nationalistes !*

» *La résolution de Metz poursuit : il faut poser la question sur le ralliement au pluralisme et la réalité soviétique. Mais qu'est-ce que cela a à voir ? Nous sommes pour le pluralisme, en France. Il y a le système du parti unique en Union soviétique dans des conditions historiques dont on pourrait discuter — ce serait beaucoup trop long — mais ce qui est sûr, c'est que nous, nous disons : pas de modèle et, en France, oui, il y aura le pluralisme ; il n'y aura pas seulement des partis démocratiques, comme on dit, au pouvoir ; il y aura aussi des partis d'opposition. Il y a des années et des années que le parti communiste français a dit cela.*

» *La résolution du congrès de Metz que vous* [parti socialiste] *avez adoptée s'inscrit donc totalement à l'inverse du pacte de non-agression que vous nous avez proposé. D'un côté, vous dites : « non-agression » ; et de l'autre, vous dites à vos militants : il faut accuser le parti communiste à la fois de centralisme et de nationalisme ; il faut accuser le parti communiste du collectivisme soviétique, comme vous l'avez fait dans les différentes campagnes électorales. Telle est la réalité. C'est pourquoi j'ai dit que cette proposition de François Mitterrand est une petite opération de caractère politicien.* »

M. Marchais a également déclaré :

« *L'unité reste la politique du parti communiste ; l'union de la gauche reste la politique du parti communiste. C'est lui qui l'a inventée et qui l'a lancée. Le programme commun, le mérite n'en revient pas à François Mitterrand : il a pris le train en marche pour ses ambitions personnelles en 1971. Nous, nous luttons pour le programme commun depuis 1959, c'est-à-dire il y a vingt ans. Mais nous avons aussi tiré les enseignements d'une expérience qui n'a pas réussi. Nous n'avons pas remporté la victoire ; nous avons donc cherché une forme nouvelle pour construire une unité nouvelle mais, cette fois, solide et durable, capable de vaincre. C'est ça, l'unité d'action en bas ! (...)*

» *Nous sommes pour l'unité d'action à la base. Par conséquent, lorsque des militants de nos partis se rencontrent sur la base d'une action concrète, eh bien ! ils se rencontrent. Toutefois, ce avec quoi nous ne sommes pas d'accord, c'est ce que voudrait le parti socialiste, c'est-à-dire des rencontres à tous les niveaux avec des déclarations extrêmement importantes sur toutes les questions, et ce de façon à satisfaire tout le monde pour permettre au parti socialiste d'avoir à la fois un langage de gauche et une pratique de droite. Nous ne voulons pas recommencer le programme commun.* »

Appelé à commenter le récent sondage Sofres - *Expansion* (*le Monde* du 22 septembre) M. Marchais a dit :

« *Voilà un sondage qui montre que François Mitterrand serait battu pour la troisième fois, et nous avons été rudement bien inspirés, au parti communiste, à notre vingt-troisième congrès, d'aller au fond de l'analyse des événements qui se sont déroulés autour du programme commun et de proposer aux travailleurs et à notre peuple une voie nouvelle pour aller de l'avant.*

» *D'autant que le report des voix au deuxième tour... Qui est unitaire et qui ne l'est pas ? Les électeurs communistes, dans la proportion de trois pour quatre, voteraient pour le candidat socialiste, tandis que pour ce qui concerne le parti socialiste, c'est seulement moins de un pour deux. Par conséquent, ce sont bien les communistes qui sont unitaires !*

» *Alors, vous allez me dire : mais vous aussi, Georges Marchais, vous serez battu. Mais enfin, messieurs, soyons sérieux ! Personne n'a dit que je serai candidat !*

» *J'ai dit qu'il y aurait un candidat communiste. Je n'ai jamais annoncé ma candidature ; donc, personne ne sait si je serai candidat. Je n'ai jamais mené une campagne présidentielle, et voilà que vous me créditez déjà de 36 % des voix ? Mais l'avenir m'appartient !* »

[N.D.L.R. — 36 % des voix au second tour dans l'hypothèse où M. Marchais, ayant distancé le candidat du P.S. au premier, serait le seul représentant de l'opposition.]

● *M. Michel Crépeau*, président du M.R.G., a estimé, samedi 22 septembre, que la gauche doit « *tout faire pour se doter d'un candidat unique qui soit au-dessus des partis* » pour l'élection présidentielle de 1981. Le maire de La Rochelle a ajouté : « *Si la gauche continue à se déchirer, M. Giscard d'Estaing, cette fois avec l'aide de M. Chaban-Delmas contre M. Chirac, sera réélu dans un fauteuil.* » (...).

LES ÉCRIVAINS COMMUNISTES DANS LA GUERRE FROIDE

Fallait-il injurier Kravchenko ?

Les polémiques qui avaient suivi la parution, en 1947, du livre de Victor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, sont évoquées dans leurs mémoires par deux des principaux protagonistes de cette affaire en France, Claude Morgan, alors directeur des *Lettres françaises*, et André Wurmser, alors collaborateur de cet hebdomadaire (1). A cette occasion, *Minute* (daté 19-25 septembre) et *France-Soir* (daté 20 septembre) ont rappelé le procès intenté par Kravchenko aux *Lettres françaises*, qui avaient affirmé que l'ancien fonctionnaire de l'ambassade soviétique aux Etats-Unis, « passé à l'Ouest en avril 1944 », n'était pas l'auteur de son livre et qu'il travaillait pour les services secrets américains. Le procès s'était conclu, après appel de l'hebdomadaire, par la condamnation des *Lettres françaises* à 1 franc symbolique de dommages et intérêts, le jugement rendant hommage aux mobiles et au passé des écrivains communistes qui avaient mené l'attaque contre Kravchenko.

Claude Morgan indique aujourd'hui que l'article publié par *les Lettres françaises* sous la signature de « Sim Thomas », présenté comme un journaliste américain, avait en réalité pour auteur un collaborateur de l'hebdomadaire, André Ulmann. Dans une interview accordée à *France-Soir*, Claude Morgan reproche à André Wurmser de maintenir ses accusations contre Kravchenko, tout en reconnaissant que son livre contenait des vérités, et il ajoute : « *J'ai du mal à dire du bien* [d'André Wurmser]. *Il faut savoir reconnaître ses torts, et je crains qu'il ne soit sincère.* »

André Wurmser a répondu, dans *l'Humanité* du 20 septembre : « *Kravchenko, fonctionnaire soviétique en mission à Washington, déserta son poste en pleine guerre, avec la complicité des services secrets des Etats-Unis, alors alliés de l'U.R.S.S. En avril 1944, un an avant la prise de Berlin par ses compatriotes, il dénonça le régime soviétique dans le* New-York Times, *et son interview fut reprise par tous les organes de la propagande hitlérienne. Son livre, ou plutôt le livre qu'il signa (le fait ne fut pas nié au procès), romançait en rose sa propre vie, et ramenait toute l'histoire de l'U.R.S.S. à l'arbitraire stalinien. Il mêlait la fiction à un aspect de la réalité soviétique qu'alors les communistes ignoraient (...).*

» *Pour notre honneur, nous avons été, Claude Morgan et moi, en ce temps-là, des combattants de la paix. De l'amitié franco-soviétique aussi. Et nous avons, hélas, trompés que nous étions comme les progressistes du monde entier, soutenu, contre ce que le vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique allait révéler être la vérité, qu'il n'existait pas de camps en Union soviétique. La condamnation que notre parti a portée, confirmée, répétée sur les méthodes du temps de Staline n'a pas besoin d'être rappelée, et, si des séquelles en subsistent, il n'est pas de Français qui ignore notre réprobation. Ni qui la confonde avec l'avantage que cherchent à tirer de ces faits les défenseurs du capitalisme.* »

Les Nouvelles littéraires, dans leur numéro daté 20-27 septembre, consacrent aux intellectuels communistes un dossier intitulé : « *Etre ou avoir été communiste est-il devenu un genre littéraire ?* » Michel Cardoze, rédacteur en chef des pages culturelles de *l'Humanité*, rend compte du livre d'André Wurmser. Il évoque « *la vaste constellation des intellectuels antifascistes* », qui, dit-il, « *s'est retrouvée dans la Résistance* », mais « *n'a pas résisté* » à la guerre froide.

« *Alors, écrit-il, se produisent des déchirements qui saignent encore. André Wurmser ne m'en voudra pas d'avoir lu que sa rupture avec Jean Cassou* (« *Adieu Jean !* ») *le fait souffrir aujourd'hui et en même temps de n'être pas parvenu à m'identifier au point de réellement comprendre cette époque de fer, je veux parler de la guerre froide, ces dix années où le monde est devenu fou. Fondamentalement parce que le système capitaliste a été pris de panique devant les résultats de la seconde guerre mondiale, formidable avancée du communisme installé, et aussi parce que le système communiste né de ces victoires a lui aussi paniqué devant une possible (?) troisième guerre. Le monde était déséquilibré par ce nouvel équilibre : de là sont venues les folies de la guerre froide. Car, lues aujourd'hui, ce sont des folies.* »

Michel Cardoze ajoute : « *Qu'on m'entende bien : je revendique tout cet héritage, je souhaite le prendre en charge, les beaux souvenirs comme ce que Wurmser appelle* « la merde ». *En mesurant tout ce qui a changé, et qui ne se posera plus jamais comme pour la génération d'André. Ainsi, du rapport des intellectuels à leur parti (...) ainsi des moyens et des buts d'alliance de classe à nouer entre travailleurs manuels et intellectuels. Ainsi du stalinisme.* »

Dans le même dossier, Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions sociales, rend compte du livre de Claude Morgan. Il écrit : « *Maurice Thorez avait beau déclarer à tout bout de champ qu'il n'y avait pas eu de stalinisme dans le parti, Morgan décrit mieux que personne ces milliers de militants à qui on a dit :* « Rajk est un traître. Il a toujours trahi. » *Ils l'ont cru. Comme ils ont cru que Tito avait été traître au socialisme, que Nagy avait trahi son peuple. Après une période d'excitation et de violence, on leur a dit :* « Il y a eu des erreurs. Nous réhabilitons Rajk ; Tito n'a jamais trahi. » *Mais ils continuent à croire... et c'est le plus grand crime, parce qu'il permet tous les autres. Nous avons gardé le silence sur les crimes des nôtres toujours au nom des mêmes arguments :* « Les ennemis vont entendre... et utiliser... » *Sont-ils condamnés à être trompés ces mille et mille visages de militants que Morgan, comme nous tous, a rencontré dans toutes les régions de France, donnant le meilleur d'eux-mêmes à la recherche du bonheur humain ?* »

(1) Le livre de Claude Morgan, *les Don Quichotte et les autres* (Guy Roblot éd.), a été présenté dans *le Monde des livres* du 24 août ; celui d'André Wurmser, *Fidèlement vôtre* (Grasset éd.), dans *le Monde des livres* du 21 septembre.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le gouvernement pourrait donner suite à certaines propositions de loi du R.P.R.

Pour M. Barre, les diverses interprétations auxquelles ont doné lieu les propos tenus à son endroit par M. Giscard d'Estaing, le 17 septembre, à la télévision, relèvent de ces *« discussions politiciennes »* qu'il exècre.

Confirmé, une nouvelle fois, dans sa charge, le chef du gouvernement s'en tient aujourd'hui à trois constatations.

M. Barre est d'abord fondé à souligner que le président de la République lui a demandé de poursuivre sans dévier la politique qu'il conduit depuis la fin de 1976. M. Giscard d'Estaing s'est rangé à son avis lorsqu'il lui a proposé de ne pas renouveler *« l'erreur de 1973-1974 »*, en évitant d'étaler dans le temps les mesures à prendre pour amortir, au printemps dernier, *« le deuxième choc pétrolier »*. Après réflexion, le chef de l'Etat a admis qu'il était préférable de faire *« tout, tout de suite »*, quitte à faire *« hurler »* les mécontents, plutôt que de laisser les choses traîner et la situation s'aggraver. Le seul regret de M. Barre est de n'avoir pas pu faire adopter un peu plus tôt — à cause de l'enjeu électoral du scrutin du 10 juin — l'augmentation des cotisations de sécurité sociale. La campagne de Mme Simone Veil aurait pu en souffrir. Et qu'il s'agisse des mesures relatives à la Sécurité sociale ou de la fiscalité sur les produits pétroliers, M. Barre se déclare tout à fait d'accord avec le président de la République pour que les décisions du gouvernement soient acceptées *« pour solde de tout compte »*. Il achèvera la mise en place de son dispositif écoonmique en complétant les dispositions antérieures par certaines mesures en matière de crédit et de monnaie. Celles-ci pourraient intervenir avant le 1er octobre.

Pour peu que la situation internationale ne provoque pas de nouvelles flambées du prix du pétrole, l'économie française se trouverait ainsi, en 1980, plus apte que par le passé à surmonter ses difficultés, indique-t-on à l'Hôtel Matignon.

M. Barre constate également que, sur le front social, l'automne « chaud » annoncé par les centrales syndicales ouvrières semble faire long feu. Il estime positif que toutes les principales organisations aient décidé de venir s'entretenir avec lui. L'accord conclu entre la C.G.T. et la C.F.D.T. paraît n'inspirer aucune inquiétude au premier ministre dans la mesure où M. Edmond Maire et ses amis, pour autant, ne remettent pas en question leur politique de « recentrage » arrêtée après les élections législatives de 1978.

Dans la lutte contre le chmôage, le chef du gouvernement continue de faire confiance au patronat pour consacrer une partie des profits, réalisés au cours de ces dernières années, à la création d'emplois. En précisant, toutefois, que le gouvernement ne prendra pas d'autres mesures d'aide aux investissements.

Un sondage non publié

Sur le terrain politique, enfin, M. Barre observe que la situation ne change guère. Malgré l'accord du 20 septembre entre le P.S. et le P.C., la gauche demeure incapable d'opposer à la majorité un projet commun qui soit crédible. Quant au R.P.R., ses velléités de contestation se sont émoussées depuis le médiocre résultat qu'il a obtenu aux élections européennes et la nouvelle stratégie de M. Jacques Chirac ne paraît pas de nature à gêner le premier ministre.

M. Barre reste persuadé, au demeurant, que les Français, dans leur majorité, partagent le sentiment exprimé la semaine dernière par le chef de l'Etat, pour lequel il n'existe pas aujourd'hui de politique de rechange ni d'homme plus qualifié que l'actuel premier ministre pour diriger le gouvernement, en dépit de ses échecs. En privé, M. Barre se plaît d'ailleurs à faire état des résultats d'un sondage réalisé par l'IFOP pour *le Point*, mais non publiés par l'hebdomadaire, selon lesquels les personnes interrogées estiment, pour la plupart, que ni MM. Chaban-Delmas, Debré, Chirac, ni MM. Mitterrand ou Rocard ne feraient mieux que lui s'ils étaient en ce moment à l'Hôtel Matignon (1).

C'est donc un premier ministre égal à lui-même que les députés et les sénateurs retrouveront à l'ouverture de la prochaine session parlementaire.

Ainsi qu'il l'avait décidé avant le scrutin du 10 juin, M. Barre n'engagera pas la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale (2). Assuré de disposer du soutien indéfectible de la majorité il s'attend néanmoins à des débats difficiles, quand viendra notamment en discussion le texte relatif à la sécurité sociale, à la fiscalité locale et à la reconduction de la loi de 1974 sur l'interruption volontaire de grossesse. C'est la raison pour laquelle M. Barre ne veut pas négliger de prévenir les éventuelles critiques des députés gaullistes en associant étroitement leurs représentants à la préparation des débats. Comme cela a été le cas, le 18 septembre, à propos de la réforme de la taxe professionnelle, des réunions de travail spéciales seront organisées à l'Hôtel Matigno afin d'examiner d'autres projets importants, en particulier, vraisemblablement, les textes relatifs à la Sécurité sociale.

Le gouvernement se propose aussi de donner suite à certaines des propositions de loi déposées par le R.P.R., auquel il a déjà donné satisfaction en acceptant l'organisation d'un débat d'orientation sur la politique familiale avant la discussion, en fin de semaine, de la règlementation de l'avortement. Il pourrait, notamment, lier à l'examen du projet de loi sur actionnariat des salariés, celui de la proposition (n° 1167) de M. Claude Labbé et de ses amis sur l' *« intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et de la gestion des entreprises »*, et associer leur proposition (n° 714) tendant à la création d'un *« contrat d'emploi-insertion »* au projet de loi sur la formation en alternance.

En revanche, M. Barre n'entend pas se départir de son indifférence à l'égard de l'opposition. *« Je n'ai pas à flirter avec elle »* dit-il volontiers.

N'ayant jamais partagé les velléités d' « ouverture » affichées naguère par M. Giscard d'Estaing, le premier ministre ne veut pas fournir au R.P.R. de nouveaux motifs d'irritation.

La maladresse serait d'autant plus grave, à ses yeux, que l'opposition n'a jamais eu, elle non plus, envie de « flirter » avec lui.

ALAIN ROLLAT.

(1) Il s'agit d'une partie, non publiée, du sondage de l'IFOP paru dans *le Point* daté 27 août - 2 septembre (*le Monde* du 28 août).

(2) Interrogé sur les intentions du gouvernement après le scrutin du 10 juin, M. Barre déclarait, le 7 mai dernier, à Antenne 2 et Europe 1 : *« Je n'ai pas l'intention de poser la question de confiance. Il appartient à la majorité de dire si elle continue à soutenir ou non le gouvernement. Les responsabilités doivent être prises. »*

M. MOTTE (CNIP) : l'action du gouvernement souffre d'une contradiction interne.

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, écrit, dans le dernier numéro du journal de sa formation (*Journal des indépendants* du 17 septembre) : *« Il est visible qu'il existe au centre même de l'action gouvernementale une contradiction interne qui déconcerte : comment, en effet, élaborer en matière économique et, par voie de conséquence, en matière sociale, une politique de liberté, et s'assigner simultanément comme objectif électoral un ralliement plus ou moins important de partis représentatifs de la gauche ? »*

M. Motte souligne : *« C'est là sans doute que se trouve l'explication du déphasage qui existe entre, d'une part, l'énoncé et la mise en application — particulièrement par le ministre de l'économie, M. Monory — d'un certain nombre d'incitations à l'initiative individuelle et à l'économie de marché et, d'autre part, le maintien à l'identique de domaines essentiels de notre vie publique comme l'omniprésence administrative, le secteur nationalisé ou para-nationanlisé, et tout l'appareil de protection sociale. Depuis dix ans, les ministres, les innovateurs et les entrepreneurs se heurtent à ces citadelles du conservatisme français. »*

● *M. Didier Bariani*, secrétaire général du parti radical, a confirmé dimanche 23 septembre, à Arcachon (Gironde), son intention de briguer la présidence de son parti lors du prochain congrès qui se tiendra les 13 et 14 octobre, à Paris. De son côté, M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, a annoncé son intention de se présenter au poste de secrétaire général (*le Monde* du 13 septembre).

● *Mlle Françoise Gaspard*, député (P.S.), maire de Dreux (Eure-et-Loir), a déclaré samedi 22 septembre que, *« depuis un certain temps, le P.C. confond les intérêts des travailleurs avec les intérêts du P.C. »*.

Mlle Gaspard a indiqué que *« les communistes utilisent leur mandat municipal pour s'incruster sur le terrain en faisant des actions spectaculaires qui n'ont pas de débouchés ; les élus communistes voudraient faire de l'élu local une assistante sociale et en tirer les bénéfices, alors que notre action, à nous socialistes, vise à responsabiliser les individus »*.

● *M. Michel Rocard* a indiqué, dimanche 23 septembre à La Ferté-Macé, à l'occasion de la Fête de la rose de la fédération socialiste de l'Orne, que, lors des élections présidentielles, *« ce sera la tâche de l'un ou l'autre d'entre nous, ou d'un troisième, de défendre les idées du projet socialiste en 1981 »*.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« L'indépendance et le pluralisme de l'information ne sont pas assurés »

affirment le R.P.R., le P.S. et le P.C.

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les conditions de l'information publique, créée le 15 mars dernier, a rendu public, lundi matin 24 septembre, le rapport adopté le 15 septembre en conclusion de ses travaux, après le rejet du texte initialement présenté par le premier rapporteur, M. Jacques Douffiagues (U.D.F.). Mis en minorité par les commissaires du R.P.R., du P.S. et du P.C. qui avaient voté contre son rapport, M. Douffiagues avait remis sa démission le 13 septembre, et les représentants de l'U.D.F. avaient décidé de ne plus siéger au sein de la commission.

Le document rendu public par le nouveau rapporteur, M. Claude Martin (R.P.R.), conclut simplement que la commission *« a estimé que les auditions et investigations auxquelles elle avait procédé avaient fait clairement apparaître que l'information publique n'était pas satisfaisante »*. *« Il lui est apparu, en particulier,* écrit le député de Paris, *que l'indépendance et le pluralisme de l'information ne sont pas assurés, ce qui porte atteinte à l'égalité d'expression. »* M. Martin souligne que le rapport de M. Douffiagues *« ne reflétait pas cette analyse »*.

Ce bref rapport est complété par une déclaration de chacun des quatre groupes.

L'U.D.F. indique notamment : *« Jamais, depuis les origines de la Ve République, il n'y a eu de période où l'information a été plus libre, dans sa diversité comme dans son volume, que depuis 1974. C'est ce que peuvent constater chaque jour les citoyens. C'est ce qu'a révélé l'enquête à laquelle s'est livrée la commission parlementaire (...). Pour assurer une meilleure garantie de la liberté et de l'impartialité de l'information, il est d'abord nécessaire de se garder de certains écueils. La tentation est forte en effet de trouver de fausses solutions, isolant le monde de l'information dans le corporatisme étroit (avec la création par exemple d'un ordre professionnel) ou le plaçant sous la surveillance permanente d'une magistrature publique qui s'érigerait bientôt en comité de censure. La tentation n'est pas moins forte chez certains de vouloir modeler l'information à l'image de la vie politique et, confondant pluralisme et proportionnelle, imposer la présence de journalistes ou commentateurs représentant ès qualités les diverses familles politiques (...). Les problèmes essentiels ne sont pas ceux qui ont été si constamment et si bruyamment mis sur le devant de la scène au cours de ces derniers mois. Par le développement de la télévision-service et des télétextes, et surtout par l'imminence de l'utilisation des satellites pour la diffusion des émissions télévisées, le cadre actuel du monopole national va se trouver dépassé. »*

L'U.D.F. propose la création d'un conseil national de la communication réunissant toutes les *« parties prenantes »* qui aurait une mission de contrôle et de réflexion. *« Il est temps,* dit-elle, *de définir une nouvelle charte de l'information. »*

Pour le R.P.R., les deux conditions de pluralité et d'indépendance *« ne sont pas aujourd'hui réunies »*, et les structures de l'information audio-visuelle révèlent l' *« emprise officielle »*. *« Des responsables connus et souvent appréciés de la télévision ou de la radio ont fait l'objet d' « expulsions » à l'initiative directe ou indirecte du gouvernement »*, affirme le groupe gaulliste, qui ajoute, en citant divers exemples, que les responsables actuels de l'audio-visuel *« ont tous su faire le bon choix. Pris isolément, ces exemples,* selon le R.P.R., *pourraient être mis sur le compte de l'accident de parcours, mais, reliés entre eux, ils sont bien représentatifs d'un clivage général et permanent, illustrant une situation qu'il convient de corriger au plus vite »*. Le R.P.R. souligne au passage que le rôle d'équilibre qui était celui de la presse écrite face à la télévision se trouve aujourd'hui *« lui-même altéré ou menacé »*.

A propos des sondages, le groupe gaulliste propose de proscrire les enquêtes *« par simulation »*, les *« projections »* et les exclusivités de publication. Il déclare, en conclusion, que, dans la situation présente, *« le détournement de la vocation pluraliste du service public met en cause la liberté du citoyen »*.

Le P.S. estime que *« la culpabilité du pouvoir est évident »*. *« La démocratie est menacée,* déclare-t-il, *parce que M. Giscard d'Estaing, plus et mieux encore que ses prédécesseurs, s'est emparé des moyens de communication de la nation. »*

Pour les socialistes, les preuves de cette *« giscardisation »* de l'information sont éclatantes : *« Démantelé dès les premières semaines du septennat, l'O.R.T.F. a été vite transformé en agence de propagande au service des intérêts présidentiels. A l'Elysée, on considère la télévision et la radio comme des instruments de gouvernement. »*

Soulignant que le texte préparé par M. Douffiagues ne visait *« qu'à disculper le pouvoir, son gouvernement et son président »*, le P.S. cite notamment comme *« preuves à charge »* des *« atteintes graves »* portées par le gouvernement à l'information et aux libertés : *« la campagne des élections européennes où M. Raymond Barre, se prévalant de sa qualité de premier ministre, a accaparé les écrans, assurant ainsi une publicité non compensée au parti du président »* ; *« le projet de démantèlement de la Société française de production (S.F.P.) qui témoigne par ailleurs de la volonté du gouvernement de liquider un service public »* et *« l'adoption, par la majorité du Parlement, de la loi restreignant le droit de grève pour les personnels de la radio et de la télévision »*. *« Au rythme où va la domestication de l'information,* conclut le P.S., *il n'y aura bientôt plus besoin pour le gouvernement de censure, car il n'y aura plus rien à censurer. »*

Le P.C., qui avait rendu publique sa déclaration à l'occasion de la conférence de presse tenue le 17 septembre par M. Roland Leroy et les autres membres communistes de la commission (*le Monde* du 19 septembre), dénonce *« la mainmise appesantie du pouvoir sur les moyens d'information, la discrimination et le favoritisme politiques, les licenciements arbitraires de journalistes »*. *« Le gouvernement et l'Elysée ont tout fait pour gêner l'établissement de la vérité,* affirme-t-il. *Les députés de la majorité ont peur de la vérité. Depuis le 15 mars, ils n'ont qu'une volonté, enfouir les travaux de la commission. »*

Le procès-verbal des quatre-vingt-dix-sept auditions auxquelles la commission avait procédé ne sera pas publié.

NOUVEAU: dans l'édition que rêvait de réaliser son traducteur CHARLES BAUDELAIRE,

Les Histoires Extraordinaires

suivies des

Nouvelles Histoires Extraordinaires

d' Edgar Poe

avec les illustrations des " maîtres de la manière noire "

Edgar Poe naît à Boston le dix-neuf janvier 1809 dans une famille d'acteurs misérables qui mourront d'alcoolisme. Orphelin à trois ans, il est adopté par la famille Allan.

A dix-huit ans, Edgar Poe quitte la maison dont l'ambiance est devenue insupportable. Sans ressources, il vit un moment d'expédients et s'engage comme simple soldat.

Cependant, depuis son adolescence il n'a cessé d'écrire. En 1833, le *Baltimore Saturday Visitor* prime un de ses contes et le publie. C'est le début d'une certaine notoriété et d'une médiocre aisance provisoire.

Son unique refuge : la Poésie

Le destin s'acharne. Il épouse en 1836 sa petite cousine Victoria, femme-enfant de quatorze ans, qui tombe gravement malade et meurt bientôt.

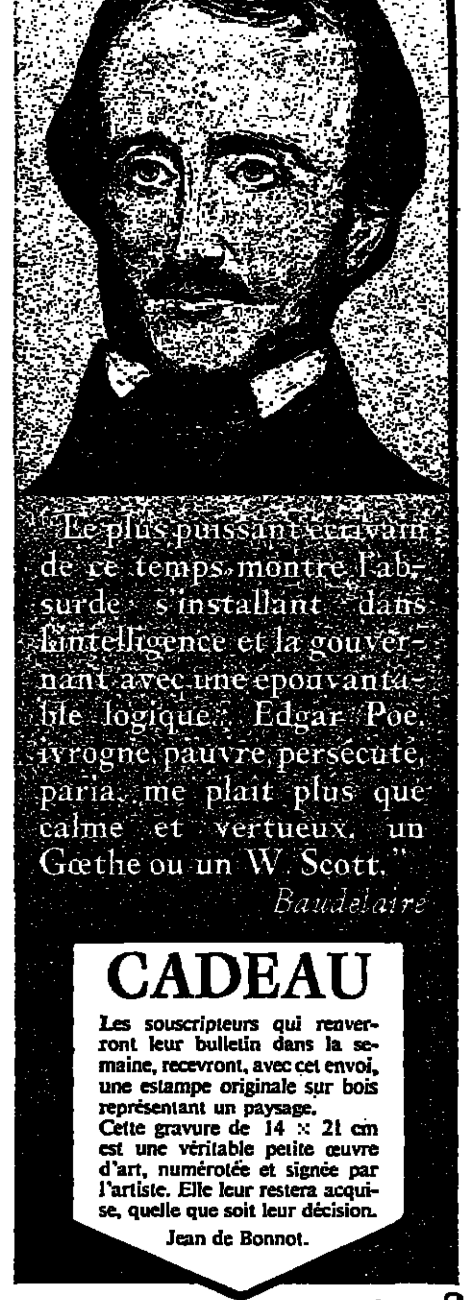
Il boit alors comme un forcené, publie « Le Corbeau » avec un grand succès de curiosité, donne des conférences, tente deux fois de se suicider. Le six octobre 1849, on le découvre inanimé sur un banc de Light Street. On le transporte au Washington Medical College. Il mourra quelques heures après.

Baudelaire, son frère spirituel

Charles Baudelaire, son traducteur inspiré, avait toujours rêvé d'imprimer une superbe édition qui rendrait encore plus belle l'œuvre de l'écrivain américain.

Pour réaliser ce rêve, il se déclara même prêt à renoncer à ses droits de traduction. C'est cette édition, tant souhaitée par Baudelaire, que je présente au public : un papier magnifique, filigrané dans la masse, nombreuses illustrations exécutées par les maîtres de la « manière noire », une reliure en cuir de mouton dorée sur la tranche et le dos à l'or fin 22 carats.

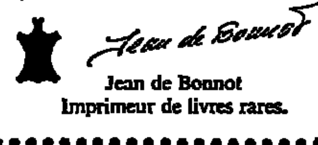
Je vous propose de lire le tome premier, sans risque et en toute tranquillité. Et si vous êtes intéressé, ce tirage étant limité aux seuls souscripteurs, je vous prie de me retourner le bon de réservation ci-dessous au plus vite.





Garantie de revalorisation

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix et donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au même prix et à n'importe quel moment.



Jean de Bonnot
Imprimeur de livres rares.

BON à renvoyer à JEAN DE BONNOT 7 fg St-Honoré, 75392 Paris Cédex 08 — 1

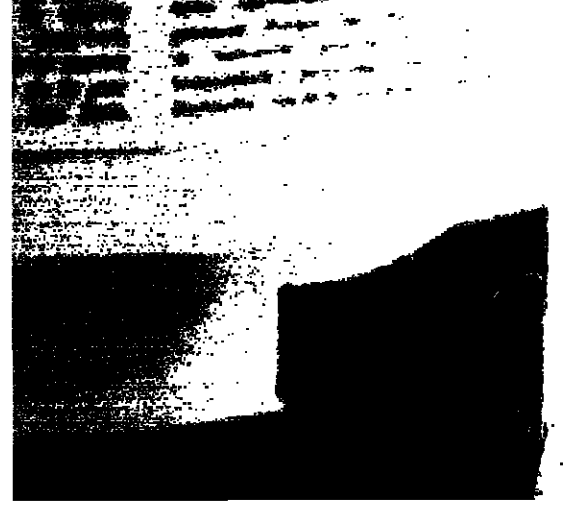
Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le premier volume des Histoires Extraordinaires d'Edgar A. Poe, auquel vous joindrez ma gravure en cadeau.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie) :
☐ *régler à réception, au facteur, la somme de 91,35 F + 24,55 F de frais de port T.T.C., soit 115,90 F.*
☐ *joindre à ce bon de souscription un chèque de 91,35 F. Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.*

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.
Si au contraire je décide de garder ce livre, vous m'enverrez le Tome II « Nouvelles Histoires Extraordinaires », environ un mois après.

Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

Nom ....
Prénoms..............................
Adresse ....
Code postal..............................
Ville ....
Signature



Le Monde

Le grand maître de l'ordre de Malte est reçu par M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing reçoit à déjeuner, ce lundi 24 septembre, Son Altesse Eminentissime Fra Angelo de Moljena di Colonna, soixante-dix-septième prince et grand maître de l'ordre souverain de Malte.

Le grand maître a été reçu trois fois à la présidence de la République : par le général de Gaulle en 1964, par Georges Pompidou en 1972 et par M. Alain Poher, en qualité de président par intérim, en 1974.

Visite au plus petit État du globe

Au sommet de l'Aventin, sur une place de Rome que dessina Piranèse et que domine le clocher de Saint-Anselme, maison mère des moines bénédictins, un lourd portail ne s'ouvre qu'exceptionnellement devant les visiteurs. Il n'en est pas moins fréquenté. Par le large trou de la serrure, on découvre, au bout d'une longue allée de buis, bien cadré dans ce viseur indiscret, le dôme de la basilique Saint-Pierre.

Au milieu des jasmins, des chèvrefeuilles, des fuchsias, une margelle de pierre du treizième siècle est l'ultime vestige de la présence des templiers. Lorsque ceux-ci furent décimés par Philippe le Bel et l'ordre détruit, ses biens furent dévolus par le concile de Vienne de 1312 à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et celui-ci devint propriétaire de Sainte-Marie de l'Aventin. Aujourd'hui, la villa Malta et le somptueux parc qui l'entoure forment, avec un grand hôtel particulier de la via Condotti, à quelques dizaines de mètres de la place d'Espagne, la totalité du territoire de l'ordre souverain militaire et hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte.

Le drapeau rouge frappé en son centre de la croix blanche à huit pointes, symbole des huit béatitudes évangéliques, flotte sur les deux bâtiments qui jouissent l'un et l'autre de l'extraterritorialité. Via Condotti se trouvent le siège du Grand Magistère ou gouvernement du plus petit Etat du globe et la résidence de son grand maître, seul souverain au monde à porter le titre d'altesse éminentissime — parce qu'il a rang de cardinal. La villa Malta abrite les ambassades de de l'ordre auprès du Saint-Siège et auprès du Quirinal. Au terme de plusieurs siècles d'errance à travers le bassin méditerranéen, les maîtres de l'ordre créé au onzième siècle à proximité du tombeau du Christ à Jérusalem se sont fixés ici. Après la Syrie et Acre, Chypre, où les accueillirent les Lusignan aux treizième et quatorzième siècles, Rhodes, la Sicile, l'Italie contientale, la Provence, Malte, que leur avait cédée Charles-Quint en 1530 mais d'où les chassa Bonaparte en 1798, Trieste, Saint-Petersbourg, c'est la Ville Eternelle qui les recueillit il y a plus d'un siècle.

Seul Français appartenant au Grand Magistère, le comte Géraud de Pierredon, grand hospitalier depuis un an, fait les honneurs des deux chancelleries de la villa Malta, puis ceux de la salle du conseil. Comme les cardinaux pour l'élection du Souverain Pontife, le chapitre général de l'ordre tient ici conclave pour élire le grand maître. Portrait des soixante-dix-sept altesses éminentissimes et princes, dont le grand maître Fra Angelo de Mojena di Cologna, actuellement en exercice, plafond à caissons somptueusement décorés, immense tableau avec un tapis et l'étoile à huit pointes, étendards. Le cadre est imposant. Par des fenêtres à meneaux, on aperçoit le mont Janicule et les dômes et clochers du Vatican.

Charme et harmonie

Centre de la vie religieuse de la villa Malta, la chapelle de Sainte-Marie du Prieuré, due à Piranèse, est sans doute un des plus beaux édifices religieux baroques de Rome. Y flottent les étendards particuliers aux huit langues de l'ordre — Provence, Auvergne, France, Castille, Aragon, Italie, Allemagne et Angleterre. On y célèbre, le 24 juin, jour de la Saint-Jean-Baptiste, une messe solennelle qui réunit les chevaliers venus du monde entier. Sur cet emplacement, nous dit-on, se dressait à l'époque romaine un temple dédié à Jupiter, tandis qu'au pied de l'Aventin, sur les berges du Tibre, s'étendaient les entrepôts, magasins et dépôts de sel, de pierre et de marbre d'un grand port fluvial.

En dépit d'une certaine solennité, tout est à la villa Malta charme et harmonie. Via Condotti prévaut la majesté. Le palais magistral abrite les appartements privés du grand maître et son cabinet de travail, des salons dont celui où les ambassadeurs viennent présenter leurs lettres de créance — l'ordre entretient des relations diplomatiques avec quarante-deux Etats. Valets en culotte à la française et souliers à boucle d'argent veillent en silence sur cette partie du bâtiment. Bureaux des principaux collaborateurs, dont le grand commandeur et le grand chancelier, bibliothèques, service d'archives, chapelle dédiée à saint Jean-Baptiste, dispensaire complètent cet ensemble. Ce ne sont, à chaque pas, que cabinets vénitiens ou florentins en marquetterie d'ivoire ou de bois précieux, tapisseries des Gobelins, paysages divers, marines ou sujets religieux, portraits de laïcs et de clercs, gravures, miroirs. Le cristal, l'or et l'argent, la soie et le damas concourent à un décor où dominent la pourpre, l'amarante et le noir.

Au milieu de cette magnificence évolue un monde d'une extrême courtoisie, qui parle lentement, à voix feutrée. Qu'il se rende au dispensaire pour y subir un examen médical, au service philatélique pour y acheter des timbres-poste (1), ou qu'il soit reçu en audience par le grand maître, le visiteur est partout traité en hôte. C'est sans aucun doute Son Altesse éminentissime le prince et grand maître Fra Angelo de Moljena di Colonna qui donne le ton. Ce septuagénaire distingué, à l'élégance sobre et aux manières raffinées, élude rarement les questions, fussent-elles indiscrètes. Tout au plus se contente-t-il de sourire lorsqu'on tente de comparer la puissance de l'ordre au sein du monde catholique à celle des jésuites par exemple.

Aux allusions concernant une certaine tradition intégriste au sein de l'ordre, dont l'un des chapelains fut le bouillant abbé Ducaud-Bourget (2), le grand maître proteste en spécifiant qu'il a demandé aux chevaliers de s'abstenir de prendre officiellement position à l'égard de Mgr Lefebvre. Les chevaliers sont actuellement neuf mille cinq cent soixante-deux (l'ordre de Malte possède ainsi la plus faible population mondiale), dont un tiers sont italiens et plus d'un millier américains.

Le grand maître, comme ceux de ses collaborateurs que nous avons rencontrés, s'étonne de ce que la France n'ait pas accordé sa reconnaissance officielle à un ordre avec lequel elle entretient de bons rapports et auquel appartient, depuis vingt ans, M. Valéry Giscard d'Estaing. Il rappelle, comme aime à le faire également le grand commandeur, l'aristocratique Hongrois Hubert Pallawicini, que parmi les célébrités qui ont appartenu à l'ordre figurent de nombreux français : de Nicolas de Villegagnon, créateur des premiers établissements français en Amérique et fondateur de Rio, au bailli de Suffren, grand ennemi de la marine de guerre anglaise, en passant par Jean Nicot, qui introduisit le tabac comme médicament en Occident.

Mais les soucis du grand maître le portent moins vers la France, qui compte plusieurs centaines de chevaliers de grâce et de dévotion et de chevaliers d'obédience, que vers des horizons plus lointains. C'est en effet vers les deux Amériques et surtout l'Afrique que semblent se porter ses espoirs. Aujourd'hui, l'ordre entretient des rapports diplomatiques avec des pays aux régimes politiques aussi différents que le Bénin et le Sénégal, la Côte-d'Ivoire et l'Ethiopie, l'île Maurice et la Somalie, le Niger et le Lesotho ou le Togo et la Mauritanie. « *Notre expansion en direction de l'Afrique est vraiment spectaculaire* », nous affirmait, il y a quelques semaines, le soixante-dix-septième grand maître...

PHILIPPE DECRAENE.

(1) L'ordre, qui bat monnaie, émet aussi ses timbres et a un surintendant des postes magistrales. Les timbres sont valables pour les correspondances entre la Via Condotti et l'Aventin, avec Malte et avec le Libéria, le Nicaragua et El Salvador, tous trois liés par accords spéciaux avec l'ordre.

(2) Auteur, notamment, d'un ouvrage intitulé : « La Spiritualité de l'ordre de Malte », édité en 1955 au Vatican.

« Beaucoup de gens ont une fausse idée des activités de nos membres »

« Les adversaires de l'ordre insistent parfois sur le fait que celui-ci a eu des démêlés avec le Saint-Siège...

— Nous sommes à la fois entièrement indépendants du Saint-Siège puisque nous sommes souverains et nous restons des fils fidèles de l'Eglise. Mais il y a eu effectivement au cours des années 50 quelques controverses avec le Vatican. Celles-ci ont permis à l'ordre de se réformer et de transformer son gouvernement. Depuis lors, nous n'avons cessé de témoigner de notre attachement complet à la papauté. L'élection du grand maître est d'ailleurs soumise à l'approbation pontificale.

— Ne vous trouvez-vous pourtant pas en désaccord avec certaines des décisions de Vatican II ?

— Distinguons l'ordre et ceux qui en sont membres. En ce qui concerne l'ordre, il a accepté, en fidèle catholique, l'ensemble des décisions de Vatican II. Il reste que le recours à la liturgie en latin demeure pour nous une nécessité du fait de notre caractère universel.

— N'entretenez-vous pas des rapports étroits avec certains milieux intégristes ?

— Nous avons demandé à tous les membres de l'ordre de s'abstenir de prendre officiellement position à l'égard de Mgr Lefebvre et d'éviter toute manifestation hostile ou favorable à son propos.

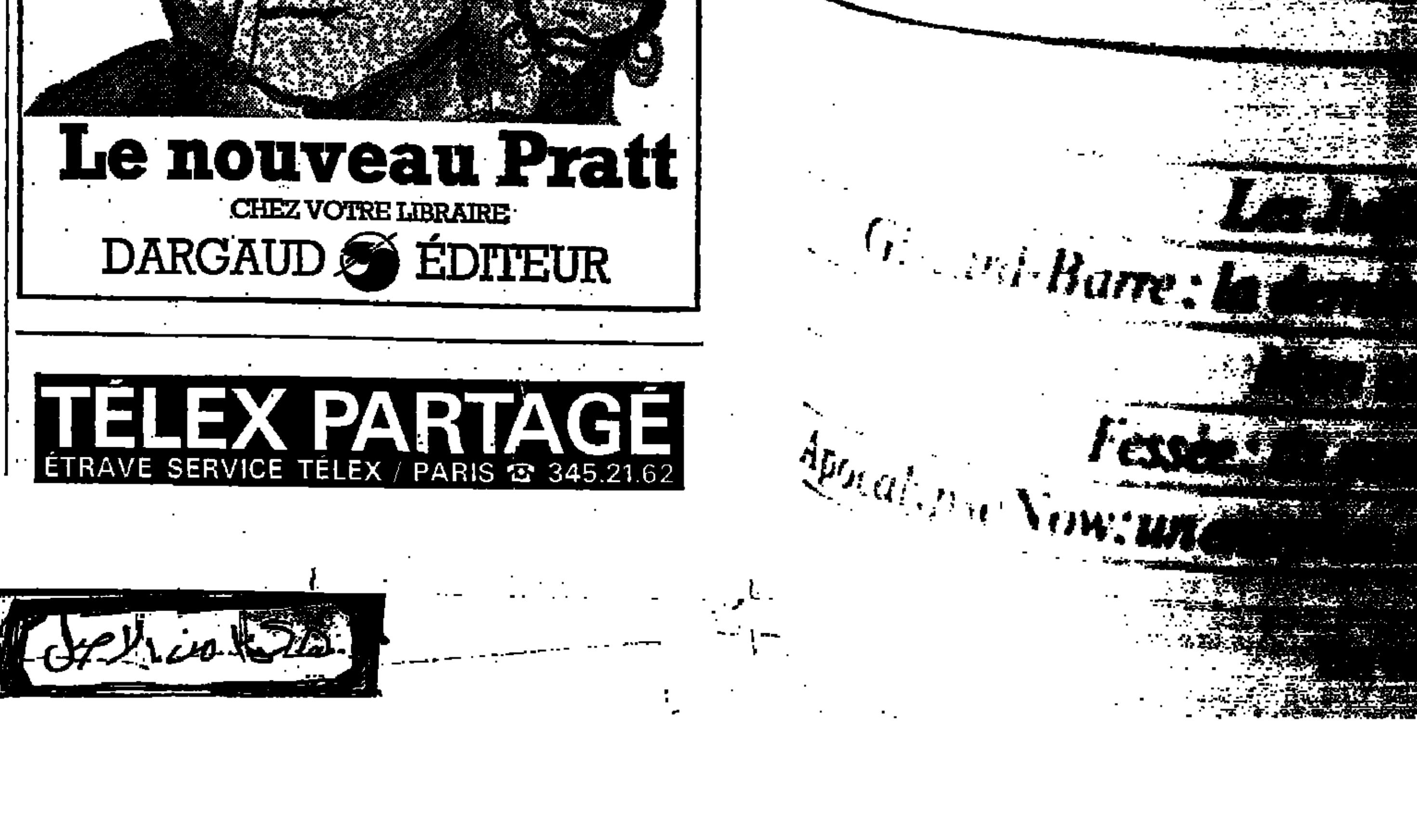
— N'avez-vous pas le sentiment de vivre en décalage avec votre temps ?

— Non. Nous pensons qu'au moment où l'ordre se trouve en pleine mutation beaucoup de gens ont une fausse idée des activités de ses membres. Bien sûr, comme l'affirmait saint Paul lui-même, la charité doit rester cachée, mais il devient de plus en plus souhaitable que nous nous fassions connaître. Le patrimoine important des traditions que nous entendons conserver est, en effet, très loin de nous tenir à l'écart du siècle et des activités qu'exige l'actualité. »

Ph. D.

Des chiffres et des lettres.
Systeme "Multi Adrex Plus" le traitement de texte multiposte, évolutif, à haute performance SMH - Adrex
Terminal annuaire electronique destine dans un premier temps à la consultation de l'annuaire et ultérieurement à d'autres sources d'informations. TELIC
La télématique au SICOB
stand 3451/53 - niveau 3 - Zone DE
Centraux téléphoniques publics et privés. Telex. Télécommunications sous-marines et spatiales. Péri-informatique et services informatiques. Electronique spécialisee, Automatismes et équipements de bureaux.
33 rue Emeriau 75725 Paris Cedex 15 - Tél. 577.10.10 - Telex 250927 Paris.
CIT Alcatel





par M. Giscard d'Estai…

globe

COLLECTION
UN HOMME UNE AVENT…
Hugo Pratt



Le nouveau Pra…

DARGA…

TELEX PARTAG…

L'EXPRESS

EXCLUSIF
LES MEMOIRES DE KISSINGER



- **La première rencontre avec de Gaulle, en février 1969. On parle de Bismarck...**
- **Pompidou aux Açores. Son voyage aux Etats-Unis. La hantise de l'Allemagne.**
- **Le voyage secret en Chine de juillet 1971 : lunettes noires et fausse maladie... Chou En-lai le plus grand.**
- **Février 1972 : Richard Nixon à l'apogée de son destin.**

Dans ce même numéro :

Les Juifs, Vichy et Israël, par Raymond Aron

Giscard-Barre : la dernière ligne droite, par Yann de l'Ecotais et Albert du Roy

Mon ami Brejnev, par Franz-Josef Strauss

Fessée : ils sont fous, ces Suédois ! par Jean-Francis Held

Apocalypse Now : un entretien de Francis Coppola avec Danièle Heymann et Michel Ciment

En vente chez tous les marchands de journaux

SOCIÉTÉ

UN SALON AU BOURGET

L'industrie florissante de la sécurité

Au Bourget (Seine-Saint-Denis), au Salon de la protection et de la sécurité, qui a fermé ses portes le 21 septembre, on n'exposait pas seulement des casques anti-bruit, des revêtements de sol anti-dérapants et des systèmes de protection d'incendie, même si la sécurité c'est aussi cela. La grande affaire, le marché prometteur, le reflet de nos angoisses et de nos peurs, ce sont ces dizaines de gadgets contre les agressions et le vol que l'électronique et l'imagination des marchands de sécurité mettent aujourd'hui à la portée de tous, ou presque.

Quel dirigeant politique, quel homme d'affaires resterait insensible aux charmes trapus des limousines blindées que propose la société TIG-France ? Sur simple demande, ces véhicules peuvent être pourvus de systèmes de sécurité sur le détail desquels le fabricant préfère rester discret, encore qu'on aperçoive sur l'un d'entre eux des meurtrières percées dans les portières. Le prix ? Cela dépend des exigences du client et des dangers qu'il croit courir.

TIG-France propose aussi de blinder les véhicules de transport d epolice et de l'armée, ainsi que n'importe quel hélicoptère ou voiture de série. Un char d'assaut à la portée de Monsieur-tout-le-monde.

La société Chubb-France a mis au point un guichet de banque anti-hold-up. D'un seul doigt, et en moins d'une seconde, un employé peut faire surgir un rideau métallique entre son agresseur et lui. L'espionnage industriel a ouvert aux spécialistes de la sécurité des perspectives insoupçonnées : clôtures électriques, corniches d'enceinte ultra-sensibles, détecteurs de tables d'écoute, champs magnétiques brouilleurs de mécros, caméras invisibles, etc.

C'est la protection des commerces de détail et des particuliers qui semble la plus prometteuse. Entre 1972 et 1977, notent les fabricants, le nombre des cambriolages a augmenté de plus de 32 %. Pourtant, déplore l'un d'entre eux, Proteg, qui se présente comme *« le leader français de la protection des biens et des personnes »*, *« la nécessité d'assurer sa propre défense contre le vol n'est pas entrée dans les mœurs »*. En France, 98 % des locaux industriels et commerciaux et 99,7 % des particuliers ne sont pas protégés. C'est peu.

Proteg, qui invoque Schopenhauer (*« Comme l'injustice est à l'ordre du jour, il faut que le constructeur de la maison soit capable aussi de les protéger »*, possède, à l'en croire, la solution. Ce sont des détecteurs à infra-rouges, radars à micro-ondes, sirènes rotatives, alarmes pneumatiques et autres hurleurs qu'il propose d'installer pour 8 000 F, prix moyen d'une protection efficace pour un pavillon. Un autre fabricant, Vidéo Sécurité, emploie environ deux mille personnes, installateurs et gardiens. Reliées par radio-téléphone, des équipes mobiles interviennent dès qu'un gadget électronique signale quelque chose d'anormal dans une des usines protégées ou chez un particulier.

Aucun pouvoir de police

Le marché de la sécurité augmente chaque année de 15 à 20 %. Il a représenté 300 millions de francs de chiffre d'affaires en 1978. Mais les sociétés qui se partagent le gâteau s'inquiètent de la prolifération de soi-disant « spécialistes » qui connaissent mal le métier et jettent le doute dans l'esprit des clients sur leur efficacité. Il n'est que d'assister, impuissant, au déclenchement intempestif d'un « hurleur » mal réglé pour s'en convaincre. Ou d'écouter les doléances des victimes d'un cambriolage, dont le système d'alarme n'a pas fonctionné.

A parcourir les allées du Salon, on se demande quelle société il annonce. Il est exact que le sentiment d'insécurité des Féançais s'accroît. Mais, plus que l'insécurité elle-même, comme le notait, en 1977, le rapport du comité d'études sur la violence. La presse et la publicité ont une influence certaine sur l'idée que se fait l'opinion de la violence. C'est peu dire que les fabricants de gadgets électroniques entretiennent ce sentiment d'insécurité. Cela, parfois, malgré la loi. Celle-ci soumet à une autorisation préfectorale l'installation chez un particulier d'un système d'alarme audible de l'extérieur. Combien de citoyens barricadés chez eux, comme à Fort-Knox, le savent ? Combien d'installateurs le taisent ? Les sociétés de gardiennage n'ont aucun pouvoir de police. Cela n'empêche pas certaines d'entre elles d'outrepasser leurs droits.

On répond à cela que l'augmentation de la délinquance dépasse, depuis le début de la décennie, la progression démographique et que les moyens d'action de la police sont pratiquement les mêmes qu'en 1946. Mais que fait notre société, quels sacrifices est-elle prête à accepter pour remédier aux causes profondes, économiques et culturelles, de la violence ? Il est vain de reprocher leur succès aux marchands de sécurité. Une société a les gardiens qu'elle méëite.

BERTRAND LE GENDRE.

A Nancy

Affrontements entre motocyclistes et forces de police

Sans attendre la Journée nationale de la moto, prévue pour le samedi 29 sepjtembre — et qui devrait voir le plus grand rassemblement de motocyclistes jamais réuni dans la capitale, les motards de toutes les villes de France devant converger sur Paris après avoir défilé dans leurs villes respectives, — de très nombreux motards ont manifesté, dans plusieurs villes françaises, le dimanche 23 septembre, contre le projet d'instauration d'une vignette pour les machines d'une cylindrée supérieure à 400 cm3.

Ces manifestations se sont déroulées partout dans le calme, à l'exception de Nancy où des affrontements ont opposé motards en colère et policiers.

De notre correspondant

Nancy. — Mal commencée par un accident (trois blessés) la manifestation « anti-vignette » des motards lorrains à Nancy s'est terminée par un affrontement entre forces de l'ordre et manifestants, place Stanislas, dans la soirée du 22 septembre.

A l'appel d'un tract signé du Mouvement de défense de la moto, près de sept cents motards avaient convergé dès le début de l'après-midi vers la ville. Les manifestants venus de toute la région n'avaient pas attendu d'arriver à Nancy pour provoquer un bouchon en roulant à faible allure et en rangs serrés sur l'autoroute A-31. Une façon de faire qui ne fut pas du goût d'un automobiliste qui se mit à sialomer parmi les machines qui n'apprécièrent pas pour leur part cette façon d'agir. Résultat : trois motards furent blessés.

Quelques instants plus tard, le ton montait à nouveau place Stanislas, où plus de deux cents motards s'étaient regroupés. Vers 19 heures, des groupes de motocyclistes décidaient de barrer deux des quatre rues d'accès à la place à l'aide de matériaux empruntés à un chantier voisin. Casqués et armés de matraques, les policiers chargèrent alors les manifestants, endommageant de nombreuses machines, et la manifestation fut dispersée vers 21 heures.

Le Mouvement de défense de la moto a appelé les motards à manifester à nouveau, dans la soirée du 25 septembre, sur la place Stanislas.

L'autoroute du Nord bloquée

D'autre part, plusieurs centaines de motards ont manifesté, dans la soirée du 23 septembre, en deux points de la Seine-et-Marne pour demander la suppression du péage sur les autoroutes le dimanche pour les motocyclistes et protester contre la vignette sur les motos de grosse cylindrée. Vers 17 heures, trois cents motards ont bloqué sur près d'un kilomètre la nationale 34 entre Crécy-la-Chapelle et l'aérodrome désaffecté de Voisins. D'autre part, trois à quatre cents motards ont bloqué de la même façon l'autoroute au péage de Coutevroult dans le sens province-Paris.

Enfin, quelque trois cents motocyclistes se sont rassemblés, dimanche, place de la Concorde, à Paris, au début de l'après-midi, à l'appel de l'Association des motards indépendants (A M I). Ils protestaient eux aussi contre le projet de création d'une vignette.

UNE RÉUNION DE LA COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DES STUPÉFIANTS

La commission interministérielle des stupéfiants, qui rassemble les représentants des ministères et des personnes désignées pour leur compétence, s'est réunie, jeudi 13 septembre, en présence de Mme Monique Pelletier, ministre chargé de la condition féminine, et de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la famille, pour faire le point sur les progrès de la lutte contre la toxicomanie en France.

Cette commission, qui fonctionne depuis 1930 selon une périodicité variable, avait été mise en sommeil après la publication du rapport sur la drogue de Mme Pelletier en janvier 1978. Le ministre de la condition féminine a rappelé à la commission, qui se réunira désormais tous les deux mois, la nécessité d'une information plus variée et mieux adaptée, l'urgence de la création d'un enseignement de la toxicomanie dans les études médicales. M. Barrot a, de son côté, mis l'accent sur le pragmatisme dans l'approche du problème de la drogue et opté en faveur d'actions précises et bien suivies.

Cette commission a pour rôle essentiel de classer les médicaments au tableau B. Au cours de sa réunion de jeudi, elle a écarté deux dossiers présentés par les fabricants de l'industrie pharmaceutique en vue du déclassement d'anorexigènes.



JUSTICE

A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Les séparatistes bretons et « M. X... »

La Cour de sûreté de l'État — dont les débats reprennent ce lundi 24 septembre — a achevé l'examen des vingt-cinq attentats dont sont accusés des militants bretons du groupe d'Ille-et-Vilaine. MM. Lionel Chenevière et Patrick Montauzier, considérés comme les meneurs de ce réseau, n'ont reconnu qu'une partie des attentats qui leur sont reprochés (huit sur dix-huit pour le premier et huit sur dix-sept pour le second). Devant les policiers du S.R.P.J. de Rennes, après plusieurs jours d'interrogatoire, ils avaient d'abord reconnu être allés dix-sept fois poser, ensemble, des pains d'explosifs. Mais ils étaient revenus sur leur déclaration chez le magistrat instructeur. Dans le box des accusés, ils ont maintenu leurs positions, comme M. Jean-Michel Hellequin. En revanche, MM. Daniel Hamon et Alain Coviaux n'ont fait aucune difficulté pour reconnaître les faits qui leur sont imputés.

Le moins que l'on puisse dire est que MM Chenevière et Montauzier n'ont pas convaincu la Cour en se défendant énergiquement d'avoir commis certains attentats pour lesquels ils sont inculpés, et notamment celui du relais de télévision de Pré-en-Pail. Il est vrai qu'à chaque fois ils avaient donné un tel luxe de détails aux policiers, même un an après les faits, que leur revirement n'a pas été compris par le président, M. Claude Allaer. Ce dernier a tenté de les pousser dans leurs retranchements. En vain.

Patrick Montauzier prétend s'être accusé pour protéger les véritables auteurs. Lionel Chenevière s'exclame : *« Je tiens à prendre mes responsabilités, mais uniquement les miennes. »* Pourtant, ce sont eux qui, la plupart du temps, ont tapé et déposé les communiqués revendiquant la presque totalité des vingt-cinq attentats. Alors, qui prenait les initiatives et donnait les ordres ? Eux ? Pas le moins du monde. Certes, ils décidaient des objectifs, mais les instructions venaient d'ailleurs, d'un certain M. X... qui laissait le choix de l'endroit et du moment où il fallait frapper. Cet être mystérieux, sur lequel les inculpés refusent d'en dire plus, fournissait même le papier à en-tête utilisé pour les communiqués. D'ailleurs, seul Lionel Chenevière le connaissait et il suppose que ce *« personnage mythique »*, comme le qualifie le président, pouvait commettre lui aussi certains attentats. Cela expliquerait, selon lui, qu'il pouvait connaître dans les moindres détails les circonstances dans lesquelles ils avaient été commis. Pour finir, Lionel Chenevière refusa de répondre et demanda au président de lire le procès-verbal d'interrogatoire du juge d'instruction.

M. Alain Coviaux, lui, est plus disert. Il reconnaît tout et explique les raisons de son geste. Ecologiste « traumatisé » par la marée noire, il a franchi le pas, il a adhéré au F.L.B. et commis quatre attentats. Mais, aujourd'hui, il en a assez de la prison et il ne recommencera pas. Ce qui permet au président d'affirmer que la prison peut servir à quelque chose et qu'il *« vaut mieux que les autres restent à l'ombre si c'est pour recommencer »*. *« Est-on devant une cour de justice ?* demande Mᵉ Yann Choucq. *Est-on encore au temps de l'abjuration ? »* Le président ne répondra pas.

Repentis ou pas, les poseurs de bombes ont cependant, chaque fois, pris soin d'éviter que le sang ne coule, même si la Cour fait remarquer que les dommages matériels, eux, sont importants et que, souvent, il s'agissait de bâtiments neufs (1). Des cibles soigneusement sélectionnées : l'E.D.F., en réaction contre le nucléaire ; Shell, à cause de la marée noire ; la préfecture, en raison de l'échec du plan Polmar ; les hôtels des impôts, car l'argent des contribuables bretons n'est pas réinvesti en Bretagne, etc. L'objectif est désigné, chaque fois, pour une raison précise. Mais qui organise la campagne de plasticage ? Un M. X..., chef d'orchestre clandestin, ou simplement les poseurs de bombes eux-mêmes ?

Il est vraisemblable que les débats ne permettront guère de situer chaque inculpé dans la hiérarchie du mouvement. Mais celle-ci existe-t-elle vraiment ? Les policiers ont souvent fait courir le bruit que M. Yann Fouéré tirait les ficelles de l'organisation séparatiste depuis l'Irlande, où il vit en exil. Les inculpés répondent que tout cela procède de l'amalgame pour déconsidérer leur action en la taxant de droitière, en raison du passé de M. Yann Fouéré. L'accusation a d'ailleurs mis en lumière les aspects nazis ou néonazis, voire tout simplement d'extrême droite, du dossier. Certes, Serge Rojinsky a vendu, quand il était étudiant, *Europe Action*, une revue d'extrême droite, mais Jacques Denis a récusé les accusations *« gratuites et fausses »* de propagande nazie. Jacques Bruchet s'est défendu d'avoir été un ancien collaborateur et Gerhard Péresse n'a épousé en rien les idées de son père, Ange Péresse — jugé par défaut, — ancien nazi, puisque ses sympathies révolutionnaires et progressistes sont de notoriété publique.

La suite des débats permettra peut-être d'établir si des liens existaient entre certains inculpés, M. Yann Fouéré et Ange Péresse, mais, dès la première semaine du procès, Yann Puillandre, qui, c'est le moins que l'on puisse dire, ne peut être taxé de fasciste, a tenu à expliquer pourquoi il assistait tous les ans, ainsi que certains de ses camarades, à une cérémonie à la mémoire de l'abbé Perrot, un prêtre assassiné pendant la guerre (peut-être par les résistants, mais cela n'a jamais été prouvé) et dont le nom a été donné à une brigade de la milice qui combattit au côté des armées allemandes.

La mise au point fut sèche : *« L'abbé Perrot était un saint homme. Son nom fut cohisi par Célestin Lainé, commandant de la Bezen Perrot, contre l'avis de tous les nationalistes autonomistes bretons »*, et un avocat d'ajouter : *« Une division SS avait bien pris le nom de Charlemagne. »*

MICHEL BOLE-RICHARD.

(1) Au total, les dégâts, pour quarante et un attentats, ont été estimée à 22 228 950 francs, dont 20 548 910 F par le groupe d'Ille-et-Vilaine, et 1 680 040 francs pour celui du Finistère.

(Dessin de PLANTU.)



CORRESPONDANCE

A propos de l'abbé Perrot

Le docteur Jean Perrot, de Paris, nous écrit :

Dans l'article du *Monde* du 18 septembre traitant du procès des militants bretons devant la Cour de sûreté de l'État, votre collaborateur Michel Bole-Richard écrit, au sujet d'un des prévenus, qu'il fut *« l'adjoint du commandant de la formation Perrot, de sinistre mémoire, qui tire son nom d'un abbé, recteur à Scrignac (Finistère), exécuté par la Résistance »*.

L'information me paraît sacrifier la vérité au raccourci et la mémoire de l'abbé Perrot mérite d'être évoquée avec plus de nuances.

L'abbé Perrot fonda en 1911 le mouvement Foi et Bretagne, puis, vers 1930, le Bleun-Brug, mouvements culturels n'ayant jamais eu partie liée avec les groupes séparatistes.

Rien ne permet d'affirmer que l'abbé Perrot a été exécuté en 1943 par la Résistance.

Aucun fait de collaboration ne peut lui être attribué.

Le mouvement Bleun-Brug n'a jamais dévié, notamment durant l'occupation, de la ligne fixée par son fondateur.

En revanche, il n'y a aucun doute sur la sinistre action de la brigade de miliciens, qui, après sa mort, s'est servi de son nom, entretenant le trouble et la confusion et tentant de discréditer les mouvements culturels bretons.

Je dois ajouter que cette défense de l'abbé Perrot répond à un souci de vérité car je n'ai aucun lien, proche ou lointain, de parenté avec le fondateur du Bleun-Brug.

SCIENCES

● *Deux éoliennes géantes en Suède.* — En 1983, l'énergie éolienne contribuera pour une faible part aux besoins énergétiques de la Suède. Le gouvernement de Stockholm a, en effet, décidé de consacrer l'équivalent de 82,7 millions de francs à la construction de deux éoliennes géantes de 78 mètres de diamètre. Ces deux centrales, installées en Scanie et dans l'île du Gotland, dans le sud du pays, seront mises en service dans le courant de l'été 1982. Elles fourniront au total 14,5 millions de kilowatts-heure au réseau.

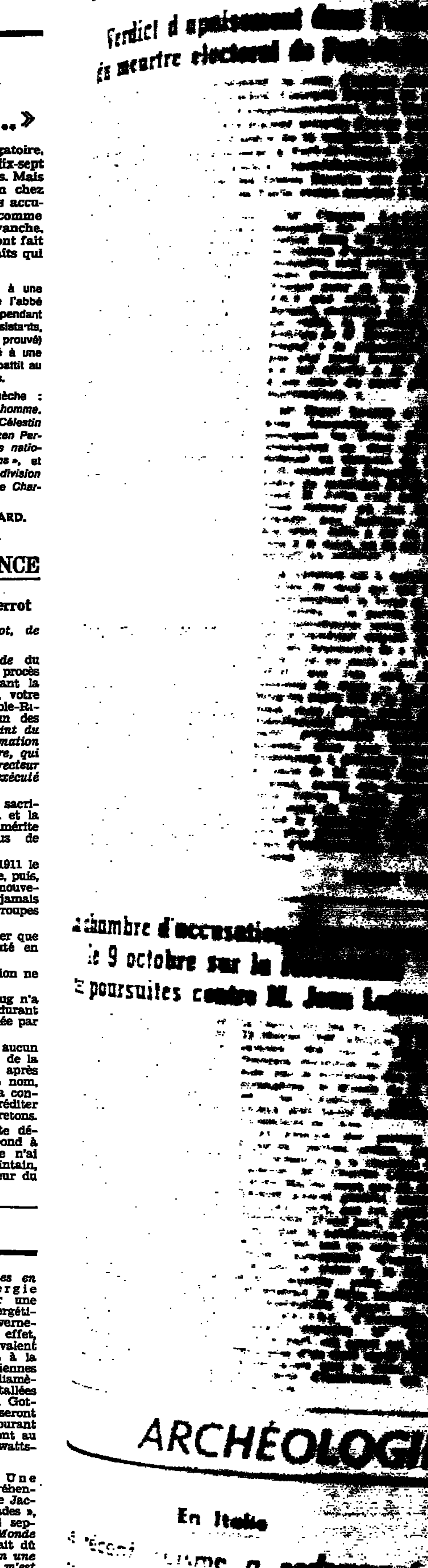
● RECTIFICATIF. — Une erreur a rendu peu compréhensible le début de l'article de Jacques Ellul, « Futurlupinades », dans *le Monde* daté 23-24 septembre (supplément *le Monde Dimanche*). La phrase aurait dû être : *« Faire de la prévision une science à part et spécifique m'est toujours apparu étonnant autant qu'erroné. »*

AÉRONAUTIQUE

● RECTIFICATIF. — Une erreur dans *le Monde* daté 23-24 septembre, à propos de la remise à British Airways et à Air France des Concorde construits, mais toujours invendus, qu'*« un incident de voiture avait immobilisé un supersonique à Washington en juin dernier »*. Il s'agissait, bien évidemment, d'un *« incident de voilure »*.

MEDECINE . PHARMACIE

PESUP ENS.SUP.PRIVE, 18, RUE DU CLOITRE NOTRE-DAME, 75004 325.63.30



JUSTICE

Verdict d'apaisement dans l'affaire du meurtre électoral de Fort-de-France

Dans un souci d'apaisement, la cour d'assises des Yvelines a acquitté, samedi 22 septembre, Georges Boutrin et condamné son frère Victor à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis. Les deux hommes étaient accusés d'avoir tué M. Théolien Jalta, chef du service d'ordre de la majorité, le 9 mars 1978, au cours d'un meeting électoral à Fort-de-France (« le Monde » des 21, 22 et daté 23-24 septembre). Immédiatement libérés après dix-huit mois de détention, les frères Boutrin ont été acclamés par une centaine d'Antillais, de Paris, venus assister à leur procès.

Au cours d'une plaidoirie de plus de cinq heures, les avocats de la défense avaient sollicité l'acquittement des deux accusés. Avant eux, l'avocat général, M. Georges Meurant, avait requis quinze ans et dix ans de réclusion criminelle respectivement contre Victor et Georges Boutrin, afin, avait-il dit, de *« sanctionner avec la plus extrême fermeté des faits qui interdisent tout dialogue entre citoyens »*. *« Votre verdict devra être exemplaire*, avait conclu l'avocat général, *pour qu'il ne soit plus permis demain de tuer dans de telles circonstances car, si toutes les idées sont respectables, aucune ne justifie la mort d'un homme. »*

Patiemment, la défense s'est efforcée d'effacer l'impression laissée par les propos du ministère public. *« A la Martinique (...) il y a trois fléaux : le volcan, le cyclone et la politique,* a dit Mᵉ Marcel Manville. *La justice des cocotiers y est beaucoup moins saine que celle du chêne de saint Louis et c'est pour cela que nous avions demandé à venir devant une juridiction de la métropole. »*

Dix-huit mois de prison

A la Martinique où, disait-on, le climat était explosif avant les élections de mars 1978 au point que même les facteurs distribuant les mandats de retraites, de pensions et d'allocations familiales, prévenaient les familles qu'il s'agissait de leur dernier passage en cas de victoire de la gauche.

Avant la défense, la partie civile et, en fin de procès les accusés, ont rendu hommage à la *« la remarquable impartialité »* de la présidente de la cour, Mme Jacqueline Cochard, qui n'avait évité aucune question, y compris les plus embarrassantes.

Mᵉ Charles Lederman a dénoncé les candidatures officielles dans les départements et territoires d'outre-mer : *« Douze ministres sont venus dans le premier trimestre 1978 à Fort-de-France pour se faire filmer par FR 3 aux côtés de M. Michel Renard, candidat de la majorité. La radio, le quotidien* France-Antilles *de M. Hersant ont « matraqué » la population. Jamais, pas une seule minute d'antenne n'a été offerte à M. Césaire et à ses amis du parti progressiste martiniquais. »*

Mᵉ Henri Leclerc a démontré avec beaucoup de conviction pourquoi les frères Boutrin se trouvaient en état de légitime défense au moment du drame : *« Il ressort de l'enquête que, sur ordre du candidat R.P.R., la victime, M. Jalta, s'est jeté dans la foule comme un fou avant de brandir une barrière au-dessus des têtes. Jalta a été vu un couteau à la main, un de ses hommes portait un revolver. »*

La violence est à mettre sur le compte de ceux qui ont les premiers employé la force et la pire des forces : la parole. Les propos incendiaires tenus au micro par le candidat député qui traitait ses opposants de *« chacals »* et de *« va-nu-pieds »*, ont produit l'effet que l'on sait sur ses hommes de main — de pauvres bougres payés 500 F la journée, — mais sans doute aussi sur les manifestants autonomistes du parti progressiste martiniquais atteints dans leur honneur et déterminés à défendre leur cause et celle de M. Aimé Césaire. Il y avait, parmi ces derniers, les deux frères Boutrin, dont dix-huit mois de prison ont transformé le vocabulaire. Ils ne parlent plus désormais d'autonomie, mais d'indépendance de la Martinique.

DAMIEN RÉGIS.

La chambre d'accusation se prononcera le 9 octobre sur la recevabilité des poursuites contre M. Jean Leguay

La chambre d'accusation de Paris s'est réunie, vendredi 21 septembre, sous la présidence de M. Jean Bertholon, pour examiner l'appel formé par M. Jean Leguay, préfet honoraire, ancien délégué en zone occupée du secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy, contre l'inculpation de crimes contre l'humanité qui lui a été notifiée, le 12 mars, par Mlle Martine Anzani, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour le rôle qu'il est accusé d'avoir joué dans la rafle, le 16 juillet 1942, des juifs parisiens rassemblés au Vélodrome d'hiver avant d'être déportés. La cour doit se prononcer le 9 octobre prochain.

Les débats se sont déroulés à huis clos. Mᵉ Yves Jaffré, défenseur de M. Leguay, s'est efforcé de faire admettre que les faits tombent sous le coup de la prescription de dix ans, car l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité résultant de la charte du tribunal militaire international de Nuremberg du 8 août 1945 et de la résolution des Nations unies du 13 février 1946, adoptée le 26 décembre 1964 par le Parlement français, reconnue, en juillet dernier, par le ministère des affaires étrangères (*le Monde* du 21 juillet) ne s'applique, selon lui, qu'aux plus hauts dignitaires des puissances de l'Axe.

Les avocats des parents des déportés, parties civiles, qui se sont présentés à la chambre d'accusation, Mᵉˢ Charles Libman et Lucien Halimi ainsi que M. Serge Galand, avocat général, assurent, pour leur part, que cet appel est irrecevable. D'une part, ils remarquent que la notification d'inculpation n'est pas un acte juridictionnel susceptible d'appel et rejettent la thèse de la défense selon laquelle cette décision contiendrait le refus implicite — lui, susceptible d'appel — des conclusions d'incompétence qu'avait déposées Mᵉ Jaffré. D'autre part, cet appel est intervenu plus d'un mois après l'inculpation alors que le délai légal, pour acte d'instruction est de trois jours.

Après l'assassinat de Pierre Goldman

UNE QUESTION ÉCRITE DE M. QUILÈS (P.S.) AU PREMIER MINISTRE

M. Paul Quilès, député (P.S.) de Paris, a adressé au premier ministre la question écrite suivante : *« L'assassinat de Pierre Goldman a suscité une profonde émotion. Ce crime n'est pas isolé. Il fait suite à de nombreuses agressions depuis deux ans, en particulier une dizaine d'assassinats ou de tentatives d'assassinat à caractère nettement politique ont été perpétrés par des groupes dont les méthodes et les buts sont de nature fasciste. Jamais jusqu'ici les auteurs de ces crimes n'ont été arrêtés. »* M. Quilès demande au premier ministre *« quelles mesures il compte prendre pour que les auteurs de ces attentats ne puissent bénéficier d'une impunité qui contribue à entretenir un climat particulièrement inquiétant »*.

Une déclaration de M. Bonnet

D'autre part, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, s'est rendu dimanche 23 septembre au chevet des policiers blessés vendredi, à la fin de la manifestation des groupes d'extrême gauche contre l'assassinat de Pierre Goldman. Il a tenu à *« rendre hommage au sang-froid des forces de police et à condamner les récents attentats »*.

M. Bonnet a ajouté : *« Face aux provocations d'où qu'elles viennent, face aux agitateurs quels qu'ils soient, face aux terroristes de tous bords, les forces de police font et feront, sans défaillance, leur devoir. »*

● LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE : *« Il faut empêcher que continuent à se développer en France des crimes semblables à ceux de l'escadron de la mort. »* Affirmant que Pierre Goldman a été *« assassiné par un groupe fasciste et raciste »*, le P.S.U. déclare que ce crime *« s'inscrit dans une série d'attentats dont ont déjà été victimes des travailleurs immigrés, des militants de la C.G.T., Henri Curiel, et dont les coupables courent encore »*.

● L'ASSOCIATION HENRI-CURIEL : *« Les amis d'Henri Curiel, qui protestent inlassablement contre les lenteurs et les obscurités de l'instruction judiciaire* [sur l'assassinat d'Henri Curiel], *ne peuvent s'empêcher de penser que si le gouvernement, comme M. Giscard d'Estaing, président de la République, leur en avait donné l'assurance le 26 juin dernier, avait tout mis* « en œuvre pour que les auteurs » d'actes aussi odieux soient » identifiés et poursuivis », *Pierre Goldman serait encore vivant aujourd'hui.* »

★ 4, rue Rollin, 75005 Paris. Tél. : 633-21-25.

● *Environ trois cents personnes* ont assisté, le 22 septembre, à l'émission de la fédération des radios libres, organisée au local du P. S. U. entre 15 h. 30 et 17 h. 25, indique un communiqué du parti. L'émission, est-il précisé, « s'inscrivait dans le cadre de la riposte à l'assassinat de Pierre Goldman et manifestait la volonté de ne pas rester passif devant les crimes fascistes et la montée de la répression dans ce pays ».

Faits et jugements

Attentat au domicile d'un ancien résistant.

Un engin a explosé, samedi 22 septembre, peu avant 22 heures, au premier étage d'un immeuble de l'avenue de La Bourdonnais à Paris (septième arrondissement). L'attentat visait l'appartement, alors désert, de M. Jean Legand, un ancien résistant qui, le 24 février 1975, avait frappé d'un coup de cravache l'ancien colonel des SS Otto Skorzeny, venu participer à une émission de télévision. Sur les murs de l'escalier de service, on a relevé les inscriptions : *« Tuons Legand : l'injure sera lavée »*, et *« 24-12-75 »*, signées *« les SS »* et frappées d'une croix gammée.

Une autre explosion d'origine criminelle a, dimanche 23 septembre vers 4 heures, ravagé un magasin en cours de réfection, 5, rue Turbigo à Paris (1ᵉʳ arrondissement), appartenant à la société de diffusion Daniel Hechter. L'attentat n'a pas été revendiqué.

● *Tracts antisémites à Grenoble.* — La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICA) a déposé une plainte auprès du doyen des juges d'instruction de Grenoble après distribution, dans l'agglomération, de tracts *« au caractère antisémite affirmé »*. Diffusés par une secte baptisée la Famille d'amour, ces tracts visent, selon la LICA, *« à provoquer chez le lecteur de la discrimination, voire de la haine, contre un groupe de citoyens à raison de leur appartenance à la religion juive »*.

● *Un gendarme a été grièvement blessé* à coups de fusil de chasse, vendredi 21 septembre, par un homme de vingt-quatre ans, qu'il s'apprêtait à interpeller à Saint-Chef (Isère). Munis d'un mandat d'amener pour une affaire de vol, les gendarmes se sont présentés devant la caravane où vit Pierre Scheid. Ouvrant la porte, ce dernier, porteur d'un fusil de chasse, déchargea son arme à bout portant sur le maréchal des logis-chef, Georges Mangeas, âgé de trente-deux ans. M. Mangeas a été hospitalisé dans le service de réanimation de l'hôpital de Bourgoin-Jallieu (Isère).

● *Six pompiers* ont été inculpés, samedi 22 septembre, de voies de fait avec préméditation par M. Gilles Dubigeon, juge d'instruction à Nantes. Des sapeurs-pompiers de la caserne Gouzé, située au centre de la ville, avaient reçu les visites fréquentes de deux mineures en fugue dépendant de l'éducation surveillée. L'une d'elles avait passé plusieurs nuits à la caserne avant d'être retrouvée par son éducatrice. Elle avait porté plainte pour « viol collectif ». Le magistrat n'a, cependant, pas retenu ce chef d'inculpation.

● *Un jeune délinquant âgé de quatorze ans* a été blessé à la cuisse dans la nuit du 16 au 17 septembre, à Grenoble, par un témoin qui l'avait vu fouiller une automobile en stationnement. L'adolescent avait ouvert la porte de la voiture, en compagnie de deux camarades, lorsqu'un voisin, M. Francis Combet, âgé de vingt et un ans, a ouvert le feu avec une carabine depuis son appartement, situé au quatrième étage. Il a affirmé aux policiers avoir voulu viser le sol. Il a été inculpé de *« détention illégale d'arme »* et de *« blessures involontaires »*. L'adolescent blessé est poursuivi pour vol.

Un touriste français détenu en Turquie a été libéré.

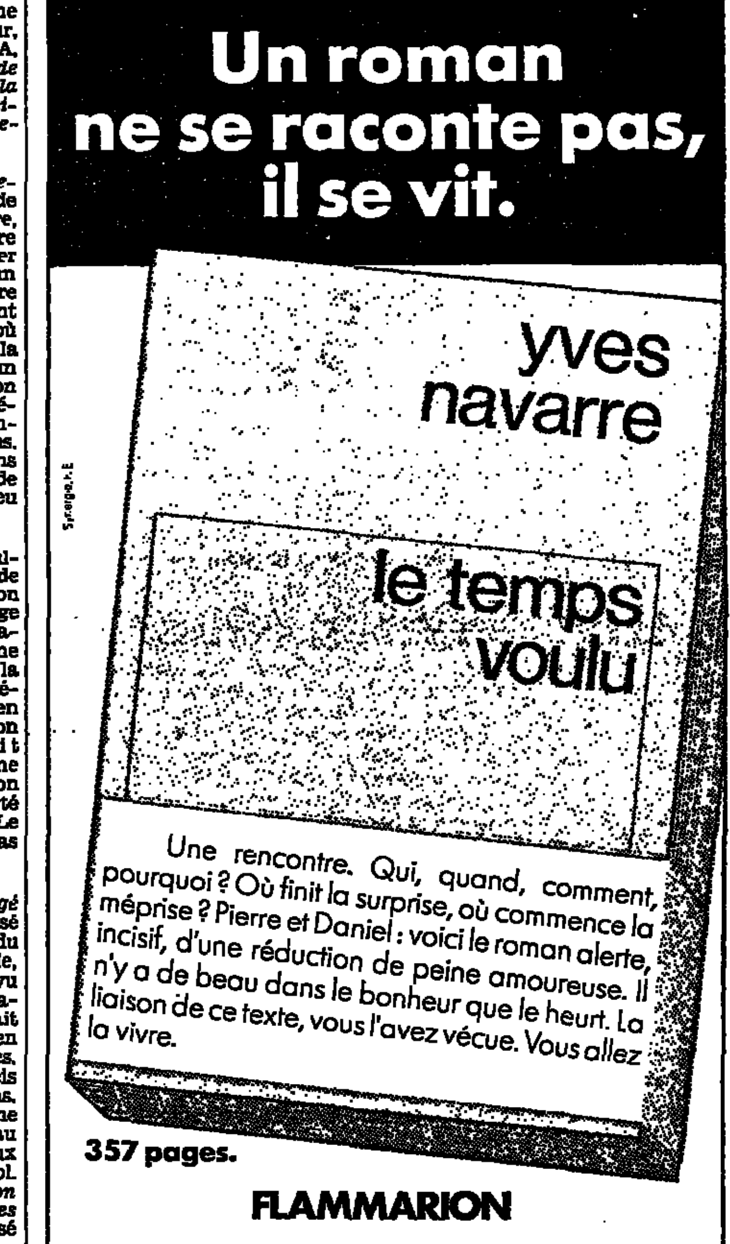
M. Christian Zamolo, le jeune touriste français qui avait été emprisonné en Turquie, le 22 juillet, pour avoir provoqué un accident de la route (*le Monde* du 8 août), a été libéré après versement d'une caution. Il a pu rejoindre, à la fin de la semaine dernière, son domicile à Sélestat (Bas-Rhin).

● *Un médecin radiologue de Chartres,* le docteur Yves Swyngedauw, âgé de trente-cinq ans, a tué mardi 18 septembre, sa femme, âgée de trente-sept ans, et l'un de ses enfants, âgé de huit ans, dans un acte de démence, a-t-on appris vendredi. Le meurtrier, qui était traité par des psychiatres depuis plusieurs mois, a été retrouvé errant dans la ville. Pendant un jour et demi le médecin a vécu claustré à son domicile auprès de ses deux autres enfants — quatre et six ans — qu'il a épargnés. Le drame a été découvert par un ami de passage. Le docteur Swyngedauw a été interné à l'hôpital psychiatrique de Bonneval (Eure-et-Loir) et inculpé d'homicide volontaire.

Peine réduite en appel pour le président des boulangers de l'Isère.

Le président de la chambre syndicale des boulangers de l'Isère, M. René Michal, qui, avec une vingtaine de ses collègues, avait interdit, le 25 octobre 1977, l'accès d'un fournil grenoblois à un contrôleur du service de la main-d'œuvre, a été condamné, le jeudi 20 septembre, à deux mois de prison avec sursis et 400 francs d'amende. La cour d'appel de Chambéry, qui a confirmé sa culpabilité, a toutefois atténué les décisions des juges de première instance qui avaient prononcé, en avril dernier, une condamnation à six mois de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende (*le Monde* du 2 mai).

Celle-ci avait entraîné la colère des boulangers dauphinois qui avaient décidé de rompre tout contact avec les inspecteurs et contrôleurs du travail, de ne pas participer au pacte national pour l'emploi et de demander aux pouvoirs publics de rompre les contrats d'apprentissage. Enfin, ils avaient brandi la menace d'un licenciement collectif du personnel travaillant en boulangerie. — (*Corresp.*)



ARCHÉOLOGIE

En Italie

Le récent séisme a endommagé des monuments antiques à Rome

De notre correspondant

Rome. — Le tremblement de terre du 20 septembre n'a pas seulement provoqué une grande peur dans la capitale italienne, on a constaté aussi qu'il avait endommagé des monuments historiques. C'est la raison pour laquelle la via Della Consolazione, qui conduit aux forums impériaux, a été interdite à la circulation pour une durée indéterminée. Les experts entendent examiner les colonnes une à une et leurs vérifications pourraient se prolonger pendant plusieurs mois.

Deux temples ont été atteints par le séisme : celui de Saturne qui est un des plus anciens monuments de la période républicaine, et celui de Vespasien, construit en l'an 79 après J.-C. Divers fragments de linteaux et de colonnes pesant jusqu'à 5 kilos, sont tombés à terre.

On se demande si ces deux édifices du forum n'ont pas été déstabilisés par le tremblement de terre. Ils étaient déjà en mauvais état en raison de la pollution environnante et du manque de soins.

Le Colisée, en revanche, ne semble pas avoir souffert. Mais les fissures de monuments voisins, comme l'arc de Constantin et la Colonne aurélienne n'ont pu que s'accentuer.

Rome n'est pas une région de grande sismicité, en tout cas depuis le seizième siècle. La terre y avait tremblé pour la dernière fois en 1927. Le problème est ailleurs : *« Cela fait quarante ans que ces structures supportent les tremblement petits mais constants et de plus en plus nombreux du trafic automobile »*, a déclaré M. Andrianio La Regina, responsable des biens archéologiques de Rome, qui se montre très pessimiste pour l'avenir. Les archéologues ont réclamé plus d'une fois l'interdiction permanente de la circulation dans la zone du Colisée. — R. S.

FAITS DIVERS

● *Deux personnes sont mortes de froid,* dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 septembre, à la cascade d'Ossoue (2 050 mètres), dans le massif du Vignemale (Hautes-Pyrénées). Il s'agit de M. Fernand Cousinie, âgé de soixante-deux ans, demeurant à Aussillon (Tarn), et de Mme Simone Biscons-Ritay, quarante-huit ans, domiciliée à Castres (Tarn). Partis la veille, en fin d'après-midi, en excursion, malgré les mauvaises conditions météorologiques, vers le refuge de Baysselance, ils ont été pris dans une violente tempête de neige.

● *Un repris de justice,* Sandor Brajer, âgé de quarante-trois ans, a été tué à coups de pistolet par un inconnu, vendredi 21 septembre au soir, à son domicile, dans le douzième arrondissement de Paris. Selon la police, il s'agirait d'un règlement de comptes. Sandor Brajer, d'origine hongroise, avait été plusieurs fois condamné pour vol, violences et proxénétisme.

● *Un important vol de tableaux* a été commis dans l'appartement, inhabité depuis plusieurs semaines, d'un collectionneur de Marseille. *Le* montant du vol, découvert samedi 15 septembre par une femme de ménage, serait d'environ 1 million de francs. Il s'agit notamment de toiles d'Utrillo, Van Dongen et Monticelli.

Attention, glissement de sens.

"Célibataire" signifie aussi un atome non apparié. Les mots sont instables, ils changent de sens, ou prennent un sens nouveau au cours des siècles. Le Larousse de la langue française enregistre aussi ces nuances.

Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume.

Sa grande originalité : la construction des articles avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires. Autre spécificité : une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un *minimum* de place.

LAROUSSE DE LA LANGUE FRANÇAISE lexis

Larousse de la langue française :
Le nouveau code de la langue.

MÉDECINE

DEUX CONGRÈS DE GÉRONTOLOGIE

Cent mille personnes âgées sont hébergées en institutions alors que leur état ne le justifie pas

La gérontologie peut-elle s'affirmer aujourd'hui comme une discipline médicale autonome et revendiquer la prise en charge globale d'une population dont le poids va croissant dans tous les pays industrialisés ? C'est à cette double question qu'ont tenté de répondre les participants à deux réunions organisées récemment à Paris et à Versailles. A Paris se déroulait en effet le premier congrès francophone de gérontologie (1), sous la présidence du professeur Jean Vignalou (faculté de médecine Pitié-Salpêtrière). A Versailles, dans le même temps, a eu lieu, sous la présidence du professeur Scardigli (Florence), la « Journée internationale » du Centre international de gérontologie sociale (C.I.G.S.) (2).

Dans les pays industrialisés, les accidents vasculaires cérébraux représentent tout à la fois la troisième cause de mortalité et la première cause d'invalidité. C'est sur ces deux données chiffrées — massives — que le professeur Vignalou a ouvert son discours d'inauguration du premier congrès francophone de gérontologie. Si l'on pousse plus loin l'analyse, on constate que, pour la seule année 1974, par exemple, 130 000 accidents vasculaires cérébraux sont survenus, entraînant 56 000 décès dès le premier mois, et seulement 10 % de « récupération » assimilable à une guérison réelle, soit 80 % de séquelles modérées ou graves et 10 % d'hospitalisation permanente définitive.

Or, ces accidents vasculaires cérébraux, dont il est classique de redouter le risque à l'approche de la cinquantaine, surviennent en réalité, dans leur majorité, chez les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans.

Au total, les trois quarts des décès par accidents vasculaires cérébraux surviennent après soixante-dix ans. D'après l'extrapolation d'études menées aux Etats-Unis, 455 000 personnes en seraient frappées chaque année en France. Une enquête menée en 1974 par le ministère de la santé montre d'ailleurs qu'il faut imputer aux seuls accidents vasculaires cérébraux plus d'un million et demi de journées d'hospitalisation.

Or, ont indiqué les membres de l'équipe du professeur G. Gauthier (Genève), une prévention de ce type d'accidents existe, mais reste trop souvent encore négligée.

Or c'est précisément là que se font sentir des défaillances criantes, qui rendent la démarche même des gérontologues hésitante et ardue : dans ce domaine, plus encore que dans d'autres, l'épidémiologie en est à ses balbutiements. « *Alors que l'ensemble des dépenses en faveur des personnes âgées va probablement devoir croître plus vite que le revenu national*, ont déclaré les professeurs P. Berthaux et B. Forette (Pitié-Salpêtrière), *la gérontologie ne peut plus se passer de l'épidémiologie.* » Il faut en effet non seulement dénombrer les maladies et handicaps propres au vieillissement, mais encore décrire les caractéristiques socio-économiques de la population âgée, déterminer la spécificité des risques qu'elle court — et qui sont parfois fort distincts de ceux de la population adulte, — enfin et surtout évaluer l'intérêt respectif des modes de prise en charge (maintien à domicile, placement en institution), ce qui est loin d'être chose faite.

Ainsi, estime le professeur Vignalou, il y a actuellement en France quelque cent mille personnes âgées, placées dans des hospices ou des maisons de retraite, alors qu'elles sont parfaitement autonomes et valides et ne devraient pas y être accueillies. En revanche, un million de personnes âgées ont perdu leur autonomie de vie, mais leur mode de prise en charge varie du tout au tout. Du meilleur au pire.

∴

Tel est précisément le thème qu'avaient retenu pour leur part les congressistes réunis par le Centre international de gérontologie sociale, que préside M. Joseph Flesch. Comme l'a souligné le professeur Scardigli, « *l'hospitalisation de long séjour, qui correspond à une prise en charge définitive, pose un problème auquel aucun pays au monde n'a encore trouvé de solution vraiment satisfaisante* ». Bien souvent, l'insuffisance du secteur public dans ce domaine a donné lieu à une prolifération d'établissements privés dont la qualité et le coût sont extrêmement divers. En outre, la formation du personnel, médical et paramédical, à qui revient le soin des personnes âgées ne fait l'objet que de fort peu d'exigences codifiées, quand elle n'est pas totalement négligée.

La spécialisation gériatrique, par exemple, après l'obtention du diplôme de médecin, n'est formellement prévue qu'en Suède et en Grande-Bretagne. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, qu'il s'agisse là d'une nécessité, tant il est vrai, comme le soulignent les professeurs Vignalou et Berthaux, que la gériatrie reste avant tout un domaine à part entière de la médecine interne. Ce qui s'impose en revanche, disent-ils, c'est une spécialisation hospitalière, multidisciplinaire de l'accueil des personnes âgées.

Quoi qu'il en soit, ont noté les congressistes du C.I.G.S., l'ensemble des pays industrialisés portent un intérêt accru aux diverses alternatives à l'hospitalisation traditionnelle (hôpitaux de jour, « foyers » de jour, soins à domicile, notamment). En toute hypothèse, ont conclu les professeurs Scardigli et Grimley Evans (Newcastle), il est exclu « *de faire de la bonne gériatrie à bon marché* ». Peut-être est-ce déjà ce qu'avait compris Charcot, en publiant, en 1881, pour la première fois dans l'histoire, un ouvrage consacré aux « *maladies des vieillards* »...

CLAIRE BRISSET.

(1) Organisé par la Société française de gérontologie, ce congrès, qui souhaite conserver un caractère fortement multidisciplinaire, s.:a à l'avenir organisé tous les trois ans.

(2) C.I.G.S., 91, rue Jouffroy, 75017 Paris.



DIRECTEUR DES VENTES — 180.000 F

Orléans — Un important groupe international, spécialisé dans la fabrication et la diffusion de rayonnages amovibles à usage privé, recherche le Directeur des Ventes de sa filiale française de distribution. Basé à Orléans, et rendant compte exclusivement au Directeur du Marketing de la société-mère, il sera responsable du développement des ventes sur l'ensemble du territoire et supervisera également les activités commerciales de la filiale belge. Bénéficiant des structures de l'organisation existante (traitement des commandes, gestion des stocks...), il établira les plans marketing, motivera et contrôlera la force de vente (une dizaine de collaborateurs) et assurera personnellement les principaux contacts commerciaux dans un esprit de rentabilité et de profit. Il prendra enfin une part active à la politique de diversification des produits menée à l'échelon international. Ce poste conviendrait à un cadre commercial âgé de 30 ans minimum, possédant une bonne formation de base, justifiant impérativement d'une expérience réussie dans l'animation d'une force de vente (idéalement dans les secteurs « quincaillerie » ou « bricolage »), et maîtrisant l'ensemble des problèmes de distribution auprès de détaillants, grossistes, grandes surfaces, groupements d'achats... Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Une grande disponibilité personnelle est nécessaire et d'excellentes perspectives de carrière peuvent être envisagées. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera assorti d'un intéressement aux résultats. Voiture fournie. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2833M

ENSEIGNEMENT DES LANGUES — Paris

Un très puissant groupe industriel français, soucieux d'améliorer la capacité de ses cadres à travailler dans un contexte de plus en plus international, crée le poste de Responsable de l'enseignement des langues étrangères. Dépendant de la Direction Générale du groupe, il sera chargé de mettre en place et de dispenser aux cadres des différentes unités françaises et étrangères une formation des langues effective. Assisté par des professeurs, il sera responsable de l'organisation et de la gestion de cette formation ainsi que du contrôle de l'efficacité des actions entreprises. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, pratiquant deux ou trois langues en plus de sa langue maternelle, capable d'enseigner et de « vendre » avec conviction l'utilité de la formation dispensée. Ses qualités d'organisateur seront importantes. La rémunération annuelle de départ tiendra essentiellement compte de l'expérience et de la valeur du candidat retenu. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2834M

DIRECTEUR ADJOINT DES TRAVAUX NEUFS — 160.000 F

Extraction et transformation de produits minéraux — Filiale d'un groupe européen, cette société ayant 6 usines en France est le premier producteur français de son secteur. Dans le cadre de son développement en France et à l'étranger, elle recherche un Directeur Adjoint pour renforcer sa Direction des travaux neufs (10 personnes). En liaison étroite avec les Directeurs d'Usines, il assumera la coordination technique des projets indusriels et travaux neufs : bureau d'études, laboratoire, études de solutions techniques, projets, préparation et suivi des budgets d'investissements... Il effectuera également des études ponctuelles pour la Direction Générale. Ce poste conviendrait à un ingénieur (Mines, Centrale, Arts et Métiers...) âgé d'au moins 35 ans, ayant une expérience confirmée des travaux neufs. Ses connaissances en mécanique, manutention, thermique et circuits d'eau seront importantes. La rémunération annuelle, de l'ordre de 160.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Ce poste est à pourvoir dans une ville située à moins de cent kilomètres au Nord de Paris. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2797BM

RESPONSABLE GESTION STOCKS — 130.000 F

Dans le cadre de la mise en place de nouvelles installations ultra-modernes destinées à la préparation et à l'expédition de colis, une très importante société française de distribution installée dans la Métropole Nord recherche un cadre pour lui confier la responsabilité de son service gestion de stocks. Disposant de moyens importants tant en personnel (plusieurs centaines de personnes dont 15 membres d'encadrement) qu'en matériel (équipement de manutention, informatique), il aura pour mission d'assurer la gestion physique des marchandises en stock ainsi que l'approvisionnement régulier de plusieurs milliers d'articles vers le service expédition. Ce poste nécessite de très solides qualités de rigueur, d'organisation et d'animation. Il sera confié de préférence à un ingénieur âgé de 30 ans minimum dont le passé professionnel comprendra une expérience réussie dans la gestion de production et le commandement direct d'un personnel d'atelier nombreux. La rémunération proposée, de l'ordre de 130.000 francs par an, sera déterminée en fonction des compétences. La politique de promotion interne de la société et ses ambitions de développement laissent augurer de sérieuses perspectives d'évolution de carrière. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4461M

RESPONSABLES DÉVELOPPEMENT ET APPLICATIONS — Pays-Bas

DSM **Matières plastiques** — DSM, très important groupe chimique néerlandais (chiffre d'affaires : 21 milliards de francs, 33.000 personnes), recherche, pour contribuer à la progression rapide de sa filiale française de vente, des responsables chargés du développement technique pour les applications des polyoléfines ou celles du chlorure de polyvinyle. Au sein du laboratoire d'application du groupe situé au Sud-Est des Pays-Bas, ils participeront aux travaux d'une équipe internationale pour le développement et la recherche d'applications nouvelles, et apporteront, pour la moitié de leur temps, une assistance technique sur le marché français en conseillant leur chef de produit respectif et l'équipe de vente auprès d'une clientèle de transformateurs. Ces postes conviendraient à de jeunes ingénieurs ou techniciens supérieurs, âgés d'au moins 29 ans, chimistes ou mécaniciens de formation, possédant soit une bonne expérience du polyéthylène (basse et haute densité) ou du polypropylène dans des applications relatives au film d'emballage ou au corps creux, soit une large pratique du PVC ou des problèmes de formulation. Le goût des contacts commerciaux et la pratique de l'anglais ou de l'allemand sont indispensables. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel des candidats. Leur installation et celle de leur famille aux Pays-Bas sera facilitée. Écrire à P. POUGNET à Paris. Réf. A/2818BM

DIRECTEUR FILIALE — 180.000 F

Un important groupe allemand spécialisé dans la fabrication et la vente d'une large gamme d'appareils destinés au marché des loisirs (jeux électriques : flippers, juke-boxes...), recherche le Directeur Général de sa filiale française de distribution (35 personnes, chiffre d'affaires : 50 millions de francs). Basé dans la proche banlieue Nord de Paris, et placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général du groupe, il exercera l'essentiel de son activité dans le domaine de la conception des actions commerciales et du développement des ventes, tout en assurant la responsabilité de la gestion globale de cette filiale : étude des marchés et de la concurrence, définition des objectifs, élaboration des budgets, gestion financière, animation du réseau de vente, contacts clientèle importants... Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une solide formation économique et commerciale, maîtrisant les techniques modernes de marketing, et pouvant justifier d'une expérience réussie dans l'animation d'une force de vente commercialisant des biens de consommation durables ou des biens d'équipement légers réputés pour leur image de marque. La pratique courante de l'allemand et/ou de l'anglais est impérative. Des qualités d'encadrement et le goût de l'autonomie sont absolument indispensables. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera assorti d'un intéressement aux résultats. Voiture fournie. Écrire à Paris. Réf. B/5679M

CREDIT CONTROLLER — Europe

Notre client est une division d'une importante organisation américaine, dont le nom est mondialement connu. Son bureau européen, situé à Bruxelles, est chargé du marketing et de la vente d'imprimantes, de terminaux et de matériel électronique de bureau. Actuellement, il recherche un « Credit Controller », qui sera basé à Paris. Celui-ci rapportera directement au « Credit Manager », qui se trouve aux États-Unis. Le candidat idéal aura acquis son expérience dans une position similaire au sein d'une société américaine. Il sera responsable du démarrage d'un département de « credit control » et du développement des politiques de crédit. Il devra être disposé à voyager en Europe, et de temps en temps aux États-Unis, et capable de communiquer verbalement en anglais, français et allemand. La connaissance d'autres langues serait considérée comme un atout. Écrire à PA MANAGEMENT CONSULTANTS S.A. - Avenue Louise 386 - 1050 BRUXELLES (Belgique). Réf. A/1226M

ACHETEUR CÉRÉALES — 150.000 F

Humaine par sa dimension, la société agro-alimentaire pour laquelle nous intervenons est particulièrement performante et solidement assise. Elle appartient de plus au premier groupe européen de sa profession. Les achats de céréales compte tenu de leur importance — ils représentent 80 % du chiffre d'affaires — étaient jusqu'ici assurés par la Direction Générale. Pour faire face et favoriser l'expansion de la société, elle souhaite maintenant en confier progressivement la responsabilité à un professionnel. Celui-ci aura donc à assurer dans le cadre d'une politique à la définition de laquelle il aura été associé, les achats de céréales auprès des différentes places européennes, des fournisseurs et/ou intermédiaires. Il en assurera également la bonne exécution ou son suivi en veillant bien sûr à minimiser les coûts, en intégrant les nombreuses variables et leurs combinaisons : prix, saisons, régions, qualités, quantités, calibres, délais, transports, poids relatifs des monnaies, stocks, commandes, trésorerie, etc. Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel de 30 ans au moins ayant acquis une expérience des achats et/ou ventes de céréales chez un chargeur, en coopérative ou en entreprise agro-alimentaire. Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée. La rémunération annuelle de départ pourrait atteindre 150.000 francs si l'acquis le justifiait. Ce poste qui est à pourvoir en métropole Nord est à créer. Écrire à S. BOSSUT. Réf. A/4459M

INGÉNIEUR DE CHANTIER — 130.000 F

Industrie Extractive — Une entreprise française à taille humaine dont les résultats la placent parmi les sociétés performantes dans sa branche d'activité recherche pour son établissement situé sur le littoral Nord de la France l'adjoint de son Directeur de Production. En liaison étroite avec ce dernier, il sera responsable de tous les travaux préparatoires et simultanés à l'exploitation des chantiers (découverture du rocher, curage des stériles, implantation de pistes...). En outre, il prendra progressivement en charge la gestion technique et participera à la gestion budgétaire de deux sièges d'exploitation voisins (extraction, transport, traitement, stockage et expédition de matériaux). Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur (Mines, ETP, AM) âgé d'au moins 30 ans et ayant acquis une expérience réussie de la conduite de chantiers dans les secteurs T.P., carrières, cimenteries, mines à ciel ouvert. De réelles possibilités d'évolution existent tant en France que dans des filiales à l'étranger. La rémunération annuelle brute de départ pourra atteindre 130.000 francs suivant le niveau d'expérience et les compétences présentées. Des facilités de logement sont offertes par l'entreprise. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4460M

DIRECTEUR D'AGENCE — Paris

Une société française, spécialisée depuis 50 ans dans la fabrication et la distribution d'appareillages et équipements industriels électriques basse tension, courants forts, occupant une place prépondérante sur ses marchés et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 70 millions de francs hors taxes, recherche, en raison d'un prochain départ à la retraite, le Directeur de son agence de Paris. Dépendant du Directeur Commercial, il aura la responsabilité de l'activité « Appareillages et Équipements » sur le territoire de l'agence (Paris et Région Parisienne). Il suivra personnellement certains clients et prospects importants et animera une équipe de 2 à 3 collaborateurs technico-commerciaux visitant les industriels, installateurs, ingénierie, administrations, etc. Il contrôlera également le fonctionnement du dépôt. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, ingénieur diplômé à dominante électro-mécanique, disposant d'une expérience d'au moins 5 ans de la vente de constituants et systèmes électriques indusriels (si possible courants forts) et de l'animation d'une équipe commerciale. La rémunération ne sera pas inférieure à 130.000 francs pour un candidat répondant aux critères définis. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2768CM

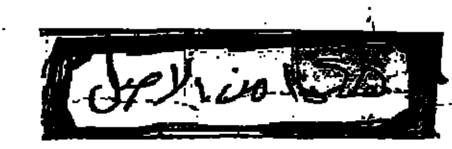
Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

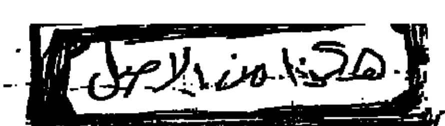
PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30 — 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 — 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
3, quai Kléber, 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

MEMBRE DE SYNTEC





Bureaux

Sari propose une nouvelle approche des problèmes d'implantation d'entreprises.

Ce qui est spécifique à Sari, c'est le nombre d'interventions possibles que l'entreprise cliente peut commander, et le choix qu'elle peut exprimer. Ce choix peut aller de l'implantation "clés en main" au conseil spécifique sur un problème précis.
Sari ne se contente pas de proposer un choix étendu de m2 de bureaux.
Sari recherche pour ses clients, les bureaux dont la conception correspond exactement aux impératifs d'utilisation de l'entreprise. Et cela, Sari peut le faire, car Sari fait partie d'un groupe qui est aussi constructeur.
Sari étudie avec ses clients les moyens de financement les mieux adaptés à la structure financière de l'entreprise.
Sari peut prendre en charge pour ses clients tous les travaux d'aménagement, depuis les simples cloisonnements jusqu'à l'installation d'ordinateurs et toute la bureautique.
Sari assiste ses clients dans toutes les démarches administratives nécessaires dans le cadre d'une nouvelle implantation.

Sari, filiale d'un grand groupe qui construit, étudie et finance, est à côté de ses clients à toutes les étapes de l'implantation.
Cela, un simple agent immobilier ne saurait le faire.



Conseil en Immobilier d'Entreprises
32, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Téléphone : 720.14.15.

Groupe SEERI, filiale des Compagnies d'Assurances du Groupe Drouot et du Groupe Worms.

ÉDUCATION

AUX JOURNÉES NATIONALES DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES

L'informatique et les « mineurs de fond »

Grenoble. — *Les journées nationales de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP) ont réuni, du 20 au 22 septembre, à l'université scientifique et médicale de Grenoble, plus de six cents participants, enseignants du second degré et du supérieur pour la plupart, auxquels s'étaient joints quelques instituteurs et des professeurs d'écoles normales. Au cœur des débats consacrés à l'innovation et à la recherche : l'introduction de l'informatique dans l'enseignement.*

En 1895, il fut question d'équiper les écoles de lanternes magiques. Chargé de l'opération, un inspecteur général de l'instruction publique procéda à deux enquêtes pour recueillir le point de vue des enseignants sur cette innovation. Il rassembla quelque quinze mille réponses. L'anecdote, rapportée dans le dernier bulletin de l'Association des professeurs de mathématiques, pose une question tout à fait actuelle aux yeux des enseignants de cette discipline : comment la recherche pédagogique pénètre-t-elle dans l'enseignement ? Comment l'expérience et les innovations des professeurs sont-elles prises en compte par le système scolaire ?

« Tout enseignant a droit à l'innovation et à la recherche. » Ce droit, revendiqué depuis plusieurs années par l'APMEP, est difficile à exercer. Ainsi les instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) sont-ils menacés d'asphyxie par les réductions successives de crédits. On ne s'étonnera guère si l'on constate, comme l'a déclaré M. Louis Legrand, directeur de l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), au cours d'une « table ronde », que la recherche est tolérée par les responsables de l'éducation *« comme abcès de fixation, sans qu'ils y croient vraiment »*.

A l'envers

Certes, elle intéresse les technocrates dans la mesure où elle peut apporter de l'efficacité et un abaissement des coûts de l'enseignement, mais elle suscite leur méfiance. Car, à la différence de la recherche médicale, par exemple, la recherche pédagogique, selon M. Legrand, *« se meut en pleine idéologie »* ; elle est *« un pari sur un type d'homme »*. Le pouvoir politique tient donc à en garder la maîtrise absolue.

De notre envoyé spécial

Ainsi, la réforme du collège unique, décidée en 1975, et la suppression des filières *« ne doivent rien aux travaux des chercheurs »* qui, pendant dix ans, en avaient démontré le danger et préconisaient plutôt la création de groupes d'élèves constitués par niveau dans chaque matière.

L'importance des décideurs politiques pour introduire l'innovation « par le haut » apparaît clairement à propos de l'informatique. D'ici au mois de mars, quatre cent seize micro-ordinateurs seront livrés à cent trente lycées. Les matériels fabriqués par deux constructeurs français, Logabax et la Société occitane d'informatique (Toulouse), sont fournis par le ministère de l'industrie, qui, en appelant le ministère de l'éducation à prendre progressivement le relais financier de l'opération — achat des machines, formation des personnels, — s'est fixé pour objectif la livraison de dix mille micro-ordinateurs en cinq ans (*le Monde* du 24 février).

On discerne aisément la visée économique d'une telle affaire : placer en bonne position l'industrie française dans la course internationale à l'informatisation de la société. M. Jean-Michel Pernet, chargé de mission à l'informatique au ministère de l'industrie, est venu plaider la cause auprès des enseignants de mathématqiues. *« Des choses bougent dans le monde et ne retentissent pas sur l'univers scolaire »*, leur a-t-il affirmé. *« Pour prendre la distance avec un outil, il faut l'avoir vu, touché. Prenez ces appareils et voyez ce qu'on peut en faire. »*

Mais les professeurs des établissements dotés d'ordinateurs ont le sentiment qu'on leur impose une présence susceptible de bouleverser leur enseignement. « *Pourquoi*, a demandé un participant, *n'avoir pas fait un appel d'offres de manière à équiper en priorité les lycées volontaires ?* »

L'AFMEP, par la voix de sa présidente, Mme Christiane Zehren, estime en effet que *« le problème a été pris à l'envers »*, qu'il fallait réfléchir aux besoins des élèves et des maîtres avant de livrer ce matériel, qu'il fallait surtout prévoir une formation sérieuse des enseignants, faute de quoi *« les micro-ordinateurs resteront dans les placards tout autant que les matériels audio-visuels »*.

Un terrain particulièrement sensible

Les stages actuels paraissent insuffisants aux enseignants.

Les stages actuels de formation des formateurs paraissent cristallise toutes les réticences. Le terrain, il est vrai, est devenu particulièrement sensible depuis la suppression des décharges de service pour les stagiaires des IREM qui doivent désormais accomplir « bénévolement » leur formation continue.

Dans ce climat, les enseignants de mathématiques ont encore plus mal accepté l'invitation du ministre de l'industrie à faire diligence pour introduire l'informatique dans l'enseignement. *« Nous les profs de maths,* s'est écrié un directeur d'IREM, *nous sommes des mineurs de fond à qui on demande de ramasser du charbon toute la semaine et à qui on vient dire : mais vous n'avez pas vu du pétrole partout ? Nous voulons bien nous occuper des technologies nouvelles. Mais on nous prend pour des rigolos, tant qu'on ne nous en donne pas les moyens. »*

CHARLES VIAL.

L'INSTITUT EUROPÉEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES A VINGT ANS

L'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) de Fontainebleau (Seine-et-Marne) a célébré le samedi 22 septembre le vingtième anniversaire de sa fondation, en présence de M. Roy Jenkins, président de la commission des Communautés européennes, et de M. Olivier Giscard d'Estaing, vice-président, fondateur de l'établissement et frère du président de la République.

L'INSEAD, créé à l'image des « *business schools* » américaines pour former des « *managers* » à vocation internationale, accueille cette année deux cent trente-six élèves originaires de trente-sept pays. Au bout d'un an de programme intensif, les stagiaires obtiennent l'équivalent d'un M.B.A. *(master of business administration)*. Au total, avec les stages, les séminaires et les programmes de perfectionnement, l'Institut forme chaque année plus d'un millier de « *jeunes cadres et cadres dirigeants* ». — *(Corresp.)*

LA PRESSE ENTRE DANS LES ÉCOLES DU PIÉMONT

600 millions de lires sont consacrés à l'achat de journaux dans les classes

De notre correspondant

Rome. — A partir du mois d'octobre, la presse va entrer officiellement dans toutes les écoles secondaires et professionnelles du Piémont. Le Conseil de cette région — l'une des plus industrialisées d'Italie — a décidé, en effet, de consacrer 600 millions de lires (3,2 millions de francs) pendant l'année scolaire pour fournir à chaque classe deux quotidiens et deux périodiques. Jusqu'à présent, seule la province autonome de Trente avait fait une expérience semblable.

Le gouvernement socialo-communiste du Piémont s'est attiré quelques critiques. Un conseiller régional a estimé que l'introduction du journal à l'école serait *« un facteur de distraction pour les mauvais élèves »*, tandis que plusieurs élus craignaient une politisation des cours. Mais la loi devait être votée à une large majorité. *« Il ne s'agit pas d'un alibi devant les maux dont souffre l'école,* a expliqué à *la Stampa* le président de la région, M. Aldo Viglione. *Cette expérience peut inaugurer une manière différente de concevoir les rapports entre l'école et la société, donnant aux journaux une fonction d'orientation à la manière d'un manuel scolaire, avec l'avantage d'une mise à jour permanente. »*

Mais quelles publications choisir ? La loi laisse à chaque conseil d'établissement le soin d'établir la liste de ses abonnements, la seule condition étant que les journaux présentent un « *intérêt local* », ce qui ne veut pas dire forcément qu'ils soient édités sur place. Or, l'Italie compte soixante-seize quotidiens et, au Piémont seulement, le nombre des hebdomadaires dépasse la soixantaine. On peut s'attendre à des discussions.

Les éditeurs de journaux ont accueilli avec intérêt la décision des autorités turinoises. Ils n'ignorent pas que leurs concitoyens sont de bien modestes « papivores », lisant deux fois moins de quotidiens que les Français et cinq fois moins que les Britanniques. Le Piémont n'est pas la région la plus mal lotie. Si on y vend un exemplaire pour neuf habitants, la proportion est d'un pour vingt-huit en Calabre et en Sicile, sans parler de La Basilicate, où il faut compter cinquante et un habitants pour l'achat d'un seul journal.

R. S.

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
médecine
Expérience pédagogique depuis 1953
• Encadrement annuel 7 h 30 hebdo Groupes de 10 ét. par CHU Contrôles hebdo exercices et TD
• Année complète de formation méthodologique (année 0) Recyclage cours et exercices pour bacheliers B, C et D
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey 75016 Paris Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tél. 585.59.35

(Publicité)
Cours du jour - du soir
PROGRAMMEUR
ANALYSTE D'EXPLOITATION
Niveau exigé : Baccalauréat
Durée : 7 à 8 mois
PUPITREUR D.O.S. INFORMATIQUE
Niveau exigé : B.E.P.C.
Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours.
Ecole privée
FAX
6, rue d'Amsterdam, 9e - 874-95-68.
34, rue Saint-Lazare, 9e
STAGES CONVENTIONNÉS

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION
Formation des dirigeants et chefs d'entreprises
SECTION GESTION : 3 années d'études : admission sur concours niveau PREPA H.E.C. Diplômes E.S.G. & D.E.C.S.
SECTION COMPTABILITE-FINANCES : 3 années d'études admission sur dossier pour bacheliers toutes sections Diplômes E.S.G. COMPTABILITE-FINANCES + B.T.S.C.G. + D.E.C.S.
SECTION PREPARATOIRE H.E.C. : préparation aux concours d'entrée à H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.A.E. - E.S.G. - E.S.C.P. etc. admission sur dossier en PREPA 1 (bac C) et en PREPA 2
Admissions parallèles en 1ère et 2ème année pour les diplômés de l'enseignement supérieur
eSG ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
137, avenue Félix Faure 75015 PARIS
tél. 5545680

RELIGION

LA MESSE JUBILAIRE DE Mgr LEFEBVRE A PARIS

Le fumet de la dissidence

La messe pontificale du cinquantième anniversaire de l'ordination de Mgr Marcel Lefebvre a été célébrée dimanche 23 septembre devant douze mille à quinze mille fidèles, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Parmi les délégations étrangères (Etats-Unis, Canada, Autriche, Suisse, Pologne, etc.), la plus nombreuse était celle d'Allemagne. L'abbé Schmidberger, supérieur de la Fraternité Saint-Pie X de ce pays, officiait au titre de diacre.

Plus de deux cents séminaristes et prêtres de France et d'Italie escortaient le supérieur d'Écône qui, dans une brève conférence de presse, a estimé « ridicule » le fait que l'épiscopat français ait taxé de « défi » la manifestation de Paris. Il s'est déclaré plutôt optimiste sur le résultat des pourparlers en cours avec Rome et a indiqué qu'il irait au Vatican en octobre.

Dans son homélie, Mgr Lefebvre a appelé les fidèles à une croisade pour le rétablissement d'une authentique chrétienté.

Un podium jaune vif, un trône épiscopal violet tirant sur le rouge bordeaux, un autel fleuri avec goût, une statue de la Vierge, une chapelle du Saint-Sacrement strictement réservée, pour des raisons obscures, *« aux prêtres et aux enfants de chœur »*, luttaient tant bien que mal contre la vulgarité des lieux. Mais il est vrai que la foi sauve : les fidèles de Mgr Lefebvre n'ont guère attaché d'importance à ce décor de foire. Ils n'avaient d'yeux et d'oreilles que pour la liturgie de la messe pontificale avec diacre et sous-diacre, comme au bon vieux temps, ses enfants de chœur rouge et blanc, les fumées de l'encens, son latin et ses chants.

Une interminable procession a ouvert le feu liturgique avec l'impeccable damier noir et blanc des étudiants et des prêtres en soutane et en surplis complété par la bure des bénédictins de l'abbaye de Sainte-Madeleine-en-Provence. Mgr Lefebvre, mitre en tête, crosse d'argent à la main, gants blanc et or, améthyste au doigt, passait en bénissant, calme et souriant, accueillant avec la modestie convenable les applaudissements, les vivats et les « merci » assez émouvants qui ponctuaient son passage.

Une piété autoritaire

Après le *Largo* de Haendel, la chorale a exécuté un surprenant poème dédié à Mgr Lefebvre par Mgr Ducaud-Bourget, dont le camail rutilant éclairait la tribune.

« Si la croix fut plantée au [sommet du calvaire
Evêque, tu le sais, la grâce t'y [cloua
Tu connais du chemin l'aridité [des pierres », etc.

Les cantiques sont à l'image de cette assemblée passionnée et qui flirte avec les mouvements politiques de droite : ils expriment invariablement l'autorité, la majesté, le triomphalisme : *« Paris, commande, règne ! De l'univers, sois roi. »*

De la piété réelle mais de type militaire qui se dégage de la cérémonie, Mgr Lefebvre, dans son homélie, n'a fait, en expert, qu'une bouchée. Après quelques considérations d'ordre théologique sur la messe de toujours, dangereusement mise à mal par celle d'aujourd'hui, qui se serait inspirée de Luther, l'orateur passe d'une voix tranquille et séduisante à des questions purement politiques. Le devoir de la France, dit-il, est de se donner *« des chefs catholiques »*, de telle sorte que soit écarté le danger communiste qui la menace. Mgr Lefebvre en appelle à une « croisade » pour recréer une chrétienté. *« Dans le Concile, les ennemis de l'Eglise se sont infiltrés et leur premier objectif a été de détruire la messe. La messe est essentiellement anticommuniste. Le communisme c'est : tout pour le parti, tout pour la révolution ; la messe c'est : tout pour Dieu. Elle s'oppose au programme du parti, qui est un programme satanique. »*

Dans l'après-midi, deux mille personnes environ sont revenues pour entendre les vêpres et participer au salut du Saint-Sacrement et au chant du *Tantum ergo* de leur enfance.

Dans une conférence de presse éclair, aussi inaudible que désordonnée, Mgr Lefebvre a eu l'occasion d'affirmer qu'entre le Vatican et lui la situation était *« plus détendue »* qu'autrefois.

Inconditionnelle pour ses chefs de file ? La foule de la porte de Versailles l'est assurément. La nature politique des tracts, des brochures et des livres donnés ou vendus à l'entrée du hall ne trompe pas. A une piété évidente s'ajoute, jusqu'à se confondre parfois, un militantisme politique le plus souvent royaliste, comme en témoignent les journaux vendus et les insignes portés.

Un certain sectarisme s'ensuit.

Le cardinal Marty est un *« pauvre type »*, lance un Aveyronnais porteur d'une pancarte censée rallier les Rouergats. Parfois l'adhésion au mouvement d'Ecône est plus fine. Une mère de famille de Lille dit sa joie d'avoir pu assister à la cérémonie du jour et ajoute : *« Pétain, de Gaulle et Mgr Lefebvre sont curieusement tous trois originaires du nord de la France. Je les crois tous les trois également utiles. Ce sont souvent les minoritaires qui ont raison et font avancer les choses. »*

Il est évident que l'attitude adoptée par Mgr Lefebvre correspond à un besoin chez une fraction des catholiques. La manifestation de Paris, entre autres, le prouve surabondamment. Le fumet de la dissidence est toujours capiteux. Mais l'Eglise romaine, désormais plus libérale, peut-elle s'en accommoder et à quelles conditions ?

HENRI FESQUET.

UN CŒUR SIMPLE

En fêtant ce vieux travailleur du sacré, on reprenait la tradition qui recommande d'honorer les plus fidèles serviteurs quand ils atteignent le soir de leur vie. Ces cœurs simples étaient jadis effarouchés par la cérémonie qu'on leur avait préparée. Ils semblaient confus de provoquer un tel intérêt. Leur modestie s'en trouvait offensée.

Mgr Lefebvre ne connaît pas ce genre d'émoi. La publicité ne l'intimide guère. Pour ses cinquante ans de ministère, il a tenu un meeting, porte de Versailles. Tout se perd, même l'humilité chrétienne chez les intégristes.

FRANÇOIS BOTT.

UNE INTERVIEW EXCLUSIVE DE RADIO-VATICAN

La Vierge en duplex

De notre correspondant

Cité du Vatican. — *Pour informer ses auditeurs, Radio-Vatican ne recule devant aucun effort. Six mois après l'« interview de Jésus », qui eut beaucoup de succès, c'est la Vierge en personne que M. Paolo Scappucci est allé questionner, le samedi 21 septembre, sur le féminisme, la pollution, les armes nucléaires, l'holocauste du peuple juif, les réfugiés indochinois et même le suicide de Jean Seberg.*

L'exploit est d'autant plus remarquable que Marie de Nazareth apparaît comme l'un des personnages les plus silencieux de l'histoire sainte. « Il n'était pas facile de l'interviewer », *reconnaît M. Scappucci.*

Ne désirant pas se mettre en avant, fût-ce sur les ondes vaticanes, la Vierge lui a fait des réponses télégraphiques puisées mot à mot dans les Evangiles. Ainsi lorsque le journaliste constate : « Quelle destinée que la tienne ! Quelle carrière exceptionnelle : enfant d'un petit village de Palestine (...) tu es devenue la reine du Ciel et de la Terre. Tu en as fait du chemin, c'est le moins qu'on puisse dire ! », *l'interviewée — à laquelle une speakerine a prêté sa voix en sept langues — répond :* « Le Seigneur s'est penché sur son humble servante, le Puissant fit pour moi des merveilles » *(Luc, 1, 48).*

On est donc davantage frappé par les questions que par les réponses. Le journaliste s'exclame : « Ce que tu peux être différente de toutes ces demi-filles qui courent les rues en agitant des pancartes et qui hurlent des slogans, à mon avis si peu conformes à la libération et à la promotion de la femme ! Dis-moi franchement, que pensestu de certaines féministes ? » *La Vierge se souvient des noces de Cana et déclare laconiquement :* « Elles n'ont plus de vin » *(Jean, 2, 3).*

Ultime question : « Quel conseil nous donnes-tu à nous, pauvres hommes égarés ? ». *Réponse de Marie pleine de grâces :* « Faites tout ce qu'il vous dira » *(Jean, 2, 5).*

Le dira-t-il à son tour dans une prochaine interview ?

ROBERT SOLÉ.

« PAUL VI PORTAIT UN CILICE PAR MORTIFICATION » révèle son ancien secrétaire particulier

(De notre correspondant.)

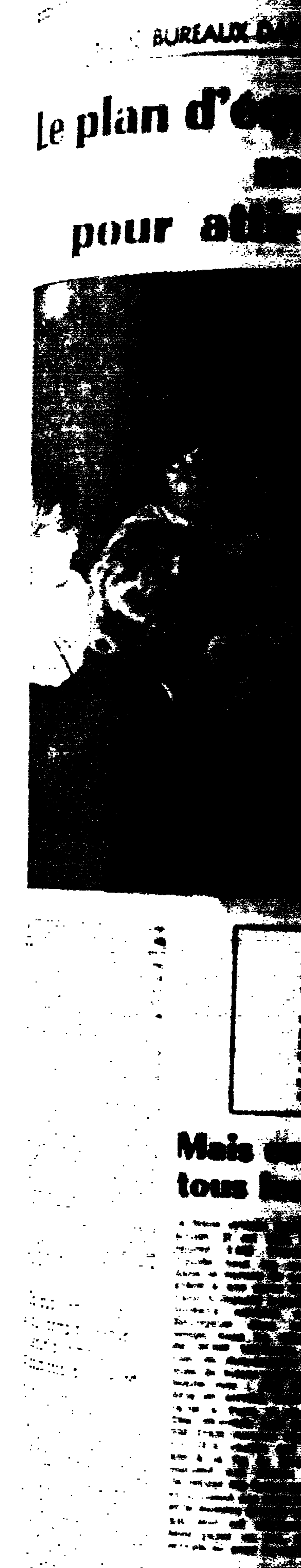
Rome. — Une cérémonie a eu lieu au Duomo de Milan, dimanche 23 septembre, pour le premier anniversaire de la mort de Paul VI. A cette occasion, le secrétaire particulier du pape défunt, Don Pasquale Macchi, a révélé des détails inédits sur l'homme dont il fut le collaborateur le plus intime pendant vingt-trois ans, au point de passer pour une éminence grise du Vatican.

Paul VI n'était pas sorti tout à fait indemne de l'attentat manqué du 27 novembre 1970 à l'aéroport de Manille. Selon Mgr Macchi qui empêcha lui-même le peintre bolivien Benjamin Mendoza de poignarder le pape, ce dernier fut blessé à la poitrine, mais n'en montra rien et refusa que cela fût dit.

Autre révélation inattendue de ce prêtre lombard de cinquante-trois ans : par mortification, Paul VI portait de temps en temps une sorte de ceinture rugueuse. Ce fut le cas à Noël 1975 — le chef de l'Eglise avait soixante-dix-huit ans — lors de la cérémonie d'ouverture de la porte sainte. *« Beaucoup de ceux qui virent le pape à la télévision furent émus de la difficulté avec laquelle il avançait*, a dit Don Macchi ; *nul ne pouvait imaginer que, outre sa difficulté à supporter l'arthrose, sa taille était ceinte d'un cilice dont les pointes hérissées lui pénétraient dans la chair. C'était un instrument qu'il tenait jalousement caché et qu'il utilisait dans les circonstances les plus significatives pour le bien de l'Eglise. »*

Mgr Macchi a certainement beaucoup d'autres choses à raconter. Rassemblera-t-il ses souvenirs dans des livres et publiera-t-il des documents inédits, comme n'a pas hésité à le faire l'ancien secrétaire particulier de Jean XXIII ? Cet ex-professeur de français qui partageait avec Paul VI un goût particulier pour Bernanos serait sans doute bien placé pour le faire. — R. S.







(PUBLICITE)



18 000 BUREAUX DANS TOUTE LA FRANCE, UNE GESTION INFORMATIQUE EFFICACE

Le plan d'équipement des chèques postaux mise sur l'ordinateur pour attirer la clientèle des jeunes



ACTUELLEMENT, un parc de 32 ordinateurs et plus de 2 000 terminaux permettent aux CCP de gérer les quelque 70 milliards de francs qui leur *sont confiés* par 7 millions de clients. Un plan d'équipement très important a été décidé qui apportera l'informatique directement au service du public, puisque, dès 1981, 415 bureaux de postes seront équipés de terminaux et 10 235 à la fin de 1986.

Cet effort de modernisation porte déjà ses fruits et contribue à attirer une clientèle nouvelle, celle des jeunes en particulier, sensible avant tout à l'étendue des services rendus. Quelques-uns parmi ces « clients d'avenir », réunis au cours d'une « table ronde » avec des représentants des P.T.T., ont pu formuler leurs appréciations — *sans* cacher ce qu'elles contenaient parfois de critiques — en se *fondant* sur leur toute récente expérience.

Avoir vingt ans *et ouvrir son premier* « *compte chèques* », c'est un peu une aventure. C'est un premier pas dans la vie, le premier pas vers la gestion de son propre budget, vers la maîtrise de l'argent que l'on gagne.

Cette opération, on ne la fait pas sans avoir mûrement réfléchi aux avantages et aux inconvénients que présente chacune des nombreuses formules proposées aux clients. La synthèse des témoignages recueillis au cours d'une récente table ronde permet de tracer une sorte de « profil-type » du compte-chèques idéal et de constater ce qui manque encore aux CCP pour s'identifier totalement avec lui.

Ce que l'on attend de tout compte chèques : sécurité, simplicité et souplesse d'utilisation

Le relevé systématique, qui indique après chaque opération la position du compte, séduit par la sécurité qu'il apporte : « Etre averti à chaque entrée ou sortie d'argent, cela procure une grande liberté d'esprit. » Ou encore : « Savoir exactement, au centime près, où j'en suis de mes affaires. Alors pas le moindre risque d'erreur, pas le moindre risque de découvert avec tous les ennuis que cela comporte. » Pour ces jeunes actifs — participants garçons et filles travaillent *déjà pour* la plupart, — les CCP jouent un peu le rôle de gestionnaire de leur budget : « Ma comptabilité, c'est la poste qui me la fait... »

L'argument du relevé automatique par opération est donc avancé en premier et semble même très souvent décisif. Mais, lors de cette étape importante de leur entrée dans le monde des adultes, la facilité d'ouverture d'un compte les a également étonnés et séduits : une pièce d'identité et un certificat de domicile sont seuls *exigés, aucune* caution n'est requise. Tous l'ont ressenti comme une preuve de confiance.

Sécurité et simplicité, par conséquent, souplesse d'utilisation aussi. C'est en ce sens que

Mais ceux-ci ignorent souvent encore tous les services offerts par les CCP

la poste oriente maintenant son action. Il est déjà possible de retirer 2 000 francs d'argent liquide tous les quatre jours dans le *bureau de son choix et*, grâce à une carte de paiement, dans n'importe lequel des 18 000 bureaux existant en France. Entreprise dans un premier temps dans les villes de plus de 30 000 habitants, l'installation de distributeurs automatiques de billets extérieurs est en bonne voie : plus de 200 sont déjà en service, dont une centaine à Paris et en banlieue. Des objectifs ont été fixés : *350 DAB devront être* installés fin 1979, chiffre qui passera à 450 à la fin de 1980. Ils permettent aux clients des CCP de retirer 900 francs par semaine en utilisant une carte magnétique et le numéro de code confidentiel qui leur est attribué. Et cela sans payer un sou, ni pour le service ni pour la carte.

Les avantages inhérents à la poste

Paradoxalement pourtant, ces innovations semblent ne représenter pour les jeunes interlocuteurs qu'un progrès normal pesant moins lourd que certains avantages traditionnels de la poste. La proximité d'abord : 18 000 bureaux de poste donnent vraiment l'assurance d'en avoir toujours un près de chez soi. *L'argument peut même devenir* péremptoire. Ainsi en campagne : « Chez moi, pas question d'installer une banque, la plus proche se trouve à 10 kilomètres. En revanche, comme dans tous les bourgs de France, il existe une poste. Et qui dit poste, dit CCP. Alors pour moi, la solution était toute trouvée. »

Les heures d'ouverture ensuite : pouvoir faire des opérations à 8 heures du matin, samedi com*pris, ou tard le soir, même* les veilles de fête, constitue un atout non négligeable. Cela paraît déterminant pour les femmes qui travaillent. Et pour tous la fin de semaine passe pour être le moment privilégié de régler les problèmes d'argent, quand on a enfin un peu de temps à soi. Alors que l'extension des heures d'ouverture des lieux publics est envisagée, la poste joue en ce sens un rôle de précurseur.

La gratuité de toute correspondance adressée aux CCP est également comptée comme un avantage substantiel, d'autant plus que toutes les opérations peuvent être *effectuées* par courrier. Au point que certains en profitent : « Je signe beaucoup de chèques, indique une jeune femme. Mes relevés de compte font parfois deux *feuillets*. Ce n'est pas grave puisque c'est gratuit. Pour mes courses hebdomadaires, pour mes petits achats, je règle tout par chèque. Cela m'évite d'avoir de l'argent liquide sur moi, de risquer de le perdre ou de me le faire voler. Et puis, après, mes comptes sont tout faits. »

La possibilité de se faire apporter à domicile jusqu'à 3 000 francs d'argent liquide en cas d'empêchement ou de maladie n'a pas été évoquée. Cela tient évidemment à la jeunesse des participants, alors que chez les personnes âgées clientes des CCP ont sait que c'est là un *service très apprécié*.

Ce qu'ils vous offrent

Les CCP, ce sont dix avantages que vous ne trouverez réunis nulle part ailleurs.

1. — Toutes les opérations peuvent s'effectuer par correspondance.

2. — Pas besoin d'affranchir les enveloppes destinées aux CCP.

3. — Le facteur apporte à domicile l'argent liquide dont vous avez besoin. Jusqu'à 3 000 F.

4. — A chaque opération, vous recevez un extrait de votre compte qui vous indique votre position au centime près.

5. — Virement rapide et gratuit de vos opérations entre tous les CCP de France.

6. — Prélèvement automatique des quittances E.D.F., des notes des P.T.T., des impôts, etc...

7. — Possibilité de retirer 2 000 F tous les quatre jours dans le bureau de poste que vous avez choisi.

8. — Une carte de paiement étend cette possibilité à tous les bureaux de poste.

9. — Virement automatique et gratuit de vos économies à la Caisse Nationale d'Epargne. (C'est la Caisse d'Epargne de la Poste.)

10. — A votre disposition : 18 000 bureaux. Partout en France.

Tout n'est pas parfait

En revanche, la discussion n'a pas manqué de souligner une autre image traditionnelle de la poste : la durée d'attente aux guichets et la complexité des formulaires à *remplir pour* le dépôt de l'argent liquide : « Il arrive si souvent de faire la queue devant un guichet pour s'entendre dire finalement que l'on n'est pas devant le bon. Les employés sont débordés, s'énervent, courent d'un guichet à l'autre avec des papiers pleins les mains. On en vient à se dire des mots, ce qui n'arrange rien. » Quant aux formulaires : « Il faut écrire quatre fois son *nom* et son *adresse*... On perd un temps fou. »

A cela les représentants de la Poste opposent des arguments précis. L'accroissement des effectifs — 10 000 personnes ont été embauchées l'an dernier, rien que pour Paris — permet d'ores et déjà de remédier aux files d'attente les plus criantes. En outre, si la collaboration du client est requise pour remplir ces fameux formulaires, qui se révèlent d'ailleurs plus simples à l'usage, c'est précisément afin d'accélérer le temps de passage au *guichet*. Ces *formalités* en général n'ont d'autre but que d'apporter une plus grande sécurité aux opérations. On ne prend jamais assez de précautions quand il s'agit de votre argent.

N'est-ce pas une rançon bien légère à payer pour bénéficier d'avantages incontestables qui n'ont pas tous été évoqués au cours de cette « table ronde ». Il aurait fallu également mentionner, entre autres, le prélèvement automatique des quittances et factures, le virement *tout aussi automatique* et gratuit des économies éventuelles à la Caisse Nationale d'Epargne c'est-à-dire la caisse d'épargne de la Poste, ou le virement rapide des opérations entre tous les CCP de France, etc. Et puis il y a *cette gestion* par ordinateur qui fait des CCP l'un des organismes financiers les plus sûrs et les plus modernes que l'on puisse imaginer. L'erreur n'y existe pratiquement pas.

Gestion moderne, service traditionnel, il manque encore aux CCP une carte de crédit pour répondre à la totalité des besoins ressentis et exprimés par sa jeune clientèle. Cela pèse manifestement peu dans la balance — et est-ce à terme totalement exclu ?

Les participants à la table ronde

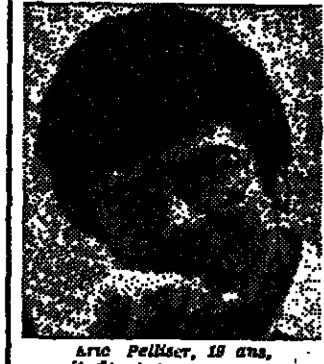
Les jeunes clients des CCP qui ont accepté de participer à cette *table ronde représentent* parfaitement ce qu'il est convenu d'appeler « la France profonde ». Les voici :



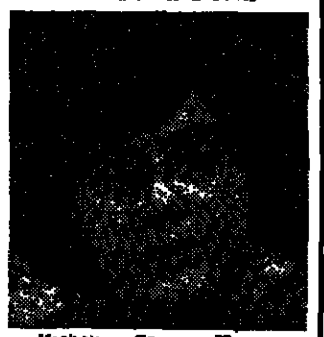
Ghislaine Roure, 26 ans, secrétaire à Ivry



Bruno Beaujard, 31 ans, élève-professeur de l'enseignement technique à Paris



Aric Pelliser, 19 ans, étudiant en commerce international à Paris



Micheline Capron, 27 ans, employée dans un hôpital de Caen



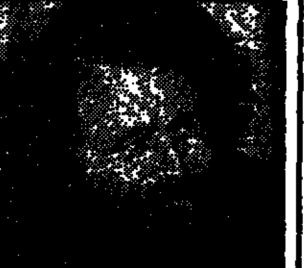
Nelly Cherois, 25 ans, rédactrice à Paris.

Pour la Poste

Etaient présents et répondaient aux questions des jeunes participants :



Francis Migone



Pierre Gabrielli



Noëlle Duvernois

Le Monde

sports

FOOTBALL

LES VISITEURS DU PARC

Nancy : l'après-Platini

Il faudra s'y habituer : Michel Platini n'orchestrera plus la sarabande des jeunes footballeurs de l'Association sportive Nancy-Lorraine (A.S.N.L.). Un seul être manquait sur la pelouse et le Parc des Princes s'était dépeuplé avec moins de 15 000 spectateurs, samedi 22 septembre, pour la rencontre de championnat avec Paris-Saint-Germain.

Depuis quelques saisons, l'A.S.N.L. s'identifiait au Platini F.C. « Avec lui, *raconte Claude Cuny, le délégué général du club,* nous avons été suivis jusqu'au Mexique, pour des matches amicaux, par des envoyés spéciaux de la presse française. Ce mois-ci, nous avions invité à Nancy le Juventus de Turin avec ses huit joueurs demi-finalistes de la dernière Coupe du monde. Il n'y avait que 10 000 spectateurs et pas une ligne dans les journaux parisiens pour notre victoire par 2 buts à 0. On ne prête qu'aux riches. »

A Nancy, le départ de Michel Platini a déjà entraîné la désertion, par rapport à la saison dernière, de près de 15 000 spectateurs pour les quatre premières rencontres de championnat. Les demandes pour les matches amicaux se font plus rares. Le club a même dû changer son « sponsor », qui axait sa publicité télévisée sur Michel Platini.

L'influence de ce dernier était toute aussi grande au sein de l'équipe. « Tout le jeu passait par Michel, *reconnaît Claude Cuny.* Les gars ne prenaient pas de responsabilités. Désormais, les autres joueurs ont pris davantage conscience de leurs possibilités. » *Cette prise de responsabilité s'est déjà traduite par une belle série de victoires à domicile face à Lyon (1-0), Marseille (5-0), Laval (2-1) et Brest (5-1). Il restait à confirmer à l'extérieur, où les Lorrains avaient connu autant de défaites, à Lille (2-0), Metz (2-1), Sochaux (5-1) et Monaco (3-0).*

En fait, malgré les absences sur blessure de quelques-uns des meilleurs éléments du club, comme l'avant-centre argentin Umpierrez (opéré du ménisque), du meneur de jeu yougoslave Antic (triple fracture de la mâchoire), ou des deux internationaux espoirs, Philippe Jeannol (déchirure de l'attache des muscles adducteurs) et Hubert Zenier (fracture de la cheville et du péroné avec arrachement des ligaments de la cheville), les Nancéiens se sont présentés sans complexes au Parc des Princes.

Bien soudés en défense, prompts à se déployer sur les contre-attaques, ils menaient même à la mi-temps, grâce à deux buts de Paco Rubio (34e minute sur penalty et 44e minute). Malgré un penalty cadeau transformé par Armando Bianchi (52e minute), jamais le Paris-Saint-Germain n'a paru en mesure d'empêcher l'Association sportive Nancy-Lorraine d'obtenir un premier succès à l'extérieur. Une victoire qui peut mettre l'équipe en confiance pour la suite de la saison et surtout lui permettre de retrouver sa véritable identité.

Avant que tous les regards ne convergent vers Michel Platini, l'A.S.N.L. était, en effet, l'un des clubs les plus souvent cités en exemple pour son organisation et sa réussite. Deux dates illustrent celle-ci. 1968 : le club est lancé grâce à la vente de cinq mille porte-clés. La première équipe est formée avec dix-sept joueurs venant de quatorze clubs et un budget annuel de 450 000 francs. 1978 : l'A.S.N.L. gagne la Coupe de France avec, ce jour-là, huit de ses joueurs formés dans son propre conservatoire du football. Le budget dépasse les 10 millions de francs et le club possède en toute propriété le plus beau complexe sportif de première division.

Un complexe sportif de 10 hectares

A l'origine de cette aventure se trouve Claude Cuny, longtemps président du club avant d'en devenir le délégué général appointé. Sous des allures de contremaître effacé, il cache un tempérament ambitieux et passionné. Cadre dans la métallurgie, il consacrait déjà quatre heures par jour à sa passion. Méthodique, il avait longuement étudié l'organisation des grands clubs étrangers. De là sa réputation de mettre le football en fiche. Pragmatique et prudent, il s'attache à faire progresser harmonieusement le niveau de l'équipe avec les structures du club. Dès lors, il planifie, comme pour une entreprise, les efforts à fournir et les résultats à espérer.

Prêcheur d'exemple et pêcheur de dévouement, il se mêle de tout, de l'organisation administrative au recrutement des joueurs. Il associe le plus intimement possible les supporters à la vie de l'A.S.N.L. en leur accordant par exemple le droit de vote aux assemblées générales. C'est aussi en retroussant les manches avec eux qu'il a fait construire et aménager aux moindres frais, en forêt de La Haye, à 10 kilomètres de Nancy, le complexe sportif du club sur un terrain de 10 hectares cédés pour quatre-vingt-dix-neuf ans par les eaux et forêts. Désormais, ce complexe comprend le siège social, six terrains d'entraînement, une salle d'entraînement couverte de 60 × 30 mètres pour l'hiver, des salles de soins, de rééducation, de musculation, un sauna, des vestiaires et douches pour cent cinquante pratiquants des courts de tennis, un club-house, un restaurant ouvert aux supporters et au public, des salles de lecture, de télévision, un bâtiment pour l'hébergement des jeunes du conservatoire et un hôtel pour la mise au vert des professionnels avant les matches.

L'aide municipale de 910 000 F ne correspond, en fait, même pas aux sommes versées pour la location du stade (250 000 F) et la taxe sur les spectacles (1 000 000 de francs), mais pour augmenter ses ressources, le club a ouvert depuis peu dans le plus grand centre commercial de la ville un magasin où il distribue des gadgets à ses couleurs. Le produit de ces ventes, ajouté aux recettes du restaurant et des buvettes, représente près de 50 % des comptes d'exploitation du club qui atteignent 14 millions de francs.

Grâce à ces efforts, le départ de Michel Platini pourrait bientôt relever de la péripétie. « Depuis la création de l'Association sportive Nancy-Lorraine, *explique Claude Cuny,* notre objectif était d'avoir un club sérieux de première division, bien géré, bénéficiant de structures solides et d'un outil de travail remarquable. Nous l'avons désormais atteint. Nous allons pouvoir nous polariser sur le football. »

GÉRARD ALBOUY.

ALPINISME

Exploits dans les Alpes

Grenoble. — Constamment à la recherche d'itinéraires nouveaux dans les faces les plus difficiles des Alpes, des alpinistes ouvrent chaque été des voies inédites. On croyait généralement que tout ou presque avait été réussi dans les principales parois des Alpes et que, désormais, les alpinistes devraient se contenter de refaire les itinéraires déjà empruntés. Leur imagination, mais aussi leur recherche de la perfection, les conduisent parfois dans des voies jamais parcourues. Ainsi, dans le seul massif du Mont-Blanc, une quinzaine de premières ont été réalisées au cours des trois mois d'été.

De notre correspondant

Le guide Robert Flematti et deux de ses compagnons ont gravi une nouvelle voie classée extrêmement difficile sur toute sa longueur dans les parois calcaires de Magland (Haute-Savoie). Cette ascension très technique a nécessité trente-quatre heures d'efforts, deux bivouacs et l'utilisation de plus de cent pitons.

Après avoir ouvert un itinéaire nouveau dans la face nord de la Dent du Géant (4 013 m.), le guide Patrick Gabarrou a effectué une importante première dans la face nord de l'aiguille de Talèfre (3 730 m.), qu'il connaît fort bien puisqu'il a déjà réalisé dans cette montagne deux autres premières en 1978. Le guide chamoniard est parvenu au sommet alors qu'il souffrait d'une entorse à la cheville consécutive à une chute survenue dans le premier tiers supérieur de la face.

Situé au fond du glacier d'Argentière, le versant nord-ouest de la brèche du Domino était encore vierge. Deux guides chamoniards, Jean-Franck Charlet et Raymond Ducroz, l'ont parcouru en neuf heures. Associé pour une autre course aux guides René Ghili et Gilles Peyroulet, Jean-Franck Charlet a réussi l'ascension d'un des plus grands itinéraires glaciaires du massif du Mont-Blanc, haut de 550 mètres, jamais emprunté par des alpinistes, la face nord-ouest de la pointe centrale de Frebouze (3 530 m.).

Le Grenoblois Bernard Muller a, pour sa part, gravi pour la première fois en « solo » la voie Cecchinel-Nomine, dans la face nord du « grand pilier d'angle » au Mont-Blanc. Deux alpinistes tchèques, Jan Simon et Giri Slavik, ont, à quelques jours d'intervalle, tracé deux nouveaux itinéraires dans la face nord des « Droites » (4 000 m.), et dans la face nord du Dru (3 733 m.).

11 000 mètres de dénivelé

Ce sont enfin le guide Michel Berruex, trente-cinq ans, instructeur à l'Ecole militaire de haute montagne de Chamonix, l'alpiniste et cinéaste pyrénéen Louis Audoubert, quarante-quatre ans, le Vendéen Pierre Luneau, trente-sept ans, et l'aspirant-guide Michel Mabillon, trente ans, qui ont accompli au cours de la saison estivale le plus bel exploit alpin : la traversée du massif du Mont-Blanc par les arêtes frontières. Ils ont gravi successivement, l'arête Forbes à l'aiguille du Chardonnet (3 824 m), les aiguilles d'Argentière (3 900 m), de La Neuve (3 753 m), franchi la traversée du Tour Noir qui culmine à 3 837 m, escaladé les aiguilles du Triolet (3 870 m), du Talèfre (3 730 m), l'arête des Hirondelles aux Grandes-Jorasses (4 208 m), la Dent du Géant (4 913 mètres), l'ascension des trois monts Blancs (Tacul, Maudit, mont Blanc), enfin, entrepris la traversée de l'aiguille de Bionnassey (4 052 m).

Les quatre alpinistes ont ainsi parcouru en quatorze jours, du 2 au 15 septembre, 40 kilomètres entre 3 500 et 4 800 mètres, tout en réalisant un dénivelé total de 11 000 mètres. Cette épreuve de grande endurance, qui ne comportait pas de difficultés techniques très importantes, avait été soigneusement préparée. Cinq dépôts de vivres effectués avant leur départ ont évité aux alpinistes de transporter de trop lourdes charges tout au long de leur longue course.

Un mois avant cette « épreuve », Louis Audoubert et ses compagnons Marc Batard et Paul Vuilliard avaient ouvert une nouvelle voie directe dans la face nord de la Meije (3 983 m). Cette ascension d'un pilier de 600 mètres a été cotée très difficile. Quant au guide Gaston Rebuffat, âgé de cinquante-huit ans, il s'est attaqué à une nouvelle voie dans la face ouest de la pointe Puiseux (3 946 m) qui comporte plusieurs passages en surplomb ; le second dans le massif du Mont-Blanc, en compagnie de Michel Vaucher. Les deux guides ont tracé un nouvel itinéraire sur le versant est, — dit arête Ryan — de l'aiguille du Plan (3 673 m).

CLAUDE FRANCILLON.

AUTOMOBILISME

Depailler a choisi un nouveau constructeur

Victime d'un accident de deltaplane au mois de juin, tenu à l'écart des circuits depuis lors, Patrick Depailler a pris la décision de ne plus courir pour l'écurie Ligier. Le contrat que lui proposait Guy Ligier ne pouvait en aucune manière lui convenir. Il y était précisé que Jacques Laffite bénéficierait des avantages de premier pilote et que le statut de Depailler serait celui d'un deuxième pilote. Or, comme Depailler est convaincu que, cette année, bien que placé sur un pied d'égalité, Laffite a été mieux servi que lui, il a craint encore plus de ne pas disposer, en 1980, d'une voiture compétitive. C'est l'une des deux raisons pour laquelle il a refusé la proposition de Guy Ligier.

L'autre raison a trait aux propositions d'autres constructeurs pour qui Depailler vaut mieux qu'un deuxième pilote. De toutes les offres qui lui sont parvenues, il semble bien que la plus séduisante soit celle d'Alfa Roméo. C'est seulement au lendemain de la dernière épreuve de la saison, qui sera disputée le 7 octobre à Watkins Glen (Etats-Unis), que Depailler rendra officielle sa décision, prise le 21 septembre. « Nous sommes convenus avec mon nouveau constructeur de ne faire aucune déclaration avant le 8 octobre », *dit Depailler.*

1980 sera pour Alfa Roméo l'année du grand retour à la formule 1. Alfa a construit cette année un nouveau moteur V 12 dont l'utilisation sera réservée à la seule écurie officielle, Brabham revenant en 1980 au moteur Cosworth. On dit que, le cas échéant un moteur turbo compressé pourrait aussi être monté dans les voitures italiennes dont les coques ont fait l'objet d'études aérodynamiques extrêmement poussées.

Comme le financement ne pose aucun problème, tout indique qu'Alfa Roméo dispose des meilleurs atouts pour séduire un pilote dont les ambitions sont intactes. Les deux seules inconnues sont la fiabilité des moteurs Alfa — leur robustesse n'a pas encore été réellement prouvée — et une certaine fantaisie, bien latine, de l'équipe de course.

FRANÇOIS JANIN.

SKI NAUTIQUE

Patrice Martin, champion du monde à 15 ans

Déjà deux fois champion d'Europe et recordman du monde de ski nautique en figures avec 8 040 points, le jeune Nantais Patrice Martin (quinze ans) a obtenu, le 23 septembre à Toronto (Canada), son premier titre de champion du monde.

Sa performance est d'autant plus exceptionnelle que, après avoir battu son propre record dans la première manche (8 140 points), où il devançait son plus proche rival, le Vénézuélien Carlos Suarez, de 1 230 points, le Français ne s'est pas contenté d'assurer sa victoire dans la seconde où il a encore réussi 7 980 points, dépassant ainsi pour la première fois le total des 16 000 points (16 120).

Entraîné par son père, photographe officiel du Football-Club de Nantes, Patrice Martin a déjà huit ans de pratique assidue de ski nautique. Avantagé par sa petite taille (1,51 m), il a pu réaliser trente-trois figures en deux passages de vingt secondes. Ces championnats du monde ont marqué le triomphe de la jeunesse puisque le titre féminin est revenu à la Soviétique Natacha Roumjantseva, l'aînée d'un an de Patrice Martin.

CYCLISME

Hinault maître des « Nations »

De notre envoyé spécial

Cannes. — *Bernard Hinault a-t-il réalisé de nouveaux progrès ? La question est posée après la victoire qu'il a remportée, dimanche 23 septembre à Cannes, dans le Grand Prix des Nations, disputé sur 90 kilomètres contre la montre. Vainqueur de cette épreuve à trois reprises en l'espace de trois ans, le champion breton vient, en effet, d'y battre son record personnel et de creuser un peu plus l'écart qui le sépare de ses suivants immédiats.*

En 1978, il avait accompli la distance en 2 h. 6 min. 35 sec., améliorant de 2 min. 44 son temps de l'année précédente. Cette fois, il a couvert les 90 kilomètres en 2 h. 3 min. 57 sec., ce qui représente un gain de 2 min. 39 sec. et une moyenne de 43.562 kilomètres-heure. En 1978, Francesco Moser, classé deuxième, avait concédé 56 secondes. Cette année, il a encore terminé deuxième, mais il a perdu 1 min. 45 sec. Il en a conclu que, dans ce genre d'exercice, personne désormais ne pouvait contester la supériorité du Français. « *Hinault n'est pas physiquement plus fort que la saison passée*, estime son directeur sportif, Cyrille Guimard. *Il a simplement acquis l'expérience nécessaire. Il possède mieux son sujet et dose ses efforts d'une manière plus rationnelle.* »

Jacques Anquetil affirmait naguère que pour gagner une épreuve contre la montre il fallait prendre un départ rapide, ralentir ensuite son action afin de trouver le second souffle et terminer très fort. C'est cette méthode qu'a appliquée le lauréat du Tour de France pour sa troisième tentative victorieuse dans les « Nations ». Au douzième kilomètre, il comptait déjà 10 secondes d'avance sur Moser et, au trentième, l'écart entre les deux hommes atteignait une demi-minute. A ce moment, Schuiten, Zoetemelk, Kuiper, Agostinho, le champion du monde de poursuite Oosterbosch était virtuellement hors de combat et Dietrich Thurau devait abandonner peu après.

Bernard Hinault, inspiré et sûr de lui, a donc occupé le commandement de bout en bout, en augmentant progressivement son avantage. En vérité, ses adversaires ont donné l'impression de pédaler un ton au-dessous. Ne parlons pas de l'amateur britannique Phil Griffith, qui avait eu l'audace de se mesurer aux cracks de la spécialité dans le cadre de cette course open. Trompé par les résultats qu'il avait obtenus chez lui, et qui n'étaient pas mauvais si l'on en croit son palmarès, le pauvre Anglais ne tarda pas à se rendre compte de son erreur. Butant sur les côtes de Vallauris et de Plascassier, il perdit 18 min. 35 sec. au total.

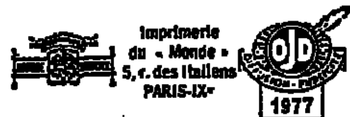
On regrettera simplement l'absence à ce Grand Prix des Nations, des routiers soviétiques qui viennent de faire la loi dans le Tour de l'Avenir. Et en particulier un certain Soukhoroutchenkov, en dehors duquel le cyclisme open n'aura guère de signification.

JACQUES AUGENDRE.

GRAND PRIX DES NATIONS

1. Hinault (Fr.), les 90 km en 2 h. 3 min. 57 sec. moyenne de 43,562 km à l'heure) ; 2. Moser (It.), à 1 min. 45 sec. ; 3. Zoetemelk (P.-B.), à 3 min. 12 sec. ; 4. Schuiten (P.-B.), à 3 min. 33 sec. ; 5. Oosterbosch (P.-B.), à 4 min. 43 sec. ; 6. Oersted (Dan.), à 6 min. 10 sec. ; 7. Kuiper (P.-B.), à 6 min. 18 sec.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

TENNIS

Noah et Bedel en finale du National

De notre envoyé spécial

Nice. — Le championnat de France de tennis a bien changé depuis l'époque lointaine où le club doyen parisien, dit R.C.F., le faisait disputer sur ses courts en terre battue de la Croix-Catelan. Les dirigeants de la F.F.T. l'ont aujourd'hui décentralisé à travers la province. C'est beaucoup mieux ainsi pour la promotion des nouvelles enceintes et des nouvelles surfaces.

Après Le Cap-d'Agde (1975), Marseille (1976), Strasbourg (1977), Toulouse (1978), Nice s'est vu confier l'honneur d'organiser l'épreuve dénommée National ; Nice, berceau du tennis azuréen où Suzanne Lenglen échangea ses premières balles avec son père et qui fut toutes ces dernières années le centre élu des classes « sport-études » dont bénéficièrent la plupart des jeunes concurrents.

Adossé à une pinède bucolique, faisant face à des villages antisarrasins perchés sur les hauteurs, ce club tout neuf, qui comprend plus d'une vingtaine de courts, n'aura malheureusement pas attiré pour ce dernier week-end la grande foule qu'avaient rebutée les pluies diluviennes qui sont tombées vendredi sur la région, et qui ont entraîné le report de la finale Noah-Bedel à ce lundi 24 septembre.

C'est cependant en pratiquant le jeu offensif sur les points importants que Dominique Bedel (vingt-deux ans) avait pu l'emporter, samedi, sur Patrick Dominguez (11-9 au cinquième set après un match interrompu à deux reprises depuis jeudi) et a pu se qualifier, dimanche, pour la finale par sa victoire sur Jean-Louis Haillet. Bedel n'incarne pas le finaliste-surprise, à l'image de Jean-François Caujolle, qui arracha le titre l'an dernier. Il fut sélectionné comme deuxième joueur de simple de notre équipe de Coupe Davis : c'est donc tout à fait normal qu'on le voie opposé à Noah, son chef de file et cadet.

Celui-ci, pour se qualifier, nous régala, dans sa demi-finale, d'une exhibition dominicale de fort jolie facture en face de Georges Goven (trente et un ans), lequel fut, à son âge, le prodige du jeune tennis français. Toujours possesseur d'une condition physique parfaite, Goven courait sur toutes les balles comme un jeune cabri, et c'était un plaisir de pouvoir encore l'admirer. De son côté, Jean-Louis Haillet, qui avait eu le mérite d'éliminer tour à tour Moretton et Proisy, est apanagé, à vingt-cinq ans, d'un toucher de balle, et d'une adresse qui l'apparentent sur certains points, à un Nastase en pleine forme, ce qui n'est point un mince compliment.

Malheureusement, il arrive que ce charmant jeune homme si doué dispute ses matches les plus importants — sa demi-finale contre Bedel particulièrement — comme une partie amicale. Tempérament exactement contraire à celui de son père, moins doué naturellement, mais qui restera à jamais dans nos mémoires comme l'auteur d'une remontée unique dans les annales de Roland-Garros (Budge Patty, aux Internationaux de 1958, menait contre lui 5-0, 40-0 au cinquième set ; il aligna sept jeux de rang et gagna !). Or il se trouvait que Bedel, ayant été victime d'une élongation à la cuisse samedi au cours d'un match de double, ne disposait pas de toutes ses facultés de déplacement. Ce fut quand même lui qui montra la plus grande combativité pour empocher ce match qui s'annonçait le plus captivant du tournoi et fut en réalité totalement dépourvu de passion.

OLIVIER MERLIN.

SIMPLE MESSIEURS

Demi-finales. — Noah b. Goven, 6-1, 6-4, 6-2 ; Bedel b. Haillet, 6-4, 2-6, 6-4, 6-3.

SIMPLE DAMES

Demi-finales. — Mme Lovera b. Mlle Bonneteau, 7-5, 6-4 ; Mlle Baillan b. Mlle Chevallier, 7-6, 6-2.

DOUBLE MESSIEURS

Finale. — Noah-Portes b. Barthes-Jauffret, 6-2, 6-2.

DOUBLE DAMES

Finale. — Darmon-Lovera b. Mlles Baillan-Guedy, 7-5, 7-5.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(première journée)

*Villeurbanne b. Nice	98-90
Le Mans b. *Limoges	105-72
*Antibes b. Vichy	84-78
*S. F. Evry b. Caen	84-75
*Tours b. Lyon	104-92
Mulhouse b. *Orthez	104-96
*Monaco b. Berck	84-74

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(neuvième journée)

*Laval bat Angers	3-2
*Monaco bat Nice	2-1
*Brest et Lens	0-0
Nancy b. *Paris Saint-Germain	2-1
*Lille bat Bastia	2-0
*Metz et Bordeaux	1-1
*Lyon et Saint-Etienne	0-0
Strasbourg bat *Marseille	3-1
*Sochaux bat Nîmes	2-1
*Nantes et Valenciennes	0-0

Classement : 1. Saint-Etienne, 16 pts ; 2. Monaco, 15 ; 3. Nantes, 13.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION
(septième journée)

GROUPE A

*Chaumont bat Lucé	5-1
*Rennes bat Besançon	3-1
*Quimper bat Blois	2-0
*Orléans et Dunkerque	0-0
*Tours et Guingamp	1-1
*Nœux bat Rouen	1-0
*Angoulême bat Limoges	2-0
*Montmorillon et Châteauroux	2-2
*Reims et Le Havre	1-1

Classement : 1. Rennes, 11 pts ; 2. Rouen et Tours, 10.

GROUPE B

*Tavaux bat Toulouse	2-1
*Auxerre et Béziers	0-0
*Gueugnon bat Avignon	2-0
*Paris Football-Cl. et Martigues	0-0
*Thonon bat Thionville	2-0
*Mulhouse et Toulon	0-0
*Montluçon et Alès	0-0
*Cannes et Saint-Dié	6-2
*Montpellier bat Ajaccio	3-0

Classement : 1. Thonon, 11 pts ; 2. Auxerre, 10 ; 3. Cannes et Montluçon, 9.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE HOCKENHEIM DES 750 CM3

Première manche (20 tours, soit 135,7 km). — 1. Pons (Fr.), sur Yamaha, 45 min. 39 sec. 66 (178,41 km-h.) ; 2. Sarron (Fr.), Yamaha, 45 min. 39 sec. 93 ; 3. Asama (Japon), Yamaha, 45 min. 59 sec. 40 ; 5. Fontan (Fr.), Yamaha, 46 min. 6 sec. 32.

Deuxième manche. — 1. Pons (Fr.), sur Yamaha, 45 min. 18 sec. 25 (179,83 km-h.) ; 2. Fontan (Fr.), Yamaha, 45 min. 28 sec. 71 ; 3. Sarron (Fr.), Yamaha, 45 min. 35 sec. 3 ; 4. Rigal (Fr.), Yamaha), 45 min. 41 sec. 4 ; 5. Roche (Fr.), Yamaha, 45 min. 41 sec. 19.

Classement du championnat du monde avant la dernière épreuve. 2. Frutschi (Suisse), 105 ; 3. Cecotto (Ven.), 89 ; 4. Asami (Japon), 61 ; 5. Bonera (It.), 57 ; 6. Roche (Fr.), 53.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 497

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									■
III						■		■	
IV			■		■				
V									
VI		■		■					■
VII							■		
VIII								■	
IX						■			
X				■					
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Faisait bien bouffer. — II. Peut rapidement amener à se rouiller. — III. Sur la Garonne. — IV. Pris comme une solution ; Principe d'action pour les psychanalystes. — V. Peut être redouté quand il n'y a aucune réserve. — VI. Un passé dont on se souvient bien. — VII. Ne coûte rien quand elle est franche ; Secouru (épelé). — VIII. N'auraient ni queue ni tête s'ils étaient acéphales. — IX. Un maître de la cantate ; A souvent l'occasion d'être saisie. — X. Qui devrait donc être acquittée ; Un transport très rapide. — XI. Condamnable quand il est triste ; Une femme qui a bien tourné.

VERTICALEMENT

1. Sont utilisés pour le transport de la bière. — 2. Qui peut facilement se tordre ; Qui peut nous laisser assis. — 3. Marque l'égalité ; Etre comme dans Ur et dans Jérimadeth. — 4. Autour d'un manche ; Peut être tiré d'un clou. — 5. Peut être fleuronné ; Elu aux Etats-Unis. — 6. Article ; Que l'on voudrait donc pincer ; Règles. — 7. Dans l'ancienne Asie ; Invoqué quand il y a du tirage. — 8. Adverbe ; L'ombre par exemple ; Refusa de se charger. — 9. Un point ; Un trou dans le désert.

Solution du problème n° 2 496

Horizontalement

I. Ganteries. — II. Enervante. — III. Agra ; Ici. — IV. Nonce ; Réa. — V. Tisanière. — VI. Est ; Ord. — VII. Creuse. — VIII. Va ; Las. — IX. Ondée ; Il. — X. Item ; Stuc. — XI. Xérus ; Eté.

Verticalement

1. Géante ; Voix. — 2. Angoissante. — 3. Nernst ; Der. — 4. Traça ; Emu. — 5. EV ; Enorme. — 6. Rai ; Ire. — 7. Incrédulité. — 8. Etier ; Salut. — 9. SE ; Aérés ; Ce.

GUY BROUTY.

PRESSE

LES JOURNALISTES C.F.D.T. ET LES JEUX DE MOSCOU

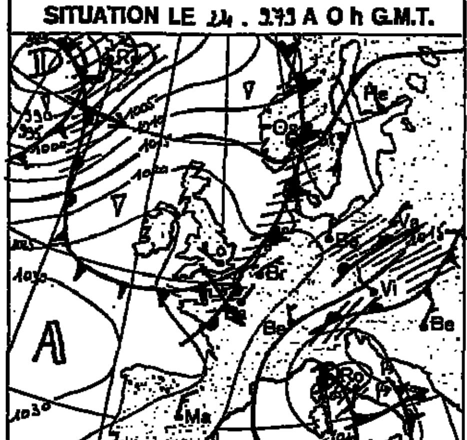
Le Syndicat des journalistes français - C.F.D.T. précise, dans un communiqué, sa position sur les « *problèmes posés aux journalistes par les Jeux olympiques de Moscou* » qui auront lieu en 1980.

Le S.J.F.-C.F.D.T. qui a examiné cette question au cours de son conseil national, réuni samedi 22 septembre, estime « *que les journalistes de tous les pays du monde et de toute tendance doivent pouvoir effectuer librement des reportages non seulement sur les manifestations sportives mais encore sur la réalité sociale, culturelle, économique et politique du pays dans lequel elles se déroulent* ».

Les journalistes C.F.D.T. soulignent également leur souhait de voir « *les journalistes de tout pays disposer, à l'intérieur de l'U.R.S.S., de la liberté de déplacement nécessaire à l'accomplissement de leur travail* ».

Enfin, le syndicat — qui rappelle que sa position est identique à celle adoptée au moment du « Mundial » en Argentine — considère que les Jeux olympiques « *sont l'occasion de demander qu'il soit mis fin aux atteintes aux droits de l'homme en U.R.S.S.* ».

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 25-IX-79 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas
dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 septembre à 0 heure et le mardi 25 septembre à 24 heures :

L'air frais, qui recouvrait une grande partie de la France, sera progressivement remplacé par de l'air plus doux d'origine océanique.

Les nouvelles perturbations, qui pénétreront sur notre pays par le nord-ouest, n'auront probablement qu'une très faible activité. Les anciennes perturbations orageuses affectant nos régions orientales s'atténueront lentement, tandis que la dépression méditerranéenne se comblera en s'éloignant vers le nord-est.

Mardi 25 septembre, sur les régions s'étendant des Vosges à l'est du Massif Central, aux Alpes et à la Corse, le temps sera généralement très nuageux, avec des vents modérés de nord, mais les précipitations seront peu fréquentes et affecteront surtout les régions proches des frontières ; quelques averses orageuses seront encore à craindre du sud des Alpes à la Corse. Sur la Provence, le mistral deviendra moins forts et le ciel sera dégagé. Sur les régions pyrénéennes, le temps sera très nuageux avec qdelqtes averses et des vents modérés de nord-ouest.

Sur le reste de la France, le temps sera souvent brumeux et nuageux le matin (bancs de brouillard locaux), des éclaircies se développeront l'après-midi ; elles seront plus larges dans l'intérieur, tandis que les nuages resteront assez abondants sur les côtes, où de faibles pluies seront à craindre. Les vents s'orienteront au secteur ouest, faible puis modéré.

Sur la majeure partie du pays, les températures seront en légère hausse.

Le lundi 24 septembre, à 7 heures, la pression atuosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 021,3 millibars, soit 766millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 septembre; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Ajaccio, 20 et 14 degrés ; Biarritz, 16 et 8 ; Birdeaux, 17 et 7 ; Brest, 15 et 9 ; Caen, 15 et 12; Cherbourg, 14 et 12; Clermont-Ferrand, 10 et 3 ; Dijon, 12 et 7 ; Grenoble, 11 et 10 ; Lille, 16 et 10 ; Lyon, 1 1et 10 : Marseille, 17 et 13 ; Nancy, 12 et 6 ; Nantes, 16 et 11 ; Nice, 22 et 14 ; Paris - Le Bourget, 16 et 6 ; Pau, 15 et 4 ; Perpignan, 16 et 13 ; Rennes, 16 et 12 ; Strasbourg, 10 et 9 ; Tours, 16 et 7 ; Toulouse, 14 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 13 degrés ; Amsterdam, 15 et 10 ; Athènes, 27 et 20 ; Berlin, 14 et 9 ; Bonn, 16 et 0 ; Bruxelles, 15 et 9 ; Le Caire, 32 et 18 ; îles Canaries, 24 et 21 ; Copenhague, 14 et 6 ; Genève, 11 et 9 ; Lisbonne, 23 et 13 ; Londres, 15 et 8 ; Madrid, 17 et 5 ; Moscou, 22 et 10 ; Nairobi, 29 et 13 ; New-York,19 et 13 ; Palma-de-Majorque, 19 et 9 ; Rome, 25 et 17 ; Stockholm, 14 et 3 ; Téhéran, 32 et 24.

Visites, conférences

MARDI 25 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, façade de l'église, métro Hôtel-de-Ville, Mme Allaz : « L'église Saint-Gervais-Saint-Protais, son quartier et son charnier ».

15 h., devant l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, Mme Bouquet des Chaux : « Evénements : la Saint-Barthélemy ».

15 h., entrée principale, boulevard Saint-Michel, Mme Vermeersch : « Jardin du Luxembourg et ses statues ».

15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Zujovic : « Hôtel de Lauzun » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Cardinal-Lemoine, M. Ragueneau : « Vestiges et souterrain de la montagne Sainte-Geneviève » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., 3, rue Malher, M. Teurnier : « Synagogues du quartier israélite de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Manteaux ».

14 h. 45, en haut des marches, à gauche : « L'Opéra » (Tourisme culturel).

Fiscalité

● *Le système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu*, créé en 1971, es toffert, à compter du 1er janvier 1980, aux contribuables de l'ensemble des départements métropolitains avec l'extension du système aux départements du Var, de la Haute-Corse et de la Corse du Sud. Les personnes désireuses de souscrire u ncontrat de mensualisation doivent le faire auprès de leur percepteur, *le 30 septembre au plus tard*.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 23 septembre 1979 :

DES DECRETS

● Modifiant le tarif des annonces et insertions au *Journal officiel*.

● Relatif aux demandes de brevet d'invention et de certificat d'utilité, à la délivrance et au maintien en vigueur de ces titres.

DES ARRÊTÉS

● Autorisant l'émission d'un emprunt par le Crédit national.

● Relatif aux modalités de dépôt des demandes de brevet d'invention et de certificat d'utilité et d'inscription au registre national des brevets.

UNE LISTE

● Des candidats ayant obtenu le diplôme d'expertise comptable ou d'expert comptable pour les sessions 1978-1979.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	155 F	270 F	385 F	500 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	268 F	480 F	700 F	920 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	183 F	325 F	468 F	610 F
II. — SUISSE - TUNISIE	230 F	420 F	612 F	800 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(Publicité)

ISSEC Automne 1979 ISSEC

formation continue des cadres
(Groupe ESSEC)

Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
(Etablissement privé d'enseignement supérieur)
(Début des cours : Octobre 1979)
Tél. : 233-21-88

UN ENSEIGNEMENT DE LA GESTION INTENSIF ET PERSONNALISÉ

POUR LES CADRES

— Des programmes de perfectionnement pouvant conduire à un **diplôme de spécialité** ISSEC (niveau II - homologué par l'Etut depuis 1976) dans une des 8 grandes fonctions de l'entreprise :

PERSONNEL - FORMATION - MARKETING - CONTROLE DE GESTION - FINANCE
PRODUCTION - ORGANISATION - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DEUX SESSIONS : AUTOMNE, PRINTEMPS
DEUX FORMULES : 9 journées à raison de :

— Leur organisation originale — par **modules de 9 journées** — permettant à chaque participant, assisté du centre d'orientation, d'établir un plan de perfectionnement personnel.

- 1 journée tous les 15 jours
- 2 *ou 3 jours 1 fois par mois*

Ces formules sont particulièrement bien adaptées aux cadres en activité. Elles évitent une absence prolongée et permettent l'application immédiate et progressive dans l'entreprise de la formation reçue.

UNE NOUVEAUTÉ : LES SÉMINAIRES ISSEC

2 ou 3 jours pour faire le point sur :

- **Gestion des produits nouveaux dans les marchés industriels** - n° 4 - 8-9-10 octobre 1979.
- **Responsabilité pénale du chef d'entreprise en droit social** - n° 1 - 15-16 novembre 1979.
- **Les relations avec les banques : le crédit à court terme** - n° 7 - 21-22 novembre 1979.
- **Implantation des entreprises françaises à l'étranger** - n° 17 - 22-23 novembre 1979.
- **Marketing des services publics** - n° 5 - 6-7 décembre 1979.
- **Le point sur la gestion des risques de change** - n° 8 - 10-11 janvier 1980.
- **Prévision par la méthode de Box et Jenkins** - n° 14 - 22-23-24 janvier 1980.

POUR LES DIRIGEANTS

Deux cycles annuels ayant pour objectif de développer les compétences des participants à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies, à la prise de décision et à l'animation des hommes.

- **MANAGEMENT GÉNÉRAL**
  (36 journées du 4 octobre au 21 juin 1980).
- **EXECUTIVE PROGRAM FOR EUROPEAN MANAGERS (EPEM)**
  en collaboration avec l'Université de Columbia
  (langue de travail : anglais)
  (3 semaines bloquées du 21 juin au 11 juillet 1980)

SESSION D'AUTOMNE 1979

M., Mme ....
Fonction ....
Société ....
Adresse ....

☐ Je désire recevoir un programme de perfectionnement et un dossier de candidature.
☐ Je désire un rendez-vous avec le centre d'orientation de l'ISSEC.

Je désire recevoir les programmes :
O MANAGEMENT GÉNÉRAL
O EPEM
Je désire recevoir le programme :
O de tous les séminaires
O du séminaire n°
A retourner à :
ISSEC Etablissement privé de formation continue
35, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS
Tél. : 233-21-88.

CARNET

Naissances

— Claude et Claire ARASSE, Sophie et Aurélie ont la joie d'annoncer la naissance de

Guillaume,

à Dax, le 14 août 1979.
58, rue Ampère,
75017 Paris.

Mariages

M. Antoine AUCOC,
architecte D.P.L.G.,
et
Mlle Stéphanie KOSCHE
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré dans l'intimité, le 22 septembre, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.
De la part de :
M. et Mme Pierre Aucoc,
M. et Mme Jacques Kosche.
41, rue des Bourdonnais,
75001 Paris.

Pascal BORIS
et
Françoise PIERREY
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré dans l'intimité le 21 septembre.
9, rue de la Smala,
75015 Paris.

— M. et Mme BOUTHILLIER sont heureux de faire part du mariage de leur fille

Marie-Odile
avec le sous-lieutenant
Thierry ADELL,
qui a été célébré en août.

— Maurice et Madeleine DAROUX ont la joie d'annoncer le mariage de leur fille

Dominique
avec
Roderick OGILVY,
à Bargemon (Var).
4, rue Théodule-Ribot,
75017 Paris.
2, Honeybourne Rd. -
West Hampstead, NW 6, Londres.

Décès

JEAN AUSSET

Nous apprenons la mort de
M. Jean AUSSET,
dont le décès survenu, à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 16 septembre à Annecy.

[Né le 9 novembre 1900 à Cahors (Lot), Jean Ausset est avocat stagiaire à Paris, en 1921, avant d'embrasser la carrière de magistrat. Secrétaire général du parquet à la Cour de cassation en 1925, il occupe divers postes au tribunal de la Seine avant d'être, de 1947 à 1950, détaché au Conseil supérieur de la magistrature. Premier président à Amiens, en mars 1950, il est nommé peu après président du tribunal de la Seine. De 1954 à 1970, il est conseiller honoraire à la Cour de cassation.]

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 10 septembre, du
docteur René ARBELTIER,
ancien député.
Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu à Coulommiers, dans la plus stricte intimité.

[Né en janvier 1897 à Laon (Aisne), docteur en médecine en 1922 installé à Coulommiers, M. Arbeltier y devient médecin-chef de l'hôpital et y crée, en 1949, le premier service de médecine à temps plein dans un hôpital public.
Inscrit au parti socialiste, il devient en 1933, maire de Neufmoutiers-en-Brie et en 1936, député S.F.I.O. de la circonscription de Coulommiers. Spécialiste des problèmes aéronautiques au Palais-Bourbon, il avait notamment créé, en 1936, une école d'aviation de chasse pour les républicains espagnols. A la libération, il fut nommé maire de Coulommiers et vice-président du comité de libération. Il fut réélu maire en 1966 et, de nouveau député, à l'Assemblée nationale constituante. Battu en novembre 1946, il fut élu en juin 1951, réélu en janvier 1956. En 1958, M. Arbeltier ne s'était pas représenté aux élections législatives. Il avait ensuite adhéré au parti socialiste autonome (P.S.A.) né d'une scission de la S.F.I.O.]

— Mme Jacques de Castro,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Jacques de CASTRO.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
24, rue Philibert-Delorme,
75017 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel DUBOIS,
administrateur honoraire
de la Société générale,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu subitement le 13 septembre 1979, dans sa quatre-vingt-septième année.
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

7, rue Parmentier,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Mme Marcel Janin,
M. et Mme Claude Lemarchand,
M. et Mme Michèle Ripolli,
M. et Mme Daniel Janin,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès du
lieutenant-colonel Marcel JANIN,
conseiller civil honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
survenu à Marseille, le 18 septembre 1979.
Les obsèques ont eu lieu vendredi 21 septembre 1979, à Hyères.
13, avenue Gambetta,
83400 Hyères.

— Mme Jean Laborde-Fournier,
son épouse,
Jean-Paul et Françoise Laborde,
ses enfants,
M. et Mme Georges Fournier,
M. et Mme Jacques Fournier et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean LABORDE,
ingénieur en chef de l'air (E.R.),
officier de la Légion d'honneur,

survenu au Val-de-Grâce, le 15 septembre 1979.
Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans l'intimité, le 21 septembre 1979.

16, avenue du Docteur-Joly,
61140 Tessé-La-Madeleine.
Paris.

— Les familles NADIRAS et SWYNGEDAUW ont la douleur d'annoncer les décès de

Odile et Vincent,
survenus le 18 septembre 1979.
La cérémonie religieuse a eu lieu, en l'église de la Madeleine à Chartres, le 21 septembre, dans la plus stricte intimité.
8 bis, montée de la Tour,
30400 Villeneuve-lès-Avignon.
4, rue Jeanne-d'Arc,
59370 Mons-en-Barœul.
59370 Mons-en-Barœul.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu à Bandol, le 5 septembre 1979, du

général Pierre POUYADE,

ancien commandant
du groupe de chasse
« Normandie-Niemen »,
ancien député,
conseiller général du Var,
grand-croix de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
croix de guerre 1939-1945
(13 citations),
rosette de la Résistance,
commandeur du Victorian Order,
de l'ordre du Drapeau rouge,
prix Lénine de la paix.
Les obsèques ayant eu lieu dans la plus stricte intimité à Bandol, un service religieux sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides, le vendredi 28 septembre, à 11 heures.
De la part de :
Mme Pierre Pouyade,
Mme Hélène Pouyade,
MM. Bertrand, Bruno, Renaud Monraisse et leurs familles,
Du docteur et Mme P. Gugny,
Mme Jean Pouyade,
Mme G. Bouvier,
Et des familles Dufour, Féral et Puygrenier.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« La Renardière »,
78270 Bonnières.
[*Le Monde* du 7 septembre.]

— Mme Clotilde Raguet,
Mlle Claire de Gaspary,
M. Hugues de Gaspary,
ont le chagrin de faire part du décès de leur mère et grand-mère,
Mme Louis RAGUET,
née Marie-Louise Guyot,
infirmière volontaire
dans la Croix-Rouge
durant
les guerres 1914-1918 et 1939-1940,
médaille
de la Reconnaissance française,
médaille des Epidémies,
survenu à Paris, le 16 septembre 1979.
Les obsèques religieuses suivies de l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans l'intimité.

— Mme Louis Serré, son épouse,
M. et Mme Barnard Spite et leurs enfants,
Mme Martine Erminy-Serré et sa fille,
M. et Mme Jean-Louis Serré et sa leurs filles,
Le docteur et Mme Philippe Hergott et leur fils,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis SERRÉ,
ingénieur E.C.S.,
croix de guerre 1939-1945,
survenu, muni des sacrements de l'Eglise, le 21 septembre 1979, dans sa soixante-treizième année, à Suresnes (Hauts-de-Seine).
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 septembre 1979, à 9 heures, en l'église du Cœur-Immaculé-de-Marie, 21, rue de Verdun, à Suresnes, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière d'Auxerre (89).
Ni fleurs ni couronnes.
13, rue de Limours,
Angervilliers,
91370 Limours.

Remerciements

— Vire, Maisoncelles-la-Jourdan.
Mme Robert Auvray,
M. et Mme Michel Auvray et leurs filles,
M. et Mme Guy Deseglise et leurs enfants,
Mlle Monique Auvray,
Mme André Maurice, sa sœur,
très sensibles à la touchante sympathie que vous leur avez témoignée lors du décès de
M. Robert AUVRAY,
vous prient de recevoir l'expression de leur profonde gratitude. Ils remercient très vivement les personnes qui ont fait des dons pour la recherche contre le cancer et celles qui ont offert des messes.

Anniversaires

— **Alain FARÇAT**
nous quittait il y a six années. Il avait vingt-cinq ans.
En ce jour anniversaire il est demandé à ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pour lui.

— Une pensée amicale pour
André SCHEIMANN
(X 1953),
décédé victime d'un accident en 1973.

— Pour le dixième anniversaire de sa mort, le 25 septembre 1969, on nous prie de rappeler à tous ceux qui l'ont connu et aimé, le souvenir de
Victor ZOLTOWSKI,
sociologue des cycles intellectuels.

Messes anniversaires

— Pour le troisième anniversaire du décès de
Roman FAJANS,
il est demandé, à ceux qui ne l'ont pas oublié, une pensée, une prière.
Une messe sera dite le 26 septembre 1979, à 18 heures, en l'église polonaise, 263, rue Saint-Honoré (métro Madeleine).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-IV, mercredi 26 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Jean-Louis Flandrin : « Contribution à une histoire de l'amour et de la sexualité en Occident ».

— Université de Toulouse-II, vendredi 28 septembre, à 14 heures, salle des professeurs d'histoire, M. Maurice Berthe : « Les paysans du royaume de Navarre de la fin du XIIe siècle au milieu du XVe siècle ».

— Université de Paris-IV, vendredi 28 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Louise Dabène, née Cazaux : « Etude des procédés d'emphase au niveau de l'adjectivation nominale et verbale en espagnol ».

— Université de Provence, vendredi 28 septembre, à 14 heures, centre d'Aix, M. Guy Imart : « Le Kirghiz (Turc d'Asie centrale soviétique), description d'une langue de littérisation récente ».

— Université de Paris-IV, samedi 29 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaigre : « Recherches de sémantique sur le roman picaresque du siècle d'or : Lozana et Lazarillo ».

SCHWEPPES « Indian Tonic » et SCHWEPPES Lemon, les deux inséparables de SCHWEPPES.

NEUILLY-SUR-SEINE
SALLE de VENTE, 185, av. Ch.-de-Gaulle, 745-55-55
de gré à gré tous les jours de 10 à 12 h et de 15 h à 19 h 30
du LUNDI 24 au VENDREDI 28 SEPTEMBRE INCLUS
250 TAPIS d'ORIENT et CHINOIS
1 LOT ORIENT. Salon dep. 2.500 F salle à manger, depuis 3.000 F | 1 LOT. TAPIS PAKISTAN 1,90 × 1,10, depuis 1.100 F
Salle 2 - Exposition ART CHINE JAPON
Ivoires, pierres dures, bronzes
Restauration - Achat - Vente - Expertise

Institut de Gestion Sociale

1980-1985 :
NOUVELLE DONNE POUR L'ENTREPRISE
UN AN POUR CHOISIR, CINQ ANS POUR GAGNER

9 et 10 Octobre 1979 au Palais de l'Unesco.

mardi 9 octobre

FACE AUX MUTATIONS DES ANNÉES 80...
Président :
Gabriel VENTEJOL : Président du Conseil Économique et Social.
Prendre en compte les mutations et les réalités des années 80
Thierry de MONTBRIAL : Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales
Jean de MARCILLAC : Rapporteur Général du Centre d'Étude des Revenus et des Coûts
Jean Daniel LEFRANC : Chef du Service Industriel au Commissariat Général du Plan
Repenser les choix stratégiques dans un environnement difficile.
Antoine DUPONT-FAUVILLE : Président du CRÉDIT DU NORD
Le devenir social des entreprises françaises engagées dans la compétition internationale.
Yvon CHOTARD : Vice-Président du C.N.P.F., Président de la Commission Sociale

LES CHOIX SOCIAUX DES DIRIGEANTS
Président : Jean-Pierre HULOT :
Directeur des Relations Extérieures de ROUSSEL-UCLAF.
Face aux incitations des Pouvoirs Publics
Raymond SOUBIE : Conseiller du Premier Ministre pour les affaires sociales et culturelles.
et aux comportements des salariés
Jean BORNARD : Secrétaire Général de la C.F.T.C.
Michel LOGAN : Directeur Général de l'Agence pour l'Emploi des Cadres
Évelyne SULLEROT : Sociologue, membre du Conseil Économique et Social
Quelle gestion sociale et quelle efficacité pour l'entreprise ?
Paul DOMINJON : Président de l'Union Patronale de la Région Rhône-Alpes
Jean DUPUY : Sous-Directeur des Affaires Sociales de CREUSOT-LOIRE
Robert JANNET : Directeur de l'Usine de Boisthorel de TRÉFIMÉTAUX
Robert RÉMILLON : Président de SAFT
Yves SABOURET : Administrateur, Vice-Président de MATRA
André VAUTHIER : Directeur Général des Établissements Industriels du Loiret, Laboratoires SERVIER
Michel DURAFOUR : Ancien Ministre, Président de la Commission de la Production et des Échanges à l'Assemblée Nationale

mercredi 10 octobre

RÔLE ET MISSION DE L'ENTREPRISE DANS LA SOCIÉTÉ :
que veulent les formations politiques ?
qu'attendent les chefs d'entreprise ?
Les données du malentendu entre l'entreprise et les formations politiques
René RÉMOND : Professeur de l'Université Paris X, et à l'Institut d'Études Politiques
Débat animé par Ivan LEVAÏ, Éditorialiste à Europe n° 1
Responsables des formations politiques
Laurent FABIUS : Secrétaire National du P.S.
Jean-Pierre FOURCADE : Ancien Ministre, Vice-Président de l'U.D.F.
Anicet LE PORS : Membre du Comité Central du P.C.F.
Jean MÉO : Conseiller pour les affaires économiques et sociales du Président du R.P.R.
Des dirigeants d'entreprise
Bernard BOISSON : Président du C.J.D.
Jean-Claude GAUTIER : Directeur de la Société des VINS DE FRANCE
Paulette LAUBIE : Président de VINCARA, Administrateur de l'Agence Nationale pour la Création d'Entreprises.
Quel compromis social ?
Jean MENU : Président de la C.G.C.
Bruno TRENTIN : Syndicaliste, Confederazione Generale Italiana del Lavoro
Jacques CHERÈQUE : Secrétaire Général adjoint de la C.F.D.T.

LES IDÉES FOLLES AUJOURD'HUI FERONT L'ENTREPRISE PERFORMANTE DE 1985
Président : Armand BRAUN,
Directeur Général de la Société Internationale des Conseillers de Synthèse
Changements, innovations : propositions
Michel CROZIER : Directeur du Centre de Sociologie des Organisations du C.N.R.S.
Luigi FERRO : Directeur Central des Recherches et du Management (FIAT)
Bernard MONTEIL : Directeur de l'Institut de Gestion Sociale
Jean PRIEUR : Rapporteur de la Commission Éducation du VIIe plan
Roland SVENSSON : Directeur du Centre Suédois d'Études de la Vie au Travail
Georges TAYLOR : Conseiller pour les Affaires Internationales du Groupe PEUGEOT P.S.A.
Interdépendance de l'innovation technique et de l'innovation sociale
Conclusion des journées
Roger BURNEL : Président de l'Institut de Gestion Sociale
Clôture du symposium
Lionel STOLÉRU : Secrétaire d'État auprès du Ministre du Travail et de la Participation

renseignements et inscriptions :
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-Ier - 75008 PARIS - Tél. 225 95 39.

3 ou 5 portes.
Automatique ou mécanique.
7 CV. A partir de 25.500 F.*


JAPAUTO
concessionnaire exclusif
27, av. de la Gde-Armée - Paris 16e
Tél. : 500.14.51 préfère TOTAL
* Prix de la Honda Civic 1250 3 portes, boîte mécanique, clés en main au 1.3.79





AVEU D'IMPUISSANCE PLUS QUE SIGNE DE PROGRÈS

Le poids des cotisations sociales va dépasser celui des impôts d'État

Un événement économique important par sa signification et ses conséquences marquera l'année 1980 : pour la première fois, depuis qu'existe en France un système de sécurité sociale, le poids des cotisations sociales rapporté à la richesse nationale dépassera celui des impôts d'Etat : 18 % du produit national brut contre 17,9 %. Bien du chemin a été parcouru depuis dix ans : en 1970, la fiscalité d'Etat pesait beaucoup plus lourd que les cotisations sociales (18,9 % contre 12,9 %).

La fiscalité locale, jadis indolore parce que légère, prend, de son côté, une importance de plus en plus grande. Elle représentera 4,7 % du produit national l'année prochaine (4,5 % en 1979) contre 3,6 % il y a dix ans. Seul le poids des impôts d'Etat baisse : 17,9 % du P.I.B. en 1979 et 1980 contre 18,9 % il y a dix ans. Mais cet allègement n'est pas suffisant pour compenser les hausses. Globalement, la pression des prélèvements obligatoires s'alourdit (fiscalité d'Etat et des collectivités locales, ainsi que cotisations sociales), passant de 35,6 % du P.I.B. en 1970 à 40,8 % en 1979 et probablement, d'après les prévisions, à 41,6 % en 1980.

Reste à savoir comment la France se situe maintenant par rapport aux autres pays industrialisés.

● *Le poids des cotisations de Sécurité sociale*, qui atteindra 17,4 % du produit intérieur brut cette année, passera vraisemblablement à 18 % en 1980, du moins si l'on en croit les prévisions officielles. C'est un bond très important par rapport à l'année dernière où il n'était encore que de 16,5 %. Cette forte progression s'explique évidemment par les décisions prises par le gouvernement pour rééquilibrer les

par ALAIN VERNHOLES

comptes de la Sécurité sociale, mesures appliquées en janvier dernier (vieillesse), en août (maladie) et qui le seront de nouveau en janvier prochain pour la maladie encore (1).

La question a été posée de savoir s'il n'aurait pas été plus sage et plus efficace, pour remettre d'aplomb une institution ébranlée et critiquée pour ses difficultés financières, de freiner énergiquement la croissance de ses dépenses plutôt que de recourir à la solution de facilité qui consiste à augmenter indéfiniment les cotisations. C'est un problème important qui ne doit pas être tranché à la légère. Le gouvernement devrait d'y attaquer un jour sérieusement, tant il est vrai que les dépenses de notre système de sécurité sociale ne pourront pas longtemps continuer de croître plus vite que la richesse nationale si les Français n'acceptent pas simultanément de réduire d'autres parties de leurs dépenses :

● *Globalement, le produit des impôts que conserve l'Etat n'augmentera pas.* Ce qui n'empêche pas que le projet de budget pour l'année prochaine qui vient d'être rendu public prévoit une augmentation de quelque 16,5 % des impôts sur le revenu par rapport à 1979. Cela du fait notamment d'une correction insuffisante, par rapport à la hausse des prix, des tranches du barème : l'impôt touchera une partie des augmentations nominales de salaires perçues en 1979 et « mangées » par la hausse du coût de la vie qui dépassera 10 % (voir dans *le Monde* du 15 septembre l'article de Gilbert Mathieu). La pression fiscale sur le revenu s'alourdira dans la mesure où la progression de la richesse nationale — exprimée en termes de P.I.B. — ne devrait pas dépasser 11,8 % selon les prévisions.

Malgré cela, le poids des impôts d'Etat restera stable. Pour plusieurs raisons. La première est la baisse relative de la taxe prélevée sur les produits pétroliers (T.I.P.P.), taxe fixée en valeur par hectolitre. Lorsqu'elle n'est pas modifiée par les pouvoirs publics, celle-ci baisse automatiquement en pourcentage quand le prix du pétrole est relevé par les pays producteurs. C'est ce qui s'est passé en 1979 et peut se reproduire en 1980. Le tableau en bas de page montre que la part de la T.I.P.P. dans le prix de vente des produits pétroliers n'a cessé de diminuer cette année aussi bien pour l'essence (super et ordinaire) que pour le gas-oil et le fuel domestique. Il en ira probablement de même en 1980 dans l'hypothèse — plausible — où les pays de l'OPEP relèveraient de 10 % leurs prix afin de maintenir les « termes de l'échange », c'est-à-dire leur pouvoir d'achat. Le poids de la T.I.P.P. reviendrait alors à ses niveaux du début de 1978 : 43,4 % pour le super, 44,2 % pour l'essence, 39,1 % pour le gas-oil, 2,3 % pour le fuel domestique, soit nettement moins qu'actuellement.

Une autre raison de la stabilité de la pression fiscale d'Etat prévue pour 1980 est la faible progression attendue de l'impôt sur les sociétés : 4,9 % contre + 15,5 % en 1979 par rapport à 1978. Les résultats des entreprises devraient être, cette année, prévoit le gouvernement, moins favorables qu'en *1978*. La progression des impôts payés l'année prochaine sur les résultats de cette année serait donc sensiblement moindre qu'en 1979 par rapport à 1978.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes. Ce « coup de pouce » devrait entraîner une perte de recettes pour l'Etat de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) *aurait progressé* de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévus.

Enfin, la T.V.A., qui, depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement, pour des raisons mal expliquées, mais dans lesquelles la faible croissance économique doit jouer son rôle.

● *Le poids des impôts locaux augmentera, en revanche, l'année prochaine*, passant de 4,5 % du P.I.B. à 4,7 en 1980. La dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat (D.G.F.) et qui a succédé au versement représentatif de la taxe sur les salaires est en *forte augmentation. Elle* atteindra 38,2 milliards de francs, en progression de 16 % par rapport à 1979, soit nettement plus que la croissance du P.I.B. (11,8 %).

Les budgets locaux, de leur côté, s'ils augmentent moins vite depuis 1977 — début de sagesse après les « folles dépenses » des dix dernières années ? — *progressent tout de même plus rapidement* que la richesse nationale. Ils doivent être financés par des impôts locaux directs de plus en plus lourds : taxes foncières — bâtie et non bâtie, — taxe d'habitation, patente (« le Monde de l'économie » du 11 septembre), continuent donc de progresser allègrement.

Globalement, le jeu de ces évolutions contraires entraînera un alourdissement de la pression des prélèvements obligatoires (impôts plus cotisations sociales).

Le poids des prélèvements obligatoires n'a pas cessé de croître, pour atteindre 41,6 % (voir tableau ci-dessous). Comment en est-on arrivé là alors que M. Giscard d'Estaing, du temps où il officiait rue de Rivoli, avait estimé — était-ce une boutade ? — qu'au-delà de 40 % *« on entrait dans le socialisme »* ?

● *Le fait économique le plus notable de la dernière décennie est assurément la très forte progression des prélèvements de sécurité sociale*, qui, limités à 12,9 % du P.I.B. (produit intérieur brut) en 1970, atteindront 18 % en 1980. Cinq points de la richesse nationale, c'est quelque 120 milliards de francs actuels supplémentaires en dix ans. Le coût de nos « sécurités » contre la vieillesse, la maladie, les accidents, le chômage, n'est pas mince...

L'alourdissement des prélèvements sociaux ne s'explique pratiquement que par la montée des taux puisque, en 1970, les agriculteurs, les commerçants, les artisans... étaient déjà intégrés dans le « système », même si cette intégration posait et continue de poser des problèmes.

Au début des années 70, le pourcentage du prélèvement social rapporté à la masse salariale totale était de 3 % : 2 % à la charge des employeurs, 1 % à celle des salariés. Le taux des cotisations aux ASSEDIC (assurance-chômage) était de 0,4 %, dont les quatre cinquièmes à la charge des employeurs, le cinquième restant à la charge des salariés.

(Lire la suite page 26.)

(1) Voir notamment « le Monde » des 13 décembre 1978, 28 mars, 1er février, et 5, 6, 27 juillet 1979.

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES : le cap des 40 % est franchi

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Poids des cotisations sociales en % du P.I.B.	12,9	13,1	13,2	13,4	14	15,3	15,9	16,6	16,5	17,4	18
2. Pression fiscale totale en % du P.I.B.	22,7	21,9	22,1	22,3	22,3	22,1	23,6	23	22,9	23,4	23,6
Destinataires :											
— Etat	18,9	18	17,8	17,8	17,7	16,7	18	17,6	17,4	17,9	17,9
— Collectivités locales	3,6	3,6	3,8	3,9	4	4,2	4,3	4,4	4,4	4,5	4,7
— Divers (1)	0,2	0,3	0,5	0,6	0,6	1,2	1,3	1	1,1	1	1
TOTAL des prélèvements obligatoires	35,6	35	35,3	35,7	36,3	37,4	39,5	39,6	39,4	40,8	41,6

(1) Prélèvements opérés par l'Etat mais bénéficiant à la C.E.E. et aux administrations de sécurité sociale.

Les prélèvements fiscaux opérés par l'Etat mais redistribués à d'autres collectivités (communes, départements, Marché commun) sont comptabilisés à la ligne du bénéficiaire. Par exemple les 38,2 milliards que l'Etat versera l'année prochaine aux collectivités locales au titre de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) est prise en compte dans le calcul de la pression fiscale des collectivités locales.

PRODUITS PÉTROLIERS : le prélèvement d'Etat s'est — relativement — allégé

Part de la taxe intérieure dans le prix de vente des produits pétroliers

	1-6-1973	Janvier 1978	3-1-1979	5-5-1979	4-8-1979
Super	53,5	43,4	51,4	49,4	46,3
Essence	54,9	44,2	52,2	50	46,7
Gas-oil	47,4	34,1	43,3	40,3	37,3
Fuel domest.	6,3	2,3	15,2	13,4	11,6



Illusion collective et déficit accru des entreprises nationales

DANS son entretien télévisé de lundi dernier, le président de la République a fait allusion à la remise en ordre des tarifs publics, dont il a dit avec honnêteté qu'il aurait mieux valu qu'elle fût commencée beaucoup plus tôt et de façon plus régulière. Les chiffres montrent, en effet, qu'en dépit des nouvelles augmentations de prix intervenues cette année le déficit des entreprises nationales devrait s'aggraver encore en 1980. Voilà un domaine dans lequel il sera difficile, pour ne pas dire impossible, de compter uniquement sur les économies si l'on veut ne disons pas rétablir la situation mais l'empêcher de se dégrader. Telle est la conséquence de l'illusion collective dans laquelle les Français et leurs gouvernements successifs se sont complus pendant de longues années. Ils ont feint de croire qu'à contenir les prix à coup de subventions publiques on contenait aussi *l'inflation. La vérité est qu'en la comprimant on la rendait encore* plus dangereuse à terme. Une autre vérité est que, pour procéder à une remise en ordre, au sens précis de ce terme, il aurait fallu demander aux usagers des sacrifices très lourds que M. Raymond Barre, dont la politique est plus austère en paroles qu'en réalité, a renoncé à leur imposer.

C'est le premier ministre qui avait tiré la sonnette d'alarme. Il avait fait remarquer en 1977 qu'au cours des quatre années précédentes le total des subventions au secteur nationalisé, tous objets confondus, avait doublé, passant de 12,3 milliards en 1972 à 24,7 milliards en 1976. Comme ces chiffres sont, comme on dit, « parlants » (bien qu'ils exigent d'être interprétés), vous les chercheriez en vain dans les lois de finances, qu'on croirait rédigées par des spécialistes pour leur propre usage. Comment les choses ont-elles évolué depuis que le chef du gouvernement a, non sans raison, expliqué au public qu'il fallait les changer ? Incontestablement, le mouvement de dérive a été ralenti. En 1977, le montant des concours divers de l'Etat s'est élevé à 27,5 milliards. Voici les chiffres pour l'année dernière et pour celle qui est en cours : 30,3 milliards (1978) ; 30,6 milliards (1979) inscrits dans divers postes de la loi de finances, le « rajustement » prévu pour le collectif de fin d'année devant, espère-t-on, rester inférieur au milliard. Mais la progression devrait reprendre en 1980, puisque, sur la base du projet de budget, on atteindra la somme de 34,2 milliards, laquelle suppose une majoration moyenne des tarifs à peu près égale à celle qu'on attend de l'indice des prix à la consommation.

C'est dire que les hausses, pourtant sensibles et parfois fortes, qui ont eu lieu au cours des derniers mois, n'auront pas suffi, et de loin, à rétablir une situation saine. Pourtant, les tarifs de la S.N.C.F. ont été relevés de quelque 13 % ; ceux de l'E.D.F. de plus encore : 13,9 %, mais cette dernière entreprise, précisément, n'est pas déficitaire, sans doute parce que, l'engouement français pour le nucléaire aidant, elle a mieux su défendre ses intérêts auprès du pouvoir politique. Le gaz a été (en juin) augmenté de 7 %. De tous ces relèvements le plus abrupt a été celui de la R.A.T.P. : + 22 % ; et, surtout, celui du charbon domestique (sortie de la mine) : + 29 %, après la hausse de 38 % de 1978. Les deux entreprises, toutefois, restent dans le rouge (un ticket de métro couvre seulement le tiers du coût du transport).

Quel effort supplémentaire faudrait-il demander aux Français pour parvenir à l'assainissement ? En essayant de répondre à cette question, on mesure mieux le caractère très relatif de la « remise en *ordre* », ce *dont on ne saurait* s'étonner puisque le gouvernement n'a pas eu l'audace, même au lendemain des élections de mars 1978, d'éponger les déficits par des majorations qui, pour être efficaces, auraient dû être, pour toutes les entreprises, très supérieures à la hausse moyenne des prix. Cela dit, on conçoit que le « rattrapage » n'aurait pas dû porter sur la totalité du déficit.

Sur la base des chiffres de 1979, on peut répartir les sources de celui-ci en trois grosses masses. Les charges de retraites qui pèsent *sur la S.N.C.F. (6,1 milliards au bas mot) et les Charbonnages* (4,6 milliards) représentent ensemble un peu moins de 12 milliards, que l'Etat « compense » par une subvention d'égale valeur. Les déficits d'exploitation cumulés de la S.N.C.F. (9,4 milliards), des Charbonnages (3,6 milliards) et de la R.A.T.P. (1,6 milliard) avoisineront, ou dépasseront, après ajustement, les 14 milliards. Encore convient-il de distinguer entre la partie du déficit imputable à des obligations dites de service public (tarif privilégié des chemins de fer pour les familles, les militaires, etc.) et le déficit commercial proprement dit, lequel, pour *la S.N.C.F.*, sera de *l'ordre* de 2,5 milliards. La suppression de la part des subventions correspondant à ces déficits commerciaux aurait exigé une majoration supplémentaire de 13 % à 14 % des tarifs des chemins de fer (s'ajoutant aux 13 % déjà appliqués), de quelque 50 % des tarifs de la R.A.T.P....

Pour faire bonne mesure, ajoutons que le budget versera encore quelque 400 millions à Air France (essentiellement à cause de Concorde) et 200 millions à la S.N.C.M., qui assure la liaison maritime avec la Corse. Quant à la troisième grande masse des subventions, elle concerne les concours en capital : 2,5 milliards, dont E.D.F. est le principal bénéficiaire avec 1,9 milliard (une dotation de 900 millions et 1 milliard de prêts à long terme du F.D.E.S.).

Ce n'est pas hasard si ce rapide survol fait apparaître que le gros des déficits se concentre sur les transports en commun (S.N.C.F. et R.A.T.P.) et les Charbonnages de France. N'est-ce pas le résultat des options d'une politique menée de longue date en *faveur de la voiture et du pétrole.*

PAUL FABRA.

POINT DE VUE

Les grenouilles qui demandent un roi

LA dernière agitation récurrente pour chasser le premier ministre est provisoirement apaisée.

Une chose est sûre : ce ne sont pas les forces économiques qui viendront à bout de lui. Ni les entreprises, ni les chômeurs *en colère*, ni les *syndicats* et organisations professionnelles

par MICHEL CICUREL (*)

(ceux qui ne confondent pas la *défense légitime des intérêts* de leurs mandants et la politique politicienne), ni le marché des changes, ne paraissent se dresser contre le premier ministre. Ce sont les vociférations du monde politique et leur écho dans les médias qui finiront bien, au cours d'une de ces admirables curées dont nous venons *d'avoir une fois encore le* spectacle, par terrasser M. Raymond Barre. Et ce sera sur le thème de la politique économique et sociale.

Lorsque nous avions estimé que la politique structurelle du gouvernement — qu'il s'agisse de la fiscalité (1) ou de l'agriculture (2) — était insuffisante, nous l'avons dit ici. Cela nous donne droit de le dire aujourd'hui : les critiques généralement adressées par le monde politique à l'action gouvernementale ne pèsent pas très lourd.

Les amis de M. Chirac tiennent *pour évident l'échec économique* du gouvernement actuel.

Si l'on s'en tient aux seuls indices traditionnels de la vie économique et sociale, il serait plus exact de parler de demi-succès ou de demi-échec. Succès sur le front extérieur : monnaie et équilibre des paiements courants. Echec sur le front inté*rieur : prix et emploi.*

On comprend aisément ce qu'un tel bilan comporte d'ingrat pour une majorité politique dès lors que les équilibres extérieurs indiffèrent à la majeure partie de l'opinion, très sensible, au contraire, à l'inflation et au chômage.

Cependant, cette façon de tirer et d'interpréter les bilans recèle plusieurs erreurs sérieuses.

D'abord, même si cela peut sembler paradoxal, une politique ne se juge pas à ses résultats formels, mais à sa valeur ajoutée. Rien n'est plus trompeur que l'apparente évidence des indices. On peut leur faire dire ce qu'on veut : il serait facile à l'adversaire de M. Raymond Barre de montrer que la diminution du nombre des journées de grève n'est pas un signe de paix sociale, mais de crainte du chômage, et à son partisan d'interpréter l'augmentation du nombre des faillites comme un signe encourageant de redéploiement industriel. Mais surtout les indices ne rendent pas compte de la « valeur ajoutée » d'une politique par rapport à la « matière première » qu'elle est chargée de traiter.

M. Barre a hérité d'une situation particulièrement ingrate.

Il a supporté *en totalité* les conséquences les plus douloureuses du premier choc pétrolier, celles qui concernent le revenu des ménages : de 1974 à 1976, les rémunérations progressaient au rythme de 15 à 16 % par an, et le pouvoir d'achat de plus de 4 %, sensiblement plus vite par conséquent que la production en volume. C'est donc le revenu des entreprises qui était progressivement amputé du prélèvement pétrolier.

Il a dû assurer le douloureux redéploiement industriel rendu nécessaire dans certains secteurs par l'industrialisation rapide d'une trentaine de pays en voie de développement : la remise en état, sans doute précaire, de la sidérurgie, des chantiers de construction et de réparation navales, de l'industrie textile, n'était pas même amorcée en 1976.

Le cas de la sidérurgie, dorlotée pendant dix ans sur l'édredon de fonds publics considérables sans que l'effort d'adaptation nécessaire *ait été conduit, confine* au scandale.

C'est également l'actuel premier ministre qui a été *forcé* d'entamer une modération du processus, rapidement croissant, de socialisation des pertes que l'économie ne peut pas supporter au rythme de croissance actuel et que le gouvernement précédent avait ignoré, voire aggravé : régime inconsidéré et inéquitable d'indemnisation du chômage, subvention des entreprises publiques, soutien systématique des entreprises privées en difficulté, croissance rapide des dépenses de santé et de protection sociale.

C'est à la lumière de cet héritage difficile — trois ans de politique anesthésiante des difficultés économiques que l'aspirine ne parvenait plus à masquer — qu'il faut juger les indices économiques. Tout compte fait, ils ne sont pas si mauvais.

La croissance de la production de 1977 à 1979 est supérieure à celle de 1974 à 1976 (n'oublions pas que la production a reculé en *1975*). La hausse des prix est comparable

(Lire la suite page)

(*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

(1) *Le Monde*, « De Profundis pour l'impôt *sur le capital* », 30 janvier 1979.

(2) *Le Monde*, « Clochemerle n'est plus « la campagne », 13 février 1979.

Les grenouilles qui demandent un roi

(Suite de la page 23.)

L'indice du chômage s'est aggravé, certes, passant de 4 % à 6 % de la population active, mais les créations d'emploi ont été, chaque année, depuis 1974 équivalentes aux suppressions. Dans ces conditions, on peut soutenir que l'aggravation du chômage provient essentiellement de l'augmentation rapide de la population active et du taux d'activité féminin.

Il faut aussi interpréter la signification économique des indices si l'on veut qu'ils permettent de juger une politique.

Par exemple, il est vrai que le taux d'inflation n'a guère changé : il demeure aux alentours de 10 % par an. Mais ce taux n'a plus du tout la même signification qu'en 1976. D'abord, parce que l'inflation se généralise dans tous les pays industrialisés et en voie de développement, occidentaux et socialistes. Or, il est vital pour le niveau et l'emploi de *« ne pas faire plus de bêtises que les voisins »*.

Ensuite, parce que l'inflation de 1976 contenait les germes d'une inflation bien plus grave encore : elle reflétait un niveau de rémunération, nominale et réelle, excessif et un glissement du franc. Au contraire, l'inflation de 1979 traduit en partie une amélioration de la situation financière des entreprises industrielles (3), dont les prix ont été libérés et les charges, notamment salariales, contenues. Les conditions paraissent donc réunies pour que s'amorce le redéploiement industriel nécessaire à l'absorption du transfert pétrolier et à l'adaptation de notre production à la nouvelle demande, celle des pays exportateurs de pétrole et de matières premières, très différente de celle des pays utilisateurs qui étaient nos clients d'hier. Sans un tel redéploiement, il est vain de tenter une amélioration du rythme de croissance et du niveau de l'emploi. Celui-ci n'a que trop tardé à démarrer vraiment. Mais pouvait-il le faire avec des entreprises exsangues ?

Ceux qui parlent d'échec du premier ministre commettent encore une autre erreur. Ils mettent sur le même plan les équilibres internes et externes. Or l'équilibre extérieur constitue la clé de voûte de notre situation économique. On oublie trop facilement, en effet, que la conséquence essentielle du prélèvement pétrolier, celle qui détermine tout le reste, est un déséquilibre des échanges extérieurs. C'est donc le rééquilibrage de notre balance qui commande la situation de l'emploi et des prix. Il commande le niveau de vie et l'emploi, parce que la croissance la plus rapide possible est celle qui est durablement compatible avec l'équilibre extérieur. Tel est l'enseignement à tirer des exemples japonais et allemand. Il commande aussi les prix parce que la solidité de la monnaie sur le marché des changes est déterminante dans la lutte contre l'inflation importée. Le cercle vertueux sur lequel chemine l'équilibre de la balance commerciale, la tenue externe de la monnaie et le comportement des prix intérieurs peut devenir vicieux très vite si la rigueur de la gestion économique se relâche.

La séparation artificielle des différents aspects, internes et externes, d'une économie n'a pas de sens lorsque celle-ci est « ouverte » sur l'extérieur.

Les ménages et les entreprises

La critique adressée par le parti communiste français à M. Barre contient une part de vérité.

Il est vrai que sa politique repose sur un transfert de revenus des ménages — huit ménages sur dix sont des salariés — sur les entreprises. Vrai que la progression du pouvoir d'achat des salaires a été ralentie et que l'an prochain elle sera probablement nulle. Vrai que le problème, insoluble à terme, du déficit de l'assurance-maladie a trouvé une solution provisoire dans une ponction sur les assurés sociaux et non sur les entreprises (la vraie solution consisterait à réduire les prestations collectives devenues excessives).

Le plan de refroidissement de juin 1974 avait fait un choix inverse, en ponctionnant brutalement les entreprises sans entamer le revenu des particuliers. Les conséquences sur la croissance et sur l'emploi ont été telles en 1975 qu'il a fallu rendre, aussi brutalement, aux entreprises ce qu'on leur avait pris un an plus tôt.

Cependant, une analyse objective de la situation des entreprises à la fin de 1976 ne pouvait pas manquer d'inquiéter. Avant la crise pétrolière de 1973, la situation financière des entreprises françaises était déjà dégradée.

Toutes les études économétriques intéressant la période 1969-1973 ont montré un déplacement important du partage de la valeur ajoutée en faveur des salariés et au détriment des entreprises. Ainsi, l'action conduite par M. Barre en faveur des entreprises relève plus du rattrapage que de l'anticipation. Il faudrait qu'une telle action soit poursuivie longtemps encore pour que les entreprises retrouvent une situation comparable à celle de la fin des années 60, même en l'absence de tout prélèvement pétrolier. Ce prélèvement rend un tel espoir parfaitement vain.

Il est, enfin, inexact de présenter un tableau sombre de la situation des salariés depuis le début de la « crise ». Alfred Sauvy a fort bien montré (4) que, par rapport à 1973, année jugée bénie, la progression du niveau de vie a été très substantielle (de 18 à 19 %), et que la part des salariés dans le partage du gâteau est demeurée largement privilégiée. *« Les salariés ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 25 à 30 % (de 1973 à 1979) à durée de travail égale, et de 20 à 25 % pour une semaine de travail. »* Au contraire, l'avoir des actionnaires aurait été amputé de 25 % à prix constants, et celui des obligataires d'un tiers, même s'il a reçu des intérêts plus importants.

La modulation de l'impôt sur le revenu tend à niveler les rémunérations nettes. Les tentatives de revalorisation du travail manuel commencent à donner quelques résultats, notamment dans le secteur du bâtiment : l'inégalité entre la condition ouvrière et celle des employés en France est l'une des plus choquantes, sur le plan moral et économique, même si les partis de gauche trouvent plus politique de parler des « salariés » en général. Un effort, lent mais significatif, est fait pour concentrer l'assistance collective sur les familles défavorisées : la personnalisation des aides au logement, mise en œuvre à la suite de la publication, en 1975, du rapport Barre, ou la réforme de l'indemnisation du chômage conduite par les partenaires sociaux à l'instigation du gouvernement vont dans le bon sens à cet égard.

Ainsi, l'analyse économique du parti, d'une cohérence parfaite, pèche par manque de réalisme lorsqu'elle oppose de façon manichéenne l'intérêt des entreprises et celui des salariés : leurs intérêts, en moyenne période, sont sous le régime de la communauté. La divergence d'intérêts apparaît, au contraire, beaucoup plus fréquente entre salariés selon qu'ils sont employés ou manuels, cadres ou personnels d'exécution.

Quant au parti socialiste, il reproche essentiellement au gouvernement actuel de ne pas proposer de « grand dessein » aux Français.

Première observation : il est typique du socialisme à la française de vouloir confier au premier ministre et à quelques hauts fonctionnaires « éclairés » le soin de donner une âme à un peuple. Typique aussi d'un marxisme mal digéré de confondre les « infrastructures » économiques et les « superstructures » politiques et culturelles. Comme si une politique économique pouvait tenir lieu de culture, de religion, d'idéal.

Seconde observation : le dénigrement perpétuel de la situation de la France, l'utilisation constante de la méthode Coué au malheur et de l'échec, et leur amplification complaisante par les médias ne finissent-elles pas par altérer le moral de nos concitoyens ? « *Un chercheur avait eu naguère la curiosité de joindre bout à bout les jugements formulés, au cours du temps, sur l'évolution du niveau de vie. Une fois la chaîne reconstituée, nous nous trouvions plus pauvres qu'au Moyen Age* », disait encore A. Sauvy.

Troisième observation : quel « grand dessein » économique et social nous propose le projet socialiste ? Essentiellement deux choses. Le repli sur soi : il faut fabriquer français et consommer français. Il faut développer les consommations collectives : équipements culturels et sociaux, services collectifs divers. Un tel programme est aussi une économie de l'impôt et du fonctionnaire, en somme. Il est vrai que l'engouement des Français pour la maison individuelle ou l'automobile résulte en partie des excès de la publicité, bien modestes cependant en France par rapport à ceux des autres « sociétés de consommation », même conduites par des gouvernements socialistes. Que dire des abus de la « fonction de préférence étatique », à l'origine des choix qui commandent les dépenses collectives ? Faire le bonheur des Français malgré eux est certainement une triste nécessité des temps de crise. En faire un modèle de société paraît un curieux, et sombre, dessein.

Mais le modèle socialiste souffre d'un défaut plus grave : il ne s'avoue pas tel qu'il est. Le « choix » d'une croissance ralentie, plus écologique, est possible, mais à condition que toutes ses conséquences sur le niveau de vie matériel en soient acceptées. Il ne peut d'ailleurs être mis en œuvre que très progressivement en raison de deux héritages de la période de forte croissance : le surendettement, qui exige une croissance suffisamment rapide du niveau de vie si l'on veut éviter les faillites de personnes physiques et morales ; la surconsommation énergétique qui appelle un développement des exportations et par conséquent de l'industrie (elle assure les trois quarts de nos exportations). Mais, à terme, ce choix peut être fait.

Malheureusement, les « modèles » successifs des socialistes ne présentent jamais les choix sincèrement. Ils affichent toujours une croissance plus forte, un travail réduit, un accroissement simultané des consommations collectives et privatives, comme si le parti rendait un hommage de la « vertu » socialiste aux « vices » de la société de consommation qu'il dénonce.

C'est dommage pour sa crédibilité et pour la qualité du débat économique et social dans notre pays. M. Olaf Palme, l'ancien premier ministre suédois, n'hésite pas, quant à lui, à dire que plus de solidarité exige plus d'impôts.

A en croire les sondages, la popularité du premier ministre est plus que médiocre. Il est vrai que les sondages enregistrent souvent l'influence des milieux politique et de la presse qui lui sont généralement hostiles. Ces mêmes sondages donnaient la gauche gagnante aux dernières élections législatives, et nous les avons crus. Mais n'ergotons pas.

Gageons que M. Barre jouira, avec un peu d'amertume, de cette popularité tardive qui bénéficie aux hommes qui ont eu raison, qu'on a mal compris, et qu'on regrette trop tard d'avoir éloignés trop tôt. Et regrettons, une fois de plus, que les grenouilles françaises, et surtout ceux qui prétendent parler en leur nom, demandent inlassablement un roi au lieu de juger avec clairvoyance celui que la présidence leur a donné.

MICHEL CICUREL.

(3) Le maintien du blocage des prix des services et des marges commerciales est un élément positif de la politique actuelle.

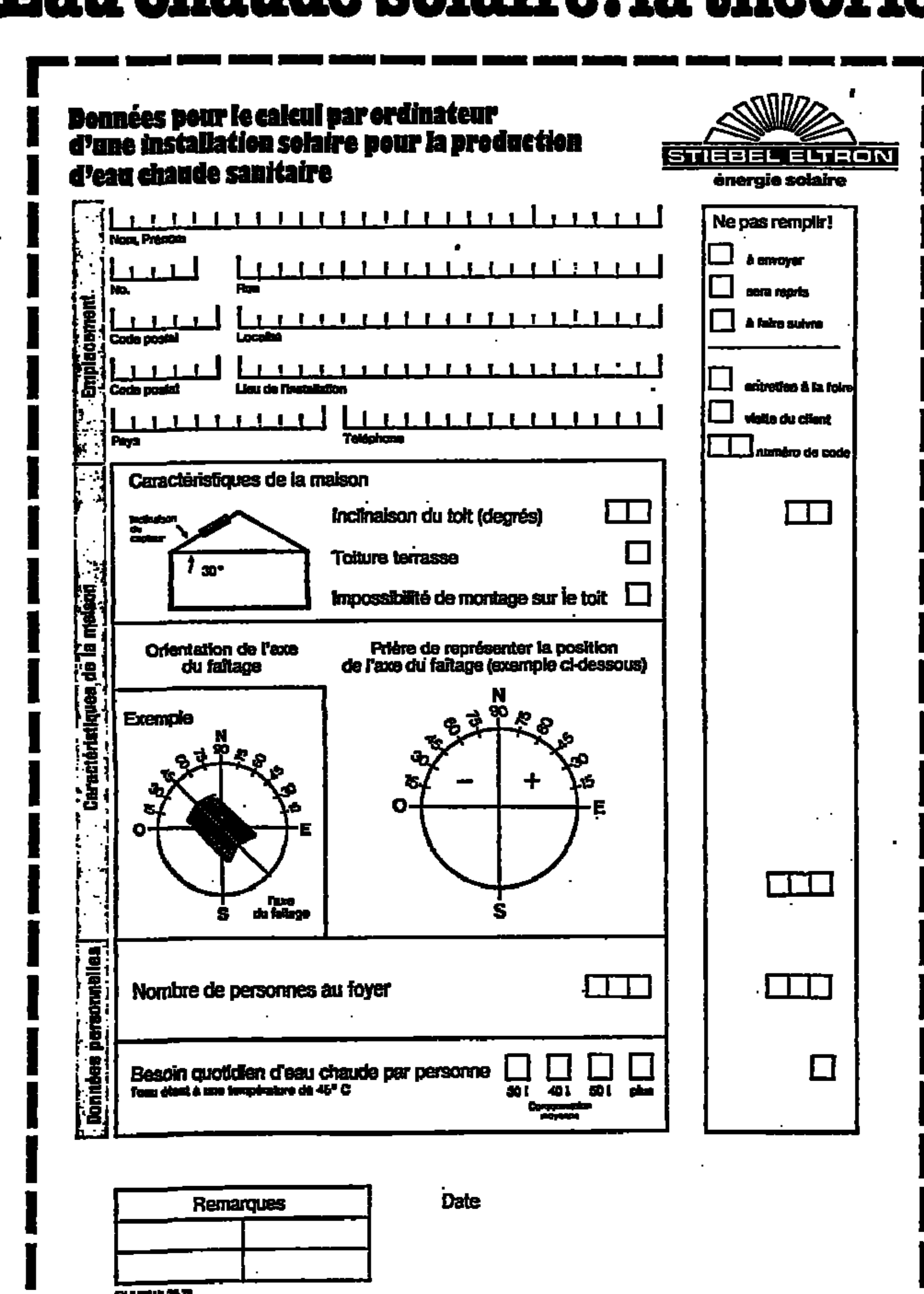
(4) « Qui gagne à la « crise » ? » l'Expansion, juillet 1979.



Travailler et bien vivre dans les Ardennes. Comment se renseigner ?

(24) 57.12.12

Eau chaude solaire : la théorie.



Eau chaude solaire : la pratique.

L'énergie solaire est entrée dans notre vie. Chaque jour, dans toutes les régions de France, Stiebel Elton en fait la preuve. Chaque jour, des milliers de français chauffent l'eau de leur maison, ou celle de leur piscine, grâce au système solaire complet Stiebel Eltron.

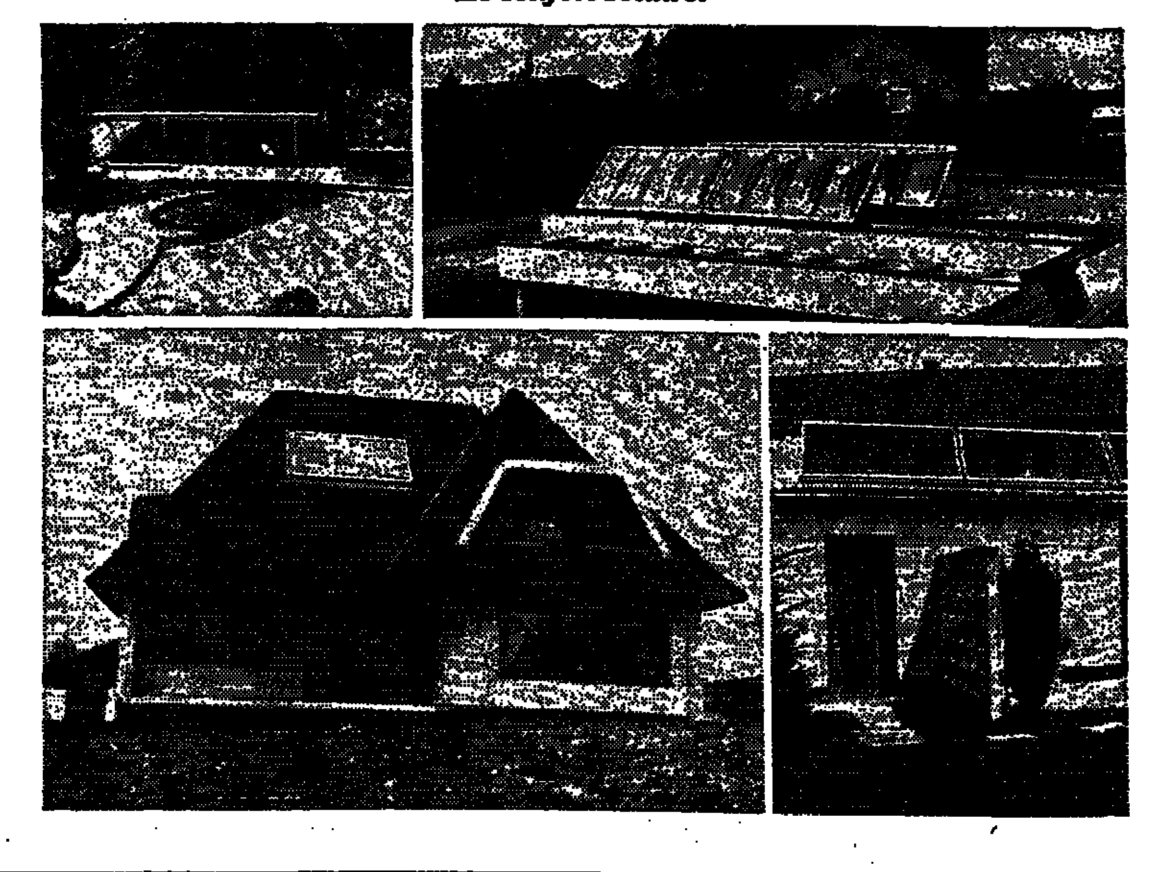
Vous êtes propriétaire d'une maison individuelle, ou vous envisagez d'en faire construire une ? Interrogez l'ordinateur Stiebel Eltron. Gratuitement, il définira vos besoins en énergie solaire, et vous proposera une installation adaptée à ces besoins.

Il vous suffit pour cela de remplir la feuille de diagnostic ci-contre, et de l'envoyer à : Stiebel Eltron. 22, avenue de l'Escouvrier. Parc Industriel. 95200 Sarcelles.

Faites-le dès aujourd'hui. Et découvrez vous aussi un nouveau confort, plus économique, plus naturel, plus sûr : le confort solaire. Avec la garantie de Stiebel Eltron, le spécialiste européen de l'application au confort domestique des énergies nouvelles.



Le confort solaire.



lent un roi

nde solaire : la pratiq



Les nouveaux aspects de la profession bancaire et le rapport Mayoux

Contrepoint humain à la télématique

par PHILIPPE AYMARD (*)

De 1945 à 1966, le *métier de banquier* était relativement simple. Il s'agissait, pour les banques de dépôts, de collecter l'épargne *disponible* des particuliers et la trésorerie excédentaire des entreprises afin de consentir des crédits à court terme aux individus, aux sociétés et à l'État, qui avaient des besoins de financement. Plus on avait de comptes créditeurs plus on avait de possibilités de prêter (sous réserve des restrictions de crédit progressivement instituées depuis 1948) et plus on faisait des profits, car les débiteurs insolvables étaient rares en cette période d'expansion inflationniste.

Les banques d'affaires, elles, ne pouvaient recevoir de dépôts à vue, mais elles avaient des fonds propres importants et trouvaient sur le marché des capitaux des concours complémentaires nécessaires ; elles travaillaient surtout avec les groupes industriels dans lesquels elles avaient pris des participations financières.

Les réformes de M. Debré en 1966 ont apporté un premier bouleversement à cet état de choses : en supprimant peu à peu toutes les différences légales et réglementaires entre banques de dépôt et banques d'affaires et en ouvrant plus largement la concurrence entre tous les établissements bancaires, le ministre des finances de l'époque allait provoquer une recherche intensive et extensive de nouveaux dépôts, susciter l'ouverture de nombreux guichets urbains et ruraux, étendre à toute la profession une gamme de crédits jusque-là dispensés par quelques établissements spécialisés dans l'immobilier ou la vente à tempérament.

Simultanément les conclusions du « comité Lorain » faisaient admettre, pour la première fois, la doctrine dite de la « transformation », c'est-à-dire la possibilité pour les banques d'engager, dans des crédits à moyen terme ou même à long terme, une fraction « raisonnables » de leurs dépôts à vue.

Il en est résulté dans les années 70 une expansion considérable nationale et internationale de l'activité des différents établissements devenus des « banques à tout faire » : doublement des effectifs, informatisation accélérée des traitements comptables, réseaux spécifiques de télétransmission, apparition de la publicité et du marketing (*« Votre argent m'intéresse »*) ont peu à peu transformé le métier de banquier en une *industrie bancaire* où la direction des relations humaines, la direction commerciale, la direction de l'informatique prenaient dans des établissements ou des groupes comptant des dizaines de milliers de salariés une importance croissante face à la traditionnelle direction des engagements, responsable de la collecte et de la redistribution des ressources.

Il semble bien que nous soyons en train de franchir une nouvelle étape dans l'évolution de la profession

Participer à la gestion des entreprises

Lors d'une conférence très remarquée prononcée en mars dernier, M. Pierre Brossolette, président du Crédit lyonnais, a évoqué « *la banque française à l'horizon 80* ». En ce qui concerne plus spécialement les relations entre banques et clients, il a noté que les grandes entreprises auront dans les années à venir des besoins d'investissement de plus en plus grands que le marché financier ne suffira pas à satisfaire ; comme leur marge d'autofinancement risque d'être assez réduite dans une conjoncture très concurrentielle, les banques seront contraintes non seulement d'augmenter leurs crédits, mais également d'intervenir pour accroître les fonds propres de ces entreprises et de devenir des commanditaires par le biais de prêts participatifs (analogues aux *subordinate debentures* des Anglo-Saxons). Elles devront, ce qui est entièrement nouveau, s'insérer dans la vie même des entreprises et participer à leur gestion, à l'imitation de ce qui se fait en Allemagne et au Japon.

Bien sûr, des transitions devront être ménagées : il n'est pas possible de renoncer du jour au lendemain à une « neutralité » qui a permis, au demeurant, à la profession bancaire en France de traverser, mieux que d'autres, depuis un siècle un certain nombre de crises économiques ou monétaires. Il y a cependant une tendance dès maintenant perceptible à faire un pas dans une direction nouvelle, qui vaut d'être notée.

Le rapport Mayoux n'avait pas encore été rendu public à l'époque, mais ses suggestions viennent renforcer les idées émises par M. Brossolette : responsabilité accrue du banquier vis-à-vis de son client avec un rôle prédominant du chef de file (plus de 50 % du volume des crédits), unification de tous les concours disparates à court, moyen et long terme en un crédit global d'exploitation permettant de suivre la marche de l'entreprise et de lui prodiguer à l'occasion des conseils de gestion.

Mais si les très grandes banques peuvent assumer de pareils risques, il n'en va pas de même des moyennes et des petites, qui vont avoir à réviser leur stratégie et à adapter structures et mécanismes.

Certaines, notamment les banques régionales de bonne importance, pourront jouer dans des entreprises locales ce rôle de commanditaire et participer plus activement que par le passé au financement et au développement des activités industrielles, agricoles ou même tertiaires, de leur zone d'exploitation. Ce sera pour elles le seul moyen de conserver une clientèle qui risquerait, à défaut, d'être attirée par les trois grandes banques nationales ; le rapport Mayoux précisément suggère la décentralisation régionale de ces trois établissements et éventuellement le « circuit court » ressources-emplois. Mais toutes les banques ne pourront pas ou ne voudront pas se lancer dans des prises de participation en capital. Elles ne sont cependant pas condamnées à disparaître et pourront trouver même l'occasion d'une nouvelle expansion si elles savent répondre aux aspirations d'un nombre croissant de clients :

— En facilitant les tâches quotidiennes des particuliers et des entreprises par une présence permanente près du lieu de travail : guichets automatiques de banques (G.A.B.) ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept et permettant de déposer argent et chèques, de retirer des fonds, d'interroger sur le solde, etc., terminaux points de vente (T.P.V.) installés dans les grands magasins, supermarchés, et fonctionnant « on line » avec l'ordinateur central pour débiter le client et créditer le magasin ;

— En multipliant les services et en augmentant la qualification de tous ceux qui, à un titre quelconque, sont en contact avec la clientèle, chaque fois qu'une question patrimoniale (pour les particuliers) ou financière (pour les entreprises) devra être résolue. Bien entendu, une tarification appropriée des services ainsi rendus devra être mise en place après une information claire et complète de la clientèle, afin de ne pas renouveler les erreurs commises dans le passé.

Au carrefour des compétences du distributeur de crédit certes, mais aussi de l'assureur, du notaire, du gestionnaire, du fiscaliste ; avec des connaissances précises sur les cours de bourse ou de devises bien entendu, mais aussi sur la promotion immobilière, le prix des pierres précieuses, les risques de change, les systèmes de retraite, les primes et subventions de l'État, la loi sur les sociétés anonymes, voire le code pénal, le banquier de demain, du guichetier au président, devra, en tant que généraliste, être prêt à donner un conseil et à orienter son interlocuteur vers le *spécialiste qualifié, que ce soit* à l'intérieur de sa propre organisation, si elle est de dimension suffisante, ou vers un cabinet d'audit, d'avocat...

Commanditaires ou prestataires de services, les « nouveaux banquiers » n'abandonneront pas pour autant la collecte des dépôts et l'octroi des crédits, mais ils élargiront la palette de leur interventions et consacreront une part croissante de leur activité à des fonctions plus affinées.

On a pu craindre à un certain moment que le développement sans frein de l'informatique ou l'automatisation des opérations fasse peu à peu disparaître l'aspect humain dans la banque et que l'on en vienne à oublier la formule d'Henri Germain, fondateur du Crédit lyonnais en 1863 : *« La banque, ce sont surtout des hommes. »*

Mais — retour pendulaire ou réaction biologique — voici qu'apparaît l'occasion d'une réhabilitation du contact entre le banquier et son client au plus haut niveau puisqu'il s'agit de s'associer à un entrepreneur, de conseiller un investisseur ou d'éclairer un chef de famille.

De nouvelles qualifications seront requises, de nouveaux emplois pourront être créés, et les mutations en cours, après une période de transition qu'il faudra s'efforcer de rendre aussi courte que possible, doivent au contraire apparaître, pour les équipes présentes et à venir, comme un contrepoint humain à l'avènement de *la télématique*.

(*) Directeur général adjoint du Crédit industriel et commercial.

(Publicité)

B.S.N. GERVAIS-DANONE
ACHETER OU VENDRE ?

Antoine Riboud négociait depuis neuf mois avec Pilkington. Les lecteurs de la lettre A ont été avertis de cette transaction-record dès le 14 avril. L'action BSN valait alors 553 F... *La suite* (avec Saint-Gobain) cette semaine, dans *les* « notes affaires » de la lettre A. La lettre A, chaque semaine, « avant les autres », cinquante informations exclusives, économiques, politiques et financières.
Abonnement d'essai (4 numéros) : 135,20 F (T.T.C.)
LA LETTRE A, 18, r. Jean-Goujon 75008 PARIS - Tél. : 225-43-51.

L'avenir du « crédit global d'exploitation »

par PIERRE CONSO (*)

La proposition de mise en œuvre par le « rapport Mayoux » d'un nouveau type de crédit à court terme, dit « crédit global d'exploitation » repose de manière plus ou moins explicite sur la disparition des deux piliers fondamentaux actuels de l'édifice de financement des entreprises industrielles et commerciales. Il s'agit du crédit interentreprises et de l'escompte commercial. On sait comment le problème de l'escompte a été abordé jusqu'ici sans grand succès, notamment par la création d'un crédit global, le « crédit de mobilisation des créances commerciales » (C.M.C.C.), dont l'usage demeure modeste. Quant au crédit interentreprises, il a fait récemment l'objet des premières études approfondies menées en France sur ce sujet mais sans que des mesures précises n'aient été jusqu'ici envisagées.

Certes, on peut concevoir que le crédit global d'exploitation coexiste avec du crédit interentreprises et la procédure de l'escompte commercial, mais il perdrait sûrement une grande partie de sa signification. Le crédit global d'exploitation est en effet proposé comme un crédit *unique accordé à l'entreprise* sous forme d'un compte d'avance avec un plafond dont la révision serait annuelle. Il viendrait se substituer aux diverses formes de crédit à court terme actuellement utilisées (crédit de trésorerie, découvert, escompte). C'est *pourquoi il convient d'analyser* cette proposition dans l'hypothèse de la disparition progressive du crédit interentreprises et de l'escompte.

Dans cette hypothèse, les aspects financiers du cycle d'exploitation de l'entreprise industrielle et commerciale sont régulièrement simplifiés puisque la plupart des créances et des dettes à court terme disparaissent. Mais les décalages entre les opérations de transfert de marchandises et de livraison et le paiement effectif sont inévitables. Leur importance dépend de la nature des transactions, des délais de transport et de la qualité de la gestion des entreprises, notamment dans le domaine de la facturation.

Retour des fonds de roulement

Les postes « clients » et « fournisseurs » ne disparaîtraient pas complètement du bilan, à l'inverse des postes « effets à recevoir » et « effets à payer » d'origine commerciale. Dans la mesure où la créance sur la clientèle a pour base le prix de vente, c'est-à-dire un prix couvrant en principe toutes les charges engagées plus une marge, alors la dette à l'égard des fournisseurs *ne porte que sur une partie* des approvisionnements l'écart créances/dettes fait généralement apparaître un besoin de financement. Le secteur de la distribution sera toujours dans une situation particulière puisque l'encaissement du produit des ventes se fait au comptant, c'est-à-dire pratiquement sans décalage. Le crédit à la consommation est maintenant toujours assuré par des établissements financiers spécialisés.

Parmi les autres postes de l'actif circulant, on trouve diverses rubriques susceptibles de créer un besoin de financement accessoire, tel que « personnel », « administration fiscale », « sociétés apparentées et l'encaisse au sens le plus large (moyens de paiement et valeurs de placement à très court terme). En contrepartie, le poste des dettes à court terme comporte également des rubriques diverses de même nature.

En outre, les postes du bas du bilan sont affectés par des mouvements qui relèvent de la réalisation *des opérations à long* terme : remboursement des prêts et des emprunts, paiement différé des acquisitions d'immobilisations. Enfin, et ce phénomène est important, tous les postes de l'actif circulant ou des dettes à court terme sont affectés par des *fluctuations saisonnières plus ou* moins prononcées. Aussi, le montant du déficit de financement chronique du cycle d'exploitation est variable en cours d'année, notamment en fonction du rythme des approvisionnements et des ventes. Là encore, la *situation de la distribution est* un peu particulière car le déficit peut se transformer durant certaines périodes en excédent net.

Il est évidemment difficile, tant les cycles d'exploitation sont divers suivant la nature de l'activité de l'entreprise, de tirer des *règles générales, mais les* composantes du besoin de financement du cycle d'exploitation peuvent être résumées de la manière suivante (voir tableau ci-dessus) :

On peut admettre, comme le prévoit d'ailleurs le rapport Mayoux, que le crédit « Exportations » continue à faire l'objet de procédures spéciales. Cette brève analyse montre que, dans la plupart des cas, le financement des stocks et des encours de production va constituer l'essentiel du besoin de financement *du cycle d'exploitation*. Quelle est la place que doit alors occuper le crédit global d'exploitation dans le financement de ce besoin ? Cette question ne revient-elle pas à poser le problème du rôle du fonds de roulement dans le financement du cycle d'exploitation ?

Si le crédit global d'exploitation est unique, le besoin de financement du cycle d'exploitation reste hétérogène. Il a pour partie un caractère permanent et pour partie un caractère saisonnier. Il est à la fois fondé sur la détention de stocks physiques, sur l'existence d'un solde débiteur né des décalages dans les relations avec les tiers, c'est-à-dire des biens financiers et sur la détention d'une encaisse de transaction. La négociation du crédit global d'exploitation intervient naturellement avant sa mise en œuvre. Son montant repose donc sur la prévision de l'évolution du besoin de financement. A l'incertitude de la variation saisonnière vient donc s'ajouter l'incertitude qui s'attache à toute prévision dans un domaine très influencé par les fluctuations conjoncturelles.

On est ainsi conduit à constater que le besoin de financement peut s'analyser comme un besoin permanent, une variation saisonnière, une marge d'incertitude.

La caractéristique de la variation saisonnière est de n'exiger qu'un financement partiel en cours d'année. Ce financement relève incontestablement d'un crédit à court terme. La marge d'incertitude relève également du crédit à court terme qui joue alors le rôle de variable d'ajustement de l'équilibre financier. Par contre, le besoin permanent relève plutôt du crédit de fonds de roulement. Ce dernier reprend toute sa signification en absence de crédit interentreprise et d'escompte commercial, alors que la diversité actuelle des crédits à court terme et leur place de plus en plus grande dans le financement conduisent plutôt à en diminuer le rôle. Ce crédit devrait normalement prendre la forme d'un crédit à moyen terme. Ainsi, seule une fraction limitée du crédit global d'exploitation devrait participer à la couverture du besoin de financement permanent. Le renouvellement annuel de ce crédit global d'exploitation, à l'inverse du crédit à moyen terme, doit permettre au banquier d'ajuster périodiquement sa politique à l'égard de l'entreprise et de la contraindre éventuellement à améliorer les *conditions de l'équilibre financier* à long terme, selon l'évolution de sa situation financière globale.

PERMANENT	STOCKS	
	TRAVAUX EN COURS	VARIATION SAISONNIÈRE
PERMANENT	SOLDE DÉBITEUR CLIENTS/FOURNISSEURS	VARIATION SAISONNIÈRE
PERMANENT	BESOINS ACCESSOIRES DIVERS	VARIATION SAISONNIÈRE
PERMANENT	ENCAISSE	

Cette analyse schématique montre que la transformation du système de financement du cycle d'exploitation serait, en définitive, profonde. L'entreprise aura le sentiment de perdre l'assurance de crédits spécialisés quasi automatiques et le banquier de perdre ses garanties. Mais les difficultés rencontrées par l'un et l'autre au cours de ces dernières années montrent bien que seule une analyse rationnelle des problèmes de financement à résoudre est une garantie de maintien des intérêts de chacun.

L'existence même limitée dans leur usage du crédit interentreprises et de l'escompte rend sûrement difficile la transformation de l'actuel système de financement du besoin du cycle d'exploitation. Elle ne ferait pourtant que nous rapprocher de la tradition financière contemporaine des pays anglo-saxons. Il est peut-être temps de consentir à abandonner la tradition médiévale de la lettre de change.

(*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

Le tableau de bord de l'économie française

	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION en un mois	EVOLUTION en douze mois
PRIX	Juillet 1979	Indice 222,1	+ 1,3 %	+ 10,3 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE	Juin 1979	Indice 132	+ 1,5 %	+ 4,8 %
COMMERCE EXTERIEUR :				
— Importations	Août 1979	31 316 millions de F (39 496)	— 15,2 % (+ 4,3 %)	+ 34,2 % (+ 32,8 %)
— Exportations	Août 1979	27 312 (36 329)	— 27,4 % (— 1,6 %)	+ 28,6 % (+ 26,5 %)
— Taux de couverture	Août 1979		87,2 % (92 %)	99,1 %
EMPLOI : FRANCE				
— Demandes d'emploi :				
Données observées	Août 1979	1 382 600	+ 3,7 %	+ 12,6 %
Données corrigées	Août 1979	1 405 900	+ 0,2 %	+ 12,4 %
— Chômeurs secourus :				
Données observées	Juillet 1979	984 700	— 1,45 %	+ 15,08 %
— Offres d'emploi :				
Données observées	Août 1979	85 700	+ 4 %	+ 7,9 %
Données corrigées	Août 1979	88 700	+ 1,5 %	+ 7,9 %
— Licenciements économiques	Août 1979	23 200	— 25 %	+ 28,8 %
— Effectifs en chômage partiel	Juillet 1979	77 200	— 33 %	— 38,5 %
C.E.E.				
— Demandes d'emploi	Août 1979	5 966 200	+ 1,4 %	+ 0,03 %
DUREE DU TRAVAIL :				
— Hebdomadaire ouvriers	Juillet 1979	41,3	+ 0,2 %	— 0,7 %
— Hebdomadaire employés	Juillet 1979	40,6	=	— 0,2 %
EFFECTIFS OCCUPES :				
— Indice 100 en décembre 1978	Juin 1979	100,2	+ 0,6 %	— 0,7 %
SALAIRES :				
— SMIC	Septembre 1979	12,42 F	+ 2,2 %	+ 12,19 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Juillet 1979	134	+ 3,3 %	+ 12,3 %
— Gain mensuel ouvrier avant impôt	Octobre 1978	3 120 F	+ 5,1 %	+ 11 %
— Gain mensuel cadres avant impôt	Octobre 1978	8 410 F	+ 5,1 %	+ 11,8 %
MASSE MONETAIRE :				
— Données brutes	Mai 1979	1 154,4 milliards de F	+ 0,6 %	Glissement depuis le 1-5-78
Données corrigées			+ 1,7 %	+ 14,5 %
TAUX D'INTERET (taux moyen)	Septembre (du 3 au 10 de ce mois)	10,7768	Taux d'août 1979 10,4415	Taux d'août 1978 7,25 %

ERRATUM

La fin du premier paragraphe du bulletin paru dans « le Monde de l'économie » du 18 septembre 1979 (« Le chômage est-il nécessaire ? ») a été rendu incompréhensible à cause d'une ligne sautée. Il fallait lire : « Cette différence notable d'approche tient-elle à d'autres traditions ou bien au fait que la liberté d'esprit souffle plus facilement dans une organisation internationale installée à Genève que dans une organisation dont le siège est à Washington ? Sans doute à ces *deux raisons à la fois...* ». Le reste sans changement.

Anglais exigé ?
Dites oui nous nous chargeons du reste.
Notre cours "intensif" débute lundi 1er octobre
Téléphonez à nos hôtesses : 325.41.37
ILC International Language Centre
20, passage Dauphine 75006 Paris

Le poids des cotisations sociales va dépasser celui des impôts d'État

(Suite de la page 23.)

Jusqu'en 1975 l'inflation et la forte progression des salaires ont permis à la Sécurité sociale d'équilibrer ses comptes sans difficulté. Le tournant sera pris en 1975, première année de crise économique survenant après un long temps de prospérité. Le taux de croissance du P.I.B. est quasi nul cette année-là (+ 0,3 % par rapport à 1974), la progression des salaires revenant, quant à elle, de 20,3 % à 14,8 %. Parallèlement, le chômage augmente beaucoup : le taux de cotisation aux ASSEDIC passé à 0,4 % en 1974 est porté brusquement à 2,2 %.

Du coup, la pression des cotisations sociales passe de 14 % du produit intérieur brut à 15,3 %. Encore tire-t-on sur l'excédent des années précédentes (6,4 milliards en 1973, 3,5 milliards en 1974) pour limiter autant que faire se peut le relèvement important des cotisations qu'aurait dû normalement entraîner la formidable explosion des prestations versées (+ 28,3 % par rapport à 1974), explosion due à l'entrée en vigueur de mesures familiales nouvelles, de mécanismes d'indexation sur les salaires et les prix, d'une croissance très rapide du prix des soins dans les hôpitaux.

La note à payer est lourde en 1976. Les taux de cotisation sont relevés deux fois dans la même année : le 1er janvier puis le 10 octobre. Les cotisations vont progresser (+ 19,7 %) plus vite que la masse salariale. Leur taux rapporté au salaire total passera de 3 à 4 %. Les assurés en supporteront la plus grosse part puisque leurs cotisations progresseront de 24 % contre 19,2 % pour les employeurs, ce qui n'empêchera pas le partage de la valeur ajoutée entre profits et salaires de se faire en défaveur des firmes. Le nouvel alourdissement s'explique encore une fois par la forte progression des prestations sociales (+ 18,2 %), des prestations de chômage (+ 33 % en raison notamment des indemnités de formation) et de celles versées aux personnes âgées (+ 21 %).

L'équilibre de la Sécurité sociale se maintient cahin-caha par la suite. L'année 1977 bénéficiera des relèvements de taux décidés et appliqués en 1976, année où le poids des cotisations atteint 16,6 % du P.I.B. contre 15,9 % en 1975. En 1978 on se contentera d'un relèvement du taux de cotisation aux ASSEDIC, qui passera de 2,2 % à 2,4 % le 1er janvier et à 3 % le 1er mai.

Mais ces efforts ne suffiront pas à cacher ce qui apparaît comme le fait majeur des années qui viennent : la différence de croissance existant entre la progression de la masse salariale et celle des prestations versées. Ainsi se détériore inexorablement la situation de la Sécurité sociale qui, pour la première fois depuis 1966, laisse apparaître en 1978 un besoin de financement — encore léger mais symbolique, — d'un déficit structurel.

Une fiscalité d'Etat relativement légère

● *Le poids des impôts d'Etat dans la richesse nationale a baissé depuis dix ans.* C'est un autre enseignement important de la décennie qui s'achève.

Cette baisse qui s'est produite au tout début des années 70 s'explique notamment par la politique fiscale menée par M. Giscard d'Estaing, alors ministre des finances et de l'économie, qui voulait harmoniser les conditions d'imposition des salariés et des non-salariés, c'est-à-dire en fait donner aux seconds les avantages dont bénéficiaient seuls les premiers. Le but visé — mais non atteint — était la disparition de la fraude fiscale comme comportement normal d'une grande partie des contribuables non salariés.

Ainsi l'impôt sur le revenu a-t-il été sensiblement allégé en 1971. La réduction d'impôt de 5 % réservée jusqu'alors aux salariés fut partiellement accordée aux non-salariés par intégration dans le barème général (elle leur fut totalement accordée en 1973). De même la suppression complète et définitive de la taxe complémentaire — survivance des impôts cédulaires d'antan que payaient encore certains commerçants et artisans — fut-elle décidée à la même époque.

Autre fait marquant du début des années 70 : l'impôt sur les sociétés progresse peu en 1971 (plus 5,2 %) après les bonds exceptionnellement forts de 1969 (plus 29 %) et de 1970 (plus 35 %) provoqués par l'euphorie des années qui suivirent la grande peur de mai 68. Du coup la pression fiscale d'Etat s'allège, revenant de 18,9 % du produit intérieur brut en 1970 à 18 % en 1971. Ce mouvement se poursuivra, quoique de façon ralentie, en 1972.

La pression fiscale d'Etat devait demeurer stable en 1973 malgré une forte croissance économique (plus 5,8 %) et une progression non moins forte de l'impôt sur le revenu (plus de 20 %) qui s'expliquaient par la rapide progression des rémunérations. Accumulant d'abondantes rentrées fiscales, le gouvernement décidait, en effet, de réduire les taux de la T.V.A. : de 23 à 20 % pour le taux « normal », de 7,5 % à 7 % pour le taux « réduit ». L'Etat perdait 7 milliards de francs dans l'affaire, mais ne s'en souciait guère. Les majorations exceptionnelles votées en 1968 devaient, elles aussi, être complètement supprimées. Heureuse époque...

En 1975, changement de décor : la brusque escalade des prix pétroliers de la fin 1973 crée — dix-huit mois après — marasme et difficultés financières. Le chômage augmente rapidement. C'est un peu la panique dans les milieux gouvernementaux, où l'on décide de relancer massivement l'économie. La baisse d'un point de la pression fiscale d'Etat est le résultat des reports d'impôt sur les bénéfices des sociétés mais aussi sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) décidés dans le cadre du plan Chirac de septembre 1975. De même l'aide fiscale à l'investissement de 10 milliards de francs décidée à cette époque, et pour les mêmes raisons, entraînera 2 milliards de francs de perte de recette en 1975, les 8 autres milliards s'imputant en moins-value de recette sur 1976.

Malgré le prolongement l'année suivante du plan de relance de 1975, la pression fiscale d'Etat remonte de 1,3 % en 1976, passant de 16,7 % à 18 % du P.I.B., cela pour deux raisons : d'une part, les reports d'impôts cessent de jouer ; d'autre part, l'impôt sécheresse dit « de solidarité » ponctionne 2,5 milliards de francs d'impôts supplémentaires sur le revenu.

Après cette période chahutée de deux ans (1975-1976), la pression fiscale retrouve en 1977 son niveau des années antérieures. Le léger recul de 1978 s'explique par la stagnation de l'impôt sur les sociétés, résultat des mauvais bilans industriels de 1977. En 1979, le mouvement s'inverse avec la nette amélioration des bénéfices des entreprises : l'impôt sur les sociétés progresse de 15,5 %. De même la taxe sur les produits pétroliers qui a été augmentée deux fois (juin 1978 et janvier 1979) rapporte-t-elle beaucoup plus que les années précédentes : + 33 % par rapport à 1978 après une progression de 27 % les années précédentes.

● *Le poids de la fiscalité locale s'alourdit lentement mais sûrement depuis dix ans.* — Si l'on met à part les perturbations profondes entraînées en 1974 et en 1975 par la réforme des bases d'imposition et les mésaventures de la taxe professionnelle (ex-patente), dont les « ratés » ont d'ailleurs été épongés par l'État, deux faits expliquent cette évolution.

Le premier est la forte progression des versements de l'État aux collectivités locales : versement représentatif de la taxe sur les salaires ou V.R.T.S., devenu dotation globale de fonctionnement (D.G.F.). Ces versements très importants (38,2 milliards de francs en 1980), qui se justifient aux yeux des maires et de leurs conseillers municipaux par la prise en charge de certaines attributions jusque-là dévolues à l'Etat (des routes nationales déclassées sont passées, en 1974, à la charge des collectivités locales), ont sans cesse progressé plus vite que la production intérieure brute. Il en a été de même des budgets communaux — même si un certain ralentissement s'est manifesté depuis 1976-1977, — entraînant un alourdissement croissant des impôts locaux directs (patente, foncières bâtie et non bâtie, taxe d'habitation) : + 15,9 % en 1974, + 22,8 % en 1975, + 16,8 % en 1976, + 16,3 % en 1977, + 17 % environ en 1978 et + 15 % environ en 1979.

La fiscalité locale, c'est un peu moins de 65 milliards de francs en 1979 si l'on compte les seuls impôts directs, mais plus de 100 milliards de francs si l'on inclut les versements de l'État. Autant dire qu'elle pèse lourdement sur les contribuables et l'Etat. Il est exact de dire que les dépenses à la charge des collectivités locales sont celles qui ont augmenté le plus rapidement. Peut-on pour autant affirmer, comme le font un grand nombre de maires en proie aux difficultés financières, que l'Etat s'est dégagé de ses responsabilités pour les faire supporter par les communes ? La réponse n'est pas évidente. Il y faudra un bilan sérieux qui reste à faire.

● *Derniers venus, les prélèvements opérés au profit du Marché commun ont crû progressivement* à la suite des réformes intervenues en 1970, 1975 et 1979. Ces réformes, destinées à alimenter des budgets communautaires toujours plus importants, ont entraîné des prélèvements croissants sur les recettes de l'Etat français. L'existence d'une Communauté européenne, c'est aussi cela...

Les prélèvements obligatoires ont-ils atteint un niveau trop élevé en France ? La réponse pourrait être affirmative si les phénomènes de révolte devant l'impôt — ou les cotisations sociales — se produisaient en France comme aux États-Unis. Mais tel n'est pas le cas. Le gouvernement, au prix de sacrifices douteux — parce que très lourds à supporter par l'économie française — a d'ailleurs su tuer dans l'œuf il y a dix ans le mécontentement de la seule catégorie socio-professionnelle dont on pouvait craindre une certaine révolte contre l'impôt : celle des commerçants et des artisans.

Cela pour l'aspect psychologique. Reste l'aspect économique. La fiscalité, les prélèvements sociaux, découragent-ils l'initiative personnelle, la volonté d'entreprendre, alourdissent-ils les coûts des firmes au point de les gêner par rapport à leurs concurrents étrangers ? Il ne semble pas et les dernières statistiques publiées par l'O.C.D.E. — citées par le conseil des impôts dans son dernier rapport — montrent qu'en matière de prélèvements obligatoires la France qui se situait, il y a quinze ans, en tête des pays industrialisés, avec la Suède et les Pays-Bas, a maintenant rétrogradé et se situe dans une position tout à fait moyenne voisine de celle de la République fédérale allemande.

Beaucoup de bons esprits ont cru longtemps que la progression constante des prélèvements obligatoires était synonyme de plus d'efficacité économique, d'équipements collectifs meilleurs et plus nombreux, de villes plus propres, mieux bâties, mieux organisées, d'un système de sécurité sociale plus complet et plus juste. On s'est aperçu au fil des années et des déconvenues qu'il n'en était pas tout à fait ainsi et que l'abondance des ressources publiques — dont dépend la place de l'Etat dans l'économie — engendrait *aussi* gaspillage, double emploi, laideur, pollution, détérioration des sites et de la qualité de la vie. Certains rapports restés secrets ont même montré que les aides de l'Etat à l'industrie étaient en grande partie inefficaces...

L'Etat intervient-il trop ou pas assez ? C'est évidemment la question que se posent les contribuables. Avant de tenter d'y répondre il faut tout de même savoir deux choses. La première est qu'à l'étranger — et même dans les pays réputés libéraux comme les États-Unis — les pouvoirs publics interviennent massivement. Une seconde remarque doit être faite. Les pays à prélèvements obligatoires légers sont confrontés à de très graves problèmes sociaux, économiques, urbains, que l'initiative privée — apparemment — ignore. Tel est le cas pour le Japon où la vie en ville est très difficile, et dans une moindre mesure pour les États-Unis dont les équipements collectifs sont peu développés et souvent très mal entretenus.

La France a su jusqu'ici éviter ce genre de problème et c'est un bien. Ce n'est pas dire pour autant que l'argent des contribuables ou des assurés sociaux y soit bien utilisé. De ce point de vue la mise au point du budget de 1980 ne semble pas avoir été l'occasion de grandes remises en cause. Hélas...

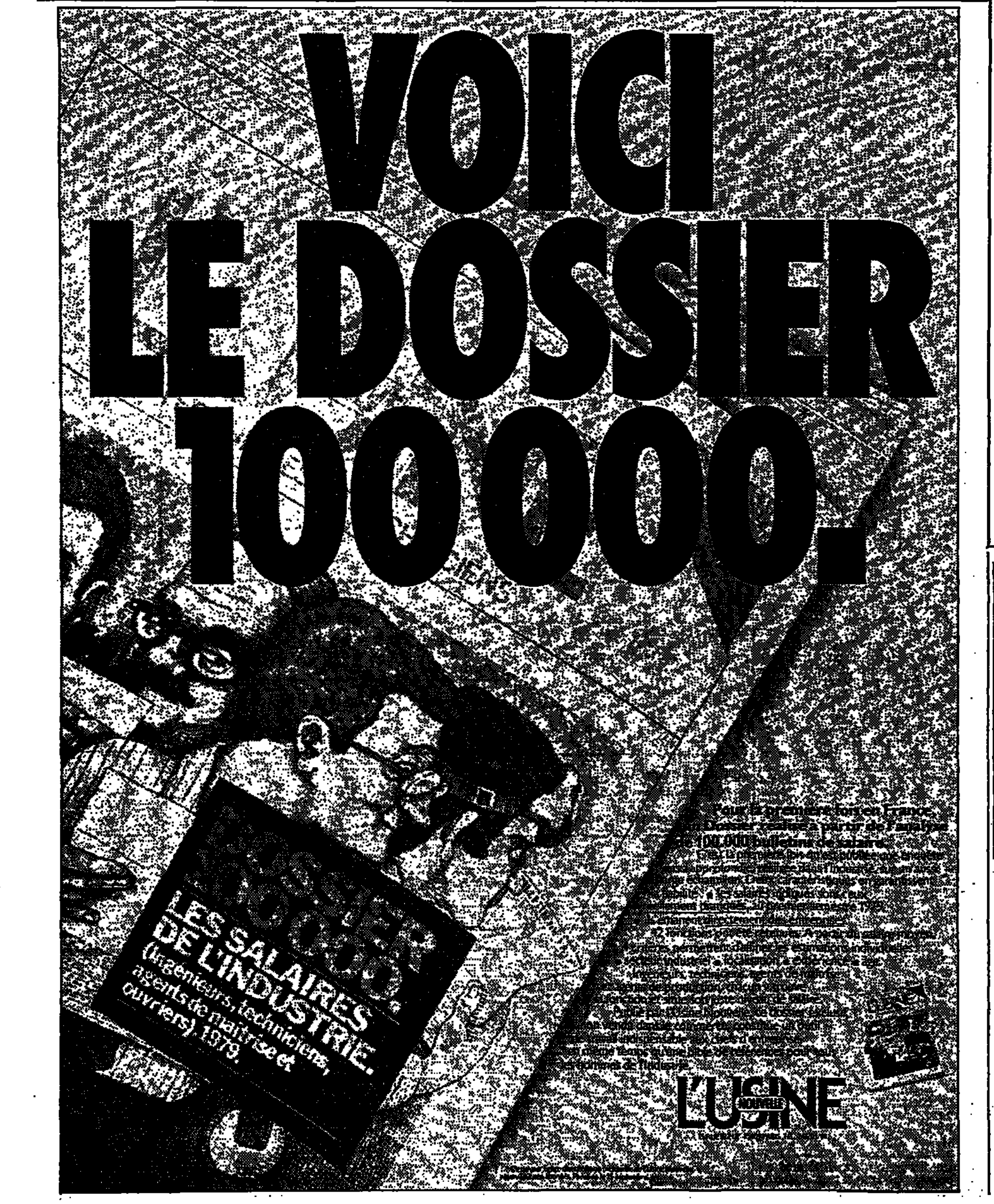
ALAIN VERNHOLES.

LA FRANCE EN POSITION MOYENNE

Taux des prélèvements obligatoires par rapport au P.I.B. de chaque pays

1965 — MOYENNE : 29,3 %		1976 — MOYENNE : 37,6 %	
SUÈDE	35,8%	SUÈDE	50,9%
PAYS-BAS	35,5%	LUXEMBOURG	50,4%
FRANCE	35%	PAYS-BAS	46,2%
LUXEMBOURG	32%	DANEMARK	44,7%
R.F.A.	31,6%	BELGIQUE	41,9%
ROYAUME-UNI	31%	FRANCE	39,4%
BELGIQUE	30,8%	R.F.A.	36,7%
DANEMARK	30,2%	ROYAUME-UNI	35,7%
ITALIE	29,2%	ITALIE	35,0%
ÉTATS-UNIS	26,5%	ÉTATS-UNIS	29,3%
JAPON	18,1%	JAPON	20,9%
ESPAGNE	19%	ESPAGNE	20,3%

Source : O.C.D.E. (cité dans le dernier rapport du Conseil des impôts)



(Publicité)

1979, ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT

Première Foire Internationale de l'Enfant
Parma (Italie) - Parco Ducale - 20-28 octobre 1979

FOIRE INTERNATIONALE D'ÉCHANTILLONS

Tout pour l'enfant jusqu'à treize ans

Congrès culturels et scientifiques :

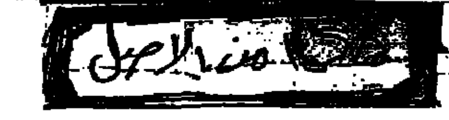
— Congrès International de Pédiatrie.
— Congrès International de Pédagogie.
— Congrès International d'Études de contes de fées.
— Congrès International d'Études sur la famille.

SECRETARIAT D'ORGANISATION :
Foire Internationale de l'Enfant - Parco Ducale
43100 Parma (Italie) - Tél. : 0521/35858

SPECIAL
INFORMATIQUE
ET SOCIETE

(Publicité)

I.F.G.
L'INSTITUT DE HAUTE FINANCE
vous propose
30 jours de formation en profondeur répartis en 10 séminaires résidentiels consacrés aux aspects les plus actuels de la finance d'entreprise.
Promotion n° 8 : janvier 1980
Renseignements :
Institut Français de Gestion
37, quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15 - Tél. 578-61-52, p. 473-468



Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Rameau, cet inconnu.

Depuis bientôt cent ans que les musicologues et certains musiciens tentent de rendre à Rameau la place d'honneur qu'il mérite, on en est toujours à se consoler des lenteurs du présent en annonçant la victoire pour demain... Au début du siècle, l'éditeur J. Durand avait fait une folie : réaliser avec la collaboration des meilleurs compositeurs du moment une édition moderne des œuvres de Rameau. Cela a permis quelques résurrections tout en entraînant bien des fautes de goût et de style, de sorte que tout est presque à recommencer avec les instruments anciens.

Après un Castor et Pollux *discutable, quoique signé Harnoncourt, la réédition de la production aixoise de* Platée, *après la « guerre des* Indes galantes *» entre J.-F. Paillard et J.-C. Malgloire et, plus récemment,* Hippolyte et Aricie *à nouveau par J.-C. Malgloire, voici* Zaïs, *ballet héroïque, représenté en 1748 et repris avec succès jusqu'en 1769 avant de sombrer dans un oubli complet. En réunissant la Petite Bande, le Collegium vocal de Gand et des solistes au nombre desquels figurent Max van Egmond et René Jacobs sous la direction avisée de Gustav Leonhardt, on ne pouvait attendre qu'une résurrection fidèle, animée par cette sensualité à fleur de peau qui ne demande qu'à percer le maniérisme de l'opéra versaillais.*

Réalisé en octobre 1977, à Bruges, par Radio-Cologne, l'enregistrement qui vient juste de paraître contient des pages étonnantes tant du point de vue de l'écriture que de l'interprétation, et d'autres qui le sont moins. Il n'y a pas, on le sait, une vérité unique en matière d'authenticité musicale, mais on peut s'étonner du manque d'intensité dramatique des dialogues, de la lenteur des mouvements en général, et on a bien du mal à croire que cette modération soit une composante aussi décisive du style de Rameau. Ceci, naturellement, est affaire de goût personnel et ce qui enchantera les uns peut décevoir les autres.

L'entreprise n'en est pas moins méritoire. Séduite par l'intérêt culturel indéniable de cette réalisation, la FNAC a d'ores et déjà retenu le premier tirage disponible dès à présent ; un deuxième tirage est déjà en cours pour approvisionner l'ensemble des disquaires dès l'automne. — G. C.

★ *Zaïs*, de Rameau. Editions Still, 76, boulevard de Vincennes, 94120 Fontenay-sous-Bois.

Festival de Lille.

L'an dernier c'était Schubert, comme de juste à cause du 150e anniversaire de sa mort, et si le Festival de Lille a choisi de placer Joseph Haydn en tête de son programme musical, prévoyant même, par trains spéciaux, des déplacements à Nancy et à Londres pour la Fedelta premiata *et le* Retour de Tobbie, *c'est qu'il était grand temps que le « papa Haydn » cesse d'être le parent pauvre de la trilogie viennoise classique. Vingt concerts du 20 octobre au 13 décembre, quatre-vingts œuvres dont la* Création, *les* Saisons, *des sonates par A. Brendel, des lieder par T. Berganza, les* Sept dernières paroles du Christ, *par le quatuor Amadeus, c'est plus qu'il n'en faut pour faire connaissance.*

Pluridisciplinaire par vocation, le Festival de Lille qui accueillera également l'INA-G.R.M. et les Percussions de Strasbourg, attend le Bread and Puppets Theatre, la compagnie de M. Cunningham, le Ma-Danse-Rituel Theatre et des troupes de marionnettistes venues de France, de Belgique, et du bout du monde...

Xenakis, Mahler, Mondonville, Chostokovitch, Michel Portal, Leonard Cohen..., on pourrait continuer longtemps, à travers le programme, le jeu des associations insolites sans percer pour autant le secret du 8e Festival de Lille — 109 manifestations dans dix villes, — dont M. Pierre Mauroy, député, maire, a dévoilé les grandes lignes, en avant-première à la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, avec une fierté légitime. Pour l'an prochain, le thème est déjà retenu : le centenaire de 1880.

★ Renseignements : Festival de Lille, palais Rihour, Lille, téléph. (20) 32-88-33.

HAENDEL A LA BESNARDIÈRE

(Suite de la première page.)

Il est difficile de définir l'originalité de cette œuvre écrite selon des schémas classiques, et assez abstraite, si on la compare à la musique romantique ou même à Haydn, Mozart et Beethoven. C'est un art d'apparat, serein, allègre, rationnel et rassurant, très dix-huitième siècle. Mais le génie sans cesse soulève et mouvemente les lourdes tentures ; un vent léger anime ces chœurs d'une merveilleuse élégance polyphonique où le musicien joue parfois de façon surprenante avec les modulations ; tous les airs ont une sève vigoureuse, un charme, une grandeur méditative, qui n'appartiennent qu'à lui. La rencontre de Salomon et de la reine de Saba resplendit avec une opulence et une douceur qui évoquent les grands tableaux de Rubens : ce dernier aussi traitait les mêmes sujets que ses confrères, mais avec un accent inimitable.

Au deuxième acte, toute cette majesté de la musique s'agrandit par les accents très pathétiques du jugement, par cette supplication si expressive et intense de la femme qui veut sauver son enfant, fût-ce en le donnant à sa rivale, contrastant avec les répétitions inlassables et insensibles de celle-ci qui réclame l'enfant, même mort, comme un dû ; de cette situation biblique, encore que peu vraisemblable, Haendel a tiré un superbe parti dramatique, faisant ressortir l'humanité de Salomon qui, dans ce débat, cherche la vérité comme l'exprime cette musique toute de sagesse et de bonté.

Ce « Salomon » a eu les interprètes qu'il méritait : Benjamin Luxon, baryton à barbe blonde, plein de noblesse, de maintien et de bonne grâce ; Elddwen Harrhy, ravissante épouse de Salomon, dont la voix lumineuse, un peu rude, se charge ensuite d'émotion dans le rôle de la mère éplorée ; Magda Kalmar, aussi indifférente et brusque comme mère abusive que langoureuse et mystérieuse en reine de Saba, et le grand prêtre Zadok, Anthony Johnson, un excellent ténor.

Les chœurs de la B.B.C., aux voix colorées comme des fruits mûrs, et la formation de chambre de l'Orchestre philarmonique de Radio-France étincelaient sous la direction de John Poole, grand responsable de cette réussite, un sourcier dont tout le corps capte et conduit les moindres suggestions de la musique, comme Michel Corboz ou Raymond Lebbard.

Dimanche, on retrouvait le même ensemble dans un beau programme de l'âge d'or anglais, avec des œuvres de John Blow et Purcell, d'une si profonde harmonie, où brillait surtout James Bowman, l'extraordinaire contre-ténor, à la voix blanche comme lune, qui chante avec tant de grâce et de bonheur musical les airs acrobatiques destinés aux castrats. Toute la semaine, on fera de la musique à La Besnardière ; il y aura, notamment, trois concerts sur orgue de Burgos, mardi, avec Nicolas Darby, mercredi, avec Francis Chapelet, et samedi, avec Jean Guillou, ainsi que les représentations de « Xerxès », sans oublier, dimanche, l'intégrale des duos de Mendelssohn, Schumann et Brahms, par Rita Streich et Maureen Forrester.

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Salomon* est retransmis par France-Musique, le 30 septembre à 20 h. 30.

Lorin Maazel

directeur de l'Opéra de Vienne en 1982

« Une seule personne peut prendre l'entière responsabilité d'une telle Maison et cette personne est son directeur », *a déclaré, vendredi 21 septembre à Vienne, le chef d'orchestre américain Lorin Maazel, en se présentant officiellement comme le responsable de l'Opéra de Vienne à partir du 1er septembre 1982. Une heure auparavant, il avait signé le contrat qui, pour quatre ans, lui confiait le destin de cette Maison. M. Maazel succèdera à M. Egon Zeefehlner, qui dirige l'Opéra de Vienne depuis 1976* (le Monde du *20 septembre).*

Ce n'est pas avec un discours, mais avec une déclaration de principes que M. Maazel a annoncé ses intentions avant de répondre, très à l'aise, en allemand, en anglais ou en français aux questions qui lui ont été posées. Le plus important, selon lui, est de maintenir le niveau actuel de l'Opéra de Vienne et de le rehausser encore. Cela appellera sans aucun doute — il l'a répété à plusieurs reprises — des rénovations tant sur le plan artistique qu'administratif. Lesquelles ? L'heure n'était pas pour lui de les préciser avant d'avoir étudié le problème à fond et c'est bien son projet d'ici à 1982. « Dans les années à venir et dans un monde où existent trop de médiocrité, a-t-il souligné, l'Opéra de Vienne peut, de plus en plus, être un exemple de la perfection. »

Il ne sera pas non plus un « directeur absent », a-t-il affirmé. Ce faisant, il a précisé qu'il avait décidé de s'installer dans la capitale autrichienne afin d'administrer l'Opéra de Vienne sans discontinuité. Ce dessein est-il compatible avec celui de conserver la direction de l'Orchestre de Cleveland et celle de l'Orchestre national de France (dont il est « premier chef invité ») ? Des pourparlers sont en cours sur ce point, a-t-il précisé, et devraient aboutir à un accord définitif d'ici un mois pour ce qui concerne le côté français. En tout état de cause, a-t-il encore indiqué, les contrats avec ces deux orchestres se terminent en 1984. A Vienne, Lorin Maazel a l'intention de « diriger » une trentaine de concerts par an. Il veut être un « directeur qui dirige aussi et non un chef d'orchestre qui est aussi directeur ».

Lorin Maazel est âgé de quarante-neuf ans. Il est né le 6 mars 1930 à Neuilly-sur-Seine. Deux ans plus tard, ses parents, d'origine américaine, retournent aux Etats-Unis. C'est là que Lorin Maazel a vécu depuis lors. Il avait à peine cinq ans, quand il commença à étudier le violon et neuf ans quand il dirigea, pour la première fois, un orchestre d'étudiants à l'occasion de la Foire mondiale de New-York. A onze ans, il était invité par Toscanini, qui le considérait comme un prodige, à diriger l'orchestre de la N.B.C. à New-York. Lorin Maazel compte encore à son actif des études de philosophie, de langues et de mathématiques à l'université de Pittsburgh.

Cet homme déterminé, qui a su répondre avec précision, calme, mais aussi diplomatie, aux nombreuses questions, parfois épineuses, qui lui étaient posées, devrait pouvoir amadouer le « monstre bien aimé » des Autrichiens qu'est l'Opéra de Vienne.

ANITA RIND.

Les subventions

PROTESTATION DES CONSERVATOIRES MUNICIPAUX DE PARIS

Le Conseil de Paris devrait se prononcer ce lundi 24 septembre, sur un projet de délibération concernant les subventions versées aux dix-sept conservatoires municipaux de musique. Ce texte, qui supprime les subventions des conservatoires n'ayant pas adhéré aux statuts-types récemment institués (*le Monde* du 30 juin 1979) et les transfère à de nouvelles associations, a provoqué une vive réaction de la part des directeurs des conservatoires (ceux des 8e, 11e, 13e, 18e et 20e arrondissements) qui n'ont pas encore statué sur ce problème, et qui, au cours d'une conférence de presse, vendredi, se sont dits choqués d'être mis devant le fait accompli. C'est notamment le cas dans le treizième arrondissement, où une nouvelle association a déjà été créée par la Ville, et l'ancienne priée de « vider les lieux », avant même que son conseil d'administration ait pu délibérer.

Les directeurs des conservatoires estiment que ces statuts, en confiant au maire de Paris ou à son représentant la présidence des conseils d'administration et en décidant que ceux-ci seront composés de sept membres de droit et cinq personnalités désignées par le maire, mettent fin au « caractère démocratique » de la gestion de ces établissements et « ne tiennent aucun compte de l'effort accompli par leurs créateurs ». Ils protestent également contre la fixation impérative à soixante-cinq ans de la limite d'âge des professeurs.

THÉATRE

LES PARADOXES DE CHAILLOT

En juillet 1976, des mesures de restrictions budgétaires privaient le Théâtre national de Chaillot du droit de produire ses spectacles, sauf dérogation exceptionnelle. Cette autorisation lui est à nouveau accordée, mais elle est assortie d'une réduction de 10 % de sa subvention pour 1980 (12 500 000 francs au lieu de 13 900 000 francs en 1979).

« *Pour maintenir l'établissement en ordre de marche tel qu'il fonctionne en 1979, il sera indispensable de diminuer le poste* « *salaires* » *de 25 %. A fortiori, le retour à la* « *liberté de création* », *généreusement accordé, donnerait lieu au licenciement de 35 à 40 % du personnel permanent* », déclare le directeur, M. André-Louis Perinetti, et il ajoute : « *Depuis quatre ans, le Théâtre national de Chaillot subit une asphyxie lente mais certaine, depuis quatre ans aussi* « *on étudie son cas* ». *Le fruit de cette longue méditation ne sera-t-il rien d'autre qu'un brutal licenciement ?* »

EXPOSITION

AU SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS

Le « post-design »

Le goût aussi est une marchandise. Le goût à la mode. Il a même une foire. Les artistes décorateurs, dont la cinquantième manifestation annuelle vient de s'ouvrir, sont environ deux cent vingt à exposer leurs travaux sous la verrière nue du Grand Palais : créateurs de meubles, architectes d'intérieur et architectes tout court, concepteurs d'objets industriels, graphistes, artisans d'art dans la céramique, le métal, la laine...

Nulle part on ne peut mieux mesurer l'usage du goût dans la création d'objets quotidiens. Pour le meilleur et pour le moins bon. C'est l'« art appliqué », l'environnement de la maison. Ce qu'il y a dedans, et la maison elle-même. Un stand des « architectes conseils », mis en place par le ministère de l'environnement (les C.A.U.E.), expose différentes formes de maisons dans le paysage : les architectes Vasconi et Pencréac'h, auteur du Forum des Halles, montrent leur œuvre d'architecture avec son petit supplément d'âme et Girardet, la maquette de son stade de tennis circulaire pour l'extension de Roland-Garros.

Cette année, on trouve relativement peu de ces objets de rêve dont les artistes décorateurs sont friands. Ce salon illustre bien le climat de crise économique. On montre ce qu'on produit. Et, avec les prototypes, ce qu'on pourrait produire. Des sièges, des tables, des meubles, une cabine de douche étudiée pour une production industrielle... Naguère, on voyait ici beaucoup de matière plastique, d'acier brossé et de plexiglas employés à satiété dans la fabrication de meubles à la mode dite design. Aujourd'hui, on voit réapparaître des meubles en bois nature, souvent massif, d'esprit rustique mais moderne, qui parlent de leur durabilité, de leur simplicité toute écologique. Et aussi des marbres néo-classiques...

C'est dans les meubles coûteux que subsiste le goût des formes à la mode. Pierre Cardin expose pour la première fois les meubles qu'il a créés pour une clientèle qui, comme on dit, cherche le plus beau ou ce qui passe pour l'être — quel qu'en soit le prix. Chaque meuble de ce couturier est un spectacle de volumes, de couleurs, de matières. Des meubles-sculptures, en somme. Il y a même un canapé d'inspiration minérale. Un meuble-fantasme, qui fait penser à Dali et son sofa-bouche de Mae West, la qualité surréaliste en moins. Une débauche de « travail soigné », mais la qualité artistique ne suit pas.

Le design industriel est l'autre versant de cette adaptation de l'art des formes à des objets produits en série. Mais il n'est pas rare, hélas ! que le renouvellement des formes soit la seule « innovation » d'un objet industriel.

Il fallait s'attendre à voir récusée un jour l'esthétique industrielle, qui a connu de si hauts moments. C'est la loi de la création artistique. En architecture, on assiste à la réapparition du « revivalisme » historique. Ce mouvement, qui tend à remplacer la banalisation du style international par les connotations culturelles de l'architecture historique, trouve également un écho dans la création des meubles. (P.-L. Falocci et J.-M. Wilmotte.) Il y a l'architecture post-moderne, voici les meubles « post-design ». Des meubles faits de détails d'architecture monumentale avec corniches, colonnes doriques, cannelures, renflements, moulés dans le plâtre et combinés avec le verre transparent pour garder intact le spectacle d'édifices en déréliction. Des meubles-ruines, qui font appel au fantasme de la ruine cher à Hubert Robert, que le Louvre expose actuellement...

Finalement, on retrouve dans cet art appliqué le dépôt de l'agitation artistique qu'elle amplifie et vulgarise. L'art — ou ses sous-produits — dans notre vie quotidienne !

JACQUES MICHEL.

★ Le Salon des artistes décorateurs, au Grand Palais. Jusqu'au 7 octobre.

CINÉMA

UN RETOUR A KUROSAWA

Il y eut l'an dernier une belle rétrospective de grands films de Kenzi Mizoguchi, cinéaste japonais mort en 1956, auquel le ciné-club d'Antenne 2 vient également de rendre hommage. C'est maintenant le tour d'Akira Kurosawa (soixante-neuf ans), dont on n'a pas oublié le magnifique *Derzu Uzala*, sorti en 1976. Comme Mizoguchi, auquel on l'opposa longtemps d'une façon assez sotte, Kurosawa fut découvert par l'Occident dans les années 50 au Festival de Venise. *Rashomon*, Lion d'or 1951, puis *les Sept Samouraïs* (Lion d'argent 1954) le rendirent célèbre.

La rétrospective entreprise depuis le 12 septembre (et jusqu'au 2 octobre) par deux salles parisiennes dont la politique de distribution est à encourager ne comprend pas — à part *Rashomon* — les films les plus prestigieux. Son intérêt tient à la fois à la révélation d'inédits et à la mise à jour des deux pôles d'inspiration de Kurosawa : les sujets contemporains et les films à costumes replacés dans des époques anciennes (constante du cinéma japonais depuis sa percée sur les marchés européens).

La pièce la plus rare est *la Légende du grand judo*, le premier film de Kurosawa, tourné en 1943 pendant la guerre et qui fut alors amputé par la censure de 600 mètres, pour les scènes d'idylle amoureuse notamment. Les négatifs ayant été détruits, la copie reconstituée est incomplète, mais suffisante pour qu'on puisse admirer une thématique et un style qui ne feront que se développer, avec un art maîtrisé, au cours des années suivantes. Dans cette initiation, à la fois corporelle et spirituelle, d'un jeune homme pour qui le judo devient une ascèse, une ouverture physique et mystique au monde, le « message » humaniste de Kurosawa est déjà présent et la contemplation d'une fleur blanche dans l'étang aux lotus est ce phare qui éclairera toutes les aventures humaines traitées par le cinéaste.

Autre inédit, *Scandale*, tourné en 1950 avant *Rashomon*, se rattache aux œuvres qu'on pourrait dire d'étude sociale comme *l'Ange ivre* et *Chien enragé* qui l'ont précédé, et où Kurosawa dirigea, déjà ensemble, Toshiro Mifune (qui devait rester son acteur préféré) et Shimura Takashi qui fut, entre autres, l'extraordinaire interprète de *Vivre*. *Scandale* prend pour cible cette presse qui, au Japon comme ailleurs, ne respecte pas la vie privée des gens. Ici, un jeune peintre et une chanteuse deviennent les héros malgré eux d'une histoire d'amour clandestine inventée de toutes pièces. L'intérêt se déplace du couple vers un avocat pauvre et mêlé à des affaires louches qui, chargé de les défendre, se laisse corrompre par le patron du journal à sensation. Si l'histoire paraît parfois un peu forcée, les moments dramatiques qui mettent en jeu Shimura Takashi (l'avocat) sont très forts, très émouvants.

Qu'ils surgissent des siècles passés où qu'ils appartiennent à la société contemporaine, Kurosawa, dans un style à la fois réaliste et symbolique, se penche sur la vie intérieure de ses personnages et les fait nos semblables. Même *Yojimbo* (1961), sixième film de cette rétrospective, où un mercenaire (Toshiro Mifune, toujours) est le héros d'une sorte de « western japonais », la violence n'est qu'un reflet de cet éternel combat dont l'âme de l'homme est le terrain. *Jusque dans ses films considérés* comme mineurs, Kurosawa est un auteur chez qui le drame ou le mélodrame devient épopée.

JACQUES SICLIER.

★ Action-Christine, Action-République (v. o.).

NOTES

Rock

Wreckless Eric aux Bains-Douches

Stiff est une petite compagnie privée qui s'est imposée en Angleterre grâce à ses idées, son dynamisme et le choix de ses artistes. En attaquant le marché discographique il y a un peu plus de deux ans, avec un esprit de marketing tout à fait nouveau et plein d'humour, Stiff s'est fabriqué une image de marque qui a fait école. C'est ce qu'avait voulu montrer la petite firme en filmant une tournée avec tous ses groupes, « la Grande Parade des monstres du rock'n roll ». Outre Elvis Costello, Ian Dury et Nick Lowe, aujourd'hui plus connus, on y découvrait Wreckless Eric, le cancre de la bande.

Petit, facétieux, le visage couvert de taches de rousseur, visiblement porté sur l'alcool, Wreckless Eric est un personnages singulier qui ne pouvait trouver sa chance que dans l'univers du rock, où les anti-héros aux divagations éthyliques ont souvent créé la légende. La voix cassée, éraillée, dont il ne domine pas toujours les modulations, Wreckless Eric a cette façon incroyable de chanter en dilettante, comme s'il se trouvait au milieu d'une fête paroissiale, titubant après quelques bouteilles de bon vin. Mais il pratique un rock vital et stimulant, et avec lui on sait qu'un verre de whisky ne deviendra pas l' « abîme profond dans lequel il noie ses illusions », mais restera un verre de whisky tout juste assez tonique pour le faire crier plus fort et jouer plus longtemps.

ALAIN WAIS.

★ Les 24 et 25 septembre, aux Bains-Douches.

Variétés

Alice Dona et Pierre Douglas

Programme traditionnel de music-hall à l'Olympia avec un bon numéro visuel (les Castors), avec le chanteur argentin Jairo dont la voix ample et veloutée, combinée à l'exotisme de l'accent, plaît en général au public populaire français — il manque simplement, pour l'instant, à Jairo un répertoire personnel plus solide, — avec enfin Alice Dona, compositeur de beaucoup des musiques de Serge Lama depuis bientôt dix ans.

Alice Dona offre avec simplicité, gentillesse et un sens incontestable du spectacle des chansons à histoires, des refrains qui font songer, un climat, un sentiment. Elle les chante avec beaucoup d'habileté et de cœur, remettant un peu au goût du jour le genre chanteuse - comédienne - diseuse.

Reste une erreur de programmation : M. Pierre Douglas qui a connu son petit succès il y a quelques années en imitant (drôlement) M. Georges Marchais mais qui n'a pas sa place sur une scène : tout chez M. Douglas est du niveau du spectacle de fin de banquet de mariage, avec des prétextes à sketches, des plaisanteries, des jeux de mots usés jusqu'à la corde. Non seulement M. Douglas est complaisant, vulgaire et sans verve, mais il est terne. Comme on dit dans le métier du spectacle « il n'a pas d'œil, ni de physique ». — C. F.

★ *Olympia*, 20 h. 45.

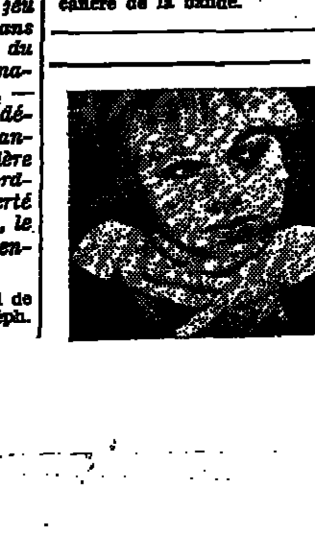
■ Un concert des Beatles au siège de l'ONU à New-York serait envisagé actuellement par l'Organisation des Nations unies. Le porte-parole de l'ONU a confirmé vendredi que le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, avait donné son accord pour ce projet de concert au bénéfice des réfugiés dans le monde.

George Harrison, Paul McCartney et Ringo Starr auraient donné leur acceptation de se réunir neuf ans après l'éclatement du groupe. Le quatrième Beatle, John Lennon « considérerait » pour sa part cette possibilité.

■ Un festival de musique pop a eu lieu pour la première fois en Yougoslavie le 22 septembre. Près de soixante-dix mille personnes ont assisté dans un stade de Belgrade à la prestation de vingt-cinq groupes yougoslaves.

■ Une statuette en or persane datant du cinquième siècle avant Jésus-Christ et estimée 550 800 dollars, appartenant à la collection Brunner, qui devait être dispersée aux enchères le mois prochain à Zurich, a été volée, samedi 22 septembre, à Londres, à la Galerie Spink, où plusieurs pièces de cette collection sont exposées.

MERCREDI



GEORGE V VO 70 mm son stéréo • KINOPANORAMA VO 70 mm son stéréo
UGC BIARRITZ VO • UGC ODEON VO • BIENVENUE MONTPARNASSE VO
UGC OPERA VO • PARAMOUNT OPERA VF • PARAMOUNT MONTPARNASSE VF
CAPRI GRANDS BOULEVARDS VF • PARAMOUNT GOBELINS VF
PARAMOUNT MONTMARTRE VF • UGC GARE DE LYON VF
Périphérie : PARLY II VF • VELIZY II VF • ARTEL Créteil
PALAIS DU PARC Le Perreux VF • FRANÇAIS Enghien VO
CARREFOUR Pantin VF • MELIES Montreuil VF • C2L St Germain VF
PARAMOUNT La Varenne VF • VILLAGE Neuilly VF
CASINO Le Raincy VF • DOMINO Mantes VF • CERGY Pontoise VF



VENDREDI



MERCREDI



MERCREDI



MONTE-CARLO v.o. - 7 PARNASSIENS v.o. - ST-GERMAIN HUCHETTE v.o. - P.L.M. ST-JACQUES v.o. - PAGODE v.o. BERLITZ
ST-LAZARE PASQUIER - CLICHY PATHÉ - GAUMONT CONVENTION - NATION - C2L Versailles - AVIATIC Le Bourget
FRANÇAIS Enghien - MULTICINÉ Champigny - GAUMONT Evry - PATHÉ BELLE-ÉPINE Thiais



COLISÉE - RICHELIEU - St GERMAIN HUCHETTE - MADELEINE - MONTPARNASSE 83 - GAUMONT SUD
CLICHY PATHÉ - 3 NATIONS - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
Périphérie : PARLY II - ULLIS Orsay - BELLE ÉPINE - TRICYCLE Asnières - LE BOURGET - ÉVRY - CHAMPIGNY



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 24 septembre

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20). 20 h. 30 : Dom Juan.

Les autres salles

Bouffes-du-Nord (239-34-50), 20 h. 30 : Tête d'or.
Cartoucherie de Vincennes, Atelier de l'Epée-de-Bois (808-39-74), 20 h. 30 : Œdipe.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Audience ; Vernissage.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire (544-57-34). I, 18 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 20 h. 30 : Jean Dasté à Paris ; 22 h. 15 : la Poube. — II, 18 h. 30 : Toi, l'artiste, dis-moi quelque chose ; 20 h. 30 : Marie de l'Incarnation ; 22 h. 30 : Jef.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : C'est à c't'heure-ci que tu rentres.
Oblique (355-02-94), 21 h. : la Débâcle de Ferdinand.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : l'Isoloir.
Plateau Saint-Merri (222-85-38), 21 h. : la Passion de Jeanne d'Arc selon Gilles de Rais.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 21 h. : les Belges.
Théâtre du Marais (278-03-53), 22 h. 15 : Arlequin Superstar.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 21 h. : Marie Bizet ; 22 h. 15 : le Futur aux herbes ; 23 h. 30 : Ces vilains bonshommes.
Les Blancs-Manteaux (887-97-58), 20 h. 15 : R. Rondo ; 21 h. 15 : Joue-moi un air de tapioca ; 22 h. 30 : Pierre Triboulet.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Coupe-moi l'soufflé ; 22 h. : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon ; 23 h. 15 : Bruno Garcin. — II, 22 h. 30 : Popeck.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 30 : R. Magdane ; 22 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Le Fanal, 19 h. 45 : Florence Brunold ; 21 h. : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 20 h. 30 : A. Mirapeu ; 22 h. 30 : Show Bizz' Art (J.-L. Debattice).
Petit Casino (278-36-50), 20 h. 45 : Florence Biot ; 22 h. 15 : Douby. — II, 20 h. 30 : Abadie donc... ; 21 h. 30 : J't'en prie, pas devant le carreau.
Les Petits-Pavés (607-30-15), 21 h. 30 : Poèmes du jour, G. Verchère et J.-P. Mahé.
Les Quatre-Cents-Coups (329-39-60), 19 h. 30 : les Yeux plus gros que le ventre ; 20 h. 30 : La baleine rit jaune ; 21 h. 30 : On vous écrira ; 22 h. 30 : Cause à mon c..., ma télé est malade.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. : P. Font.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : les Europophages.

Les concerts

Centre Georges-Pompidou, 18 h. 30 : Concerts Paris-Moscou, P.-L. Almar (Rebikov, Scriabine, Tcherepnine, Gretchaninov, Akimenko, Chtcherbatchov).
Lucernaire, 22 h. 30 : Alain Markusfeld, piano et guitare.
Théâtre des Champs-Elysées, 18 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. G. Patané (Wagner).

Le music-hall

Daunou (261-69-14), 21 h. : Pierre Péchin.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Alice Dona, Jairo.
Palais des congrès (718-27-78), 21 h. : Robert Charlebois.
Riverbop, 22 h. : Teca et Ricardo.
Théâtre du Lucernaire (544-57-34), 19 h. : J.-P. Sèvres ; 20 h. 30 : Arlette Mirapeu chante Bobby Lapointe.

Jazz, pop', rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Maxim Saury Jazz Fanfare.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : Cl. Barthélemy, S. Marc, A. Breton ; 22 h. : Azuquita y su Melao « Pura Salsa ».
Les Bains-Douches (887-34-40), 22 h. : Wreckless Eric.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : The Silver Wip, de H. Jones ; 17 h. : Fantômes japonais, de S. Toyoda ; 19 h. : Atlantis, d'A. Blom ; 21 h. : A Life in the Balance, de H. Horner.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (354-35-40) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
AU REVOIR, A LUNDI (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43).
L'ASSOCIE (Fr.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60). V.f. : Lumière, 9e (770-84-64)
BETE, MAIS DISCIPLINE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Montparnasse-Pathé, 14e (332-19-23) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
RENALDO ET CLARA (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98) ; Grands Augustins, 6e (633-22-13).
CEDDO (Sén., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE CHAMPION (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Mayfair, 16e (525-27-06). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (353-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CHARLES ET LUCIE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)
CLAIR DE FEMME (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
CORPS A CŒUR (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). V.f. : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE DERNIER SECRET DU POSEIDON (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE DIVORCEMENT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (**, v.o.) : J.-Renoir, 9e (874-40-75).
ET LA TENDRESSE, BORDEL ! (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
FAUT TROUVER LE JOINT (A.), (**, v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount-City, 8e (225-45-76). V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
FLIC OU VOYOU (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

SPECTACLES

LE FOUINEUR (It., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Mistral, 14e (539-52-43).
HAIR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
HAMBURGER, FILM - SANDWICH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
HISTOIRES ABOMINABLES (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99)
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99).
I LOVE YOU, JE T'AIME (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
LA LETTRE ECARLATE (A., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
MICKEY JUBILE (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.) (**) : Dominique, 7e (705-04-55) (sf mar.). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
LE MORS AUX DENTS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
NE TIREZ PAS SUR LE DENTISTE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — V.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (539-52-43).
NIGHTHAWKS (A., v.o.) (**) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
NORMA RAE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Napoléon : 17e (380-41-46).
NOUS MAIGRIRONS ENSEMBLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82)
OURAGAN (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Tourelles, 20e (636-51-98) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
PASSE TON BAC D'ABORD (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
PERSONNALITE REDUITE DE TOUTES PARTS (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99).
LES PETITES FUGUES (Suis.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Madeleine, 8e (742-03-13) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
PHANTASM (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
PROPHECY (A. v.f.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). — Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40). — V.f. : Calypso, 17e (754-10-68).
LE RABBIN AU FAR-WEST (A., v.o.) : Stud. Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
ROBERTE (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99).
LA SECTE DE MARRAKECH (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). Normandie, 8e (359-41-18) ; Miramar, 14e (320-89-52).
SILENCE, MON AMOUR (A., v.o.) : Paramount-Eysées, 8e (359-49-34).
LE SYNDROME CHINOIS (A., v.o.) : Boul'Mich', 5e (354-48-29). Publicis-St-Germain, 6e (222-72-80). Publicis-Champs-Elysées, 8e (359-31-97) ; Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.f : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
THE BIG FIX (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
UN NEVEU SILENCIEUX (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
UTOPIA (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99).
LA VEDETTE (All., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (**) : Contrescarpe, 5e (325-78-37). — V.f. : Napoléon, 17e (380-41-46).

Les films nouveaux

LE TAMBOUR, film allemand de Volker Schlöndorff. — V.o. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
IL Y A LONGTEMPS QUE JE T'AIME, film français de J.-C. Tacchella. — Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Madeleine, 8e (742-03-13) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
EN ROUTE VERS LE SUD, film américain de Jack Nicholson. — V.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50) ; Vendôme, 2e (742-97-52).
CHER PAPA, film italien de Dino Risi. — V.o. : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA VIE PRIVEE D'UN SENATEUR, film américain de Jerry Schatzberg. — V.o. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
FOLIE-FOLIE, film américain de Stanley Donen. — V.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
WEST INDIES, film franco-mauritanien de Med Hondo. — V.o. : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98). — V.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26).
SMASH, film américain d'Anthony Harvey. — V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
LE VAMPIRE DE CES DAMES, film américain de Stan Dragoti. — V.o. : U.G.C Danton, 6e (329-42-62) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

STUDIO DE L'ÉTOILE - SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOT

"C'est d'Angleterre (le pays qui jeta jadis Oscar Wilde en prison pour ses mœurs "contre nature") que nous vient enfin le film qui abat les mythologies naturalistes et romanesques, et se garde aussi bien du "militantisme" que du libéralisme pseudo-objectif pour montrer, au naturel, la vie quotidienne d'un homosexuel."

LE MONDE Jacques Siclier

un film de Ron Peck et Paul Hallam

NIGHTHAWKS

CITÉ DE LA NUIT

avec Ken Robertson et Tony Westrope

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Les stéréotypes de l'histoire

« Les Français sont tous de même race, et tous ils considèrent la France comme leur patrie... Les Gaulois étaient de races diverses et n'avaient pas de patrie commune... Et même... » *Ainsi a commencé le* Petit Manuel d'histoire de France *de Raoul Ruiz, par cette voix fraîche d'enfant, récitant comme on le fait à l'école, en mettant tout à plat. Puis sont venues des images, un flot d'images : des cavaliers à cheval, des templiers, des croisés, châteaux et champs de bataille, l'histoire de France vue par les manuels scolaires illustrée par l'histoire de France telle que l'a montrée la télévision.*

C'était une bonne idée. Et pourtant cette première partie du Petit Manuel d'histoire de France *(seconde partie le dimanche 30 septembre) a déçu. L'un des principaux intérêts de « Rue des Archives » (série produite par l'INA) est de donner à voir — à revoir — ce qui a constitué au fil des années notre « mémoire collective », ces feuilletons, ces documentaires, ces reportages, ces fictions, tous ces documents qu'on a vus qu'une fois, et de nous les proposer non pas tels quels, mais « filtrés » par un cinéaste : à travers son regard personnel, sa propre réflexion.*

Raoul Ruiz, réalisateur chilien doué (on lui doit, entre autres, Que Hacer ?, Dialogue d'exilés, Très tristes tigres, la Vocation suspendue, l'Hypothèse du tableau volé...*), a voulu mettre en rapport — pour les confronter — les textes des manuels scolaires (ceux de 1903, de 1929, de 1956, de 1968) et leur représentation à la télévision.*

Seulement voilà, Ruiz, qui a regardé deux cent soixante heures sur les six cents heures de dramatiques historiques réalisées depuis 1957 (il a écarté les feuilletons), s'est finalement laissé submerger par ces images qui s'additionnent, se contredisent ou contredisent parfois le texte — c'est voulu, — mais vont beaucoup trop vite pour qu'on puisse s'interroger ou réfléchir à leur propos. En voulant faire un éventail des diverses façons d'exposer l'histoire (de la forme interview à la représentation très poussée, style « Buttes-Chaumont »), Ruiz a été saisi par la continuité d'un stéréotype, « cette espèce de force centripète qui atteint ceux (les réalisateurs) dont la façon de voir l'histoire est diamétralement opposée » *: aucun des héros,* « même s'il y a des modifications de détail dans le développement de l'intrigue », *n'inquiète cette idée de base, de l'Etat central : tous les héros de l'histoire de France sont « centralisateurs ». Cela — qui n'a pas été dit dans le film — a échappé absolument au téléspectateur. Pour finir, on n'a vu dans cet album d'images que l'évocation mi-tendre, mi-nostalgique de ses propres visions historiques.*

CATHERINE HUMBLOT.

LE SYNDICAT FRANÇAIS DES ARTISTES INTERPRETES (C.G.T.) SE PREPARE A LA GREVE

● Les artistes interprètes pourraient lancer un mouvement de grève assez prochainement. En effet, l'assemblée générale du Syndicats français des artistes interprètes (S.F.A.-C.G.T.) a mandaté son conseil national pour « déclencher dès maintenant des actions diversifiées, notamment des arrêts de travail destinés à faire avancer les négociations dans l'audiovisuel *et dans le* spectacle vivant ». Actions qui, selon la motion votée, pourraient, si elles ne s'avéraient pas suffisantes, être suivies d'une grève unitaire menée en liaison avec l'U.S.D.A. (Union syndicale des artistes, autonomes) et les autres organisations du spectacle.

Les représentants du S.F.A. *estiment que l'existence même de* la profession est menacée par le développement des vidéocassettes et la prochaine mise en place des satellites de communication, mais aussi en raison de la raréfaction des possibilités d'emploi. Des négociations à ce sujet sont en cours dans tous les secteurs (disques, théâtre, cinéma et télévision).

LUNDI 24 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h TF 4.
18 h 30 *L'île aux enfants.*
18 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 L'avenir du futur. Cinéma : « l'Invasion des soucoupes volantes ».
Film canadien de Ed. Hunt (1977), avec R. Vaughn, C. Lee, D. Pilon, T. Leek, H. Shaver, H. Ramer, V. Johnson.
Un vaillant savant américain lutte contre les êtres maléfiques, venus d'une planète lointaine pour envahir la Terre avec le concours d'autres extra-terrestres qui, eux, veulent du bien aux Terriens.
Un très médiocre film de science-fiction engendré par le succès de *la Guerre des des étoiles* et de *Rencontres du troisième type*. Inutile de perdre son temps.
22 h 5 Débat : à l'écoute des galaxies.
Y a-t-il ou non des extra-terrestres ? Les OVNI existent-ils ? Aujourd'hui la science, aidée par une puissante technologie, essaie d'apporter une réponse à ces questions. La biologie du futur, de nouvelles techniques de recherche sur l'origine de la vie fourniront-elles d'autres éléments à ces vieux rêves de l'humanité ? Tels sont les thèmes qui seront débattus avec MM. I. Rasool, directeur scientifique, chargé des applications terrestres de la NASA ; E. Margoulis, professeur de biologie à l'université de Boston, président de la commission pour les études de biologie planétaire et d'évolution chimique ; A. Brahic, astronome à l'Observatoire de Paris-Meudon ; A. Esterle, directeur du groupe d'études des Phénomènes aérospatiaux non identifiés.
23 h 5 Journal.

CHAINE II : A 2

17 h 50 Récré A 2.
Goldorak ; Emilie ; Lippy le lion ; Wattoo-Wattoo.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 Quotidiennement vôtre.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.



20 h Journal.
20 h 35 *Magazine : Question de temps.*
(Biopolis. Les manipulations génétiques).
21 h 40 Série documentaire : Sept jours en Perse (le jardin de Hafez).
La poésie est au centre des civilisations de la Perse ; la musique qui a pour finalité première de déployer plus largement le poème par le chant ; la peinture dont le premier rôle fut d'illustrer les précieux manuscrits commandés par les rois. Un aperçu de ces deux arts filmés dans les jardins de Chiraz et de Téhéran.
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre : l'Eglise Baptiste.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « les Barbouzes ».
Film français de G. Lautner (1964), avec L. Ventura, B. Blier, F. Blanche, C. Millot, J. Hahn, M. Dare, A. Weber (N., Rediffusion).
Cinq agents secrets internationaux veulent s'approprier les brevets d'un matériel guerrier ultra-moderne que détient la capiteuse veuve d'un trafiquant d'armes.
Un film d'espionnage burlesque, où Michel Audiard et Georges Lautner ont eu des idées, des trouvailles désopilantes. Un divertissement commercial d'excellente tenue.
22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

17 h. 32, Echos de Londres : la nouvelle musique anglaise (Hobbs, Bryars).
18 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « l'Enfant de Bohême », de D. Boulanger, lu par Jean Piat.
19 h. 30, Présence des arts : « le Dénombrement *de Bethléem* », de Breughel.
20 h., « Requiem pour un séquoia », de V.-P. Ferguson (rediff.).
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : le verbe interdit, ou le langage du peuple et la parole de l'âme.
22 h. 30, Nuits magiques : le Bonheur ; l'Entracte.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque.
20 h., Les grandes voix.
20 h. 30, Concert donné au Théâtre de la ville : Ensemble intercontemporain, œuvres de Birtwistle, Grisey et Stravinski.
22 h. 30, Ouvert la nuit : « Odes » (Purcell), par l'English Chamber Orchestra ; 23 h., Clavecins et clavecinistes : œuvres de Rameau, Couperin, Scarlatti, Haendel, Bartok ; 1 h., Douces musiques (Debussy, Fauré, Ibert, Aubert, Godard).

MARDI 25 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
13 h. 50, Etre à la une ; 14 h. 5, Mardi-guide ; 14 h. 30, Feuilleton : David Copperfield ; 15 h. 25, Le regard des femmes sur l'informatique : « La vie programmée » ; 16 h. 30, Chant et contre-chant ; 17 h., Livres-Service ; 17 h. 30, Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Patinage artistique : à Lake Placid.
22 h Le sens de l'histoire : Notre civilisation est-elle en train de mourir ?
Voir notre sélection.
23 h *Les musiciens du soir : Arras, réunion des sociétés musicales.*
La Symphonie funèbre et triomphale de Berlioz.
23 h 30 Journal.

CHAINE II : A 2

12 h Au jour le jour.
12 h 10 Passez donc me voir.
12 h 30 Feuilleton : la Duchesse bleue.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h Aujourd'hui madame.
Les incendies de forêt.
15 h Série : Drôles de dames. (« Tueur de dames »).
15 h 55 Libre parcours : l'Australie.
17 h 20 Fenêtre sur...
Le Festival d'Annecy 1979.
Voir notre sélection.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : « la Chasse aux sorcières ».
Téléfilm de Jud Taylor, sur un scénario de Lane Slate.
Vers 22 h., débat : La démocratie américaine malade de la guerre froide. Avec MM. Roy Cohn, avocat, proche de MacCarthy ; T. Bolan, avocat, collaborateur de MacCarthy ; Lester Cole, scénariste ; John Berry, réalisateur, mis sur la liste noire ; Henri Kaspi, *professeur à la Sorbonne* ; Ernest Golstein, avocat, ancien collaborateur de Truman et Johnson.
23 h 30 Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Cartoyage : « le Club d'Ulysse ».
18 h 55 Tribune libre.
La Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Tonnerre Apache ».
Film américain de J. Newman (1961), avec R. Boone, G. Hamilton, L. Patten, A. O. Connell, C. Bronson (Rediffusion.)
En 1870, un jeune lieutenant envoyé dans un fort de l'Ouest, y retrouve celle qu'il a aimée, fiancée à un autre officier. Jalousie et combats avec les Indiens.
La description d'une garnison qui rappelle un peu les westerns de John Ford. Le reste est plus conventionnel.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, *Matinales.*
8 h., Les chemins de la connaissance : le prophétisme de Tolstoï.
8 h. 32, Grégoire de Tours et son temps.
8 h. 50, L'escalier d'or.
9 h. 7, La matinée des autres : la geste de Bouthadi.
10 h. 45, Etranger, mon ami : « les Princes de Francalanza », de F. de Roberto.
11 h. 2, Echos de Londres : la nouvelle musique anglaise (Cardew).
12 h. 5, Nous tous chacun.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Un livre, des voix : « l'Archéologue », de P. Beaussant.
14 h. 42, Carrefour des Français.
16 h. 45, Libre appel : les interventions chirurgicales et les nouvelles techniques d'exploration.
17 h. 32, Echos de Londres : la nouvelle musique anglaise (Nyman, White, Bryars).
18 h. 30, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « la Mère Noël » et « Amandine ou les deux jardins », de M. Tournier, lus par R. Gérome.
19 h. 30, Sciences : les « quincailleries » de la communication.
20 h., Dialogues P. Schaeffer et P. Henry : Il y a trente ans, la musique concrète.
21 h. 15, Musique de notre temps : Bartok et notre temps.
22 h. 30, Nuits magiques : le Bonheur ; l'Entracte.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique.
9 h. 2, Le matin des musiciens : œuvres de Strauss.
12 h., Musique de table : « Musique de charme », œuvres de Mozart ; 12 h. 35, Jazz classique ; 13 h., Les anniversaires du jour : Alfred Cortot ; 13 h. 30, Les auditeurs ont la parole.
14 h., Musiques : musique en plume, œuvres de Strauss, Kiermeier ; 14 h. 30, Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo (Lalo) ; 15 h., Musique-France-Plus (Jolivet, L. Nono, M. Constant, B. Jolas) ; 17 h., Les chants de la terre.
18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque.
20 h., Le royaume de la musique : rencontres internationales de musique ancienne (Arras 1979).
20 h. 30, Concert donné dans la grange de la Besnardière : solistes du Nouvel Orchestre philharmonique (œuvres de Brahms).
22 h. 30, Ouvert la nuit : « Odes » : Chœurs *et Orchestre de chambre de Londres* (Haendel) ; 23 h., Clavecin et clavecinistes : œuvres de Couperin, Bach, Bononcini, Frescobaldi, Cimarosa ; 1 h., Jazz-forum



VÉRONIQUE SANSON
du 1er au 14 Octobre inclus.
Location au théâtre de 11 h à 22 h. Par Téléphone : 742.25.49. Dans les agences.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Carrière Internationale pour 6 Ingénieurs
Débutants - Grandes Ecoles

Les hommes que FLOPETROL International recherche sont avant tout des hommes de «terrain» sachant s'adapter et prendre des décisions rapides. Ils sont libérés des obligations militaires et possèdent une bonne pratique de l'anglais.

Dans un premier temps, ils suivront un stage rémunéré à MELUN (77), BAHRAIN (Moyen-Orient) ou ABERDEEN (Ecosse).

Ce stage dure 3 mois, les cours y sont dispensés en langue anglaise.

Puis ils rejoindront les bases opérationnelles à l'Etranger pour participer durant 2 à 3 années environ aux opérations techniques sur les puits.

A l'issue de cette formation sur les chantiers, ils se verront confier des responsabilités leur permettant d'évoluer vers le poste de «BASE MANAGER». («Patron» avec toutes les tâches techniques et d'organisation, les relations commerciales, la gestion du Personnel et du Budget, etc...).

Ces postes sont à pourvoir au sein d'une société internationale de 1 600 personnes, performante en forte expansion, leader mondial de sa spécialité.

A des candidats motivés, FLOPETROL International propose une rémunération intéressante, des avantages liés à l'expatriation, de réelles possibilités d'évolution dans le cadre d'une carrière internationale.

Merci d'adresser rapidement votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence M 1 138 à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens 75002 PARIS qui transmettra (Réponse et discrétion assurées).

FLOPETROL
Schlumberger

MEDIA P.A.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE T.P.
(C.A. 1,5 milliard) recherche

SENIOR QUANTITY SURVEYOR

Chargé d'assurer la défense contractuelle des intérêts de l'entreprise sur un important chantier de T.P. (montant : 500 millions de francs). Analyse du contrat, suivi des travaux réalisés, préparation des claims...

Le poste implique une expérience de plusieurs années dans la fonction, acquise sur des chantiers T.P. à l'étranger, et une très bonne connaissance de l'anglais lu, écrit et parlé (langue de travail).

Lieu de travail ; BAGDAD

Logement - voiture - rémunération nette d'impôts

Envoyer C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle sous la réf. 012 M à No 26.435 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra. Discrétion et réponse assurées.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

Expérimenté en coloration capillaire pour diriger laboratoire, capable de créer, mettre au point des formules.

Age indifférent.

Devra voyager U.S.A., MOYEN-ORIENT 3 mois/an.

Adresser curriculum vitae et prétentions à M. BAROUX, 11, square Lamartine - 91000 EVRY.

ORGANISME DE CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION
C. T. C.

Recrute pour ses services implantés à Alger
DES INGÉNIEURS ALGÉRIENS DANS LES SPÉCIALITÉS :
— GÉNIE CIVIL
— CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

AVANTAGES :
— Cadre de travail agréable.
— Rémunération intéressante.
— Logement assuré.
— Horaire continu.

Ecrire au C.T.C., rue Kaddour-Rahim
HUSSEIN-DEY - ALGER
Département du Personnel.

D.E.C.S. + 3 ans d'Exp. Comptable

Notre entreprise occupe une place prépondérante dans le domaine des Travaux Publics et du Génie Civil.

Ses points forts :

Un grand dynamisme, une gestion efficace, 65 % de son C.A. réalisé à l'étranger, une parfaite connaissance de ses hommes à tous les niveaux.

Nous recherchons un responsable capable de prendre progressivement en charge, après quelques mois passés à notre siège social à SACLAY (Essonne), la totalité de la gestion administrative et surtout comptable d'une agence ou d'un important chantier outre-mer.

Le candidat idéal sera âgé d'une trentaine d'années. Il aura une réelle personnalité, sera titulaire du D.E.C.S. et pratiquera la comptabilité depuis 2 ou 3 années (si possible dans le bâtiment ou les Travaux Publics).

Si vous correspondez à ce profil et si vous désirez vous positionner dans l'organigramme d'une entreprise solide, alors écrivez-nous à

Entreprise RAZEL Frères - Christ de Saclay - BP 109 - 91403 ORSAY CEDEX
qui vous garantit réponse rapide et toute discrétion.

RAZEL

MEDIA PA

Importante Société Nationale Algérienne
recherche

JURISTE CONFIRMÉ

- De nationalité algérienne ;
- 30 ans minimum ;
- Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Privé (ou équivalent) ;
- Justifiant d'au moins 5 ans d'activité professionnelle dans un cabinet de Droit des affaires ou dans une grande entreprise ;
- Dynamique et ayant le sens des responsabilités ;
- Pouvant être amené à assumer des fonctions de responsabilités au sein d'une direction centralisée comprenant une dizaine de personnes.

POSTE A POURVOIR TRES RAPIDEMENT A

ALGER

Envoyer curriculum vitae manuscrit et prétentions, accompagnés d'une photo, à REGIE-PRESSE, n° T 015.605 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANT COMPANY
has an opening for its office in
BAMAKO - MALI
FOR A

QUALIFIED ACCOUNTANT

— preferably Malian nationality.
— fluent in french and english.

Please Send C.V. and photo to refer. no T 015639 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Groupe Important
recherche pour sa filiale d'ABIDJAN

UN INGENIEUR FRIGORISTE

chef du service froid et climatisation.

Ecrire sous Nº 7299 à PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris

L'ECOLE POLYTECHNIQUE FEDERALE DE LAUSANNE
met au concours un poste de
PROFESSEUR DE MICROTECHNIQUE
pr son départem. de mécanique
Délai d'inscription :
15 novembre 1979
Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste à la :
Direction administrative de l'Ecole Polytechnique fédérale de Lausanne, 33, avenue de Cour, 1007 LAUSANNE-Suisse.

Sucre de canne
Société
AFRIQUE NOIRE
francophone, recherche

PERSONNEL ENCADREMENT
— DIRECTEUR TECHNIQUE.
— CHEF DE FABRICATION.
— CHEF DE QUART FABRICATION.

Les candidats doivent justifier de plusieurs années d'expérience en sucrerie.

Envoyer C.V. et photo sous nº 9.528 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS RECHERCHE D'URGENCE POUR UN CHANTIER d'AMERIQUE CENTRALE

UN ACHETEUR
RESPONSABLE des approvisionnements en matériaux et matériels T.P. Ce poste s'adr. à un candidat ayant au moins 5 ans d'expérience en B.T.P. et une bonne maîtrise de l'espagnol.

Adr. lettre manus. + C.V. + photo + prét. ss réf. 2.792 au

CABINET OPPERT
BP 4 - 92340 BOURG-LA-REINE
Réponse et discrét. assurées.

ÉLECTROMÉCANICIEN STATIONS DE POMPAGE
Nous recherchons un très bon électromécanicien, d'un niveau de formation BTS ou similaire, âgé d'au moins 30 ans, pour qui les matériels d'électro-pompes n'ont plus de secret (moteurs électriques, pompes, armoires électriques). Nous lui proposerons un séjour de longue durée dans une VILLE d'AFRIQUE NOIRE francophone (congés annuels en France, bien sûr). Nous lui confierons la responsabilité du bon fonctionnement, de l'entretien et des réparations des équipements de plusieurs stations de pompage ainsi que la gestion des pièces détachées. Il encadrera et formera des mécaniciens nationaux (mais saura évidemment « payer de sa personne » pour des réparations courantes ou urgentes). Nous sommes une société française. Ecrivez-nous vite (joindre C.V.) en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 34.247 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale (Société française parapublique) recherche un

INGÉNIEUR MÉCANICIEN T.P.
Cet ingénieur est nécessairement diplômé et parle couramment l'espagnol. Il lui sera confié des responsabilités dans le cadre de l'assistance technique auprès de l'Administration d'un pays d'Amérique latine. Son expérience professionnelle (d'une dizaine d'années) recouvre notamment la gestion d'importants parcs de matériels de travaux publics. Merci de prendre un premier contact en écrivaint (joindre C.V.) et indiquer rémunération actuelle en spécifiant la réf. 7.479 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEUR SENIOR TRAVAUX ROUTIERS
Une société de Conseil et d'Assistance technique recherche, pour une intervention de longue durée en Afrique noire francophone, un ingénieur diplômé ayant une expérience confirmée en travaux de construction de routes. Il est familiarisé avec l'Afrique où il a déjà exercé des responsabilités dans le domaine routier. Ayez l'obligeance d'écrire (joindre C.V.) et de mentionner votre dernière rémunération. Précisez sur l'enveloppe la référence 3.512 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Société d'ingénierie française à vocation internationale propose, pour un séjour en Afrique septentrionale, un poste de

CONTROLE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT
Ce poste pourrait convenir soit à un jeune diplômé d'une Gde Ecole d'ingénieur ayant eu une première expérience de contrôle de travaux (terrassement, pose de canalisations), soit à un conducteur de travaux expérimenté dans ce domaine. La connaissance de l'anglais est un élément nécessaire.
Merci d'écrire (joindre C.V. et mentionner votre rémunération actuelle) en rappelant la réf. 2.471 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui tr.

INGÉNIEUR ROUTIER
Un Bureau français d'ingénieurs conseils, chargé de la supervision de la construction d'une route en Afrique Noire, rech. un ingénieur diplômé (E.T.P., INSA) ayant au moins 5 ans d'expérience en Travaux routiers. Cet ingénieur, à qui nous confierons des responsabilités de contrôle, doit nécessairement avoir déjà eu une expérience des chantiers en Afrique. Merci de nous écrire (joindre C.V.) en faisant état de votre dernière rémunération. Indiquer sur l'enveloppe la réf. 3.514 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

SODEXHO

Notre métier, la restauration de collectivités.

Notre volonté, renforcer nos structures avec de

Jeunes Cadres en Amérique du Sud - Brésil

Diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce, âgés d'environ 26 ans et libres rapidement.

Préférence sera donnée aux candidats connaissant le Brésil et la langue portugaise.

Réussir *est synonyme d'ambition, de mobilité géographique, de capacités réelles à prendre de grosses responsabilités à court terme.*

Plusieurs mois de formation *en Europe précéderont l'affectation en Amérique du Sud.*

Dossier détaillé, traité avec discrétion à adresser à SODEXHO - Division Europe 3, avenue Newton 78390 BOIS D'ARCY.

SOCIETE AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR
sur Matériel IBM 32
Système GAP 2
Les candidats doivent justifier de plusieurs années d'expérience en responsabilité de services.

Adresser C.V., photo sous nº 8724 L.T.P. 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

GESTION 2000
102, r. Lafayette Paris 10e
pour déplacement étranger

INGÉNIEUR
ELECTRICITE
POUR MISE EN SERVICE
POSTES H.T.
parlant anglais.

246-42-01

International collège Beyrouth rech. INSTITUTEURS (trices) enseignement du français. Tél. (31) 22-84-35, de 16 à 20 h.

REFLETS D'AFRIQUE
rechs des correspondants, des

Représentants-diffuseurs
en Afrique et en Europe.
Ecrire : Boîte Postale 225 03. 75121 Paris Cedex 03.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS



emplois régionaux

Un des leaders européens de l'industrie de la ferrure pour le bâtiment recherche pour sa filiale française (usine de 460 personnes - 120 Millions de CA), située à une heure de STRASBOURG, un

Directeur Commercial
pour une fonction de
Co-Gérant

De par sa formation (HEC, ESSEC, Sup. de Co ou similaire) et son expérience confirmée, ce professionnel des marchés nationaux et internationaux sera l'animateur de la politique Marketing et le responsable désigné des résultats commerciaux. Homme de communication et de dialogue, il partagera avec la Direction Technique la responsabilité des grandes options sociales, commerciales, techniques et de gestion retenues pour le développement de l'entreprise. Une expérience de direction d'entreprise de taille à peu près similaire et la connaissance du marché du second oeuvre bâtiment faciliteront grandement l'insertion. Des contacts fréquents avec l'Allemagne impliquent une maîtrise de la langue, l'anglais et /ou l'espagnol demeurant des atouts complémentaires à ne pas minimiser.

La rémunération, à négocier, tiendra compte de l'acquis professionnel.

Nous vous suggérons de manifester votre intérêt pour ce poste en adressant votre dossier complet sous REF. Nº 810 à M. JARDINI qui vous garantit la plus grande discrétion.

5-7, rue Pierre Perrat
57000 METZ
Tél. : (87) 68.96.44

managing

MEDIA PA

Société européenne de services et de conseils informatiques recherche

jeune directeur
POUR SON AGENCE EST-FRANCE

Il devra avoir acquis par ses contacts professionnels une bonne connaissance du milieu informatique (hommes, produits) et développé depuis au moins 5 ans une activité de type technico-commercial en informatique.

Il sera responsable, dans le cadre d'une large autonomie, du développement et du budget de son agence.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 7416 /S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

Institution Retraite et Prévoyance Rhône-Alpes
recherche

auditeur interne

Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure commerciale ou scientifique, ayant l'esprit clair et ouvert, ayant vécu une expérience professionnelle d'audit ou de contrôle de gestion en entreprise.

Sa mission sera de créer une fonction qui n'existe pas au niveau interne et qui aura pour but le suivi et le contrôle de résultats techniques autant que financiers dans le but d'assurer la bonne marche et d'améliorer la productivité de l'institution.

Localisation : LYON.

La réussite dans le poste devrait conduire rapidement à l'intégration dans l'équipe de direction.

La rémunération sera intéressante et évolutive.

Envoyer C.V. + photo + rémunération, sous réf. 587-M, 25, rue du Renard, 75004 Paris.

PROSSEL international
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SEITHA
équipements thermiques, économies d'énergie, énergies nouvelles, recherche un

INGENIEUR
pour études d'économies d'énergie dans l'industrie hotelière

Formation souhaitée : Arts et Métiers.

Il résidera à LYON mais effectuera de nombreux déplacements.

Adresser C.V. et prétentions, sous No 95 à Cabinet Gatier, 32 rue Barrême 69006 Lyon. Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

POUR SES FILIALES IMMOBILIERES
ALPES • COTE D'AZUR • SUD-OUEST

GMF MAISONS

recherche

ses futurs directeurs

Pour renforcer sa présence dans les secteurs des résidences loisirs, le GMF, parallèlement à sa structure interne, crée des filiales de promotion.

Ils seront des managers appelés à prendre - sous tous ses aspects - la direction de ces structures régionales.

Seuls peuvent être retenus des candidats possédant réellement l'étoffe nécessaire à la direction d'une entreprise et possédant une expérience confirmée du montage d'opérations immobilières dans l'une des régions citées.

Il est prévu une autonomie de gestion sanctionnée par les résultats et un appui technique et financier du groupe.

La rémunération pourra atteindre 200 000 F+ dans un délai de 2 ans si les objectifs de CA et de la rentabilité sont atteints. Votre valeur en est le meilleur garant.

Merci d'adresser candidature manuscrite avec c.v., photo et prétentions s/réf. 3400 à Patrick Leroy - Directeur des Relations Humaines - Groupe Maisons GMF - Boite Postale 18 - 59403 Cambrai Cedex.

MAISONS INDIVIDUELLES

Pour répondre au développement important de notre activité maisons individuelles nous nous proposons de recruter un

DIRECTEUR RÉGIONAL

Ce poste de haut niveau englobe l'ensemble des fonctions commerciales, techniques et de gestion.

Dans le cadre d'une large autonomie, il sera confié à un spécialiste de la maison individuelle ou à un ingénieur ayant acquis en entreprise de bâtiment une large expérience des problèmes de construction.

Les qualités personnelles de contact, d'ascendant et un sens aigu des responsabilités seront les critères déterminants de notre choix.

Si vous souhaitez nous rencontrer, adressez-nous un courrier pour ce poste qui est à pourvoir en Centre-Ouest.

N° 8.984 - COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

CCMC

Société de services:
1200 personnes.
Leader en informatique de Gestion. 3 centres de production.
30 agences commerciales. 65.000 entreprises clientes.
CA en progression régulière depuis 1962 de 30% par an.

désire intégrer à ses équipes de vente

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

Grandes Ecoles Commerciales – Second cycle universitaire de gestion
- Vous êtes à la recherche de votre premier emploi,
- Vous estimez posséder une personnalité capable de s'exprimer, entre autre, dans le domaine de la vente à haut niveau.

Après un stage de formation de 2 mois à notre école "Produits",

vous pourrez guider le choix des dirigeants d'entreprise pour une acquisition judicieuse de systèmes de gestion informatisée.

Notre réelle politique de promotion interne et l'expansion de l'entreprise sont les meilleurs garants de votre évolution future.

Postes à pourvoir: DIJON, NANCY, MONTPELLIER, ORLEANS, GRENOBLE, SAINT-ETIENNE, RENNES, ROUEN, NANTES, LILLE, PARIS, MILAN.

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions, sous référence 5545/2, à Jean-Pierre POHU, Service du Personnel - B.P. 6139, 45017 ORLEANS CEDEX.

HAVAS CONTACT

FIRME DE RENOM ET POSITION INTERNATIONALES PARFUMS ET COSMETIQUES
recherche un

INSPECTEUR DES VENTES EXPORT

Il aura la responsabilité de l'animation et de la gestion d'un secteur «DUTY FREE SHOPS» sur plusieurs pays d'EUROPE.

Son profil :
- Formation supérieure.
- Parfaitement trilingue allemand-anglais-français.
- Aimant et sachant négocier.
- De préférence quelques années d'expérience dans la vente de produits de luxe.
- Très disponible (nombreux déplacements à l'étranger).

Résidence : 100 Kms de Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9522 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

La C.S.E.E. 5000 personnes
dont plus de 500 ingénieurs et cadres - installations électriques et réalisation d'équipements et systèmes électromécanique et électronique dans des technologies de pointe
recherche

ENSAM débutants

conscients que la mobilité entre services ou fonctions est formatrice.

LA PREMIERE AFFECTATION pourra être :
- études, méthodes, ou fabrication } Usine de Riom
- ingénieur d'affaires centres de travaux } Région Sud-Est

ECRIVEZ en mettant l'accent autant sur vos attentes professionnelles et vos aptitudes caractérielles que sur votre acquis actuel au Responsable du Service Emploi et Développement des Cadres, COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, *17, Place Etienne Pernet 75015 Paris.*

---

mammouth



LA RUCHE PICARDE

Nous sommes l'un des premiers groupes français de la Distribution.

Le développement constant de nos Hypermarchés nous amène à proposer de véritables perspectives de carrière à des

jeunes diplômés (ées)

ESC OU EQUIVALENT

VOLONTAIRES ET PRAGMATIQUES pour prendre sur le terrain des responsabilités de Chef de Rayon après formation, et capables de progresser rapidement dans la hiérarchie, après réussite au poste dans le cadre d'une gestion par objectif.

Une mobilité géographique dans la moitié Nord de la France est un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. M54 à LA RUCHE PICARDE - Direction des Hypermarchés - 75 rue Sully - 80000 AMIENS.

HAVAS CONTACT

DELTA

Le Centre de promotion du commerce international de la Chambre de Commerce et d'Industrie de NANTES
sélectionne

15 STAGIAIRES A L'EXPORTATION

pour sa 6e promotion 1980 (janvier à décembre)

INGENIEURS, TECHNICIENS, COMMERCIAUX, ADMINISTRATIFS et LINGUISTES seront formés aux techniques du commerce international.

Le cycle de formation dure 1 an et se déroule alternativement à mi-temps :
- au centre pour le stage d'études théoriques ;
- en entreprise pour le stage d'application pratique.

— Rémunération par la Direction Départementale du travail en fonction de la situation antérieure.
— Conditions requises :
- être inscrit à l'ANPE en recherche d'emploi ;
- niveau de formation : bac + 4 ou expérience professionnelle ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise ;
- forte motivation personnelle pour l'exportation et aptitude à voyager ;
- sens du contact et de la vente.

Adresser, avant le 15 octobre 1979, lettre manuscrite de candidature et curriculum vitae accompagnés de trois photos au C.P.C.I. Chambre de Commerce et d'Industrie, Palais de la Bourse 18 X, 44040 NANTES CEDEX.



Directeur Technique

MENUISERIE INDUSTRIELLE — AUBE

Il s'agit d'une Société de petite taille (8 M de francs, 45 personnes) qui a su, dans une période difficile, devenir le fournisseur de certains grands de la Maison individuelle et élargir sa clientèle traditionnelle de négociants. Son Président, assurant les principaux contacts commerciaux, a besoin d'un homme capable de prendre en main l'ensemble des services techniques internes et la responsabilité de la production pour améliorer les capacités de production et répondre ainsi à une forte augmentation du carnet de commandes.

Ce poste d'avenir doit convenir à un ingénieur (A.M., I.C.A.M, Ecole Supérieure du Bois) ayant une solide expérience de la menuiserie industrielle et des qualités certaines d'encadrement.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 81032 M (à mentionner sur l'enveloppe) à René CAROUANA.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Vous souhaitez rejoindre une Société jeune et dynamique, vous possédez une solide expérience de la vente de matériels informatiques,



Distributeur en France de matériels informatiques de technologie avancée, en 1979, taux de croissance de 100 %
recherche son

DIRECTEUR D'AGENCE

BRETAGNE

Chargé de la création et de la direction de l'Agence, il devra développer un C.A. potentiel de 4 à 5 MF d'ici 1981 pour la vente de micro-informatique et de périphériques.

Homme particulièrement dynamique et créatif, il devra faire preuve de qualités d'organisation, de sens des responsabilités avec autonomie d'objectifs.

Le siège de l'Agence sera soit à RENNES, soit à LANNION.

Envoyer photo et C.V. manuscrit à METROLOGIE
Tour d'Asnières 4 avenue Laurent Cély 92606 ASNIERES

Stands SICOB : 4B - 4204 et SICOB OEM : 39, du 19 au 28 septembre

---

QUELLE

Leader européen de la Vente par Correspondance recherche pour
ORLEANS

jeunes diplômés en gestion

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. ou E.S.I.
Anglais, Allemand, nécessaires.

Vous travaillerez au sein de notre Centrale d'Achats (120 personnes) et vous aurez la responsabilité, en liaison avec les acheteurs, des prévisions de ventes, gestion des stocks, résultats d'exploitation.

Nous assurerons la formation complémentaire dont vous pouvez avoir besoin et nous vous donnerons les moyens d'évoluer rapidement vers la gestion ou vers le commercial.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Mademoiselle BLIN - QUELLE
125, rue de Montaran - SARAN
45400 - FLEURY-LES-AUBRAIS.



IMPORTANT GROSSISTE
en materiel électrique
cherche
responsable pour son Point de vente de BRIVE
Age minimum : 30 ans.
Formation : Technicien supérieur, électricité.
Qualité : Excellent commerçant.
Ecr. HAVAS Limoges nº 00778-H

P.M.E. implantée en ARDENNES
Un des leaders français dans sa spécialité recherche un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

— Celui-ci doit pouvoir, par son expérience passée, développer le chiffre d'affaires d'un des départements de la Société, ce qui ne l'empêchera pas de s'intéresser activement à l'ensemble de la production de l'entreprise.

— Une part importante de son activité se fera à l'exportation. C'est pourquoi il doit pouvoir maîtriser parfaitem. seront appréciées. Satut Cal'expérience.

— C'est un homme d'environ 30/35 ans, dont l'expérience *(10 ans) dans la vente de* produits industriels s'est soldée par des résultats positifs et prouvés. De bonnes connaissances en marketing seront appréciées. Statut cadre, salaire en fonction de l'expérience.

Env. CV + photo, s/réf. 57.023 M
Nous avons confié ce recrutement à :

EST CONSEIL
30, rue des Clercs
57000 METZ

SOCIETE DE CONSEILS D'ENTREPRISES
offre en province situation intéressante à

CONSEIL JURIDIQUE ET/OU FISCAL

Sérieuse expérience professionnelle indispensable.
Adresser C.V sous réf. 8564 à P. LICHAU S.A. - B. P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Importante Société Avicole
Siège dans l'Ouest de la France
recherche

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ce poste conviendrait de préférence à Agro ENSIAA ou vétérinaire..., 5 ans d'expérience dans direction technique ou direction usine dans le secteur agro-alimentaire. Adr. C.V. dét. avec photo et prétentions au nº 8.598 « le *Monde* » Publ. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09 qui transmettra

---

IMPTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
en expansion continue
recherche pour son Siège

ATTACHÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Il sera chargé :
— d'assister le Directeur Général dans l'analyse des tableaux de bord ;
— de suggérer et de conduire des études ponctuelles concernant la gestion ;
— de préparer les éléments nécessaires à la prise de décisions.

Il devra :
— être âgé d'environ 27 ans ;
— avoir une formation supérieure HEC, ESSEC, ESC, Sciences Eco ou équivalente ;
— avoir une expérience professionnelle de 2 ans au moins ;
— être ouvert aux problèmes de gestion ;
— posséder une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse ;
— avoir un esprit très concret.

Ce poste permettra d'acquérir une formation très complète et ouvrira des perspectives d'avenir à un candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire de la région RHONE-ALPES.

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., photo, prét. à nº 26.454, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transm.

La Direction financière d'une très importante société industrielle du HAUT-RHIN (+ 1000 personnes) *recherche un*

Jeune Cadre
Finances et Comptabilité

Assistant son supérieur hiérarchique, il interviendra dans les différents services concernés (comptabilité générale, *comptabilité analytique, trésorerie, informatique*), à l'occasion de missions ponctuelles d'organisation et de contrôle. La formation requise impose au minimum le DECS complet associé à un niveau supérieur de type Sciences Eco, Droit ou ESC, avec en outre de très solides compétences en fiscalité.

Une expérience de 3 à 5 ans dans un poste opérationnel, avec encadrement d'exécutants, paraît également souhaitable, tout comme l'est la pratique d'une langue *étrangère (anglais)*.

Il s'agit d'un poste stable, évolutif, assorti d'une rémunération directement liée à la formation et à l'expérience.

Premier contact pourrait être pris en faisant parvenir votre dossier de candidature sous REF. Nº 2936 à notre conseil chargé de cette recherche.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

MEDIA PA

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Groupe français de BATIMENT et de TRAVAUX PUBLICS leader dans son secteur recherche pour renforcer son potentiel commercial en Région Parisienne.

JEUNES INGENIEURS

de formation Grandes Ecoles (Centrale, P. et Ch., T.P....)

Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Intégrés au sein d'équipes structurées et dynamiques, ils auront l'occasion de se former aux méthodes commerciales les plus avancées.

Leurs résultats et leur volonté peuvent leur faire espérer un rapide développement de carrière vers la responsabilité d'un service commercial.

Adresser CV et photo sous no 25889 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



emplois régionaux

Le leader français des plastiques recherche pour son siège social à Oyonnax dans l'Ain.

ingénieur de production

Il assumera l'organisation de l'unité de production, l'augmentation de la productivité, l'aspect méthodes et la gestion du personnel.
Rattaché directement au Directeur du département, ce poste convient à un ingénieur diplômé généraliste (AM, ECAM ou autres) voulant se réaliser par une seconde expérience professionnelle dans une unité de 50 personnes aux moyens modernes.

Une expérience industrielle en approvisionnement et en ordonnancement constitue un atout important.

Age minimum 30 ans.

Ecrire au Service du Personnel, Société Grosfillex à Arbent, 01107 OYONNAX Cédex.



CHEF DU PERSONNEL

SUD - PARIS

Une Société, appartenant à l'un des cinquante premiers groupes français, recherche pour l'une de ses usines située à 230 km au sud de Paris un jeune Chef du Personnel pour gérer un effectif d'environ 400 personnes.
Ce poste requiert une expérience antérieure de la fonction en milieu industriel et une bonne aptitude au dialogue et à la négociation. Possibilité d'évolution au sein du groupe.

France Cadres 22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 942 M.

Agence Financière de Bassin Seine Normandie
Sous-Direction ressources en eau
3, rue Saint-Charles
75015 PARIS

recherche

pour sa délégation régionale CHAMPAGNE/ARDENNES

UN JEUNE INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

Châlons-sur-Marne — 60.000 F.

Après une période de formation à Paris, il sera amené, à partir d'enquêtes sur le terrain, à participer à l'élaboration de schémas d'aménagement des eaux.

Le candidat retenu, ingénieur hydraulicien diplômé (ENSI GRENOBLE ou TOULOUSE) débutant ou possédant une première expérience, disposera de bonnes qualités de contact, d'expression et de rédaction, et devra faire preuve d'autonomie dans le travail.

Ecrire avec curriculum vitae et photo en vue d'une convocation directe des candidats pré-sélectionnés.

Société spécialisée dans l'industrie des gaz de l'air, filiale d'un important groupe international recherche pour les régions : Normandie et Rhône Alpes

Cadre Commercial

dépendant du Directeur Régional. Il sera chargé de développer le C.A. sur son secteur, du suivi de la clientèle existante ainsi que du développement des applications nouvelles.
Le poste peut convenir à un diplômé de formation Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur, pouvant justifier d'une expérience professionnelle de la vente d'au moins 2 ans. La rémunération offerte sera fonction de la valeur du candidat. Possibilité d'évolution.

Adresser votre candidature sous référence 2220 à SCS/Jonction 9, rue des Halles 75001 Paris

P.M.I. DYNAMIQUE DES VOSGES FABRICANT DE VÊTEMENTS DE SPORTS, PULLS
recherche

JEUNE ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Il aura pour mission d'étendre la clientèle centrales d'achats et prendra en charge progressivement l'équipe de représentants exclusifs.
Il participera sous l'autorité du Directeur Commercial à l'élaboration de la politique commerciale.
Nous recherchons un candidat de 30 ans maxi, de formation ESC, mobile et basé de préférence à proximité de l'unité de production.

Envoyez C.V. manuscrit + photo sous n° 8.601 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09, q. tr.

ATO CHIMIE

recrute de toute urgence pour son centre d'études de recherches et de développement, nouvellement construit à SERQUIGNY (Normandie)

3 Chimistes Analytiques
1 Physicien

de haut niveau DUT ou BTS

Ayant de préférence quelques années d'expérience dans l'analyse et l'évaluation des macromolécules, ils devront s'adapter dans une équipe chargée de l'étude des matériaux.

Lecture de l'anglais et / ou allemand très appréciée.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel de l'Etablissement ATO Chimie 27470 SERQUIGNY.

MEDIA PA

MAIRIE DE QUIMPER (Finistère)

recrute

UN ANALYSTE FONCTIONNEL

PROFIL :

Le candidat aura l'expérience de la conception et du démarrage d'applications utilisant S.G.B.D. et le télétraitement.

La connaissance de la gestion municipale et des systèmes Burroughs sera appréciée.

Adresser candidature avant le 30 octobre 1979. à M. le Secrétaire d'Etat, Maire de Quimper, Serv. du Pers., BP 531 - 29107 QUIMPER, CEDEX. Téléphone : (98) 95-01-69, poste 337.

Importante Société de Services

recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL

TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON

Formation assurée. Commissions + Frais.

Minimum garanti.

Ecrire sous n° T 15.674 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société TOURS recherche
COMPTABLE CONFIRMÉ
(25 ans), D.E.C.S. ou équivalent, possibilités promotion
Ecr. no 8.605 « le Monde » Publ. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09 qui transmettra.

Le Centre Anticancéreux de REIMS recrute un
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Poste convenant à haut fonctionnaire ou à directeur d'hôpital public ou privé, ou à directeur administratif entreprise privée.
Statut intéressant.
Pour détails écr. No 3.000 C. BLIQUE, 160, avenue de Strasbourg, 54000 NANCY ou téléphoner (83) 35-42-63.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

CGR La Compagnie Générale de Radiologie

recherche

pour son Département TRAITEMENT ET VISUALISATION DE L'INFORMATION

situé à ISSY-LES-MOULINEAUX (92133)

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

Référence : VISU.A

- possédant plusieurs années d'expérience en Etudes et Développement de systèmes électroniques digitaux ainsi que dans la production en petites séries de matériels informatisés ;
- connaissant la gestion de planning par PERT ;
- parlant couramment l'anglais.
- Devra faire preuve de son sens de l'organisation, de ses qualités de gestionnaire et d'animateur pour prendre en charge les responsabilités d'une équipe de 20 techniciens et la production organisée autour de deux axes :
  - la production de cartes électroniques,
  - l'intégration de systèmes.

INGENIEURS ETUDES HARD

Référence : VISU.B

- pour études de systèmes digitaux rapides mettant en œuvre les technologies électroniques les plus récentes ;
- formation : Grandes Ecoles (SUPELEC, TELECOM, GRENOBLE) ;
- expérience : 2 à 3 ans en études de systèmes électroniques digitaux rapides ;
- pratique de la programmation assembleur nécessaire ;
- connaissances en microprogrammation très souhaitables.

INGENIEUR ETUDES RACK PACKAGING

Référence : VISU.C

- pour concevoir le packaging de systèmes électroniques digitaux :
  - implantation mécanique,
  - choix des modules d'alimentation,
  - distribution des alimentations,
  - ventilation - connectique ;
- possédant plusieurs années d'expérience dans la conception des racks pour cartes électroniques ;
- très bonnes connaissances dans les problèmes de connectique et d'alimentation de systèmes digitaux ; connaissances en tôlerie souhaitées.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT HARDWARE

Référence : VISU.D

- pour assurer, avec une équipe de techniciens, l'industrialisation d'ensembles électroniques complexes (adaptation technologique, conception des moyens de tests matériels et logiciels) ;
- aura la responsabilité d'un produit et d'une équipe de techniciens affectée au développement de ce produit ;
- formation : Ecole d'Ingénieurs en Electronique (E.N.S.I.) ;
- expérience : 2 à 3 ans en études ou développement de systèmes digitaux rapides, : pratique de la programmation assembleur nécessaire, : connaissances en microprogrammation souhaitables.

TECHNICIEN DEVELOPPEMENT HARDWARE (Niveau V)

Référence : VISU.E

- pour participer à l'industrialisation d'ensembles électroniques complexes :
  - adaptation technologique,
  - conception des moyens de tests matériels et logiciels ;
- formation : B.T.S. ou D.U.T. électronique ;
- expérience : 3 ans minimum en études ou développement de systèmes digitaux rapides ;
- connaissance des microprocesseurs et pratique de la programmation assembleur nécessaires.

Pour ces différents emplois, la pratique de l'anglais est nécessaire. Une aide au logement est possible.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions au Service du Personnel - C.G.R. 52, boulevard Galliéni - B.P. 45 - 92133 ISSY LES MOULINEAUX en précisant la référence du poste qui vous intéresse. Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

UN GROUPE TEXTILE

RECHERCHE

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

PARIS — 200.000 francs +

Pour l'une de ses filiales (500 personnes) dont le siège est à Paris et les unités de production dans l'Est, ce groupe recherche le Directeur Général. Rattaché à la Direction du groupe et dans le cadre d'une large autonomie d'action (prévisions, budget, politique et animation commerciales) il est entièrement responsable de son entreprise.
Le candidat retenu, 30 ans au moins, parlant anglais ou allemand aura une expérience de direction.

Ecrire sous référence 084 à : A.L. CONSEIL
123, avenue de Villiers, 75017 PARIS
qui garantit discrétion et réponse.

Entreprise en pleine expansion recherche pour NANTERRE JEUNE CHEF COMPTABLE D.E.C.S., expérience. Ecrire Cabinet DARMON, 101, av. R.-Poincaré 75116 Paris.

Gouvernante pour 3 enfants : 5, 8, 9 ans, référ. exigées. Ecrire Mme AIM, villa Montmorency, 8, av. des Tilleuls, Paris-16e.

RECHERCHONS
2 assist. sociales remplaçantes, contrat durée indéterminée, polyvalence secteur, proximité Paris (banlieu est et sud) avec priorité embauche dans l'organisme dès que postes vacants. Ecr. n° 8.607 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Centre de documentation recherche pour postes de tous niveaux à pourvoir, INFORMATICIENS niveau D.U.T., licence, maîtrise, ingénieur, pour travaux d'informatique documentaire temps plein ou mi-temps. Adr. C.V. au C.N.R.S. Pièce 107 26, rue Boyer, 75971 PARIS Cedex 20.

Dans le cadre de son développement, Société exportation Machines-Outils, PARIS recherche
CHEF DE ZONE
Ingénieur ou E.S.C., excellent négociateur. 5 ans expér. min. export. biens d'équipem., si possib. M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.
TEL. 225-81-50 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE
PLACE DE PARIS
recherche pour service du personnel
COLLABORATEURS (trices)
TITUL. DUT gestion du person., EXPERIENCE SOUHAITEE
Adr. lettre manusc., c. v., photo No T 15.644 M, REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole technique privée recherche pour enseignement professeur dessin techno Ingénieur E.N.S.A.M. Tél. : 222-83-60.



Chef de Produit Sénior

GRANDE CONSOMMATION — 130 000 F +

GLORIA S.A. filiale française d'un puissant groupe américain, propose à un chef de produit senior de s'associer à son expansion constante, qui l'amène à décentraliser une de ses divisions dans une ville proche de Fontainebleau.
Bilingue Français/Anglais, diplômé d'une Grande Ecole Commerciale (HEC ou équivalent), le candidat aura au moins 4 ans d'expérience du Marketing d'un produit de grande consommation en liaison étroite avec la distribution intégrée (commerciale et physique).
Les produits qu'il aura en charge sont en relation avec les animaux de compagnie.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle, à Madame LIPSZYC sous la référence 909326 M (à mentionner sur l'enveloppe).
La secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Informaticiens Jeunes Diplômés
ECOLE D'INGENIEUR ou UNIVERSITE

Nous sommes un des premiers groupes français d'Assurances. Nous développons de manière très importante notre infrastructure informatique. Nous créons des postes pour des diplômés de l'enseignement supérieur informatique débutant ou ayant une première expérience.
Selon vos aptitudes et vos motivations, vous serez orienté pour votre premier poste vers les études, le système ou les méthodes. Compte tenu des investissements engagés et de la politique de promotion interne existant dans la société, de larges perspectives d'évolution peuvent ensuite vous être offertes.

F. HUMBLOT Responsable de la recherche vous remercie de lui adresser une lettre manuscrite, un C.V. et une photo sous référence M 1219 AM en expliquant comment vous envisagez votre carrière professionnelle et le type de poste que vous souhaitez pour débuter.

promotion groupe egor — 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

Pour connaître les emplois stables, bien rémunérés, offerts par l'Etat à toutes et tous, avec ou sans diplômes, lisez la revue FRANCE CARRIERES (C 18) 3, rue Montyon, 75429 PARIS. (docum. gratuite sur demande)

CABINET INTERNATIONAL DE REVISION COMPTABLE PARIS-16e recherche :
FISCALISTE QUALIFIÉ
désireux de s'intégrer au sein d'une équipe spécialisée sur les problèmes des sociétés.
Formation, licence, DES en Droit, Ecole nationale des Impôts. Bonnes notions de comptabilité.
Expér. quelques années nécessaire et bonnes connaissances de la langue anglaise.
Env. C.V. et prét. sous réf. 3233, à P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

RECHERCHE, URGENT ENTREPRISE DE JEUNES Dynamiques en tous corps de métiers, pour remettre à neuf un étage brûlé (campagne) Tél. : 473-27-96.

REPRODUCTION INTERDITE

PRODUITS NON ALIMENTAIRES GRANDE CONSOMMATION

2 CHEFS DE PRODUIT

Cette société est filiale d'un des premiers groupes industriels français. Elle commercialise sa production dans le monde entier. De nouveaux moyens sont mis en œuvre pour accroître le volume des ventes et diversifier ses produits.

Sous l'autorité du Chef des Services Marketing, chaque titulaire de ces postes en création a la responsabilité totale d'une famille de produits. Il étudie les marchés concernés et leur environnement. Il établit les politiques de prix et de promotion, et assure la gestion à court terme des produits. Il élabore la stratégie d'évolution de la gamme et définit les axes de développement. Enfin, il anime et coordonne les différents services — techniques, commerciaux, publicitaires — pour mettre au point et lancer les nouveaux produits.

Pour chacun de ces deux postes, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur, qui justifie d'une expérience de 3/5 ans minimum dans une fonction de Chef de Produits Grand Public. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Localisation du poste : ville universitaire à 100 km de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 7314 D, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

CHIMIE DE SPECIALITES

INGENIEUR DES VENTES

Un des premiers groupes industriels mondiaux implanté solidement sur le marché national a pris la décision d'accentuer encore sa présence dans le domaine des spécialités chimiques à forte technologie.

Cet ingénieur des Ventes à l'entière responsabilité de son volume d'affaires sur le marché national. Il est également responsable de son profit. Les produits qu'il commercialise sont nombreux et variés. Il entretient donc des relations avec une clientèle industrielle très diversifiée.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste diplômé. Il justifie d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la vente en milieu industriel de spécialités chimiques élaborées. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 420 X, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

OPTOELECTRONIQUE

CHEF DE PRODUIT

Cette Société est une filiale d'un puissant holding français. Elle commercialise des composants électroniques professionnels et connaît depuis plus de 5 ans un des plus importants rythmes de progression de la profession.

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il a la totale responsabilité de la gamme des produits optoélectroniques. Sa mission est triple. Il est le gestionnaire de ses produits (objectifs, prix, promotion). Il est le chef des ventes de sa division : il mène les négociations importantes et anime ses ingénieurs commerciaux. Il est l'homme du développement des produits nouveaux.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste *évolutif un professionnel de cette vente* technique, de formation supérieure électronique, ou équivalente. Il parle couramment l'anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 7340 A, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

EURE

INGENIEUR PLASTURGISTE
assistance clientèle

Cette société est un des premiers producteurs français de matières plastiques.

L'équipe d'assistance clientèle désire intégrer un nouveau collaborateur, dont la fonction sera d'aider les transformateurs dans le moulage de résines techniques, en France et à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur plasturgiste, mécanicien ou chimiste, ayant acquis chez un producteur ou chez un transformateur 2 à 3 ans d'expérience de l'injection de thermoplastiques, si possible, techniques.

Il est prêt à voyager 40 à 50 % de son temps, pour des déplacements fréquents, mais de courte durée.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5103 BD, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

WATERMAN

recherche pour ses Services informatiques
localisés à NANTES
deux collaborateurs capables de prendre progressivement en charge et de développer les applications :

informatique (réf. M 623 BT)
gestion de production

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur possédant déjà une expérience informatique acquise si possible en gestion de production.

informatique (réf. M 623 BS)
finance · compta · paie · gestion

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, économie, finances, comptabilité, possédant déjà une expérience de l'utilisation de l'outil informatique de gestion.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire en précisant la référence choisie à

promotion groupe egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

VAL D'OISE

animateur commercial

Installée à 30 km au Nord de Paris, cette entreprise, fabricant de produits de salaison, dispose de plusieurs forces de vente. Pour cette zone géographique proche de son siège, elle commercialise ses produits auprès des détaillants, des superettes, des collectivités et de la restauration avec une équipe composée de 6 représentants exclusifs.

Le titulaire du poste est chargé d'organiser, de gérer et de «dynamiser» cette équipe. Avec la Direction Commerciale, il détermine et définit les objectifs de vente de son équipe, mais il est responsable de leur réalisation, ce qui implique que son action sur le terrain avec ses hommes *doit être déterminante.*

Nous souhaitons rencontrer un homme, minimum 30 ans, justifiant d'une expérience réussie dans la vente et l'animation commerciale, si possible dans le domaine alimentaire.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 6266 F, à

promotion groupe egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris



recherche pour une Division Administrative et Gestion

INGENIEUR ANALYSTE FONCTIONNEL

— Il établit les cahiers des charges des nouvelles applications et suit la mise en place des applications par l'Informatique Centrale.
— Il programme en APL certaines applications indépendantes de l'Informatique Centrale.
Ce poste peut intéresser un ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience de 2 à 3 ans en informatique de gestion.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 501 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1 — 78140 VELIZY

Analyste Financier
HEC, ESSEC, ESC...

Notre société est la filiale française d'un groupe alimentaire international. Pour faire face au développement de nos activités, nous recrutons un ANALYSTE FINANCIER.

Directement rattaché au Financial Planning Manager et en étroite collaboration avec les responsables opérationnels, il prendra en charge la gestion d'une ligne de produits.

Il aura pour mission :
- l'élaboration des prévisions financières de cette ligne de produits,
- la révision périodique des prévisions annuelles et triennales,
- l'analyse des écarts entre les résultats réels et les prévisions budgétaires.

Ce poste conviendrait à un candidat (homme ou femme) de formation supérieure (ESC, HEC, ESSEC...) et maîtrisant la langue anglaise. Il justifiera d'une *expérience d'1 à 2 ans dans un groupe international* et devra se montrer capable de prendre des initiatives au sein d'une société en pleine mutation.

La rémunération intéressante est assortie de nombreux avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la référence 1970 à

Purina France

MEDIA P.A.
9, Boulevard des Italiens
75002 PARIS
qui transmettra
(Réponse et discrétion assurées)

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

le Président de la filiale française d'un groupe international textile

recherche

pour PARIS

Un Directeur Comptable et Financier

capable de faire évoluer le service comptable en fonction de l'expansion rapide de la société

- Nous souhaitons un cadre confirmé, dynamique de formation supérieure (DECS apprécié) familiarisé avec les méthodes modernes de gestion.

Ecrire avec C.V. et photo (retournée) sous Réf. 75777 M à :
BLEU Publicité
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES



Directeur Commercial
200 000 F

Notre société jeune et performante (C.A. : 14 millions de francs, effectif : 32 personnes) importe et commercialise essentiellement des produits "Leader" de luxe et de semi-luxe dans les domaines suivants :
- linge de toilette,
- produits d'hygiène et de toilette,
- accessoires de décor de la maison.

Pour développer la commercialisation de ces produits dans les différents circuits de distribution, *nous recherchons notre Directeur Commercial.*

En collaboration étroite avec la direction de la société il se verra confier des objectifs Marketing et Ventes :
- définition de la politique commerciale : étude de marché, test sur le terrain, définition des objectifs, stratégie commerciale.
- application de cette politique sur le terrain : négociation avec les clients, contrôle et animation de l'équipe de vente.

Cette mission pourrait être confiée à un homme de 30 à 35 ans environ possédant une solide formation commerciale et une expérience réussie du lancement de produit et de l'encadrement d'une équipe de vente.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 90195 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

RECHERCHÉ POUR
LANCEMENT CHAINE 2 ÉTOILES

DIRECTEUR D'EXPLOITATION HÔTELIÈRE
(35 ANS ENVIRON)

Il recrutera les exploitants.
Il mettra en place les structures de gestion.
Il assurera le contrôle de gestion.
Formation hôtelière
et expérience grande chaine exigées.
Poste d'avenir pour candidat dynamique ayant sens élevé des responsabilités
Ecrire avec C.V et salaire actuel à,
FIM, 22, place Vendôme - 75001 Paris

La Compagnie Générale de Radiologie (CGR)

recherche

pour sa Division SYSTEMES INFORMATISES

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE
de haut niveau

- Responsable du développement et de l'intégration d'un ensemble de programmes à caractère essentiellement scientifique ;
- Formation : Grandes Ecoles - spécialité : Informatique ;
- Solides connaissances FORTRAN nécessaires ;
- Connaissances du matériel DIGITAL EQUIPMENT et UNIVAC *appréciées ;*
- (Cours de formation chez le constructeur assurés) ;
- Pratique de l'anglais ;
- Lieu de travail : banlieue sud ;
- *Aide au logement possible;*

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions au Service du Personnel - C.G.R. - 52, boulevard Galliéni - BP 45 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.
Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

---

ingénieur informaticien

Banque Privée, Paris 8e, recherche INGENIEUR INFORMATICIEN débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Formation :
INSA, AM, INSEEIHT, IMAG, IDN, MIAGE...

- connaissances souhaitées : Matériel IBM série 370 ou 3032, OS/MVS, langage COBOL, DL/1.
- une connaissance du matériel NCR 8250 serait appréciée.

Mission : participation au développement d'applications
— soit sur des ordinateurs IBM dans un environnement base de données
— soit sur des mini-ordinateurs NCR dans un environnement conversationnel.

Cette mission se situe dans le cadre d'un plan informatique à moyen terme, et au sein de groupes de travail comprenant des informaticiens, des organisateurs et des utilisateurs.
Elle n'exclut pas la participation aux autres activités du service informatique : demandes ponctuelles, maintenance, etc...

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 108-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

Pour sa Direction TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
recherche

un INGENIEUR INFORMATICIEN

Il sera particulièrement chargé de la conception et de la réalisation de modèles économiques et financiers.
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou d'une école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de CO) il aura acquis une expérience de 2 ou 3 années en informatique de gestion et si possible en télétraitement.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, adresser C.V. et photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16, sous réf. 79028.



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

Ingénieurs commerciaux

Grandes Ecoles Commerciales ou Scientifiques

Le Département APL de SLIGOS, leader dans son domaine — 30 % expansion par an — recherche des ingénieurs pour commercialiser le réseau de temps partagé auprès des directions fonctionnelles de grandes Entreprises.
Une expérience professionnelle dans ce secteur et/ou une expérience commerciale, sont indispensables.
Rémunération motivante pour candidat de valeur. Formation complémentaire assurée. Lieu de travail : Ouest Paris.

Nous avons demandé à Sélé-CEGOS de nous aider à étudier les candidatures. Adr. let. man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73499/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

REPRODUCTION INTERDITE



Nous sommes une des premières Sociétés Françaises de

Services et Conseils en Informatique

implantée dans le centre de Paris, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Nous dépassons le rôle de façonnier et mettons en place avec nos clients une organisation informatique semblable en tous points à celle d'un service informatique interne.
- Nous sommes spécialisés dans plusieurs secteurs professionnels, ce qui nous permet de jouer un rôle actif de conseils auprès de nos clients et de développer des produits professionnels.
- Nous utilisons une gamme de matériels puissants et variés basée sur des centres équipés d'ordinateurs IBM, des terminaux spécialisés, et des mini-ordinateurs.

Si vous avez fait vos preuves dans la technique INFORMATIQUE nous vous offrons la possibilité de renforcer votre expérience en gestion tout en participant à des réalisations techniques de pointe.

jeunes ingénieurs

réf. 3627

Vous avez acquis en 1 ou 2 ans une première expérience de la mise en oeuvre des techniques informatiques ou vous venez d'être libéré des obligations militaires après avoir obtenu votre MIAGE.

Nous vous proposons de découvrir la gestion dans les secteurs professionnels Banque, Bourse, Finance et d'acquérir progressivement la compétence d'un chef de projet avec une orientation grands projets ou conseils et relations technico-commerciales.

chefs de projets

réf. 3628

Vous avez une formation supérieure et acquis une solide expérience informatique dans les milieux financiers. Elle vous a permis d'acquérir une bonne connaissance de la Banque ou de la Bourse et de maîtriser les techniques d'enquêtes et d'analyse.

Nous vous proposons de nous rejoindre pour vous confier un poste de conseiller et de responsable informatique auprès de nos principaux client

ingénieurs technico-commerciaux

réf. 3629

Vous avez une formation supérieure commerciale, vous êtes chez un constructeur de mini-ordinateurs ou dans une Société de services,

Vous désirez mettre en valeur votre esprit d'initiative, vos capacités d'imagination et votre sens du service,.

Nous vous proposons de participer au développement de nos départements PME/PMI à travers la définition de nos nouveaux produits, leur commercialisation et le renforcement de notre image de marque auprès de la clientèle et des prescripteurs.

Adresser C.V. manuscrit + photo en précisant la référence du poste choisi, à S.I.T.B département Selection, 38 rue des Jeuneurs 75002 Paris.

MEDIA SYSTEM



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

RECHERCHE POUR PARIS

INGENIEURS COMMERCIAUX

- **Leur mission :**
  Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (36% d'expansion par an) auprès des entreprises (PME, Experts Comptables, Promoteurs Immobiliers, Administrateurs de biens, Concessionnaires automobiles) au moyen de toute une gamme de programmes généralisés (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc...) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader).
- **Leur profil :**
  Leur formation est de type Ecole Supérieure de Commerce, DECS ou équivalent.
  Ils sont ambitieux et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société.
  Une première expérience professionnelle de quelques années en tant qu'Ingénieur Commercial ou Ingénieur Technico-Commercial sera appréciée.
- **Leur rémunération :**
  De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4).
- **Leur formation :**
  Elle porte sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale...).

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à SLIGOS
A. BENATAR - Direction Commerciale, 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX



Directeur Commercial

150 000 F +

Société Alimentaire en pleine expansion (chiffre d'affaires 250 millions de Frs) propose d'associer à son développement un cadre commercial de haut niveau.

Diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC ou équivalent), le candidat doit justifier d'une expérience solide et positive de la direction d'un réseau de vente (au moins régionale), de la négociation auprès de grands clients (centrales, grossistes, etc...) et de la mise en œuvre d'une politique commerciale adaptée au marché d'un produit de grande consommation.

En liaison avec la Direction Générale, il participera à la conception du plan Marketing qui définira la politique et la stratégie commerciale dont il assurera la mise en œuvre ; définira les moyens publi-promotionnels qui lui sont nécessaires et appuiera son action sur un réseau national dont il aura la responsabilité (animation, contrôle et stimulation).

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSZYC sous la référence 902126 M (à mentionner sur l'enveloppe)
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Gestion Administrative du Personnel

Hme ou Fme - Paris Nord

Votre formation juridique de 1 à 2 ans complétée par une expérience en tant que Collaborateur ou Secrétaire d'un Chef de Personnel vous ont donné une parfaite approche, sinon la maîtrise des divers aspects de la fonction personnel.

Vous souhaitez évoluer dans votre métier et accéder à de plus larges responsabilités.

Nous vous offrons cette opportunité au sein d'une société de 150 personnes, jeune, dynamique et en constante évolution.

Vous aurez la responsabilité de la paye, de la tenue des tableaux de bord, des relations inter-professionnelles.

Vous devrez vous montrer capable de mettre en place l'organisation de la gestion administrative du personnel.

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2009 à MEDIA P.A. 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

MEDIA P.A.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCO-ALLEMANDE
PROCHE BANLIEUE SUD-OUEST

cherche

ADJOINT au CHEF COMPTABLE

CHARGE :
- de la supervision et la coordination des équipes comptables.
- de la préparation des bilans sociaux et fiscaux.

Il participera à la mise au point des procédures comptables et du système informatique.

NOUS DEMANDONS :
- le niveau minimum du D.E.C.S. ;
- l'expérience de la maîtrise d'une cellule comptable.
- LA CONNAISSANCE DE LA LANGUE ALLEMANDE et des REFERENCES en REVISION COMPTABLE
seraient des atouts très appréciés.

SALAIRE SELON REFERENCES ET EXPERIENCE

Ecrire avec C.V. à Mlle D'ORNANT, FIDAL PARIS, 18 bis, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

ARJOMARI
(l'un des premiers groupes papetiers Européens)
recherche

Analystes-Programmeurs

Débutants ou 1 an expérience.
(maîtrise - DUES ou IUT)

Pour développer ses moyens informatiques dans les domaines : temps réels, base de données sur gros et mini ordinateurs.
Perspective d'évolution de carrière dans un groupe en pleine expansion.

Adresser C.V., photo et prétentions
M. COSTANZO
Conseiller en Affaires Sociales
ARJOMARI BP 23 - 06
75261 Paris Cedex 06

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Domaine
Télécommunications exportation

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

possédant formation grande école et expérience de plusieurs années dans le secteur électronique

Il sera chargé de :
- préparer et défendre les propositions :
- négocier jusqu'aux contrats avec clientèle de haut niveau.

POSTE DE RESPONSABILITE POUR PERSONNALITE DYNAMIQUE ET AMBITIEUSE

Langues parlées et écrites : ANGLAIS et ARABE
Nationalité française indispensable.

Lieu de travail : Banlieue Nord-Ouest de Paris

Ecrire avec C.V. photo et prét. sous réf. 862 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES quartier Saint-Lazare
recrute pour sa Direction financière

UN COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

LE CANDIDAT :
- même débutant — aura une formation supérieure : DECS, ESC ou Maîtrise Droit ;
- des connaissances en fiscalité et informatique.

SA PREMIERE MISSION :
- assister la Direction financière dans la préparation et le suivi de questions fiscales et juridiques pour les Sociétés du groupe.

Adr. lettre, C.V., photo et prétent. à n° 25.987, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

C&A

Chaîne de Magasins spécialisée dans le prêt-à-porter pour Femmes, Hommes et Enfants

recherche

RESPONSABLES DE MAGASIN

en prévision de l'ouverture de futurs points de vente

Les candidats doivent être âgés d'au moins 25 ans, avoir une formation supérieure (économique, commerciale ou gestion de personnel) et, si possible, déjà une expérience de vente dans le commerce de détail.

Ils devront avoir une réelle motivation pour la coordination, l'animation et le contrôle d'équipes de personnel de vente et de personnel administratif.

La formation des candidats retenus sera assurée par la société.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
C & A DIRECTION GÉNÉRALE Réf. DM
CEDEX 12 - 92081 PARIS LA DÉFENSE

Plein Champ



Directeur des Ventes

140 000 F +

CIRCUITS TRADITIONNELS

Société Alimentaire (produits de marque) rattachée à un Groupe International, recherche un homme de terrain confirmé pour lui confier la Direction de son réseau traditionnel (environ 50 revendeurs, agents et grossistes sur l'ensemble du territoire).

Une formation de base commerciale et une expérience d'au moins 8 ans dans la vente, l'animation et la gestion de réseaux similaires (C.H.R., collectivités, grossistes, revendeurs spécialisés) pour des produits alimentaires sont indispensables.

La présence, les qualités de contact et de leadership sont des facteurs déterminants pour la réussite à ce poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSZYC sous la référence 906261 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Société Industrielle leader dans les systèmes anti-vibratoires opérant pour une large part dans le secteur aéronautique, équipée d'un CII - HB 62 - 60, recherche

RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

130 000 (+) — **Saint-Cloud**

Rattaché à la Direction Financière, il sera chargé d'assurer le fonctionnement du Service Informatique. Dans un premier temps il devra, après s'être familiarisé avec le contexte général, apporter des solutions précises et concrètes ébauchant la restructuration de la fonction Informatique dans la Société. Pour cela, la pratique des systèmes de niveau IBM DOS/VS, et celle du Cobol lui sera indispensable. La connaissance de l'Assembleur, des techniques de télétraitement et du matériel CII - HB 62, sera un atout majeur.

Dans un deuxième temps, il devra approfondir et formaliser les demandes exprimées par les différents Responsables, et les situer dans un plan informatique, dont il aura l'entière responsabilité de la mise en place.

Le candidat retenu, âgé d'environ 32 ans, de formation supérieure – Grande Ecole d'Ingénieur, de préférence complétée par une spécialisation en gestion type I.A.E. – aura de 8 à 10 ans d'expérience, acquise de préférence dans une Société de Services et de Conseils en Informatique, puis dans une PME du secteur industriel. Ce poste nécessite une forte personnalité, des qualités de contacts et d'animation, en un mot, d'importantes capacités de leadership, qui se seront exercées durant au moins 2 années dans un poste similaire. (Réf. 160).

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite mentionnant votre numéro de téléphone, la référence du poste + prétentions à
Guy BENAT
4, rue Robert Estienne 75008 Paris

SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE
Banlieue Sud Est, recherche

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE - ENS1 - ESEP
en vue de leur confier des études qui relèvent de l'électronique analogique.
La nature des problèmes étudiés implique une participation aux études au niveau système.
Avenir intéressant pour les candidats de valeur ayant le goût des responsabilités.

JEUNE INGENIEUR GENERALISTE

X - ECP
Pour participer à des projets du domaine spatial et automatisme.
Le candidat retenu devra avoir de bonnes notions en électronique optique et mécanique.
Après une mission dans notre service des études générales, il pourra lui être proposé une fonction en rapport avec ses goûts et compétences.

Adresser C.V. manuscrit et photo à no 25950 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPOTS

recrute par concours

400 INSPECTEURS DES IMPOTS

- Agés de moins de 30 ans
- Possédant une licence ou un diplôme équivalent ou inscrit en 2me année de DEUG, option droit, sciences économiques, AES, mathématiques appliquées et sciences sociales et certaines sections de sciences

En prise directe sur les réalités économiques et humaines, cette carrière aux possibilités multiples ouvre aux jeunes diplômés ayant le goût des initiatives et des responsabilités l'accès aux emplois supérieurs.

Épreuves : 9 et 10 Janvier 1980
Clôture des inscriptions : 5 novembre 1979

La formation professionnelle est assurée à PARIS ou à CLERMONT-FERRAND ou pour les inspecteurs du cadastre, à TOULOUSE.
A l'issue de ce stage, les lauréats de la Région d'Ile-de-France ont les plus grandes chances d'être affectés dans leur région.

Renseignements et inscriptions :
- **Pour les départements de la région Ile-de-France**
  Centre d'études de Paris (réf. MO) - 15, rue Scribe 75436 Paris Cedex 09
  Tél. 266.93.46 poste 326 ou 742.10.00 en permanence
- **Pour les autres départements** : Direction des Services Fiscaux.

bleu

SIEMENS

L'un des premiers constructeurs mondiaux d'instrumentation et d'automatismes, de matériel et d'équipements électrotechniques et électroniques, de matériel téléphonique, d'informatique, et de matériel électro-médical

Recherche, pour assurer l'expansion de ses différentes divisions et départements en France:

INFORMATIQUE EN TEMPS REEL

INGENIEURS COMMERCIAUX

Diplômés d'une école d'Ingénieurs, ex: E.S.E., E.N.S.I. .... disposant de 3 à 5 ans d'expérience réussie dans la vente en milieu Industriel de Systèmes Informatiques en Temps Réel, pour la prospection de la clientèle à haut niveau. Le poste est à pourvoir à PARIS.

réf: 10

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés d'une école d'Ingénieurs, ex: E.S.E., E.N.S.I. .... débutants ou possédant quelques années d'expérience
- Pour assister techniquement les Ingénieurs Commerciaux dans l'analyse des applications de nos clients,
- Pour participer et prendre la responsabilité de projets jusqu'à mise en exploitation des équipements,
- Pour la conduite de projets et l'animation d'analystes dans le domaine de Systèmes Informatiques à base de mini ordinateur en milieu industriel.

Les postes sont à pourvoir à PARIS après une période de formation d'environ 2 ans en R.F.A. pour les débutants.

réf: 11

ANALYSTES, ANALYSTES PROGRAMMEURS

De formation I.U.T. informatique ou équivalent. débutants ou possédant quelques années d'expérience.
Ils seront intégrés dans des équipes de réalisation de projets informatiques en Temps Réel.
Une formation d'environ 2 ans sera donnée en R.F.A. pour les débutants.
Les postes sont à pourvoir à PARIS avec des déplacements en Province.

réf: 12

ANALYSE DE GAZ ET CHROMATOGRAPHIE INDUSTRIELLES

INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation Technicien Supérieur ou I.U.T. ayant une expérience dans la vente d'équipements et d'appareils d'analyse de gaz ou tout au moins d'instruments de régulation.
Les postes sont à pourvoir à PARIS.

réf: 13

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation Technicien Supérieur ou I.U.T. possédant une expérience de la vente dans le domaine de l'analyse de gaz et de la chromatographie industrielles.
Les postes sont à pourvoir à PARIS.

réf: 14

TELEPHONIE PRIVEE

INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation:
a) Diplômés de l'enseignement supérieur (technique ou commercial).
b) Diplômés Technicien Supérieur ou I.U.T. (technique ou commercial).

Possédant une expérience de la vente en téléphonie privée.
Futurs responsables de secteurs, ils seront chargés d'animer une équipe de vente, de participer à la prospection, de prendre en charge la négociation finale au niveau des chefs d'entreprise.
La rémunération sera liée à la réalisation des objectifs.
Les postes sont à pourvoir à PARIS et en Province.

réf: 15

DELEGUES COMMERCIAUX

Dynamiques, motivés par la vente ayant une expérience de la vente en téléphonie ou en biens d'équipements.
Ils seront chargés de la commercialisation de Centraux Téléphoniques de petites capacités.
Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en Province.
La rémunération sera liée à la réalisation des objectifs.

réf: 16

MATERIELS ELECTROTECHNIQUES ET ELECTRONIQUES

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation I.U.T. électronique ou automatisme débutants ou possédant quelques années d'expérience dans le domaine de la logique cablée ou des automates programmables, pour l'étude et la commercialisation de ces équipements.
Les postes sont à pourvoir à PARIS.

réf: 17

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation grandes écoles d'électrotechnique ou électronique ou équivalent.
Pour assurer l'étude ou la commercialisation d'équipements dans domaines Industriels suivants:
- entrainements à vitesse variable (variateurs de vitesse électroniques).
- équipements électrotechniques et électroniques destinés à la construction navale.
- instrumentation électronique destinée à la régulation des procédés industriels dans le domaine de :
- la chimie, la pétrochimie
- les centrales électriques, la sidérurgie
- équipements électrotechniques et entrainements dans le domaine de l'industrie papetière.

Une formation initiale d'environ 2 ans sera assurée en R.F.A.

réf: 18

PHOTOGRAVURE

INGENIEUR COMMERCIAL

Spécialiste des techniques arts graphiques ayant une solide formation Technique (école Estienne ..) avec 3 à 5 ans d'expérience dans la sélection des couleurs et si possible, dans l'informatique.
Il sera chargé de la commercialisation des «SCANNERS» et des systèmes informatiques associés.
La connaissance de l'Allemand ou de l'Anglais sera appréciée.

réf: 19

COMPOSANTS

INGENIEUR DE VENTE

De formation Ingénieur Electronicien I.S.E.P./E.S.I.E.E. ... ou équivalent possédant de 2 à 3 ans d'expérience du matériel bobiné (transformateurs, selfs, filtres).
Il sera chargé de la commercialisation de ces produits.
Le poste est à pourvoir à PARIS.

réf: 20

MATERIEL ELECTRO-MEDICAL

INGENIEURS ET TECHNICIENS DE MONTAGE ET DE MAINTENANCE

De formation minimum Technicien Supérieur ou D.U.T. électronique.
Ils seront chargés du montage et de la maintenance du matériel «Energie» et «Radiologie» Médical.
Les postes sont à pourvoir à PARIS et en Province.

réf: 21

INGENIEURS ET TECHNICIENS DE MAINTENANCE

Ces postes, de formation minimum Technicien Supérieur ou D.U.T. électronique, seront chargés de la maintenance de systèmes à base de microprocesseurs, logiques câblées et logiques programmables. Dans les domaines suivants:

- **Entrainement à vitesse variable.** réf: 22
- **Commandes numériques de machines outils.** (mises en services et dépannages en France et Etranger) réf: 23

Pour ces postes, formation d'environ 2 ans assurée en R.F.A.

- **Equipement de photogravure.** réf: 24
  des connaissances en software seront appréciées, postes à pourvoir à PARIS.

Les meilleurs candidats seront appelés à assurer ultérieurement l'encadrement de nos équipes de service après-vente.

Tous ces postes demandent un engagement personnel, du dynamisme, de l'initiative, le goût des contacts humains et des connaissances indispensables en Allemand (indiquer votre degré de connaissance). Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en indiquant la référence du poste, à:

SIEMENS S.A. Département du personnel BP 122 93204 SAINT-DENIS cédex 1

RUSH

C'est lui qui a démarré la production

Voilà ce que l'on dira de vous, dans quelques mois. Et vous en serez fier à juste titre. En effet l'usine est en cours de construction et vous avez tout juste le temps de vous familiariser avec nos technologies spécifiques dans les différentes usines européennes du Groupe. Dès votre retour vous constituez vos équipes. Vous recrutez et formez votre personnel et vous démarrez. La première ligne, puis la seconde. Pour tous les problèmes de production vous devenez l'adjoint du Directeur d'usine. Un jeune comme vous.

Vous êtes déjà capable de travailler en anglais et vous avez l'expérience de quelques années de fabrication dans une usine à feu continu. Depuis votre sortie de l'école d'ingénieurs vous avez appliqué, sur le tas, des méthodes modernes de gestion et de relations avec votre personnel. Vous aimez ce métier d'ingénieur d'usine et vous vous sentez bien préparé à plus d'autonomie et ... à la vie de province. L'Auvergne de surcroît !

Adressez votre curriculum vitae, précisant votre date de disponibilité et votre traitement actuel, sous la référence 794 277 M aux conseils en recrutement SIRCA qui coopèrent à la constitution de l'équipe de base de notre usine française.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEURS COMMERCIAUX

- Vous travaillez dans l'Informatique.
- Vous aimez le contact avec les responsables de haut niveau.
- Vous souhaitez penser en termes de solution.
- Vous voulez vendre et évoluer en fonction de vos résultats.

Le CERG (SSCI de 100 spécialistes du réseau time-sharing et mini-ordinateurs) offre la possibilité à 3 INGENIEURS COMMERCIAUX de prendre des responsabilités au sein de 2 départements en pleine expansion.
27 ans minimum. Connaissance P.M.E.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite sous référence 2685 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

CERG

GOULD

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
recherche

Cadre Administratif et Comptable

25 ans minimum

- formation : Ecole SUP de CO ou DECS
- 1ère expérience 3 ans minimum
- comptabilité anglo-saxone acquise dans filiale groupe multinational ou cabinet audit international
- connaissance informatique
- anglais courant exigé

Envoyer C.V. et prétentions à GOULD INSTRUMENTS S.A.F., 57 rue Saint Sauveur - 91160 Ballainvillers- Longjumeau

Publicités Réunies



recherche pour contribuer au développement de sa **TÉLÉ-INFORMATIQUE**

JEUNE INGÉNIEUR SYSTÈME

Fonctions :
- *Il sera chargé de participer au choix et à la mise en place de logiciels dans les différents centres de la Société.*
- Il participera en continu aux recherches d'optimisation des systèmes.

Profil :
- Formation supérieure scientifique, option informatique (école d'Ingénieurs, Université...).
- Avec ou sans expérience.
- Formation complémentaire assurée.

Ecrire avec C.V., photo (retournée) sous référence 109 à KODAK PATHÉ
Service du Personnel
26, rue Villiot - 75012 PARIS

bleu

Analyste de Gestion

RANK XEROX (3 600 personnes - CA 1,3 milliard de F) recherche pour sa Direction Financière un ANALYSTE DE GESTION.

Au sein d'une équipe jeune, il aura pour mission :
- de contribuer étroitement à l'élaboration des plans à court et moyen terme,
- de procurer les éléments chiffrés nécessaires aux prises de décision Marketing,
- d'initier les études permettant la prévision du chiffre d'affaires.

Diplômé d'une grande Ecole Commerciale ou Scientifique + M.B.A. ou équivalent (INSEAD, I.S.A.,...), il a acquis une première expérience dans une grande entreprise (Audit interne, Contrôle de Gestion, prévisions-planification,...).

Dans une structure vivante, de larges possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de fort potentiel.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Yves KERNEVEZ vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence C. 19 à RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-sous-BOIS CEDEX

MEDIA PA

RANK XEROX

IMPORTANTE SOCIETE
livrant des usines et installations
dans le monde entier et appartenant
à l'un des plus grands groupes industriels français,

recherche pour son Siège à PARIS, son

SPECIALISTE DES ASSURANCES

ayant une expérience confirmée du montage et de la gestion des polices d'assurances, liées à la réalisation de grands ensembles industriels (polices transport, tous risques chantiers, responsabilité civile professionnelle etc..).

Anglais courant INDISPENSABLE.

Merci de faire parvenir votre C.V. à No 26.606
CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

REPRODUCTION INTERDITE

RANK XEROX

UNE INFORMATIQUE DE POINTE... UN CONTEXTE EUROPEEN

Dans un environnement technique de haut niveau : bases de données, informatique répartie sur minis, méthodes de développement modernes, nous offrons à des candidats, expérimentés dans la conduite ou la réalisation de projets de gestion, des postes de

CHEFS de PROJETS

Sur le plan national
Réf. EV. 2

Mission : Etablir avec les différentes directions utilisatrices le cahier des charges du projet, planifier le développement, assurer la réalisation avec une équipe d'Analystes et de Programmeurs.
Profil : une formation supérieure, une expérience de 3 à 5 ans dans un Département Etudes Informatiques avec responsabilité d'encadrement.

Sur le plan international
Réf. EV. 3

Mission : Négocier les spécifications du système avec la Direction Internationale et les utilisateurs français.
A la tête d'une équipe, assurer le développement et participer à l'implantation du système en France puis en Europe.
Profil : une formation supérieure, une expérience de participation à des projets importants et de négociations dans un contexte international.
Une connaissance des techniques de base de données dans un environnement IBM et du Télé-processing.
Pratique de l'Anglais indispensable.

ANALYSTES CONFIRMÉS

Réf. EV. 4

Mission : Participer à la conception et à la réalisation de projets au sein d'une petite équipe.
Profil : une formation M.I.A.G.E. ou équivalent, une expérience pratique d'environ 3 ans dans un environnement projets.
Possibilités d'évolution, à moyen ou long terme, pour les candidats de valeur en France ou au sein du Groupe.
Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence respective à

INFRAPLAN Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Plain Champs

Vous souhaitez rejoindre une Société jeune et dynamique,
vous possédez une solide expérience de la vente de matériels informatiques,

MÉTROLOGIE

Distributeur en France de matériels informatiques de technologie avancée,
en 1979, taux de croissance de 100 %

recherche

Un Ingénieur Commercial Microcalculateurs

Chargé de la vente de systèmes Intel. (Réf. 1.)
Solide expérience des microprocesseurs et de la clientèle industrielle impérative.

Un Ingénieur Commercial Périphériques

Ayant une solide expérience du marché OEM (imprimantes, visu, enregistreurs magnétiques) (Réf. 2.)

Un Ingénieur Commercial sédentaire

Pour les divisions microcalculateurs et périphériques. (Réf. 3.)

Un Ingénieur Commercial (Réf. 4.)

Responsable de la vente de systèmes de dessin automatique.
Une expérience en graphique ou en CAO est exigée. Anglais indispensable.

Un Ingénieur Système Analyste (Réf. 5.)

Chargé du support client et développement de logiciels d'interface.
Une solide expérience RT 11, RSX11M, Fortran, Assembleur est indispensable.

Pour tous ces postes, une forte personnalité et un esprit d'initiative sont exigés.
La rémunération est particulièrement motivante et tiendra compte de l'expérience des candidats.
Fixe + intéressement direct à la marge nette.

Envoyer photo et C.V. manuscrit à
METROLOGIE Tour d'Asnières 4 avenue Laurent Cély 92606 ASNIERES

Stands SICOB : 4B - 4204 et SICOB OEM : 38, du 19 au 28 septembre

---

IMPORTANTE BANQUE PARIS (2e)
recherche

GRADE

Vingt-huit ans minimum pour service comptable de ses sociétés filiales (sociétés financières, SICAV, fonds communs de placements, etc.), ayant si possible une expérience similaire.

Adr. C.V., photo et prétentions sous réf. 8.576 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris cedex 02 q. tr.

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE
recherche des

INGÉNIEURS (Grandes écoles)

- *3 à 10 ans d'expérience :*
  - *Systèmes de télécommunication ;*
  - *Développement, Industrialisation, Installation.*

Postes à pourvoir en Région Parisienne et à l'étranger.
Anglais nécessaire pour les postes à l'étranger.

Ecrire avec C.V. détaillé, prét. et photo, n° 26.445, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

---

fiscaliste

diplômé(e) de
L'ECOLE NATIONALE DES IMPOTS

Vous avez 2 à 4 années d'expérience professionnelle et de bonne notions de la langue anglaise.
Vous souhaitez exercer votre activité de façon durable dans le Service Fiscal d'une grande Entreprise.
Nous vous proposons de rejoindre une petite équipe, basée à Paris, traitant de tous les aspects nationaux et internationaux de la fiscalité et ayant de nombreux contacts à tous niveaux au sein de la société.
Nous garantissons une totale discrétion et vous remercions d'adresser lettre de candidature et C.V. à :

Monsieur J. DUFLOS
Compagnie IBM France
5, place Vendôme - 75001 PARIS

IBM

Importante Société région parisienne Ouest
recherche

UN INGÉNIEUR

ayant 5 ans de pratique dans
l'ECLAIRAGE PUBLIC et V.R.D.

Ecrire avec C.V. sous n° T 013.681 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

CABINET D'ORGANISATION COMPTABLE
recherche

CHEF DE MISSION ORGANISATION

(conseil indépendant ou salarié)
pour prise en charge de projets clé en main.

- Il faut une solide formation générale et comptable (Grande Ecole souhaitée).
- Plus de goût pour l'action que pour le papier.
- Une absence de complexe vis à vis des Informaticiens.
- Une disponibilité certaine.

Il est proposé :

- un travail rapidement autonome au sein d'une équipe dynamique;

Envoyer CV manuscrit et prétentions à
P. CONVERT - U.F.E.C.
2, avenue Hoche 75008 Paris

AUDITEUR EUROPE

Un grand groupe d'assurance français de dimension internationale crée un poste d'auditeur de ses filiales à l'étranger (Europe + Afrique du Nord).

Il sera chargé auprès de ces établissements de missions de contrôle sur l'application des procédures et la fiabilité des données comptables.

En outre, il met en forme les états de contrôle budgétaire, les centralise et les analyse.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Auditeur qui ait une première expérience de 1 à 3 ans dans un Cabinet ou dans une entreprise et souhaite avoir une expérience plus large à l'échelle internationale.

Il possède si possible 2 langues étrangères.

Des informations complémentaires seront adressées sur simple demande en écrivant sous référence M 1219 AL à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

IMPTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche d'urgence

INFORMATICIEN DE GESTION

Pour participer à l'étude, à la réalisation technique et à la maintenance d'applications de gestion sur mini-ordinateurs HEWLETT-PACKARD 3000.

De formation supérieure, le candidat aura l'expérience de trois ans de l'informatique de gestion, une bonne connaissance de l'entreprise et des problèmes de gestion.

Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest.

Adr. C.V. et prétentions sous n° 26.354 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, q. tr.



ingénieurs commerciaux

Filiale française du premier constructeur européen d'ordinateurs, nous souhaitons renforcer nos équipes de vente chargées de la commercialisation de notre gamme de terminaux mini et moyens systèmes auprès des PME régionales.

Les candidats retenus devront justifier d'une solide formation et expérience commerciales, de bonnes connaissances en informatique et d'une pratique des problèmes de gestion d'entreprise.

Les postes sont à pourvoir à :
LYON, NANTES, NANCY, LILLE, PARIS.

ICL

Les candidatures détaillées, les prétentions et l'affectation choisie sont à adresser à ICL Recrutement, 16 Cours Albert 1er, 75008 Paris, sous réf. B945

media-system

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT
recherche pour sa
DIVISION MANUTENTION (600 p - 200 MF)
(pondéreux en vrac)

Ingénieur Technico-Commercial

Mission : Prospecter, participer à la sélection des affaires, orienter et piloter la préparation des offres, négocier et obtenir des contrats.

Profil : Un ingénieur ayant une expérience confirmée de la vente d'installations industrielles complexes à l'exportation, parlant couramment Anglais.

Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à
N. 5243 PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire 75011 Paris - qui transmettra

Groupe International de Services
(chiffre d'affaires consolidé 78 : 1,235 Md de F)
recherche au sein de la société holding

contrôleurs de gestion

- pour la mise en place et le suivi du système de gestion dans les filiales françaises et étrangères,
- l'élaboration des études et documents de synthèse concernant l'ensemble du groupe.

Issus d'une grande école de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) ou titulaires d'un DECS complet, les candidats devront justifier d'une expérience de 2 ans minimum dans un poste similaire en entreprise.

Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 9140 à I.C.M. 83 rue de Rennes 75006 PARIS qui transmettra.



LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT AGRICOLE
recherche pour sa filiale de Traitement des Opérations Bancaires Paris

ANALYSTES Réf. S.B.

Ils participeront à des projets relatifs au Traitement des instruments de paiements internationaux et nationaux. DUT Informatique ou niveau équivalent.
Débutants ou 2 ou 3 ans d'expérience.
Anglais apprécié.
Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous référence S.B. à C.N.C.A.
Service Recrutement Carrières
Cedex 26 - 75300 PARIS BRUNE

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

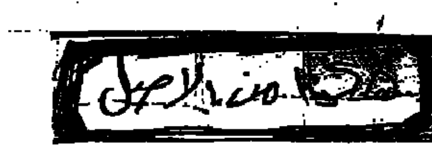
recheche pour ses activités de
CONSEIL EN GESTION ET EN INFORMATIQUE :

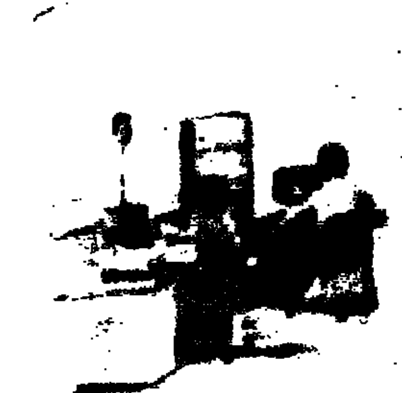
DIPLOMES GRANDES ECOLES

débutants ou 2 années d'expérience maximum

Les candidats retenus devront être de formation : Centrale, ESSEC, HEC, Mines, Polytechnique ou équivalent et disposer d'une expérience en conception et installation de systèmes mécanisés.
Ils possèderont les qualités humaines requises pour des activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en Europe et aux Etats-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe.
Adresser C.V. détaillé sous référence 2423 à

INTER P.A. BP 508, 75066 Paris cédex 02 qui transmettra.





La formation commerciale

INSPECTEURS DE BANQUE

Banque Populaire

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Une carrière dans l'informatique chez HEWLETT-PACKARD

Deux en 1939. David PACKARD et William HEWLETT, plus de 40 000 fin 1978, (C.A. 1,8 milliards de dollars). L'instrumentation d'abord, l'informatique ensuite en 1967. Depuis, nous avons fait du chemin. Nous avons conquis la 3ème place du marché mondial de la mini-informatique. Aujourd'hui notre chiffre d'affaires se partage à 50/50 entre notre activité traditionnelle de mesure et l'informatique. Il dépassera 2 milliards de $ en 1979. 10 % de ce chiffre est consacré à la recherche et au développement. Entre autres apports technologiques nous avons créé et commercialisé la première calculatrice scientifique de poche HP 35 et nous avons contribué de façon primordiale au développement et aux applications des *circuits intégrés à support saphir S.O.S*

En France, nous sommes plus de 1 200 personnes réparties en deux établissements : une unité de recherche et de production informatique à GRENOBLE, une activité de distribution dans 12 bureaux de vente implantés dans toute la France ...
1983 : 2 600 personnes ...

Voulez-vous être des nôtres ? Vous êtes ..

ingénieurs informaticiens et/ou électroniciens débutants ou confirmés *

QUI RECHERCHONS-NOUS ?
Des hommes à fort potentiel, ingénieurs, ou titulaires de diplômes universitaires équivalents, principalement dans les spécialités Electronique et Informatique. Des hommes de contact, aimant analyser les besoins, trouver des solutions et conclure des affaires. Des hommes jeunes car ils ont une belle *carrière nationale ou internationale devant eux.*

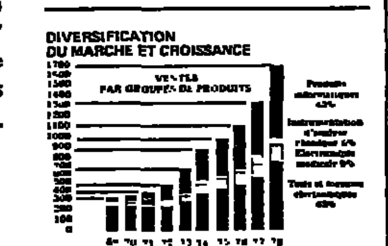
QU'OFFRONS-NOUS ?
Des opportunités de carrière liées à notre fort développement. Un travail d'équipe laissant la plus large place à l'initiative individuelle. Une formation spécialisée de haut niveau. Une gamme de matériels performants. Un soutien logistique solide. Une participation aux bénéfices mondiaux et une possibilité d'adhérer à un plan d'achat d'actions.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE après une formation à ORSAY, à GRENOBLE éventuellement, en ALLEMAGNE ou aux ETATS-UNIS. La connaissance de l'anglais est nécessaire pour tous.

Par ailleurs, la Société HEWLETT-PACKARD GMBH installée à Boëblingen (près de Stuttgart) R.F.A., offre des possibilités d'emploi d'une durée d'une à trois années (anglais courant nécessaire, allemand apprécié) dans la recherche et le marketing à l'échelon européen et mondial.

Les candidats intéressés par l'une ou l'autre de nos activités peuvent envoyer une lettre de candidature manuscrite avec C.V. et photo :
- pour les activités technico-commerciales et pour l'Allemagne à : DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, HEWLETT-PACKARD FRANCE, B.P. 6, 91401 ORSAY Cédex.
- pour l'unité de recherche et de production, à : DIRECTION DU PERSONNEL, 5 rue R. Chanas, 38320 EYBENS.

N'hésitez pas à venir nous voir sur le stand SICOB no 3.C.3300





jeune ingénieur informaticien

Un groupe produisant et distribuant des produits de grande consommation (C A : 500 MF, 1500 p.), installé à Paris N-E, propose à un JEUNE INGÉNIEUR FORMÉ AU SYSTÈME DOS-VS D'ÉVOLUER VERS LES ÉTUDES.
Il consacre 1/3 de son temps à soulager l'ingénieur système et, pendant les 2/3 restant, conçoit et réalise les nouvelles applications TP, faisant ainsi bénéficier les études de sa solide connaissance de DL1 et de CICS. Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3635 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

UN COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Diplômé Sup de Co, IAE ou Sc. Po.+DECS.

Agé de moins de 30 ans, ayant une expérience professionnelle de plusieurs années.

Pour prise en charge AUDIT, COMPTABILITE ANALYTIQUE, BUDGET et CONTROLE BUDGETAIRE.

Poste à Paris.
Rémunération annuelle de départ de l'ordre de 100.000 F.

De larges possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé seront reçues jusqu'au 8 Octobre 1979 sous no 25850 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

La formation commerciale...

Vous l'avez pratiquée et expérimentée sur le terrain. Plutôt qu'un théoricien, vous êtes un homme pragmatique et vous êtes sensibilisé à l'impact de la formation sur les relations commerciales.

Nous sommes un groupe Pharmaceutique important (plus de 4.000 personnes) et notre activité est orientée vers le "Service".

Nous souhaitons vous confier, au sein de la Direction Commerciale la responsabilité nationale de la formation et l'animation de nos stages et séminaires. Ceux-ci sont destinés à revoir et à parfaire l'approche de la clientèle par ceux qui nous représentent à tous niveaux (encadrement inclu).

Il existe déjà une "Politique" de Formation : votre action s'y intégrera. Vous aurez aussi à moduler ou à concevoir un matériel pédagogique nouveau. L'animation se poursuivra sur le terrain où vous aurez un rôle dynamique de Conseil.

Il est nécessaire d'avoir une première expérience réussie de 5 ans minimum dans une activité similaire au sein d'une entreprise.

La rémunération offerte sera fonction des compétences et susceptible d'attirer les meilleurs éléments.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. R82 à notre conseil

INFRAPLAN TOUR DE LYON
185, rue de Bercy 75012 PARIS

(Membre de SYNTEC)

Nous recherchons pour notre CENTRE DE FORMATION

5 cadres confirmés

- Vous avez une solide formation supérieure (Université ou Grande Ecole), au minimum 3 ans d'expérience professionnelle, de préférence en informatique et de réelles connaissances dans les domaines : méthodes d'analyses, télétraitement, base de données, conduite de projets...

- Vous aimeriez faire une synthèse de vos connaissances, vous avez le goût des contacts humains, le sens des responsabilités et une réelle ouverture d'esprit.

- Nous vous proposons d'approfondir vos connaissances, de découvrir de nouvelles méthodes de transmission du savoir dans un poste d'animateur de formation.

Lieu de travail : proche banlieue sud.

La parfaite connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Les C.V. détaillé et prétentions sont à adresser sous référence 4986 à Media System, 104 rue de Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Media System

ELI LILLY (C.A. France : 600 MF)
Filiale d'un groupe international, recherche pour sa DIVISION FINANCIÈRE :

CADRES DÉBUTANTS

1 - ADMINISTRATION DES VENTES (Réf. JP/259 M).
Il sera chargé notamment :
- de la gestion des stocks et des coûts de distribution pour l'ensemble des produits commercialisés en France.
- du développement des systèmes et procédures nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation.

Formation requise (ESCP, ESSEC, HEC,...) et bonnes connaissances en Informatique.

2 - SERVICE JURIDIQUE (Réf. JP/260 M)
Le candidat devra posséder une solide formation juridique complétée par une formation commerciale (ESCP, ESSEC, HEC, SCIENCES ECO...) lui permettant d'acquérir rapidement une pleine efficacité.

Ces deux postes, évolutifs, nécessitent une bonne maîtrise de l'Anglais, dynamisme et sens du contact.

Adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V., d'une photo et de vos prétentions à ELI LILLY FRANCE S.A. - Département du Personnel - 203, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD.

HAVAS CONTACT

Une carrière internationale pour des chargés d'affaires et un ingénieur conducteur de travaux

Société d'ingénierie recherche
- CHARGES D'AFFAIRES expérimentés tous corps d'état du bâtiment et équipements industriels. Très disponibles pour déplacements.
- INGENIEUR CONDUCTEUR de TRAVAUX tous corps d'état, pour grands projets à l'étranger.

pour tous ces postes, l'anglais courant est requis.
Adresser candidature sous références 1460 à rsc carrières - 14 rue de Castiglione - 75001 PARIS.

INSPECTEURS DE BANQUE

Le Groupe des BANQUES POPULAIRES
26.000 personnes, 60 milliards de francs de dépôts, propose *des postes d'Inspecteurs de Banque à des jeunes diplômés (es)*

CENTRALE - H.E.C. - MINES - ESSEC
ou équivalent

dégagés des obligations militaires

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les dievers aspects de la gestion bancaire : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par : de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo sont à adresser à Paul CONSTANTIN, s/réf. M-L

Banque Populaire

131, avenue de Wagram - 75017 PARIS

Burroughs

Département TELE-INFORMATIQUE
recherche

INGENIEURS TELECOMMUNICATIONS

expérimentés en
- Concept de Réseaux
- Simulation et choix économiques
- Installation de Grands Réseaux.

- Anglais INDISPENSABLE
- Expérience Informatique souhaitée.

Postes à pourvoir à PARIS.

- La dimension internationale du groupe garantit de larges possibilités d'évolution au sein de la Société.

Envoyer lettre, CV et prétentions sous référence L.M. 25 à la
Société Anonyme BURROUGHS
Direction du Personnel
230-242, Avenue Laurent Cély
92231 - GENNEVILLIERS CEDEX.

JEUNES DIPLOMES

E.S.C. - SC. ÉCO. - DROIT

Une Société importante sur le marché des Assurances recherche, pour renforcer son action commerciale, de :

JEUNES RESPONSABLES DE RÉGIONS

Ils auront la responsabilité, dans le cadre de la politique générale, du suivi de la stratégie commerciale et du développement équilibré de leur secteur.

Ils animent 20 à 25 Agents Généraux.

Vous avez une formation supérieure. Votre goût des contacts sur le terrain et votre dynamisme vous amènent à rechercher un emploi actif.

Nous vous proposons une formation approfondie de plusieurs mois au sein de notre Compagnie. En attendant, nous souhaitons vous rencontrer.

Ecrivez sous référence numéro 8.610, « le Monde » Publ., (C.V. manuscrit + photo), 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09.

"statut cadre" *"le succès vous attend"* *"je vous aiderai"* *"je cherche des durs"* *"nous sommes puissants"*

en fait
Vous réussirez à force
de TRAVAIL, de TENACITE,
de PERSPICACITE et de DISCIPLINE PERSONNELLE

Vous êtes diplômé (— e) de l'enseignement supérieur (économie - commercial - droit)
Envoyez C.V. et lettre manuscrite (réponse assurée)
Bance Pub. 13, rue Marivaux 75002 Paris
(Merci de préciser s/l'enveloppe réf. n° 3456)

RÉDACTEUR

SODEMA est une Société de Services qui assure la protection des marques, dessins et modèles d'un grand nombre d'entreprises françaises, membres de l'UNION DES FABRICANTS. Dans le cadre de son développement, elle recherche un Rédacteur pour son département étranger.

En liaison directe avec le Directeur Général et en collaboration avec l'UNION DES FABRICANTS, la mission de ce cadre est de conseiller des entreprises françaises exportatrices, dans la protection de leurs marques, en s'appuyant sur un réseau international de correspondants.

Ce poste convient à un candidat ayant une formation juridique et une première expérience professionnelle en propriété industrielle. Le goût et la maîtrise des contacts, le sens de l'organisation, un anglais courant (si possible une autre langue) sont des atouts pour réussir dans ce poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémun. actuelle à :
Madame J. FIRMAIN - Chef du Personnel,
SODEMA, Société de Dépôt de Marques,
16, rue de la Faisanderie, 75782 PARIS CEDEX 16.

Groupement de sociétés d'Expertise Comptable
recherche
p. faire face à son développem.

TITULAIRE MAITRISE DE DROIT PRIVÉ

Expér. souhaitée ds le domaine judiciaire et fiscal, professions libérales en particulier, aisance dans la rédaction, bon contact et dynamisme indispensables.
Envoyer C.V., photo, prêt à
FIDUNION
69, bd Magenta, PARIS-10e.

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTISSAGE
recherche

ANIMATEUR PERMANENT

en VENTE et
TECHNOLOGIE DU PRODUIT
BTS vente ou baccalauréat av. expér. de la vente en magasin.
LIBRE DE SUITE
Ecr. ou tél. C.F.A.
5 bis, rue Ampère, 78100
Saint-Germain-en-Laye. 973-88-92

Impte Sté Produits Laitiers
rech. pour région parisienne

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL
(H ou F)
Ecr. s/réf. 8577 à P. LICHAU SA
B.P. 220, 75063 Paris Cedex-02
qui transmettra.

Financer des investissements lourds (leasing...)

au niveau des DG ou DFi
négociation puis suivi des contrats
mise au point de nouveaux produits

Nous sommes une filiale d'un important groupe bancaire. Ce poste exige de jeunes candidats ayant :
- 2 ans d'expérience secteur bancaire/leasing
- aptitude à la vente
- bonne formation

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez C.V. avec photo récente, salaire actuel sous référence 56-18 à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 Paris
(confidentialité assurée)

La rémunération est susceptible de retenir les meilleures candidatures.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

La filiale française d'un Groupe, spécialiste mondial des techniques du vide, cherche un

ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

Il participera au développement de la vente d'une gamme complète de matériels destinés aux industries et aux centres de recherche scientifique des départements de l'Essonne, de la Seine Maritime, de l'Eure et de l'Eure et Loir.

Il bénéficiera d'une formation technique de type I.U.T. qu'il pourra compléter par des stages.

Il aura, de préférence, un ou deux ans d'expérience commerciale.

Écrivez sous référence M 3897 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GEM

gi SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

COMPAGNIE D'ASSURANCES INTERNATIONALE

désireuse d'étoffer sa force de vente, recherche

JEUNE DIPLOME

ECOLE DE COMMERCE OU DROIT

pour entretenir et développer des contacts avec les courtiers et agents d'assurances de la région parisienne.
Libéré O.M. Anglais indispensable.
Formation assurée. Fonction évolutive.
Rémunération fixe sans commissionnement. Position cadre au terme de la période d'essai.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions, sous le numéro 2.324 à PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne - 75008 PARIS, qui transm.

Banque Populaire

de la RÉGION SUD DE PARIS

recherche

pour son Centre administratif de MORANGIS (91)

DES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- Langage COBOL
- Niveau DUT
- 2 à 3 ans d'expérience

Ecrire avec Curriculum vitae
BICS
Direction du Personnel
55, Avenue Aristide Briand
92120 MONTROUGE

bleu

Our company is the european affiliate of an american company located in Dallas. We are engaged in the field of computerized system applied in manufacturing garments and shoes.
For the entire area of « France » We are looking

FIELD SERVICE ENGINEER

who can work independently in supporting our equipment.

It would be of advantage if experience with mini-computers and hp components like cpu 21 MX, discs 7906/20 is available apart from excellent technical qualification we look for very good english knowledge, organisational qualities and responsibility.

The qualified applicant will be offered a most lucrative basis combined with an interesting responsible position. Please address your english application to.

CAMSCO EUROPE GMBH
Oskar-Messter-str. 15
D-8045 Ismaning/Muenchen
Attn. : Mr. AUGUSTAT.
Tél. 089/96201.

Les Sociétés d'ASSURANCES du GROUPE de PARIS recherchent des

INGENIEURS DIPLOMES

(25 - [illegible] ans)

ayant une expérience technique.

Ils auront pour mission, après un stage de formation :
- d'analyser les risques «Incendie, Pertes d'Exploitation, [illegible] de Machines, Responsabilité [illegible]» auxquels les entreprises industrielles sont exposées
- de les conseiller en matière de prévention
- d'assister techniquement les réseaux commerciaux auprès de la clientèle du Groupe.

Les candidats devront adresser un dossier complet avec photo, curriculum vitae et prétentions [illegible] DE PARIS
[illegible] Personnel,
2[illegible] de Chate[illegible],
75[illegible] PARIS CEDEX 09.

SOCIETE COMMERCIALE DE BIENS D'EQUIPEMENTS ET DE CONSOMMATION
50 Km OUEST PARIS
UN MILLIARD DE FRANCS DE C.A.
800 SALARIES

recherche son

chef du service fournisseurs

L'HOMME

- Agé de 27 ans minimum, forte personnalité, apte au commandement, excellent praticien de la comptabilité, de formation comptable supérieure (BTS, IUT), notions élémentaires d'anglais.

EXPERIENCE

- 5 ans de comptabilité générale dans une société industrielle ou commerciale.
- des notions d'informatique et de comptabilité anglo-saxonne seront un atout supplémentaire.

LA MISSION

- responsabilité et direction d'un service de 5 employés.

Adr. lettre manuscrite avec CV, prétentions et photo (retour), sous référence 9071 à I.C.M. 83 r. de Rennes PARIS 6 qui trans.



Sièges et meubles contemporains
filiale de la Société

roset

recherche

ATTACHE COMMERCIAL

pour PARIS et NORD

Sa mission :
animation du réseau négoce ameublement (2/3 du temps sur Paris et Région Parisienne).

Son profil :
qu'il s'agisse d'un homme de métier connaissant bien l'ameublement ou qu'il ait reçu une formation commerciale supérieure complétée par quelques années d'expérience acquise dans la distribution des biens de consommation, il devra posséder finesse d'expression, large culture et sens esthétique développé.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous No 93 à Cabinet Gatier, 32 rue Barrême 69006 Lyon. Réponse assurée et motivée.

MICH-SYSCOM

Cabinet Gatier

Notre Société d'origine américaine appartient à l'un des premiers Groupes mondiaux de l'industrie pharmaceutique. Pour développer notre clientèle, principalement en France où nous sommes déjà bien implantés, nous cherchons un

VENDEUR DE HAUT NIVEAU

GEM

Il se déplacera en permanence, dans toute la France et en Espagne, éventuellement dans d'autres pays pour traiter avec les dirigeants de l'industrie pharmaceutique. Il sera également responsable des relations après-vente avec l'assistance de nos équipes de techniciens.
Une formation préalable et ensuite permanente lui sera assurée.

Il aura 30 ans environ, un niveau d'études supérieures techniques ou commerciales, et une solide pratique des négociations. La connaissance de l'anglais est nécessaire. A qualité égale le candidat parlant l'espagnol sera favorisé.

Une voiture d'entreprise sera proposée.

Veuillez adresser vos dossiers de candidature sous réf. 404 M à Hélène REFREGIER.

gi SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

TRÈS IMPORTANT LABORATOIRE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Banlieue Sud, 15 km de Paris par autoroute recherche

PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS

DOS - VS - IBM 370/148 - DL1 - CICS - VM/CMS

PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

DUT INFORMATIQUE

Formation complémentaire assurée.
Base de données télétraitement VM/CMS.

13e mois - Avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. man., prét. et photo à No 26.216, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

Société de Services d'Implantation Nationale
150 personnes - spécialisée dans la maintenance de chauffage,
Filiale d'un Groupe français important :
C.A. 2 Milliards et demi

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Avec la Direction Générale, il définit la politique commerciale, les axes de développement et en assure la mise en oeuvre. Il anime et coordonne les équipes placées sous son autorité.

Une formation de niveau supérieur, une expérience de gestionnaire, un bon niveau de responsabilité commerciale, la connaissance du milieu prestations de service, si possible du chauffage central, sont des atouts pour réussir dans ce poste.

Les perspectives de développement de cette Société à l'intérieur du Groupe ouvrent de larges possibilités à un candidat de valeur.

Ecrire avec CV et prétentions No 25.769 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

---

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

(TAF, télétraitement, minisystème clés en mains)

recherche un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

MISSIONS :
- En collaboration avec la Direction Générale.
- Responsabilité des ventes à l'extérieur des sociétés actionnaires, mise en place de la politique commerciale, prospection, négociation des projets.
- Développement du département mini-systèmes.

PROFIL :
- 28 ans minimum.
- Expérience commerciale 5 ans minimum dans la vente de services ou de matériels informatiques dans une SSCI ou chez un constructeur.

SALAIRE : Fixe + intéressement.
Lieu de travail : Région Parisienne.
Siège de la société : Banlieue Ouest Région Versailles.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 74588 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES (réponse et discrétion assurées)

Chef de Groupe Logiciel

120 000 F

Une société internationale développant la commercialisation de systèmes de gestion destinés aux PME désire intégrer rapidement son RESPONSABLE LOGICIEL.

Le candidat possèdera :
- Une parfaite maîtrise des problèmes techniques et méthodologiques exercés sur les petits matériels (langage assembleur),
- Une expérience de la gestion d'un service logiciel (planification, contrôle, animation),
- Une personnalité suffisante pour mettre en place et contrôler les procédures et encadrer une équipe d'analystes programmeurs.

Avec pour mission de gérer l'ensemble des moyens logiciels dont les missions sont les suivantes :
- Avant-vente : analyse des problèmes clients, appui du réseau commercial,
- Fabrication de programmes spécifiques,
- Après-vente : formation clients, mise en route, maintenance programmes.

Adressez rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo retournée, et rémunération actuelle) sous la réf. 1939 à

MEDIA PA
2, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact. Réponse assurée.

ORGANISATION NATIONALE PROFESSIONNELLE AGRICOLE

recherche un
JEUNE COLLABORATEUR,
même en premier emploi,
qui deviendra le :

chargé des problèmes de l'aménagement du territoire

LE TITULAIRE DEVRA :

1°) Suivre les problèmes relatifs à l'aménagement du territoire (et au plan d'occupation des sols), et se préoccuper notamment des régions de montagne et des zones défavorisées.
2°) Suivre le dossier national du logement et de l'installation en milieu rural.
3°) Suivre les dossiers calamités en agriculture.

Le collaborateur aura une bonne formation dans les domaines juridique, agricole, et économique, complétée par des connaissances en aménagement rural. Age requis minimum 24 ans. Le poste est à pourvoir à Paris.

La PUBLICITÉ ROGER BLEY recevra votre candidature et votre c.v. sous no 81.301, et les transmettra (discrétion assurée) 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ASSISTANTE [illegible] DIRECTION

PARIS [illegible] 72 000 F/an

Nous sommes u[illegible] à Paris [illegible]
Notre Direction [illegible] recherche sa secrétaire-assist[illegible] courrier, dactylographier les d[illegible] réunions, tenir les tableaux de [illegible]
Ce poste comp[illegible] une parfaite connaissance de [illegible]
La candidate [illegible] anglaise, a des aptitudes pour la réd[illegible] similaire de 3 à 5 ans.
Lieu de travail : Qu[illegible]
Envoyer C.V., [illegible] actuelle sous réf. 909322 M (à [illegible] BUFFARD.

BKC [illegible] CONSULTANTS
Secrétariat [illegible] haut niveau »
[illegible] PARIS cédex 06

IMPORTANT FABRICANT DE PAPIERS IMPRESSION-ECRITURE ET SPÉCIAUX

offre excellente situation à :

responsable exportation

Dépendant directement de la D.G., son activité s'exercera dans les pays du Marché Commun.

Une connaissance parfaite de l'anglais et de l'allemand est indispensable.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, indiquant dernière rémunération, accompagnée d'un CV détaillé, adressée sous la référence 7050 à :

BEO 3, rue de Téhéran - 75008 PARIS. Discrétion assurée.

CAMSCO,

the world leading manufacturer of computerized systems for the apparel and shoe industry, is looking for a

TECHNICAL SALESMAN

FOR THE SALES AREA « FRANCE »

He should have wide experience in the clothing industry (design, grading, cutting, etc.). Fluent english is a basic requirement for this position.

We offer very good conditions and salary is in line with experience. Please send your application, in english, to our european headquarters at the following address :

CAMSCO EUROPE GMBH
Oskar-Messter-str. 15
D-8045 Ismaning/Muenchen
Attn. : Mr. AUGUSTAT.
Tél. 089/96201.

---

amri

Société Industrielle Française de biens d'équipement en rapide expansion

recherche

2 INGÉNIEURS CHEFS DE PRODUIT

pour leur confier le développement commercial d'une ligne de produits
- Soit alimentaires et chimiques
- Soit pétrochimiques sur le marché international.

Anglais courant et technique exigés.
Formation Ingénieur AM INSA ou équivalent.
Pour le 2me poste E.N.S.P.M. apprécié.
Expérience d'un poste similaire demandée.
Bien que basés à Paris ces postes nécessitent des déplacements fréquents de courte durée à L'ÉTRANGER.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
Société AMRI
50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

bleu

INGENIEUR COMMERCIAL

Importante Société Américaine D'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES (appareillages mécaniques, hydrauliques et électriques/électroniques) recherche un Ingénieur Commercial, dynamique et ayant expérience dans l'industrie aéronautique.

Cette position implique de fréquents voyages pour contacter régulièrement les compagnies aériennes, fabricants d'avions, et offices gouvernementaux en Europe.

Point d'attache : région parisienne. Anglais courant indispensable. Salaire élevé, bons avantages sociaux. Véhicule de société.

Envoyer lettre et curriculum vitae en anglais à No 26322, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transm.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE DE VERSAILLES

propose un stage de formation en

MAITRISE et CONTROLE de GESTION

Agréé par l'état, ce stage de 6 mois s'adresse à des demandeurs d'emploi ayant une bonne formation de base et possédant quelques années d'expérience en entreprise. Il prépare à des emplois de cadre dans les domaines comptable et financier.

Ce stage débutera le 8/10/79.

Pour s'incrire il est nécessaire de se rendre à l'une des réunions d'information et de sélection les 26 et 27 septembre à 14 h :
CCII - Immeuble Honeywell - 4, rue Ampère 78390 BOIS D'ARCY (gare de St-Quentin en Yvelines) - Tél. 043.51.54

CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

importante clientèle internationale

recherche

INGENIEUR SPECIALISE (E)

BREVETS D'INVENTION

Immédiatement disponible.

— 30 ans minimum et 3 à 4 années d'expérience dans cette spécialité ;
— ayant exercé dans cabinet de conseils ou éventuellement département grande entreprise ;
— aspirant carrière indépendante dans cabinet de groupe ;
— allemand lu.

Contrat durée déterminée avec importantes perspectives et responsabilités.

Adr. C.V. dét. avec photo sous n° T 15.568 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui tr.



MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE

recherche

pour son Département
ETUDES DE CREDITS

CHARGE D'ETUDES

Une formation économique (HEC, Sup de Co, IEP Eco/fi), éventuellement complémentée par un M.B.A., permettant d'assimiler les techniques d'analyse financière, et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Adresser lettre + photo à
Direction du Personnel
20, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS

MASSON

LE DIRECTEUR DE LA RÉGIE PUBLICITAIRE DES PÉRIODIQUES MASSON

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

pour le lancement d'une nouvelle et importante revue médicale spécialisée.

— exp. de quelques années, même dans domaine non médical, appréciée ;
— voiture souhaitée ;
— candidature masculine ou féminine.

Adresser lettre, C.V. et photo sous référ. MR 251, MASSON, 120, boulevard Saint-Germain, 75280 PARIS CEDEX 06.

GROUPEMENT NATIONAL
DE DISTRIBUTEURS-ÉDITEURS
EN PAPIERS PEINTS
REVÊTEMENTS MURAUX
REVÊTEMENTS DE SOLS
ET PEINTURES

recherche un

RESPONSABLE ANIMATEUR

Pour la conception, la création, le lancement et l'animation d'une chaine de magasins de détail affiliés.
Le Candidat qui devra être à la fois un concepteur et un homme de terrain apportera une réelle expérience de la vente au détail acquise dans un groupe de magasins intégrés (succursalisme, chaîne volontaire, franchise).
Il travaillera sous le contrôle d'un chef d'entreprise du groupe et en étroite collaboration avec l'ensemble des dirigeants des distributeurs.
Il sera basé en région parisienne et fera de fréquents déplacements en province
La rémunération sera pour une partie fixe et fonction de l'expérience et des connaissances apportées et pour une autre partie proportionnelle aux résultats obtenus.

Ecrire avec C.V. manuscrit, prétentions et photo sous no 60047 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

---

semna selection
page 10

---

offres d'emploi

Important Groupe de Transports Internationaux recherche pour la Direction Financière de sa Société Holding un

RESPONSABLE COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Diplômé Grande Ecole + formation expertise comptable

ayant acquis une expérience de 5 ans minimum de préférence en cabinet d'audit anglo-saxon.

Il aura la responsabilité de la **consolidation des comptes** et participera à la mise en place et au suivi des tableaux de bord des sociétés du groupe.
Une expérience analogue serait souhaitée.

Ecrire avec C.V. détaillé (photo) en précisant la rémunération actuelle.
sous référence 77441 M,
à Brigitte PRISSARD
plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

EFF MANAGEMENT

CABINET DE FORMATION EN EXPANSION
recherche

UN JEUNE COLLABORATEUR

désireux de faire carrière dans
LE DOMAINE DE LA FORMATION

— *Si vous avez une première expérience de formateur* et que les déplacements de courte et moyenne durée ne vous font pas peur.
— Si vous êtes diplômé E.S.C. ou titulaire d'une licence en droit, sciences éco.
— Si vous êtes attiré par les problèmes de gestion et finances (une première expérience bancaire serait appréciée).
— Si vous recherchez un développement personnel en rapport avec vos capacités.

Ecrire d'urgence (avant le 1er octobre) avec C.V. et prétentions à EFF MANAGEMENT, 33, rue Fortuny, 75017 Paris.

CHEF DEPARTEMENT OUTILLAGE

La Société filiale d'un groupe leader européen dans sa branche recherche pour son usine (900 personnes) située dans la région parisienne le responsable de son département mécanique outillage
Le poste conviant à un cadre de plus de 40 ans ingénieur diplômé ayant assumé des responsabilités similaires alliant à de très bonnes connaissances techniques (usinage) des capacités d'organisation, de commandement et d'animation de personnel très qualifié et très compétent Le salaire non inférieur à 160.000 F dépendra de l'expérience qui sera apportée
Le C.V. devra détailler l'expérience en mécanique et les prétentions.

France Cadres
22 rue Saint Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande Référence 905 M

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Sud de Paris, recrute

UN INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

(Centrale - Mines, etc.)

ou

DOCTEUR D'ÉTAT

Spécialiste de la mécanique des milieux continus

Ce poste à pourvoir au Service des Calculs Scientifiques est axé sur la modélisation mathématique des phénomènes instationnaires.

Une bonne connaissance de la méthode des éléments finis et des techniques de calculs des écoulements est indispensable.

Adr. C.V. et prét. n° 26.268 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01

Nous recherchons pour nos études et réalisations informatiques

analyste

FONCTIONNEL et ORGANIQUE

Ingénieur ou universitaire - expérience 3 à 5 ans - connaissances bancaires - Cobol et Assembleur.

Adresser c.v., photo et prétentions sous réf. 3398 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui tr.

IMPT ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

recherche pour son

SERVICE FORMATION

UN ANIMATEUR à TEMPS PARTIEL

Celui-ci sera appelé à concevoir et à animer des séminaires sur les techniques bancaires et financières.

PROFIL SOUHAITE :
— CADRE ayant exercé des fonctions importantes *dans l'exploitation.*

Ecr. avec C.V., sous le numéro 26.390, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui transm.

---

offres d'emploi

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE
UNE CARRIERE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat. avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à no 26715 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

S.T.A.E.

SOCIETE DE SOUS-TRAITANCE ELECTRONIQUE

RECRUTE

CADRES COMMERCIAUX DYNAMIQUES

BIEN INTRODUITS CLIENTELE

POUR RECHERCHE :
— Travaux de câblage ;
— Travaux de mécanique ;
— Travaux d'études et diffusion de circuits imprimés.

Ecrire avec C.V. et prétentions à S.T.A.E. 143, avenue du Général-de-Gaulle, 92160 Antony

---

ÉTABLISSEMENT BANCAIRE DE TOUT PREMIER PLAN

recherche

ÉCONOMISTE

- Titulaire d'une licence ou d'un DES de sciences économiques et doté d'une solide formation en statistique et en économétrie (ISUP - ENSAE).
- Une première expérience dans le domaine de la prévision sera appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 75622 M à BLEU Publicité 17, rue du Dr Lebel - 94300 Vincennes

---

Pour compléter sa cellule d'études économiques d'entreprise
le CESMAP recrute

UN CHARGÉ D'ÉTUDES DE HAUT NIVEAU

ayant une formation économique approfondie (Grande Ecole, Doctorat), rompu au calcul économique afin de réaliser des études économiques en matière de modes d'organisation, de choix d'investissement, de gestion de la production, d'optimisation de réseaux dans les grandes entreprises.
Expérience de cinq ans minimum et connaissance du secteur public souhaitables.

Prière adresser candidature au
CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
DU MANAGEMENT PUBLIC
67, avenue Lénine - 94112 ARCUEIL CEDEX.

FABRICANT PRODUITS DE BEAUTÉ

recherche

ADJOINT DIRECTEUR DE PRODUCTION

Formation Ingénieur Grandes Ecoles

Homme 35 ans environ

organisateur, sens du commandement et des responsabilités, connaissances approfondies de *gestion, maintenance, sécurité, achats, planning,* ordonnancement.

Habitant banlieue OUEST

Env. C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

LABO JEANNE GATINEAU

27, rue Salvador-Allende - 95870 BEZONS

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RÉGION VERSAILLES

recherche

UN RESPONSABLE DES MOYENS INFORMATIQUES

ORGANISATEUR, GESTIONNAIRE et PROMOTEUR des SERVICES INFORMATIQUES

CE POSTE EXIGE :
— Une formation supérieure,
— Une compétence technique étayée par une expérience professionnelle de plusieurs années,
— Une personnalité forte et équilibrée,
— Une facilité de contact qui permettra une bonne communication avec les utilisateurs potentiels (professeurs, étudiants, administration).

LE CANDIDAT DEVRA ETRE LIBRE RAPIDEMENT
Rémunération entre 110.000 et 150.000 F en fonction de l'expérience de l'intéressé.

Env. C.V. + photo, n° T 15.563 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

---

offres d'emploi

IMPORTANT FABRICANT DE MATERIEL DE CHAUFFAGE cherche

JEUNE INGÉNIEUR

dynamique pour sa filiale SOCIETE D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE SERVICE APRES-VENTE

Ce cadre technique aura une aptitude certaine à l'analyse et la négociation à tous niveaux, et une bonne connaissance des problèmes techniques pouvant survenir dans tous les types d'installation de chauffe.

Base de travail : Paris avec déplacements fréquents dans toute la France.

Une formation de plusieurs mois en usine aux méthodes de fabrication et de contrôle est prévue.

Env. C.V., lettre man. et rémunération actuelle à PUBLIVAL, référ. 9074
70, rue du Point-du-Jour, 92100 BOULOGNE.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
BATIMENT, T.P., GÉNIE CIVIL
filiale groupe multinational
recherche

JEUNES INGÉNIEURS

en début de carrière ou quelques années d'expérience, diplômés Polytechnique, Ponts et Chaussées, Centrale, Ecole des Mines.
Bilingues exigés, trilingues souhaités.

Après période d'adaptation de quelques mois au siège (proche banlieue Ouest de Paris), affectation sur des postes opérationnels en France ou à l'étranger.

Caractère, goût des responsabilités, sens de la négociation, bonne aptitude au commandement et attirance pour l'expatriation, seront des qualités déterminantes.

Ecrire avec C.V. à no 25.983 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
recherche pour sa Direction Organisation et Informatique

Ingénieurs Débutants

(X - Centrale, Mines, Sup. Elec, ENSI)
Formation de 3 mois assurée.
Lieu de travail : St Quentin en Yvelines (78).
Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous référence SQ 91 à C.N.C.A.
Service Recrutement Carrières
Cedex 26 - 75300 PARIS BRUNE

BANQUE INTERNATIONALE

en pleine expansion recherche, pour renforcer son Département

CRÉDITS INTERNATIONAUX

HOMME

30 ans minimum, diplômé Grande Ecole ou licencié. ANGLAIS courant, habitude clientèle internationale, montages crédits internationaux et suivi de ces opérations. Qualités de gestionnaire requises. Leadership pouvant contrôler un secteur. Au moins 5 années d'expérience bancaire dont 2 ou 3 dans un poste similaire.

Ecr. av. C.V., photo et prét. sous référ. 3.475 à ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

PROGRAMMEURS ANALYSTES
P.L. 1 - 2 ans expérience.
246-84-55.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
connaissant COBOL ANS/OS
deux ans exp. mini.

INGÉNIEUR SYST.
OS/VS
CICS - DL 1

INGÉNIEUR
LOGIC - SYST.
SOLAR - T. Réel

Ecr. av. CV, prétentions s/réf. 8987 COFAP, 40, r. de Chabrol 75010 PARIS *qui transmettra.*

T.I.T.N.
Société d'engineering INFORMATIQUE en pleine expansion sur mini et micro (MITRA 6800, 8080...)
recherche

INGÉNIEURS ET ANALYSTES
(Centrale, ESE, Grenoble, Toulouse, DEA, Maîtrises...)
débutants, option informatique ou confirmés.
Pour ses activités logicielles
— Temps réel,
— Gestion transactionnelle (base de données),
— Micro informatique.
Env. C.V., photo, prét. à : T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel 91420 MORANGIS
sous réf. 04/SOFT.

Centre chirurgical
Marie-Lannelongue
139, avenue de la Résistance, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON,
cherche

LABORANTINE
TITULAIRE D.E., L.A.M. ou B.T.S. pour service d'anatomie pathologique. Libre de suite. Téléphoner pour rendez-vous au 630-21-33, poste 36-13.

BOURJOIS
recherche pour son
LABORATOIRE COSMETIQUE

UN TECHNICIEN CHIMISTE
possesseur d'un D.U.T. ou B.T.S.

Ses fonctions comporteront la mise au point et l'application de méthodes analytiques en collaboration avec le responsable du secteur analyse physico-chimique, qu'il assistera.
Expérience souhaitable dans ce domaine.

Envoyer C.V., photo et prét. à *BOURJOIS S.A., B.P. 173,* 93500 PANTIN Cedex.

Cherche employée de maison qualifiée, bonnes références, logée, nourrie, débutante s'abstenir. Tél. 647-59-10.

Filiale française d'un important groupe *européen de transports* recherche pour son siège situé dans le 8e arrondissement

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

Formation théorique équivalente au B.T.S. et expérience *professionnelle de 5 ans minim.*
Anglais souhaité.
Le titulaire sera chargé des balances et prévisions mensuelles, bilan trimestriel, déclarations fiscales en étroite collaboration avec le chef comptable.

Rémunération : 100.000 F min.

Envoyer C.V. à no 26.477, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

IMPORTANTE SOCIETE de V.P.C., siège PARIS
recherche pour son SERVICE FINANCIER

UN JEUNE COLLABORATEUR

titulaire DUT, BTS (option gestion financière) ou équivalent.
Il sera responsable des études de rentabilité pour les actions commerciales.
Formation assurée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous no 46.704 HAVAS CONTACT, 156, boul. Haussmann, Paris-8e.

Dans le cadre de son expansion
BANQUE PRIVEE
recrute

Correspondant informatique

pour lui confier les liaisons entre les *diverses unités* administratives concernées par le système de gestion informatisée actuel, et participer à l'élaboration de la future structure informatiq. du groupe.

Le candidat est titulaire d'un DUT informatique et possède de solides connaissances en comptabilité générale et analytique.
Lieu de travail : PARIS-19e.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous référ. 5.030, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

HOMMES ou FEMMES, niveau études supér., libres 2 jours par semaine pr animer conférences débats devant public de jeunes. Expér. pédagogique souhaitée. Voiture indispensable.
Env. C.V. et photo à O.S.V., 25, r. Bergère, Paris 9e. 246-16-99.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

NOUVELLE SOCIETE PARIS recherche
RESPONSABLE
comptabilité, gestion stocks (le tout sur informatique) trésorerie, questions sociales et fiscales.
Contact direct avec le Directeur général.
Formation, expérience et dynamisme, devront permettre de maîtriser un développement très rapide à moyen terme.
Lettre manuscr. + C.V. référ. nº T 015682 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

URGENT RECHERCHE
TRADUCTEURS
FREE LANCE EXPERIMENTES
Toutes langues en brevets d'inventions. Ecrire sous réf. 1089, à VALENS CONSEIL, 59, rue de Richelieu, 75002 Paris, qui atransmettra

ADMINISTRATION recherche
INGÉNIEUR
pour travaux d'informatique scientifique
Débutant ou première expérience Format. école d'ing. ou univers.
Lieu de travail : Paris
Env. C.V. et prét., nº T 818179 M REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

SAMIFI BABCOCK FROID INDUSTRIEL recherche
UN INGÉNIEUR DE RÉALISATION
(A.M.-I.C.A.M. ou équivalent) pour installations frigorifiques dans industries alimentaires ou chimiques.
MISSION : Suivi des dossiers aux plans technique, financier, montage et mise en route.
Quelques années expérience du froid industriel souhait.
Poste accessible à débutant, formation assurée.
Ecrire avec C.V. et prétent. à SAMIFI BABCOCK 71, rue Paul-Eluard 93204 SAINT-DENIS

Société Américaine recherche
COMPTABLE
rapprochements bancaires, paiement frais généraux, participation déclarations fiscales, état U.S.
Env. C.V. à Kaufman and Broad Service du Personnel, 90, Champs-Elysées, Paris-8e

STE D'EXPERTISE COMPTAB. de moyenne importance (Paris Centre) recherche
UN ASSISTANT PRINCIPAL
CHEF DE MISSION
Travaux variés.
Adress. lettre manuscrite C.V. photo et prétentions à GESCO, 27, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75001 PARIS

STE ELECTRONIQUE
LEVALLOIS
recherche
DESSINATEURS
niveau BAC, BTS (F2-F3)
— Pour notices
— Pour circuits imprimés.
Adresser C.V., à Thomson CSF, Service Recrutement, 53, rue Greffulhe - 92300 Levallois

M. C. S.
Constructeur de mini ordinateurs de gestion recherche
DEUX ANALYSTES PROGRAMMEURS
Débutants ou 1 an d'expérience, niveau maîtrise pour développement de logiciels d'applications et assistance techn. en clientèle. Sens des contacts nécessaire.
Env. C.V. + photo + prétentions, à M.C.S., 9 et 11, rue G.-Enesco, 94008 Créteil Cedex

Ville de Saint-Ouen 93406 recherche pour bureau Hygiène
DOCTEUR EN MÉDECINE
titulaire du C.E.S. médecine préventive, hygiène et santé publique (70 h par mois).
Candidature avec C.V. et copies diplômes à adresser au Maire de Saint-Ouen - 93406 Cedex.

Association Formation Emigrés cherche
COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ
Comptabilité - Service du personnel - Budget (motivation milieu associatif souhaité).
Salaire annuel 48.000 F
Envoyer C.V., à A.D.F.I., 60, bd Sébastopol, 75003 Paris
Avant le 1er-10-1979

CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES recherche
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Pour son magazine « NOUS » Notion maquette appréciée
Adresser lettre et C.V., aux EDITIONS GARIBALDI 54, bd Garibaldi, 75015 Paris

CAISSE de RETRAITE recherche pour démarrage IBM série 4300
ANALYSTE
4 ans d'expér. dans la fonction
Expérience demandée :
DOS/VS - POWER, COBOL et Assembleur
Soit CICS, soit DLI
RPG II souhaité
Formation aux logiciels 4300 assurée.
Salaire annuel brut : 95.000 à 115.000 F
Avantages sociaux
Env. C.V., photo et prétent., à C.N.P.R.C.P., 8, rue Bellini, 75016 PARIS

JEUNE RÉGIE D'AFFICHAGE
se développant sur créneau nouveau et porteur, rech.
EXCELLENT COMMERCIAL, capable prendre rapidement responsabilités et assurer après-vente technique et graphique.
— 27 ans minimum
— 3 à 4 ans d'expérience
Ecr. nº 817.834 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

SICALU rech.
TECHNICO-COMMERCIAUX
spécialisés dans l'aluminium pour région parisienne et toute la France.
Env. C.V., photo et prétentions : 70, rue Auguste-Meunier, 77500 Chelles

IMPORTANTE SOCIETE (quartier de la Défense) recherche pour son INFORMATIQUE DE GESTION
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
DUT ou équivalent.
Ecrire M. CHARPENTIER, Boîte Postale 97, 92405 Courbevoie Cedex.

IMMOB. RIVE GAUCHE
ch. NEGOCIATEUR (TRICE) 1re force. Rémunération en rapport. Statut agent ccial.
Tél. : 705-31-13.

COLLABORATEUR
très gd standing pour contacts haut niveau. Ecr. M. MEUNIER, 149, rue St-Honoré, 75001 PARIS

Embauche de moins de 26 ans
Premier salaire
1) Assistant commercial démarcheur PARIS, fournitures pr l'industrie, l'automobile et sport.
2) Jeune représentant exclusif pour visite clientèle automobile, REGION PARISIENNE.
C.V. manuscrit (photo) : C.P.C. PIERRE FRANÇOIS B.P. 336 75828 PARIS CEDEX 17
Tél. 763-72-55

PROFESSEUR SCIENCES/PHYSIQUE CLASSE TERMINALE D
Tél. : 574-53-97

URGENT ECOLE PRIVEE recherche
PROFESSEUR MATH.
12 h. de cours - 990-60-07

ETABLISSEMENT FINANCIER recherche pour son département Engagements à PARIS
INGÉNIEUR AGRICOLE
— Expér. mini. 3 ans des méthodes modernes de gestion, appliquées à l'agriculture ;
— Acquise dans centre gestion agricole, du bassin parisien de préférence.
Adr. C.V., photo et prétentions : (95) LEBEUF, 6, place de la Madeleine - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTE PARIS 8e, recherche
CADRE COMPTABLE CONFIRME
DESTINE A ETRE LE COLLABORATEUR DIRECT du responsable du service Comptable, Fiscal et Financier
Ecole supérieure de commerce et/ou DECS + très bonne expérience professionnelle en comptabilité, fiscalité, finances, économie.
Connaissances en informatique souhaitées.
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétent. annuelles s/rét. 3.429 à AXIAL Publ., 91, fg Saint-Honoré, Paris 8e, qui transm.

VILLE DE NOISY-LE-SEC 40.000 habitants recherche
BIBLIOTHÉCAIRE
2e catégorie
titul. du C.A.F.B. opt. lecture publique, expér. professionnelle souh. Ecr. à M. le Député-Maire Mairie de Noisy-le-Sec 93130

CAISSE DE CADRES
recherche
ASSISTANTE SOCIALE
Diplômée ou niveau similaire.
Poste à 50 % contacts, 50 % dossiers.
Expérience souhaitée.
Avantages sociaux.
Adr. C.V., photo et prétentions, sous référence 4.772, à PLAIN CHAMPS 5, rue du Helder, 75009 PARIS

Maison d'édition recherche DOCTEUR ES LETTRES
Envoyer curr. vit. et indispensable joindre photocopie diplôme doctorat.
Ecr. nº 8600 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris 9e.

ATTACHE (E) COMMERCIAL (E)
pouvant accéder poste CHEF D'AGENCE si résultats positifs.
Ecrire avec C.V. + prétent. : SACIR 19, rue Rochechouart, Paris 9e.

Ingén. études + implantation logique ECL. Techniciens ou ingénieurs télécom. études et développement radio téléph. SORETRA, 293-34-01, 78, bd Batignoles, PARIS 17e.

B.H.V.
RIVOLI
recherche pour une participation active à la mise en place de DM 4 sur un bi-processeur BH 66.
INGÉNIEUR SYSTÈME
Formation supérieure (maîtrise ou ingénieur)
2 ans expérience système
Connaissances : G.C.O.S. - I.D.S. et T.D.S. appréciées.
Adresser C.V. avec prétentions au Service du Personnel Recrutement, 34, rue de la Verrerie, 75004 PARIS ou tél. 274-95-38

Importante société banlieue Sud de Paris recherche :
JEUNES TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS
de niveau BAC F2, BTS ou DUT électronique, cours supérieur ECE.
En fonction de leur goût et de leur compétence, les candidats seront orientés vers des activités d'études et de mise au point.
Adr. C.V. dét. et rémunération souhaitée à No 26.614, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui tr.

secrétaires

SECRETAIRE [illegible] DIRECTION

INDUSTRIE PHARMA[illegible] OUEST
Le Directeur Export d[illegible] laborat[illegible]tique recherche une collabor[illegible] qu'il souhaite [illegible] les responsabilités suivante[illegible]
- Assurer le Secrétari[illegible]
- Organiser et supervis[illegible]
- Prendre en charge la [illegible] sation matérielle des voyage[illegible]
La réussite à ce poste im[illegible] possible dans un service Export), un[illegible] (l'espagnol serait un plus), un sens certain [illegible] responsabilités (dans un service où les cadres sont[illegible] en déplacement).
Envoyer C.V., photo récente [illegible] actuelle sous réf. 909324 M (à mentionner [illegible] René CAROLIANA.
Le secret absolu des [illegible]
BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
Secrétaires-Assistantes « haut niveau »
1, rue Danton 75263 PARIS cédex 06

ENTREPRISE
PRESSE ET ÉDITION
40 personnes
filiale important Groupe recherche pour son Directeur Général
SECRÉTAIRE CONFIRMÉE
— 30 ans minimum
— Culture générale
— Autonomie, initiative et aisance de cont. indispensables.
Ce poste comporte des fonctions de gestion impliquant en outre une bonne compréhension des données chiffrées.
— Sténo dactylographie et notions d'anglais exigées.
LIEU DE TRAVAIL :
QUARTIER LATIN
Adr. C.V., photo, sal. actuel à Marie GILMERT, Conseil en recrutement, 47, rue de Prony, 75017 Paris

représent. offre

MATHIEU ET Cie
Le Pesage fonctionnel recherche
VENDEURS
Capables de diffuser balances électroniques, poids, prix, modernes et machines pour commerces boucheries et alimentaires, secteurs parisiens.
Ecr. av. C.V. MATHIEU et Cie B.P. 43 - 94500 CHAMPIGNY

formation profession.

INSTITUT D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION
Formation privée
STAGES DE PROGRAMMEURS
de haut niveau en 4 mois
Dégagés des O.M. Minimum requis BAC + 1
Tests d'admission sur rendez-vous
376-42-03
31, cours des Juillottes 94700 MAISONS-ALFORT Métro Les Juillottes

propositions diverses

Vous cherchez un **PREMIER EMPLOI ?**
Pour 15 F, 224 pages d'informations pratiques et 20 pages d'offres d'emploi dans le Guide du Premier Emploi et de l'entrée dans la vie « active ».
En vente par correspondance ou sur place à l'Etudiant 11, rue de la Ville-Neuve 75002 PARIS - Tél. : 508.02.42

proposit. com. capitaux

Cède en toute propriété CHAMPIGNONNIÈRE REGION BOURGOGNE
Vente en frais. Installations modernes, matériel adapté. Grosses possibilités. Total 1 million de francs.
Etudie toutes proposit. Ecrire Havas Supports Lyon nº 5.104.

Associés Entreprise Travaux Publics, Est de la France désirant prendre leur retraite transféreraient l'entreprise à un Jeune Ingénieur T.P. ; dynamique C.A. 6 millions pouvant être beaucoup développé, matériel en excellent état. Ecrire Cabinet DARMON, 101, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS.

COTE D'AZUR
affaire importante deux roues
P.-D.G. CEDERAIT ACTIONS
à collaborateur capable de lui succéder.
Capitaux importants exigés. Modalités à discuter.
Ecrire PUBLIRA, 84, rue de Grenelle 75007 Paris.

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

R5 Alpine 79, 15.000 km, noire int. rouge. Ampli 15 W + lect. cass. vendue ss option. Etat except. Prix : 33.500 F. Tél. 980-60-73 (matin ou soir).

Part. vend CAMPING CAR 1976 RENAULT ESTAFETTE 1 000 surélevée 1re main, 26 000 km. Equip. STAR, frigo, chauf. catalyse, isol. Blaxon, disp. fin oct. 35.000 F. Tél. 728-43-60, 18-20 h.

divers

ÉTOILE AUTO
CONCESSIONNAIRE
MERCEDES BENZ
VEND
450 SLC 78 marron métal.
450 SLC bleu métal.
280 SE 78 vert métal.
280 E bordeaux 76.
230 73 blanche.
240 D 3.8 76.
GARANTIE ETOILE
MERCEDES EXCEPTION
450 SE 78 gris anthracite.
SES REPRISES SELECTIONNEES
PORSCHE 928 78 gris métal.
PORSCHE 924 B.A. gris mét. 78.
LANCIA Beta 1 800 76 marron.
LANCIA Beta 1 800 75 gris mét.
ROVER 3500 78 bordeaux.
ROVER 3500 79 blanche.
53, rue Marjolin - LEVALLOIS
739-97-40

305 ET 505
79-80, peu roulé, garanties. Auto-Paris XV 533-69-95. 63, rue Desnouettes, Paris 15e.

occasions

GRAND CHOIX de moquette en solde. Exemple de prix : velours sur mousse en 4 m. 19,99 F le m². Tél. : 340-72-72.

enseignement

ECOLE SECRETARIAT TECHNIQUE DU BATIMENT
Ets d'enseignement privé, 55, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS. - Tél. : 222-80-33
Une profession intéressante à responsabilités Jeunes Filles, titulaires du baccalauréat 1re partie ou du B.E.P.C. (concours d'entrée pour les élèves sans diplômes), vous deviendrez la collaboratrice que recherchent : les architectes, entrepreneurs, sociétés de construction. 2 ans d'études. Travail rémunéré la 2e année sous certaines conditions. Cours oraux et à distance. Inscriptions immédiates

APPRENDRE L'AMERICAIN à
L'AMERICAN CENTER
261, bd RASPAIL, PARIS-14e.
Tél. : 633-67-28
Cours de conversation dans la journée et le soir.
INSCRIPTIONS IMMEDIATES. DEBUT : 8 OCTOBRE
COURS PRIVES. PREPARATION au TOEFL. COURS pr LYCEENS et ENFTS.

travail à domicile

Demande
Vos thèses, manuscrits, mémoires CORRIGES et RETAPES. TEL. : 500-42-10.

demandes d'emploi

CADRE DIRECTION COMMERCIALE
Spécialiste Administration Ventes - Libre de suite
IMPORT-EXPORT
Ecrit-parlé : Anglais-Allemand-Néerlandais.
Suivi Cdes - Transports Internat. - Emballages - Douanes - Assurances - Banques - Facturation - Gestion - Budgets - Stocks - Statistiques - Informatique. Etidie ttes propositions situat. respons. Commerce Internat. Ecrire : SOULET, 3 boulev. Jeux-Olympiques - 78000 VERSAILLES.

FRANCE JAPON
CADRE SUPÉRIEUR (30 ans)
— anglais, espagnol, japonais ;
— spécialiste de la communication interne, externe dans l'entreprise ;
— connaissances marketing ;
— expérience professionnelle internationale.
Recherche situation intéressante en rapport. Relations publiques, prospection de marchés, contacts internationaux.
Ecrire no T 90961 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

« Young French lady, intensive experience with major international firms as an executive secretary
ASSISTANT, JOURNALIST RESPONSIBLE for PERSONNEL
(France, England, Middle-East, U.S.A.) is looking for a challenging position overseas.
Ecrire sous nº 8.586 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER
l'Institut de la Construction et de l'Habitation vous propose
CADRES CONFIRMÉS
pour postes administratifs, juridiques, financiers, techniques et commerciaux.
S'adresser : ASSOCIATION I.C.H. (Commission de l'Emploi) - CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
1, rue Montgolfier. 75003 PARIS. Tél. : 277-52-96 ou 271-24-14 (poste 666 ou 521)

33 ans, marié, deux enfants
CADRE COMMERCIAL
Expérience Direction P.M.E.
Création et animation de réseaux vente — Publicité et Technico-Commerciaux — entraîné recrutement et formation cherche emploi urgent
Etudie propositions sur toute la France, province préférée. Tél. (79) 36-12-76 ou écrire nº T 015.583 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

JEUNE CADRE ALLEMAND
Trente-cinq ans, économiste. Docteur Sciences Eco., parfaites connaissances questions économiques et monétaires internationales, en particulier franco-allemandes, bonne expérience dans la coopération européenne et dans organismes internationaux, français anglais couramment recherche poste dans secteur bancaire, fédérations ou industries.
Ecrire sous nº 1.366 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui tr.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE ASSISTANTE COMMERCIALE ADMINISTRATIVE. — 41 ans. Expérience : administration ventes, dossiers clients, suivi V.R.P., recrutement, gestion C.A., comptabilité, publicité, sérieuse formation 10 ans d'expérience.
RECHERCHE : poste auprès d'un directeur de PMI-PME ou directeur commercial dans grandes sociétés. Libre de suite Paris, R.P., Province (Section E)
COLLABORATRICE DE DIRECTION haut niveau. — 40 ans. Bac G. sténodactylo, bonnes connaissances de l'anglais, 15 ans d'expérience dans des secteurs divers.
RECHERCHE : poste à responsabilité (stable) Paris, banlieue (Section BCO/JCB).
SPECIALISTE INTERNATIONAL des ventes, exportations et marketing des produits et équipements industriels parlant couramment : français, anglais, allemand, italien, serbo-croate.
RECHERCHE : poste de direction dans entreprise souhaitant pénétrer marchés étrangers (Europe Ouest/Est, Amérique du Nord) (Section BCO/JCB).
GESTION INTERNATIONALE. — Cadre supérieur juridique, financier, fiscal de multinationales de taille humaine (Services et équipements), contrats, distribution, licences, gestion de filiales. Multi langues bilingue anglais-français.
RECHERCHE : poste respons. pour société à vocation internationale. Direction juridiq., contrats, finances... Accepte déplacements (Section BCO/LA).
ANPE
s'adresser à: AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

Pour faire mieux que combattre l'INFLATION
DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCO - 35 ans
Compétences :
— MATHS. FINANCIERES
— TECHNIQUE ACTUARIELLE
— ANALYSE FINANCIERE
— ANTICIPATION DES TAUX
Expériences :
— VALEURS MOBILIERES
— ANALYSES DE PORTEFEUILLE
— REGLEMENTATION RES-TECHNIQUE
— FISCALITE DES PLACEMENTS
Recherche : Gestion de portefeuilles, dans C. D'ASS., C. RETRAITE, S. D'INV., S. MUT., SICAV BANQUES.
Ecrire sous nº 1.415 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui tr.

RESPONSABLE PROMOTION FRANCE/ÉTRANGER
- Formation Architecte d'intérieur, Décorateur haut niveau.
- Sens des relations humaines.
- Négociations pour toute promotion, implantation, dans tous les secteurs de luxe, artistique, financier, immobilier, etc.
Ecrire sous le numéro 90.967 M. à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

SPECIALISTE DISTRIBUTION SECOND ŒUVRE
CADRE COMMERCIAL HAUT NIVEAU
Plus de vingt-cinq ans d'expérience dans la direction des ventes et la direction commerciale de firmes spécialisées dans la fabrication et la distribution de matériels de chauffage, directement aux entreprises ou par réseau grossistes :
— Examinerait toutes propositions de collaboration (remplacements, études de marché, etc.) ;
— Accepterait toutes missions ponctuelles temporaires ;
— Préférence région Sud Est mais accepte voyager sur toute la France.
Ecrire sous nº 1.404 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui tr.

CADRE SUP. EXPORT - 40 ans
Trilingue anglais allemand, quinze ans expérience commerce international Europe-U.S.A., textile et P.A.P. de marque dans société premier ordre, cherche poste en rapport ou dir. filiale branche indifférente - Disponibilité : Trois mois.
Ecrire sous nº 1.401 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui tr.

Cadre transitaire, bilingue anglais, sérieuse expérience transports maritimes et terrestres, cherche poste responsabilité industrie, groupement, P.M.E., exportateurs, étudie toutes propositions.
Ecrire nº 60.003 Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Secrétaire, 40 ans, excellente présentation, sténodactylo rapide sachant rédiger, goût des chiffres, référence premier ordre, recherche médicale sciences et techniques, presse cherche travail intéressant, 797-64-63.

PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI
AIDES-COMPTABLES
recherchent Stage pratique en entreprise. S. 3. A., 575-31-90 + 579-76-17.

JOURNALISTE confirmé, enthousiaste, passionné métier, chef agence quot. rég. (locale, régional, secrétariat rédaction, animation réseau correspondants, administration, sports, photo, vente, publicité) se rendrait libre si situation Centre, Ouest, Sud-Ouest.
Ecr. nº 8.602 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris Cedex.

Retraité éducation-nationale, ancien directeur collèges, lycées, ch. emploi à responsabilités. Etudierait toutes propositions. Ecr. nº 8.603 « le Monde » Publ. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

CONDUCTEUR TRAVAUX 50 a. chauff., plomb., conditionnem., air, gde expér. chantier, gestion main-d'œuvre, sér. réf., domicile région sud Paris, ch. place rég. parisienne, éventuellement étudierait proposition en province. Ecr. s/nº 2.680 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Fiscalité, licencié en droit, diplôme ENI, 7 ans inspecteur des impôts, dont 6 vérification nationale, 3 ans d'expérience secteur privé ch. poste respons. Ecr. nº T 015662 M Régie-Presse 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

CADRE 47 ans, formation super dynamique rech. poste
CADRE TRANSPORTS MARITIMES INTERNATIONAUX
15 ans expérience transit, exploitation technico-commerciale et problèmes administratifs. Libre de suite - C. THOMAS 23, boulev. Murat, 75016 Paris

PACTE NATIONAL POUR L'EMPLOI
STÉNODACTYLOS
recherchent stage pratique en entreprise S. 3. A. 575-31-90 + 579-76-17.

Rech. création ou développem.
DIRECTION EXPORT
P.M.I. ou participation ht niv. direct. export gde entreprise.
Sup. de Co., 38 a., dynam. et motivé. Respons. sec. export. entreprise française, excellente notoriété, 8 a. expér. profession., allemand, anglais, espagnol. Délais de disponibilité 3 mois. Ecr. nº T 015683 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Directeur technique brasserie, 35 ans, sept ans expérience production en Afrique francophone cherche situation France ou étranger. Ecrire Bonnet, Cedex7. 26300 Châteauneuf-sur-Isère.

ÉCONOMISTE
H., 27 ans (av. exp. tourisme), angl. cour., dynam. ch. empl. Ecr. S. Bresin 122, r. Compans, P.-19e. 205-34-66

ANC. OFFICIER SUPÉR.
ayant occupé important poste administ., financ. et de contact ch. occupation de responsab. à Paris, temps compl. ou partiel éventuellem. limité ds le temps. Ecr. nº T 15.641 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Recherche
POSTE DE RESPONSABLE
FINANCIER et COMMERCIAL EXPORT France ou étranger TOUTES BRANCHES
35 ans, spécialiste commerce extérieur.
Solide expér. de 15 ans au sein groupes industr. internationaux
QUADRILINGUE
Franç., anglais, esp., vietnam. Gestionnaire confirmé de projets internat. (cimenterie, ensembles industriels, divers).
Ecr. nº T 15.565 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris ou tél. : 950-55-45.

ATTACHÉE DIRECTION OU COMMERCIALE
J. F., 30 ans, 10 ans expér. bancaire (informatique), expérience attachée direct. à Rome ch. pl. similaire ou technico-commerciale en Italie.
Ecr. nº T 015630 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Je pars pour SINGAPOUR (plus de 24 mois), étudie ttes propositions d'emploi secteur commercial. - Tél. : 227-60-14.

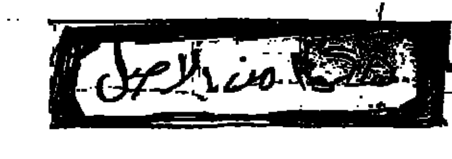
Dame, 59 ans, comptable ch. emploi, préfér. Paris Est. Ecr. nº 90962 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

J. F., 22 a., maîtrise sciences économiques recherche emploi stable, CARLANA Florence, 15, rue de la Mairie, 91270 VIGNEUX. Tél. : 903-20-43.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.









	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi

J.H., 24 a., lib. O.M. ét. litt. ttes apt. non commerç., ch. premier emploi stable Tél. : 642-03-99.

J.H., préparant licence anglais, 1 an, enseign., Gde-Bretagne. not. allem., animat. C.V. dipl., 6 ans d'expér, étudie ttes prop. empl mi-tps Paris ou banl. Sud. Ecr. n° T 015.512 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CHEF DU PERSONNEL
— 32 ans —
expér. P.M.E. 600 personnes, connaissance approfondie des problèmes de gestion de personnel, payes informatisées, recrutement, formation, négociation partenaires sociaux, ch. situat. similaire, gde mobilité. Ecr. n° T 015.666 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre audit bancaire, 46 ans, BP Banque + 2 ans ITB, 25 a. profes. banc. cherche poste Audit ou organisateur. Tél. : (751-05-29).

J. H. 22 ans, avant B.T.S. comptabilité + Ecole SUP. de COMMERCE ch. stage de gestion : octobre et novembre ds entreprise utilisant informat. Tél. : 020-34-58.

J. F. 20 ans, B.T.S. commerce international anglais - allemand ch. poste société import-export ou transit. rég. Reims. Annik Beguin, Avaux, 08190 ASFELD

Prof. agrégé MATHS, disposant de qqs heures p. semaine ét. ttes propos. Té. 700-39-06.

J. H. 29 a., Institut de droit des affaires Paris II DEUG psychologie, licence histoire anglais-allemand, ét. ttes propos. Ecr. n° 81.367. PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, Paris-2e q. tr.

Hme 40 ans, cadre financier, spécialiste gestion trésorerie en date de valeur. Je peux vous faire récupérer plusieurs fois mes appointements en surveillant étroitement les agios bancaires. Ancien informaticien, cherche poste région parisienne. 100.000 F/an. Perspectives avenir. Disponible 45 j. min. Ecr. ss réf. 6.691 à P. LICHAU, S.A. B.P. 220 75063 PARIS, Cedex 02 qui transmettra.

J. F. 33 ans. Parfaitement trilingue français - espagnol anglais, rech. poste à responsabilité dans secrétariat tourisme. Etud. ttes propositions. Ecr. à n° 26.343 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris 1er.

Négociatrice, Paris, recherche emploi, fixe + commissions. Ecr. n° 1.383 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

J.F. 28 ans, 7 ans Allemagne-1 an. Angleterre, expér. rech. poste secrétariat haut niveau P.M.E. ou grande société. Ecr. n° 1.403 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

COMMERCE ALLEMAGNE
Ing. allemand, DES en gestion, trilingue anglais, gde expérience négociat. internationales, propose
COLLABORATION PONCTUELLE
Tél. 422-10-78

33 ans, Sciences Po, licence d'anglais
DIRECTEUR
Communication - Publicité - Marketing
cherche responsabilités similaires. Ecrire Laurent BOILET, 104 A, rue Saint-Charles, Paris 15e

CHEF DE PROJET 36 ans
10 ans expérience informatique, technique et gestion IBM et gestion électrique Cobol Fortran PL 1, TSO, VSPC, rech. poste à responsab. auprès de P.M.E. région Ouest. Ecrire référence, n° T 015625 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J. H. Cadre de formation jurid. et commerc. ayt acquis expér. marketing Vente et Publicité à Paris, trilingue anglais, arabe, grande disponibilité, rech. poste à l'EXPORT ou en rapp. av. le
PROCHE OU M.-ORIENT
Ecr. à REGIE-PRESSE n° 817.980 M, 85 bis, r. Réaumur 75008 PARIS, qui transmettra.

BIBLIOTHECAIRE JEUNE FILLE
licence droit et anglais, trilingue arabe, anglais, expér., ch. poste position cadre. Ecr. n° T 15659 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

Jne Cadre possédant expérience Direction - Animation
PRESSE-ÉDITION
Dominant problèmes : rédaction, fabric., gestion, vente, publicité, rech. poste à responsabilités. Pr recevoir C.V. détaillé, écrire n° T 015626 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

SPÉCIALISTE COMMUNICATION
(commerciale ou sociale) publicité, promot., relat. publiq. et presse, 32 ans, dipl. Sc. Po, rech. poste à responsabilités : Organisme, Agence, Annonceur. Disponible rapidement. Ecrire à n° T 015627 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

ATTACHÉE DIRECTION
habituée seconder patron, excellentes présentation et moralité, bilingue anglais, réf. 1er ordre tant commerciales qu'administratives, rech. situation sédentaire av. fonctions commerciales variées, vente si poss., prospect. téléphoniq., etc. Préf. quart. St-Lazare ou proche banl. Ouest. Ecr. n° 8.597, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Ingénieur Organisation, 48 ans, cherche poste en collaboration longue durée : administratif, compt., financier, production ou serv. informatiq. Ecr. n° 1.391 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CONSEIL HOTELIER
diplômé école hôtel. Lausanne, ai dirigé hôtels 4 étoiles, suis spécialiste des études hôtelières, touristiques en Europe, Afrique, Moyen-Orient. Que me proposez-vous ? France, étranger, direction, études. Ecr. no 68.981 à HAVAS CONTACT, 156, boulev. Haussmann, 75008 PARIS.

CADRE SUPERIEUR CCIAL gde expér. vente équipements industriels, excell. conn. marché national rech. Poste chef des ventes ou de produits. Haut niveau de responsabilités. Ecr. n° 1.369 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

31 a., ECS, DECS certific. sup. d'expertise comptable ch. poste adj. direct. gén. ou fin. et adm. Paris et rég. banl. Sud, lib. ste. Ecr. n° 1.381 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Homme 40 ans A.E.E.B., expér. B.E. Architecture installations appartements, magasins, Hôtels, Cuisines industrielles, cherche emploi stable. Ecrire n° 26.026 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

J.H. 27 ans, lic. Droit, D.E.S. Droit public, D.E.A. Droit soc., doctorat en cours, 2 ans exp. ens. sup., ét. ttes prop Ecr. Robert Christien 1, r. Rieux, 92100 Boulogne T 605-49-50

JEUNE FEMME 25 ans secrét. trilingue (angl., allem.) recherche emploi dans service export. Libre de suite. Téléphone : 745 - 79 - 77.

Correspond. exportation, français, 48 a., résid. Francfort/M., 19 a. en Allemagne, angl. et allem. cour., 20 ans expérience commerce extérieur, rech. pour rais. familiales situation France. Jean GAYER, Sudeten Strasse 2 D-6240 Koenigstein/Ts 2 (R.F.A.).

J. H., 38 ANS, LICENCE SOCIO Expér. enquête, audiovisuel, animation, 10 a. de compt. comm. et content. ch. empl. aménagem. et cadre de vie, tourisme, formation et ttes act. soc. ds l'entrep. Tél. le matin : 333-71-09.

English engineer, 32 years old
— Apprenticeship 6 years ministry of Defence Royal Navy dock yards.
— O level + higher National Certificate in engineering.
— In Electronic et Electrical Principles.
— Second engineer Mechanical Maintenance Power Station looking for similar job area Paris. Ecr. no 1.399 « le Monde » Publ. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

STYLISTE - DESSINATRICE Dernier emploi 3 a. haute cout. et prêt-à-porter femme, enfant, accessoires ch. empl. free lance ou temps compl., libre de suite. Tél. : 533-90-42 ou écrire : M. H. Biot, 171, r. Lecourbe, 15e.

HOMME, 45 ANS, PILOTE Professionnel avion, hélicoptère, parlant arabe, anglais cherche situation. Libre pour voyager. Ecrire sous référ. 8.573 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Hme, 31 a., maîtrise lettr. mod., 4 ans d'expérience enseignement cherche situation enseignement ou autre secteur. Tél. 204-43-22.

INGENIEUR ÉLECTRICIEN Position II, 32 ans, 5 ans d'exp. spécialiste matériel pétrochimie, bonnes connaiss. angl., rech. poste à l'étranger dans engineering pétrolier. T. (42) 26-26-85

représent. demande

Représentant Publicité
sérieuses référ. prof. médias., Bijouterie, horlog., audio-visuel, intéressé par tous supports, salons groupements professionnels. Ecrire S. Arct. MARTIN, 79, bd Exelmans, 75016 PARIS.

J. H., 27 ans, sérieux, maîtrise sciences, lib. O.M., rech. emploi stable, étudierait ttes prop. Ecrire Vincent, 12, qu. Célestins, 75004 PARIS.

F., 46 ans, Comptable B.E.C., 5 ans expérience cabinet, cherche place responsabilité Créteil, environs. Tel. 339-88-02 le soir.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

MARAIS Dans immeuble XVIIe siècle, 190 m2 en duplex, confort, caractère (haut plafond, parquet, etc.). Gar. - SEGECO : 522-42-20.

MARAIS DUPLEX
55 m2 caractère, poutres, neuf. Mardi-mercredi 16/19 h., 77, rue Charlot.

4e arrdt.

PROX. PARC ROYAL - 354-42-70 Double séjour, 2 chbres, CALME **JARDIN** 108 M2 PRIVATIF

5e arrdt.

Vue exception. jard. St-Julien-le-Pauvre, grenier, tt cft, bel imm. Téléph. 633-44-00, 326-14-63.

6e arrdt.

LUXEMBOURG (RUE CALME) 5e-6e étg., asc., bel imm. 1900, gd living, bureau, 4 chambres, 4 sanitaires, 200 m², larges balc., luxueux - BURON, 742-02-44.

LUXEMBOURG MEZIERES
80 M2 ORIGINAL
SOLEIL, CALME. T. 354-95-10.

7e arrdt.

RASPAIL/BAC. Pierre de taille 1925, 6 pces, confort (triple réception, 3 chambres), asc. + 2 serv. Possib. lib. ou cciale, 1.700.000 F - 577-96-85.

SEGUR - 200 m², salon, s. à manger, 4 chambres, 2 bains, bel imm. pierre de taille. - GARBI - 567-22-88.

Vue imprenable sur Champ-de-Mars, luxueux 4 à 6 p., de 130 à 180 m², de 1.200.000 à 1.800.000 F. Tél. : 548-76-25.

9e arrdt.

TRINITE 7 pièces, 2 bains, 4e etage, tt conft. Possib. professions libérales. MICHEL & REYL S.A., 265-90-05

CONDORCET, 3 P., entrée, c., s. de bs, wc, calme, SOLEIL, 175.000 F. Lundi-Mardi, 13-19 h., 67, RUE ROCHECHOUART.

13e arrdt.

PORTE CHOISY - Imm. récent **3-4 P.** tt confort, 75 M2, 23e ét. Prix 385.000 F. 322-70-12.

14e arrdt.

MAISON PARTICULIERE Entrée, hall livg, s. à manger, 4 chambres, 2 bains, 228 m2. 499-71-62, ce jour, 14 à 18 h. RIQUELME, 16, r. de l'Aude-14e.

ALESIA. Sur pelouse, charmant studio, 25 m², possibilité parking. Bon placement - 500-47-03.

15e arrdt.

MONTPARNASSE - BEL IMM. **4 P.** tt cft, balcon, 70 m2, parf. état. 550.000 F. - 322-70-12.

EMILE-ZOLA
3 P. à aménager : 270.000 F.
2 P. à rénover : 213.000 F.
Sél. dble + chbre : 266.000 F.
Jean FEUILLADE : 566-00-75.

16e arrdt.

16e ENTRE AVENUE FOCH ET METRO ARGENTINE Imm. pierre de taille. Beau **185 M2** Gd living + 3-4 chbres, tt cft, PARFAIT ETAT DORESSAY - 548-43-94

VICTOR-HUGO. Bel imm. P.d.T. rav., 2 p. à rén. Poss. tt cft, soleil. Px et plac. except. 878-41-65.

MUETTE/PASSY. 2-3 p., 65 m² entièrement décoré. Mardi 10 à 15 h. 288-02-87 - Agence s'abst.

17e arrdt.

S.F.P.G.I. groupe Suez), vend, 44, avenue GRANDE-ARMEE très bel immeuble 1920 restauré, 2 PCES, 4 PCES et 5 PCES. Sur pl. mardi, mercredi, jeudi, 14 h. à 18 h. 30 ou 755-98-57.

19e arrdt.

PORTE DES LILAS
LE CLAIREOLE
du studio au 4 Pièces
prix du m2 à partir de
5 540 le m2
Location/vente possible prêts conventionnés pour certains appartements. Sur place ts les jrs sam., dim. compris sauf mercredi toute la journée et jeudi matin. 55, 59, boulevard Sérurier 205-27-92 et 246-70-50

7, rue CURIAL, 4P. s/jardin, int. 87 m2+balc. 480.000 F parkg comprenant 4e étg. imm. neuf. GEFIC, 14 h.-19 h., sauf mardi, mercredi - 205-46-41.

20e arrdt.

9, AV. GAMBETTA, agréable 3 p., cuis., wc, possibilité bains, 180.000 F - Visite lundi, 17 h. à 19 heures ou 387-27-60.

BUTTES-CHAUMONT petite résidence STUDIO, 27 m² + balc. 227.000 F parkg compr. Tél. GEFIC, 14 h.-19 h., sauf mardi - 205-03-11.

78 - Yvelines

MAISONS-LAFFITTE centre, immeuble standg 1930 entièrem. rénové, 2 p., cuis., tt confort, chauffage central individuel. Px 256.000 F - Tél. 913-07-44.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE - Immeuble récent, clair, ensoleillé, beau 2 pièces, tt confort, 190.000 F. Visite mardi, de 17 à 19 h : 26 BIS, RUE DE SOLFERINO

ASNIERES/BOURGUIGNON Propriétaire vend studio, entrée, cuis., bains, wc, 3e étage, état neuf. Crédit total vendeur - Me voir lundi 15 à 19 heures, 185, BOUL. VOLTAIRE.

NEUILLY près MAURICE-BARRES Ds bel imm., gd 4 pièces, cft. Claude ACHARD - 637-32-93

NEUILLY ROND-POINT CHURCHILL 140 m2 environ, grand luxe. Claude ACHARD - 624-76-97

ASNIERES près futur Me Bourguignons Immeuble 1930 Chauffage central, concierge
2 pièces, cuis., wc, salle d'eau, 115.000 F avec 20.000 F.
2 pièces + chbre enit., cuis., wc, bains, 180.000 F avec 35.000 F.
Idéal pour habitation ou location Propriétaire : 720-89-18

LA DEFENSE R.E.R. 6' Jamais habité, je vends studio 42 m2 + balcon 5 m2, cuisine équipée, tout confort. Prix 220.000 F. M. de ST-PRAY - 372-29-86

NEUILLY/CHARCOT très élégant et original 100 m², réception, 2 chambres, décoration luxueuse, 100 m² jardin, parking - MONTESFORT, 544-11-87.

94 Val-de-Marne

SANT-MANDÉ RÉSIDENTIEL
FACE BOIS
LES LODGES
2 petits immeubles
2-3 et 4 PIÈCES
salles de bains aménagées par décorateur. Prix fermes et définitifs à la réservation - Crédit 80 %. Sur place lundi, mercredi et dimanche :
35, AVENUE DAUMESNIL
Tél. 365-85-79 et 246-70-50

95 - Val-d'Oise

INVESTISSEZ
dans une résidence de haut standing
A L'ISLE-ADAM
un placement sûr de bonne rentabilité. Très beaux appartements dans 2 petits immeubles situés dans parc. RESIDENCE DE L'ISLE 19, avenue de Paris, 469-36-91. URAC. Tél. : 371-51-40.

Province

MEGEVE Duplex 115 m2 + terrasse, 2 bains, cuisine équipée, garage. Imm. 1973 ravalé. Près téléphérique MONT-d'ARBOIS. Propriétaire : 720-16-61

appartem. achat

Rech. URGENT appts 2 à 6 p. PARIS, Paiem. cpt chez notaire. Tél. 261-39-78, Mme LEULIER, et 754-39-98, le soir.

Recherche APPARTEMENTS 3-4 PIECES, quartier résidentiel - 227-07-06.

Rech. appts 1 à 3 p. PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, avec ou sans travx, paiem. cpt chez notaire. Tél. 873-23-55.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e) 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles - Paiement comptant.

appartements occupés

RUE DE MARTIGNAC (7e) Immeuble époque Restauration, appt 105 m² + 50 m2 terrasse, réception 35 m2, s. à manger, 1 chambre, hauteur sous plafond 3,75 m. - A vendre OCCUPE 2 usufruitiers 72 ans, 650.000 F - Parking en supplément - 227-22-62.

terrains

CHAMPIGNY
Terrain de 1.000 m2, façade de 22 m. Prix : 280.000 F. BOURASSEAU 885-76-38

locations non meublées Offre

Paris

AUTEUIL, LIVG DBLE + CHB. TT CFT, TEL, IMPECCABLE, 2.800 F - 575-00-43.

ODESSA. Très grand séjour, pet. chbre, wc, cuisine, bains, 1.900, libre de suite - 633-38-94.

ETOILE Luxueux 5 pièces, gd standing, 5.000 francs mensuel - 267-18-33.

Part. loue immeuble récent (20e) Maraîchers, 4-5 pièces, 103 m2, bains + douches, parking, tél., 2.600 F + chg. 524-55-00.

Région parisienne

MEUDON avec jardin. SALON S. à MANG., 4 CHB, 2 bs, tél., 5.600 F - HERMES, 705-22-13.

COLOMBES. 122, r. H.-Barbusse, PAVILL. 6 P., TT CFT, JARD. 5 parkings, 4.000 F. 781-37-36.

locations non meublées Demande

Paris

Rech. LOCAL ou BOUTIQUE (préf. Sentier-République), 70 m2 Disponible rapidem. Px raisonn. Ecr. à 1.414, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 283-57-02.

locations meublées Offre

Paris

SORBONNE, 2-3 pces, confort, charme, imm. caract. Tél. 2.400 + charges - 260-50-04, le matin.

locations meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE rech. apparteм. de standing pour DIPLOMATES et CADRES EUROPEENS - Loyers garantis par SOCIETES ou BANQUES. 555-84-23 ou 705-52-89.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction bx appartements de standing, 4 P. et plus - 285-11-08.

locaux commerciaux locaux commerciaux

A LOUER
LOCAUX COMMERCIAUX
(avec appartements)

PARIS 14e — 192 rue d'Alésia
4 boutiques

PARIS 15e — rue Bargue
2 boutiques

PARIS 13e — 10 place Pinel - boulevard Vincent Auriol
5 boutiques

PARIS 19e — 5 rue Arthur Rozier (place des Fêtes)
4 boutiques

S'adresser le LUNDI et le MERCREDI, de 9h à 11h — Tél : 329.12.40 ou écrire à :
OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA VILLE DE PARIS
49, rue du Cardinal-Lemoine, à Paris, 75005 (Service Locations Commerciales)

A LOUER usine ou dépôt 2.000 m2 Ivry, métro à 200 m., 17.500 F par mois. T. 577-06-61.

fonds de commerce

CHPS-ELYSEES, Bail à céder, boutique 40 m2. Prêt-à-porter femme - Téléphone : 723-31-06.

AVIGNON - Près cimetière BOUTIQUE DE FLEURISTE vitrine, sur 800 m2 av. magasin, maison 4 P., serre et jardin, 400.000. Event. av. murs 800.000. Ecr. à T 15.477 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris (2e).

immeubles

SAINT-GERMAIN-DES-PRES Imm. XVIIIe rénové, tout conft. 70 m2 original. Propr. 329-68-81.

viagers

Vendez rapidement. Conseil, Expertise, Indexation gratuit, discrétion. ETUDE LODEL, 35, bd Voltaire. T. : 355-61-58.

Sté spécialiste VIAGERS **F. CRUZ** 8, rue La Boétie 266-19-00 Prix, indexation et garanties Etude gratuite, discrète

fermettes

Vends FERMETTE Limousin, rénovée, terrain attenant, dépendances. Ecrire M. HAYE, Champagnac, par Bussière-Poitevine, 87320. Téléphone ce week-end : (55) 68-43-19.

YONNE. Part. vd fermette à 300 m bourg. 3.150 m2 terrain, région Toucy. Prix : 320.000 F. Tél. : (86) 52-61-81.

bureaux bureaux bureaux



46 avenue de la Grande Armée Paris 17ème
BUREAUX RENOVES
7500m2 divisibles
SAGGEL-VENDOME 723 54 28

Domicil., Artis et commerç. Siège S.A.R.L. - Rédaction d'actes statuts. Informations juridiques, Secrét., Tél., Télex. Bur. - A partir de 100 F/mois. PARIS 10e - 11e - 15e - 17e. Téléph. : 355-78-88 et 229-18-04.

Boutiques

19e sur carrefour commerçant, gde boutique vide + sous-sol à vendre ou à louer, 125 m2. Prix à débattre. 520-13-57.

forêts

BRETAGNE, reg. St-QUAY-PORTRIEUX, forêt 25 ha, bon peuplement, chasse bécasse. Prix : 530.000 F. Cabinet COCHELIN. Tél. : 561-12-16.

maisons de campagne

BEAUCE, 85 km Paris - Part. vd charmante maison 6 p. tt conft, 1.200 m2 clos, 330.000 F. 790-25-39 et w.-e. : (37) 90-07-67

MORTEFONTAINE (60) Ravissante ferme ancienne à restaurer. 1 séj., 3 ch., cuis., 1 s. bains + grange à aménag. 1 bassin-piscine. Terr. 29 ares. 400.000 F - 508-52-76 (9-13 h.).

PÉRIGORD
Belle maison ancienne, prox. hameau, tr. bx ombrages, terrain 5.000 m2, prairies, eau, élect., vue étendue. 210.000 F PROPINTER S.A., B.P. 33, 24103 Bergerac. Tél. (53) 57-53-75

27 km DEAUVILLE
Maison normande restaurée 100 m2, sur 2.000 m2 terrain, 280.000 F. Tél. (32) 41-81-88 Le vendredi, samedi, dimanche ou lundi.

propriétés propriétés

A L'EST DE CHERNEX (SUISSE)
commune de Montreux - au bord du lac LEMAN
splendide propriété avec terrain arborisé 1800 m2, maison sur 4 niveaux, garage à rénover
300.000 F Suisses - VUE IMPRENABLE SUR LE LAC visite du 26 sept. au 10 oct. de 9 h à 17 h. sans R.-V. - Renseign. téléph. aux heures repas. pour un demandeur en France : 19-41-21-61-41-91. en Suisse : 021-61-41-91.

GRENOBLE
banlieue résidentielle. Très belle propriété dans parc 5.000 m2, 320 m2 utiles, vue imprenable, séjour 70 m2, agces s'abstenir. Ecrire Aquarex, 21, rue de l'Industrie, 38170 SEYSSINET.

MAISONS-LAFFITTE (parc) sur 1.200 m2 terrain, pav. 4 p., tt cft+dépend. Possib. agrand. Prix 785.000 F - 913-20-14.

hôtels-partic.

NEUILLY Rue SAINT-JAMES Vds hôtel part. 500 m2 Tél. : 504-15-41 - 627-06-22

ALESIA Bel Hôtel partic. 7 p. + Atelier ART. + jard. Exclusivité. Rare. - 320-73-37.

16e NORD Très bel HOTEL Part., 440 m2 par 4 niveaux, ascens., beau jardin, CALME. DORESSAY - 548-43-94.

châteaux châteaux

MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES
CHATEAU DE VILLIERS-LE-MAHIEU (Yvelines)
50 km de Paris, 30 km de Versailles, 3 km de Thoiry
CHATEAU DU XVIIe SIÈCLE
Bon état - Libre
Parc 11 hectares
Me MAILLEY, notaire, 21, avenue Rapp, Paris (7e), tél. 555-07-64

Immobilier (information) Immobilier (information)

Service gratuit

L'information au rendez-vous
INFORMATION LOGEMENT 525.25.25
Information Logement dispose de renseignements sur des milliers de logements neufs en région parisienne.
49, avenue Kléber, 75116 Paris

Information Logement, service gratuit créé par la Compagnie Bancaire et auquel la BNP, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la Caisse Centrale des Banques Populaires, la FNPC, la Fédération Parisienne du Bâtiment, la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat, la MGEN, la Mutuelle Générale des PTT, l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction, apportent leurs concours.

régions

Ile-de-France

La ville en cartons

Le choix d'un architecte pour un grand chantier ou un projet de prestige est toujours une opération délicate et controversée. Seize équipes ont rendu des esquisses pour le Vel d'Hiv de Bercy, cinq autres « planchent » sur les immeubles des Halles, une dizaine ont « rendu » pour la Tête Défense. Parfois, ce sont les mêmes. On retrouve ainsi à la Défense le tandem Andrault et Parat, les architectes Jacques Kalisz, Jean Willerval, Claude Parent, Michel Holley, Pierre Lajus, Paul Chemetov et Emile Aillaud qui avaient proposé les fameux immeubles-miroirs. Concours sur invitation, simple consultation, les responsables ne savent plus comment nommer ces tours de table qu'ils souhaitent le plus discrets possibles jusqu'au grand jour du choix.

En réponse au point de vue exprimé par Ionel Schein (« le Monde » du 7 août) sur l'excès de discrétion dont s'entourent ces consultations, l'architecte Paul Chemetov exprime ci-dessous une opinion toute différente. Il dénonce l'illusion des concours très largement ouverts dont chacun garde, après celui de Beaubourg, exemplaire, la nostalgie.

Réalité et mirage du concours d'architecture

par PAUL CHEMETOV (*)

Théodore Zeldin remarquait dans son essai sur les passions françaises que le système de compétition généralisé qui caractérise notre enseignement engendrait l'inquiétude, voire la névrose bien plus souvent que le bonheur des individus.

Cette même inquiétude inspire la défense que Ionel Schein fait dans ces colonnes de la loi sur l'ingénierie ; la lecture qu'il en a mérite quelques remarques.

Les consultations rétribuées prévues par ce texte doivent mettre en concurrence de trois à cinq architectes. Le double de ce nombre est appelé en consultation à la Défense : c'est certainement peu par rapport aux quinze mille inscrits à l'ordre — auraient-ils cependant tous du métier ou de l'invention que ça se remarquerait dans les rues.

Car, si les architectes revendiquent le droit de travailler tout comme d'autres professionnels, ont-ils pour autant en tant que commerçants — réalité moins glorieuse de la profession libérale — le droit à l'automaticité de la commande, c'est-à-dire au monopole d'un marché protectionniste et cartellisé ? ?

Mais laissons là cette comptabilité et allons plus au fond. L'idée que le concours serait un mode de choix plus démocratique et permettrait sans douleur de frayer la voie à de jeunes et nouveaux talents me paraît procéder de quelques illusions.

Le déroulement scandaleux du récent concours d'Angers, où un jury au pas de charge a défilé dans la meilleure tradition de l'Ecole des beaux-arts devant deux cents projets, me paraît montrer les limites des concours « ouverts ».

En ce cas, l' « honnête » moyenne sert de paragon au jugement. Par ailleurs, que penser de la captation d'espoirs de travail et d'argent que constitue la généralisation d'une telle procédure qui sous-entend à l'évidence que les architectes dessinent comme les pinsons chantent, pour exhaler, sans doute leur trop-plein de démiurgie ?

Il y a même quelque démagogie à laisser entendre que le recours systématique aux concours assurerait une égale répartition de la commande, alors que leur finalité est celle du tournoi aristocratique dans le meilleur des cas, de la cooptation méritocratique dans la plupart des autres.

L'illustre exception de Beaubourg ne fait que confirmer la règle. Pour réussir ce bâtiment, une mise en parenthèse générale fut opérée dans les habitudes. Tout fut extraordinaire : la composition du jury, le concours international, les procédures de rétribution, d'attribution des marchés, de maîtrise d'ouvrage. Beaubourg fut choyé comme un projet stratégique.

Le problème est double : d'une part, il faut offrir à de jeunes architectes la chance d'une construction, comme existent en d'autres domaines l'aide à la première œuvre, l'aide au premier film. L'actuelle procédure du programme architecture nouvelle est fort efficace ; il suffirait d'en organiser les effets pratiques. Dans cet esprit, le projet des mille chantiers lancé par le Syndicat de l'architecture serait une des mesures concrètes que les « mille jours pour l'architecture » pourraient prendre.

Mais, d'autre part, ce recours au concours généralisé tente de nier la réalité de la commande architecturale ; elle est délégation de pouvoir. Le bâtiment exprime celui qui le commande, les limites qu'il se donne, ou son infinie grandeur. Et la réussite en ce domaine suppose aussi et d'abord la reconnaissance réciproque du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, choisi et maintenu à la discrétion du premier.

Et si tant de bâtiments contemporains nous laissent insatisfaits, c'est qu'ils sont décidés par des commissions et exécutés par des bureaux d'études.

La baisse de l'imagination est à la mesure du désir d'architecture. Les précédents de Corbu à la Société des Nations et d'Horeau, il y a plus d'un siècle, aux Halles devraient nous montrer quelle est l'irremplaçable fonction des concours : celle de la production de nouvelles images, et non celle de la production immédiate de nouvelles formes.

C'est ce qui rend ce mode de décision frustrant : en quoi le projet classé second est-il moins bon que le premier, seul le passage à l'œuvre pourrait le prouver, c'est bien ce qui me tarabuste en cet engouement soudain pour le couperet des jugements. N'oublions pas que les concours sont jugés par ceux-là mêmes qui décident de la commande. Croire que leur généralisation va faire sortir automatiquement du chapeau d'autres lapins architecturaux que ceux qui figurent habituellement au menu, c'est faire preuve d'une grande méconnaissance des réalités de la culture architecturale en France. Certains pensent remédier à cela en rendant les architectes majoritaires dans le jury. Mais, entre autres inconvénients, nous y voyons celui d'empêcher ceux que l'on croit les plus lucides d'entre eux de participer au concours.

On peut certes regretter que Ionel Schein n'ait point été retenu parmi la dizaine d'architectes qui tentent de trouver un terme à la Défense, mais l'eût-il été, c'est probablement à la place d'un confrère qu'il juge estimable et non en remplacement de tel autre qu'il abhorre. Les choix architecturaux témoignent aussi des équilibres de la décision face aux réalités de la compétence professionnelle en notre pays.

(*) Architecte.

UNE JEUNE FEMME EN COLÈRE

Au Forum avec un enfant sur les bras...

Quelle chance d'avoir réuni, enfin, des rues piétonnes et des aires de jeu pour enfants ; quelle chance d'avoir une belle fontaine autour de laquelle on peut se reposer, quelle chance d'avoir enfin, tout près de ça, des boutiques et des allées sans voitures pour pouvoir les contempler.

Voilà ce que je me disais, moi, jeune architecte et mère d'une petite fille qui ne sait pas encore marcher. Je vais aller la promener au Forum et en profiter moi-même pour visiter la dernière-née des constructions publiques, l'orgueil de la mairie de Paris. Je n'habite pas loin, à Saint-Michel, quartier dans lequel c'est une véritable torture de promener un enfant en poussette ou en landau, tant la foule est dense ; tant il y a de trottoirs à descendre et à remonter, quand ils n'ont pas plusieurs marches, et surtout quand les voitures ne sont pas garées pare-chocs contre pare-chocs même sur les passages zébrés, ce qui, évidemment, m'interdit absolument de traverser avec la poussette.

Ce jour-là, saisissant la poussette à deux mains, pleine de courage pour affronter trottoirs et pots d'échappement, je décide d'aller à pied au Forum. Après maints « Pardon ! », « Excusez-moi ! », maints rétrécissements dus aux parcomètres, après maintes descentes et remontées, après avoir fait au moins deux fois le tour d'un pâté d'immeubles pour découvrir une lucarne et descendre de mon trottoir, j'arrive passablement fatiguée à la fontaine des Saints-Innocents.

Première surprise : pas moyen d'accéder au niveau de la fontaine sans descendre trois marches et, donc, porter la poussette et l'enfant. Tant pis ! les voitures passent encore rue Saint-Denis, la poussière vole dans tous les sens, je décide d'entrer directement dans le Forum.

Un escalator, deux escalators, trois escalators, un escalier ! Périlleusement, je m'engage sur un escalator, maintenant en équilibre la poussette à l'horizontale. Premier niveau, deuxième niveau, même problème... Je me promène dans les galeries et, de nouveau, trois marches à droite pour continuer, plus loin trois marches pour remonter. J'accède à la cour centrale par le niveau le plus bas et, là, encore des marches pour rejoindre l'esplanade principale.

Quoi ? Pas une seule petite rampe ? Pas de marches combiées, même dans un tout petit coin d'escalier ? RIEN ! Ce chef-d'œuvre d'architecture moderne, sociale, urbaine, n'a pas été pensé pour les mamans ni pour les handicapés. Je suis en colère et très déçue... Je me heurte à longueur de journées à de nombreuses difficultés pour vivre avec mon enfant dans la ville, je constate chaque jour que tout lui est hostile, que la ville rejette systématiquement ceux qui n'ont pas de jambes ou qui ne savent pas encore s'en servir.

En tant qu'architecte, je suis outrée que lors d'une réalisation de l'importance du Forum des Halles, dont la Ville se targue et son maire également, il n'y ait pas eu le moindre effort de fait pour rendre accessibles et humaines ces galeries clinquantes ! On aurait peut-être pu consulter des femmes... et à plus forte raison des femmes architectes !...

Mme F. LEVY-PAYOLLE
Paris.

Les Halles vingt ans après

par PIERRE-CHARLES KRIEG (*)

Les Parisiens qui ont quelque mémoire ne peuvent avoir oublié ce qu'était, voici vingt ans à peine, le centre de Paris, du plateau Beaubourg aux Halles. Sur cet emplacement, dans ce qui restait de vieux hôtels ayant depuis bien longtemps perdu leur faste, dans des immeubles menaçant ruine et devenus des taudis, tous dépourvus du moindre confort et où des « commodités » sur le palier représentaient un luxe enviable, vivait la population la plus vieille de Paris et, il faut bien le rappeler, une des plus malheureuses.

La plus grande partie de l'emplacement aujourd'hui occupé par le Centre Georges-Pompidou n'était alors qu'un terrain vague, abandonné depuis des dizaines d'années aux clochards et aux rats, et où les gamins du quartier venaient jouer les jours de congé. Juste à côté se dressait (si l'on peut dire) ce que l'on appelait alors pudiquement l'« îlot insalubre n° 1 », ainsi dénommé vers le début du siècle parce qu'on y trouvait, au mètre carré, le plus grand nombre de cas de tuberculose de la ville. Ilot depuis longtemps voué à la démolition, mais toujours debout, toujours présent, toujours générateur de misère et de maladie.

Passé le boulevard de Sébastopol, c'étaient les Halles centrales, sous leurs pavillons ou sur le « carreau ». Y arrivait de la France entière et se vendait chaque jour tout ce que mangeait non seulement Paris, mais encore sa banlieue. Centre de vie et d'animation, truculent certes, mais aussi générateur de tonnes de détritus divers, d'immondices ; grand pourvoyeur en nourriture des centaines de milliers de rats qui avaient élu domicile dans ce secteur. Les plus beaux rats de Paris à en croire les habitués, gras et bien nourris, servis à domicile mais ne dédaignant pas, le cas échéant, de se faire les dents sur le passant qui les frôlait d'un peu trop près.

Or de plus en plus nombreux étaient ceux qui considéraient (et parfois depuis fort longtemps) que les Halles centrales n'avaient plus leur place au centre de la capitale : le développement de celle-ci ayant provoqué un considérable accroissement des arrivées et des ventes, toute la circulation urbaine (elle aussi de plus en plus dense) s'en trouvait perturbée ; la vie du quartier, qui avait toujours été pénible, devenait impossible. Bref une solution s'imposait. Bénéficiant des progrès accomplis par le transport des marchandises, celle qui fut choisie avait l'immense mérite de libérer les dix ou douze hectares occupés par les pavillons et le carreau (dont il faut rappeler qu'il occupait trottoirs et chaussées des rues avoisinantes).

Chacun en voit l'avantage, tant pour la propreté de la ville que pour l'amélioration des conditions de vie des habitants, pour qui les nuits n'avaient aucun sens, puisqu'elles étaient le moment où se déroulait, sous leurs fenêtres, une activité des plus bruyantes (1).

On en parlait depuis le début du siècle...

Constater qu'il a fallu attendre la V[e] République pour que ces deux problèmes connexes soient sérieusement étudiés et tranchés n'est pas faire preuve d'autosatisfaction. Vingt années se sont maintenant écoulées et celui qui aurait quitté Paris en 1960 pour y revenir aujourd'hui n'en reconnaîtrait plus le « ventre ». Car c'est véritablement un cœur tout neuf qui a été greffé sur la vieille cité.

A la place du champ de détritus de la rue du Renard se dresse maintenant le Centre Georges-Pompidou. On peut certes penser ce que l'on veut de son architecture et — pour l'avoir toujours critiquée — je ne vois aucun inconvénient à ce qu'on en dise du bien ou du mal. C'est affaire de goûts et ceux-ci ne se discutent pas.

Mais nul ne peut nier que cette réalisation corresponde à un besoin et soit parfaitement adaptée au but que le président Georges Pompidou lui avait assigné. Haut lieu de la culture contemporaine, le Centre met celle-ci à la portée de tous par l'utilisation de moyens modernes et efficaces. Les millions de personnes qui, depuis son ouverture, l'ont visité pendant des heures, se sont pressés dans ses salles d'exposition, ont envahi sa bibliothèque, flâné sur son parvis pour y regarder les bateleurs en sont la meilleure justification. Et si parfois des incidents éclatent dans les rues adjacentes, ils sont eux aussi la rançon du succès : de tous temps, la foule a attiré les voyous.

Complément de cette remarquable réalisation, l'ancien îlot insalubre n° 1, rebaptisé le « quartier de l'Horloge », voit s'achever une reconstruction où se mêlent les logement sociaux et les autres, les équipements municipaux de quartier et les commerces ; bref ce qui est nécessaire pour en faire ce qu'il doit être : un endroit vivant et où il fait bon vivre (2).

Pari gagné

Quant aux pavillons des Halles, ils ont disparu depuis longtemps. Le « trou » qui fit tant parler de lui est maintenant comblé dans toute sa partie Est ; Jacques Chirac, maire de Paris, a dit et redit que le parti de surface était maintenant pris, les équipements sociaux et culturels indispensables sont en cours de détermination et tout doit être achevé pour l'année 1983. Dans quatre ans à peine !

Quant au Forum, inauguré voici à peine quinze jours, il a suscité plus de compliments que de critiques, ce qui dans notre pays est pour le moins surprenant.

Et aux bousculades du jour inaugural ont succédé des centaines de milliers de Parisiens, de banlieusards, de touristes qui font le détour pour le voir et y revenir. Sans aucun risque de perdre, on peut parier que, avec le Centre Pompidou et la tour Eiffel, le Forum des Halles sera l'an prochain un des sites parisiens les plus visités.

Quant aux commerces installés, il semble qu'ils aient dès à présent trouvé leur clientèle. Cafés et restaurants ne désemplissent pas. Et cette animation de sous-sol déborde en surface apportant un regain de vie à un quartier traumatisé par des travaux monstrueux, mais qui a toujours voulu se battre pour vivre et paraît bien avoir gagné son pari. Voici la réalité des choses.

On n'empêchera certes pas quelques esprits chagrins de soutenir le contraire. De prédire des catastrophes après avoir refusé d'apporter leur concours et leurs idées à la réalisation. Quel que soit le but qu'ils poursuivent aujourd'hui, ils se heurtent désormais à une vérité : l'accueil fait par tous les Parisiens à une double opération d'une ampleur inégalée dans la capitale depuis plus d'un siècle.

(*) Député (R.P.R.), adjoint au maire de Paris, président de la commission des Halles.

(1) Puis-je rappeler à ce sujet qu'un directeur de l'école de la rue des Bourdonnais me disait (vers 1965) que dans aucun de ses postes il n'avait eu des élèves aussi nerveux et inattentifs ? Conséquence directe de leurs conditions d'existence.

(2) Il est bon de rappeler que ce sont les propriétaires, locataires et commerçants du quartier qui ont eux-mêmes conçu, fait adopter par le Conseil de Paris, et enfin surveillé, la réalisation de cette rénovation : bel exemple de concertation municipale. Egalement, que tous ceux qui ont désiré se réinstaller ou habiter sur place ont pu le faire.

AVEC IBERIA ALLEZ 3 FOIS PAR JOUR A MADRID.

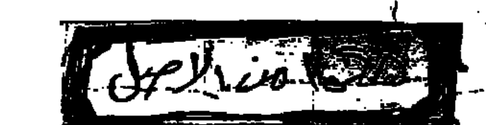
10 H 40, 14 H 30 et 20 H 30
Départ tous les jours d'Orly Sud.

Ces horaires vous assurent la correspondance avec toutes les autres grandes villes d'Espagne.

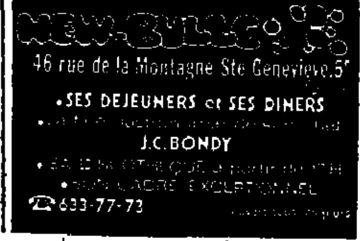
Renseignements - Réservation :
Iberia - 261.57.40 - 31, avenue Montaigne - 75008 Paris
742.38.60 - 1, rue Scribe - 75009 Paris
686.46.60 - Aérogare d'Orly

Et dans votre Agence de voyages habituelle.





VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
autres préparations :
— BTS Comptabilité
— Capacité en Droit
L'ECOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Thénard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél : 329.21.99



Rhône-Alpes

La prochaine réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire

Le comité interministériel d'aménagement du territoire se réunit, mardi 25 septembre, sous la présidence du premier ministre pour examiner de quelle manière sont appliquées les dispositions qui avaient été arrêtées le 3 avril dernier par le président de la République et le Conseil central de planification. Le gouvernement va prendre des décisions sur de nombreux dossiers, afin que la croissance, même ralentie, s'effectue de manière plus harmonieuse sur l'ensemble du territoire. Il devrait notamment adopter des mesures afin de faciliter la décentralisation des moyens de recherche industrielle et technologique pour les petites entreprises, et de favoriser la création en province d'activités du secteur tertiaire (centres de recherche, établissements d'enseignement et de formation, banques, assurances, informatique).

Les autres points à l'ordre du jour concernent les contrats de pays, l'organisation (en ayant recours à la polyvalence) d'un minimum de services publics dans les régions rurales en voie de dépopulation, la relance du thermalisme dans le Massif Central, et les dispositions de nature à freiner l'extension en tache d'huile des banlieues, dans la région de Lyon, au détriment de l'agriculture.

Les Lyonnais voudraient préserver leurs agriculteurs

De notre correspondant régional

Lyon. — Les activités agricoles dans la périphérie de Lyon disparaîtront totalement si aucune mesure de sauvegarde n'est adoptée rapidement. C'est un terme inéluctable connu depuis longtemps. Aussi le programme quinquennal destiné à protéger neuf secteurs agricoles du Rhône, de l'Ain et de l'Isère, préparé par la conférence de la région urbaine de Lyon (1), représente-t-il une initiative exemplaire.

L'intérêt porté par les pouvoirs publics devrait se traduire par la décision du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), qui se réunit ce lundi 24 septembre, de participer pour 5 % au financement de l'opération, dont le coût total est estimé à 50 millions de francs environ.

La pression foncière et « physique » exercée par la croissance urbaine éloigne chaque année davantage la ceinture verte autour des villes. Certes les plans d'occupation des sols, publiés ou en préparation, ont mis un coup d'arrêt à ce phénomène. Il ne suffit pas cependant de classer les terrains agricoles en zones vertes et de décréter qu'ils sont inconstructibles. La spéculation foncière renversera un jour ou l'autre cette barrière fragile. Il faut donc aller beaucoup plus loin pour donner à l'agriculture « périurbaine » les moyens de se développer et de s'affirmer comme une activité économique à part entière. C'est l'idée qui a guidé les participants à la conférence de la région urbaine de Lyon.

Le dossier a été préparé par les différents partenaires concernés : la chambre d'agriculture et les organismes professionnels agricoles, l'OREAM (Organisation régionale pour l'étude et l'aménagement), l'agence d'urbanisme de la région lyonnaise, et a été accepté par les collectivités appelées à le financer : l'Etat, l'établissement public régional, les conseils généraux du Rhône, de l'Isère et de l'Ain. C'est en effet dans ces trois départements que les efforts seront concentrés pour cette expérience.

Neuf périmètres d'intervention prioritaires ont été définis. Les premières actions auront lieu à Balan - Nievos (Ain), Dartilly (Rhône) et au Péage-de-Roussillon (Isère). Les objectifs principaux sont de trois ordres : affirmer le caractère irréversible des documents d'urbanisme afin que l'affectation des sols assure la pérennité et la rentabilité des unités de production ; donner un caractère plus structuré aux exploitations en réalisant des opérations d'équipement (par exemple l'irrigation des champs) *ou en organisant la production* ; fournir aux SAFER les moyens de réaliser la restructuration foncière indispensable à une agriculture moderne.

BERNARD ÉLIE.

(1) La conférence de la région urbaine de Lyon réunit des représentants des communes de l'agglomération lyonnaise et de seize villes moyennes ou petites situées dans le Rhône, l'Ain ou l'Isère.

Bretagne

Les manifestations contre la suppression des dessertes ferroviaires continueront

De notre correspondant

Rennes. — Arrêts de trains, manifestations dans les gares, réunions extraordinaires des conseils municipaux et signatures de cahiers de réclamations : la sixième journée régionale d'action, organisée depuis le 1er octobre 1978 par les comités de défense des dessertes ferroviaires de la région Bretagne, a rappelé, le dimanche 23 septembre, la volonté des Bretons de s'opposer au démantèlement de la desserte ferroviaire.

*Dans les petites gares concer*nées par les suppressions d'arrêts de trains, plus d'une centaine de manifestations locales ont été organisées depuis un an, sans toutefois infléchir la position de la S.N.C.F., puisque les nouveaux horaires d'hiver n'ont pas tenu compte des revendications des pays qui refusent l'asphyxie économique par la disparition des dessertes ferroviaires.

Pour cette sixième manifestation régionale, au cours de laquelle tous les manifestants ont affirmé leur intention de continuer leur action, le conseil municipal de Messac (Ille-et-Vilaine), entouré d'une dizaine de maires des communes voisines, a tenu, le dimanche matin 23 septembre, en présence de deux cents personnes, une réunion extraordinaire devant la gare, dont l'accès était interdit par un important barrage de gendarmes mobiles. Deux jours plus tôt, le comité de défense avait écrit au président de la République pour l'inviter à dîner afin de lui expliquer l'enjeu de cette nouvelle « bataille du rail ».

A Hennebont (Morbihan), l'express Quimper - Toulouse a été bloqué par une centaine de manifestants, dimanche, en fin de matinée. On comptait quelque deux cents manifestants devant la gare de Rosporden (Finistère-Sud), où cependant aucun train n'a été arrêté.

A *Quimperlé (Finistère-Sud)*, M. Louis Le Pensec, député socialiste, et M. Yves Guillou, maire P.S., entourés de deux cents personnes, ont dû se contenter d'exprimer leur mécontentement sur le cahier de réclamations de la S.N.C.F. Bien que munis de tickets de quai (dont ils demandent le remboursement), les manifestants ont trouvé closes et protégées par des gendarmes les portes de la gare donnant sur la voie. Il y avait également deux cents manifestants à Plouaret (Côtes-du-Nord), où pour la... quatre-vingt-dixième fois depuis un an l'express Rennes-Brest a été stoppé pendant une heure dimanche matin.

De nouvelles manifestations et nouveaux arrêts de trains sont à prévoir au cours des prochaines semaines, et notamment le 1er octobre, date anniversaire du lancement de cette forme d'action.

C. TUAL.

appartements sur mesure

Vous choisissez la surface.
Vous décidez du nombre de pièces.
Vous arrêtez la surface de chaque pièce.
Vous optez pour la distribution de vos pièces.

Le choix vous est offert au Centre de Montreuil, métro Croix de Chavaux, pour un prix de 4.500 F. le m² (valeur juin 79)

Attention !
l'immeuble étant livrable en juin 1980 vous ne pourrez choisir votre appartement sur mesure que jusqu'au mois de Décembre 1979.

Société d'économie mixte de la ville de Montreuil, 15, avenue de la Résistance

SEMIMO/858.15.60

Alsace

L'exploitation du sel à usage domestique devrait offrir des débouchés nouveaux aux usines de potasse

Mulhouse. — M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), a présidé il y a quelques jours, à Strasbourg, la première « table ronde » sur l'avenir des Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.), à laquelle ont été conviés des représentants régionaux et départementaux, les dirigeants de l'entreprise et du groupe Entreprise minière et chimique (E.M.C.), et la C.F.T.C. et la C.G.T. La C.F.T.C. estime comme un élément positif la création de ce groupe de travail annoncée par le président de la République dans son discours de Haguenau, en mai dernier. La C.G.T. s'est montrée très sceptique « quant à la capacité du groupe de travail d'infléchir la politique gouvernementale de liquidation des M.D.P.A.... ».

De notre correspondant

Depuis plusieurs années, élus et syndicats s'interrogent sur les intentions du gouvernement. Veut-il la disparition des Mines et quand ? En Alsace, l'inquiétude se fait de plus en plus vive depuis qu'il a été question de toucher au monopole de vente de la Société commerciale des potasses d'Alsace (S.C.P.A.). L'abandon de ce monopole, estime-t-on généralement, conduirait à la liquidation rapide des M.D.P.A., de toute façon, avant l'an 2004.

Selon M. André Giraud, ministre de l'industrie, le gouvernement « *n'a pas l'intention de proposer une modification du code minier qui établit le monopole, dès lors que lui ont été apportés les aménagements juridiques nécessaires pour le rendre compatible avec le traité de Rome. Le seul problème est de faire en sorte que le monopole soit utilisé au mieux, pour l'ensemble de l'économie française. L'action du gouvernement se bornera donc à l'organiser.* »

L'intérêt général invoqué par M. Giraud passera-t-il par l'abandon partiel du monopole ? Ce n'est pas exclu. Dans ce cas, si *la liberté était rendue aux impor*tations de potasse, les pertes, par an, du groupe E.M.C. tourneraient autour de 100 millions de francs, même si ces importations se limitaient à 60 % de nos besoins intérieurs. C'est donc la vie de toute une région qui est à nouveau en jeu, alors que les nuages qui planaient sur l'exploitation de la potasse venaient à peine d'être chassés de l'horizon 1990, repoussé à celui de 2004 dans l'hypothèse optimiste.

Après une année 1977 particulièrement difficile à cause de la très vive concurrence internationale, les M.D.P.A. ont redressé la barre en 1978.

Au-delà de 2004

Redressement quelque peu terni par des pertes de l'ordre de 45 millions de francs, imputables à la faiblesse du dollar. Sauf retournement conjoncturel, les M.D.P.A. devraient maintenir leur production de 1,8 million de tonnes en 1979, mais des résultats bénéficiaires, voire l'équilibre des comptes, ne sont attendus qu'au début des années 80. Cette amélioration n'est pas sans rapport avec la politique de rajeunissement du personnel (plus de trois cents embauches depuis le début de 1978). Avec 6 222 salariés à la fin de *1978, les M.D.P.A.* restent le second employeur de la région après Peugeot à Mulhouse. Il n'est donc pas question, et ses dirigeants l'ont répété avec force, que la potasse devienne une nouvelle sidérurgie.

Des recherches sont en cours pour prolonger l'exploitation du bassin au-delà de 2004. Elles portent sur de nouvelles méthodes d'extraction, en particulier l'extraction par dissolution, qui permettra de s'attaquer à des couches jusqu'ici difficilement accessibles ou trop pauvres en matière première.

Ce souci de prolonger l'exploitation est aussi celui du conseil général du Haut-Rhin. Dans une motion adressée récemment au gouvernement, il lui demandait en effet de poursuivre l' « *exploitation du gisement dans sa totalité avec le renforcement des crédits de recherche pour l'étude de l'extraction entière du gisement* », mais aussi le « *maintien du monopole actuel de la S.C.P.A., la diversification des activités à partir de la matière première et du savoir-faire* des mines, *notamment par l'immédiate exploitation d'une saline* ».

Cette diversification permettrait *le maintien de nombreuses* activités qui ne sont pas nécessairement liées à la mine. Ainsi en est-il de la direction des études et ed l'ingénierie ()xportation du savoir-faire, notamment au Brésil et en U.R.S.S.), de l'Alsacienne de gestion et d'information (AGI), grâce à son ouverture à une clientèle régionale et extra-régionale, des ateliers centraux, connus désormais sous la dénomination d' « ateliers de construction et de réparation de Richwiller ».

L'idée de créer une saline semble rencontrer une audience de plus en plus large aujourd'hui, surtout après les vives réactions qui se sont fait jour aux Pays-Bas *à cause des déversements de* sels résiduaires dans le Rhin, mais aussi de l'ajournement du projet d'injection de ces mêmes sels dans le sous-sol alsacien. Selon les syndicats, la saline devrait traiter 1 million de tonnes par an, mais la direction estime pour sa part que 500 000 tonnes seulement pourraient être commercialisées sous forme de sel de cuisine. Un million de tonnes ou seulement la moitié ? Le problème en fait n'est pas là. M. Jean Prada, président du directoire de E.M.C., l'a nettement souligné, en affirmant que « *le groupe qui prendrait la responsabilité de lancer une offensive sur ce marché* (celui du sel) *ne serait pas à l'abri de conséquences imprévisibles* ».

Le marché du sel en France dépend, en effet, pour une large part, de la statégie de la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est (C.S.M.S.E.), et du fait de savoir — ce qui provoque des polémiques — si le sel des M.D.P.A. peut ou non être utilisé pour la consommation *humaine*.

Volonté délibérée du gouvernement, actionnaire unique de l'E.M.C., d'empêcher les M.P.D.A. de cristalliser leur saumure ? On se le demande ici. On attend en tout cas du groupe de travail qui vient d'être créé des propositions à même de faire revenir le gouvernement sur sa décision, délibérée ou non, de « *liquider* » le bassin potassique. Toute l'Alsace, et particulièrement le sud de la région, en suivra l'évolution avec attention.

BERNARD LEDERER.

Auvergne

LE P.C. ACCEPTE SOUS CERTAINES CONDITIONS L'INSTALLATION D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE

M. André Lajoinie, député de l'Allier, *membre du bureau politique du P.C.F.*, a indiqué que « *les communistes accepteront l'étude de l'installation d'une centrale nucléaire en Auvergne* » sous certaines conditions.

M. Lajoinie a précisé le 22 septembre, au cours d'une conférence de presse : « *Nous voulons une utilisation maximale de toutes nos potentialités régionales. Nous demandons une nouvelle politique de l'énergie mettant en exploitation toutes nos ressources régionales afin d'imposer le développement économique et de créer des emplois. Nous demandons la création d'une centrale thermique électrique sur le site de la mine de charbon de l'Aumance (Allier), l'équipement des nombreux sites hydro-électriques et la recherche accélérée sur les énergies nouvelles telles que la géothermie, l'énergie solaire, le biomasse.* »

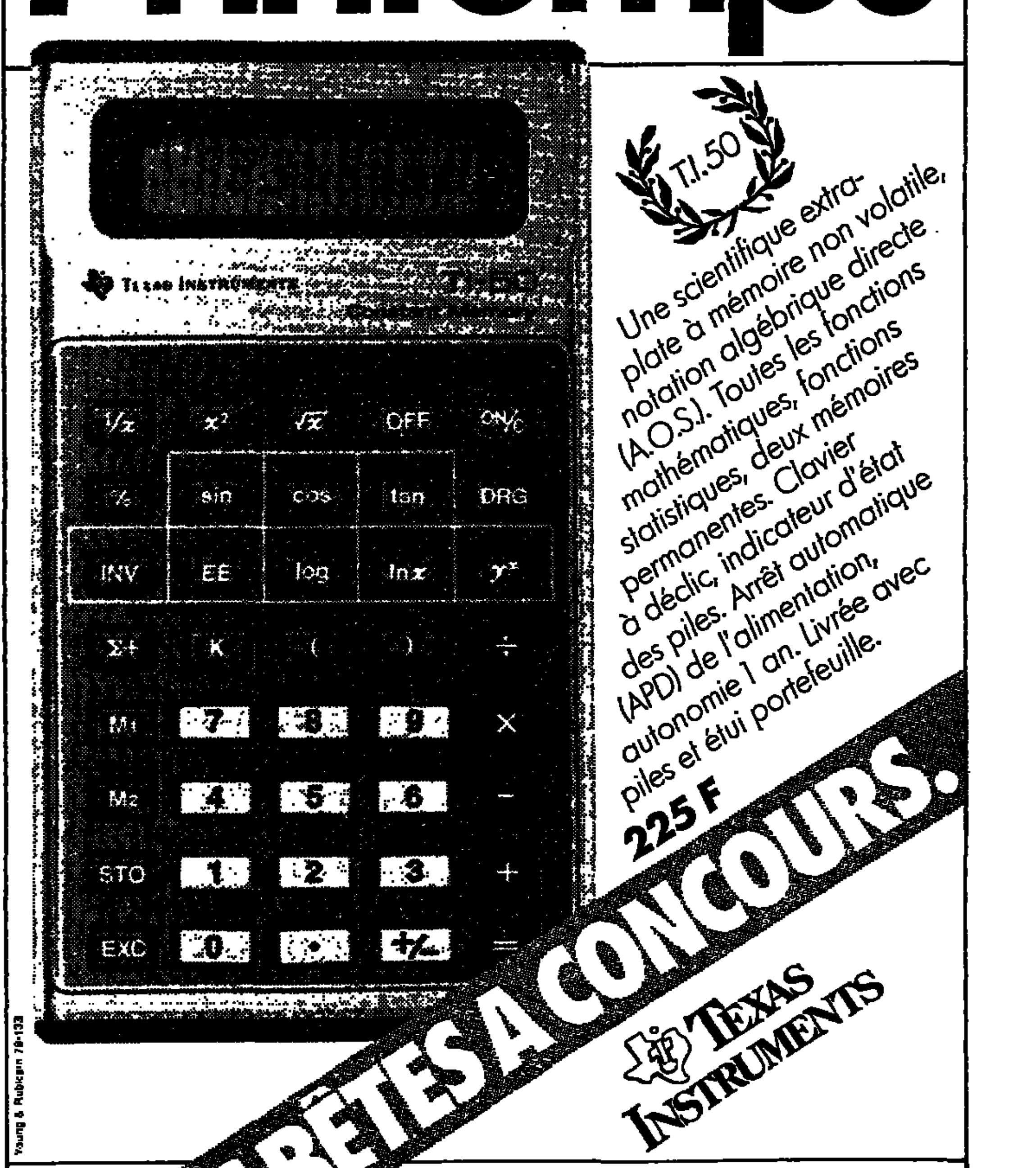
« *Ce n'est*, a conclu le député, *que dans le cas d'un engagement ferme du gouvernement sur la mise en œuvre de l'exploitation régionale de ces ressources énergétiques que les communistes accepteront l'étude d'e l'installation d'une centrale électro-nucléaire en Auvergne tout en poursuivant leur lutte pour la maîtrise nationale des industries nucléaires.* »

● *Le premier ministre et les parcs naturels.* — Le premier ministre invite les administrations de l'Etat et les organismes publics, comme E.D.F., à respecter les contraintes qu'impose l'existence de parcs nationaux et des parcs naturels régionaux. Dans une circulaire, publiée au *Journal officiel* du 22 septembre, il souligne que l'Etat maintiendra son effort financier pour l'aménagement des zones périphériques des parcs nationaux.

Pour ce qui concerne les parcs naturels régionaux, il souhaite que « *priorité soit, notamment, donnée aux programmes d'action qui participent au maintien à un niveau suffisant des services publics et de l'équipement social, ainsi qu'un soutien du développement économique.* »

● *La répartition des places sur le T.G.V.* — Une interversion de chiffres nous a fait écrire dans *le Monde* du 22 septembre (page 32) que les rames du futur train à grande vitesse comprendraient 70 % de places de 1re classe et 30 % environ de seconde. C'est la proportion contraire qui sera respectée.





Le Monde

économie

MONNAIES

La réévaluation du deutschemark

(Suite de la première page.)

L'épisode qui vient de se dérouler est la conséquence directe de la chute du dollar. Les capitaux, fuyant la devise américaine, se sont portés massivement sur le deutschemark, creusant l'écart entre celui-ci et les autres monnaies du S.M.E. Le rappeler, c'est dire que, si le dollar est à nouveau fortement attaqué, le même scénario risque de se reproduire. D'où la nécessité, soulignée par tous les participants, d'un effort commun pour éviter une baisse trop sensible du dollar.

Le ministre italien du trésor a appelé de ses vœux une politique commune du dollar. « *Les pays de la Communauté,* a expliqué pour sa part M. Monory, *sont prêts à entreprendre des conversations avec les autorités américaines. La solidarité européenne se manifeste pour éviter que le dollar perde trop de sa valeur. Nous ne rejetons pas l'idée de nous intéresser globalement au sort du dollar, mais il est bien évident cependant que sa stabilité est d'abord un problème interne américain.* »

Comme l'a observé M. Monory, ces conversations C.E.E. - Etats-Unis, qui porteraient sur la nature et l'ampleur de l'effort à accomplir des deux côtés de l'Atlantique pour assurer une meilleure stabilité du dollar, pourraient avoir lieu si les Etats-Unis veulent s'y prêter en marge de la prochaine assemblée générale du Fonds monétaire international.

Les tensions qui viennent de se produire illustrent l'importance des « relations externes » du S.M.E. Le plus important, pour préserver la cohésion des monnaies de la C.E.E., c'est d'assurer, autant que faire se peut, la stabilité des relations entre le dollar et le S.M.E. Avant l'été, alors que le cours du dollar montait, la politique allemande de taux d'intérêt élevé et de vente importante de dollars sur le marché, pratiquée pour empêcher que cette hausse ne soit trop forte, a été critiquée dans la Communauté en raison des difficultés qu'elle entraînait dans certains pays voisins, en particulier en Belgique.

Il apparaît cependant aujourd'hui qu'en contenant la hausse du dollar, quitte à susciter quelques tensions à l'intérieur du S.M.E., les autorités fédérales ont empêché qu'il retombe plus vite, plus tard, et, de la sorte, agi dans l'intérêt général ; le plus dangereux pour le S.M.E., ce sont les écarts brusques du dollar.

La satisfaction manifestée dans la nuit de dimanche à lundi par les ministres est-elle sincère ou bien dictée par la nécessité de faire bonne figure avant la réouverture des marchés ? La première observation à faire est que l'ajustement des taux auquel on vient de procéder n'a rien d'anormal au regard des règles du S.M.E. De tels ajustements y sont expressément prévus. On peut même affirmer que son ampleur très limitée témoigne, à sa manière, de la bonne santé du dispositif.

L'environnement économique et monétaire des six premiers mois d'existence du S.M.E., sans être celui d'une crise aiguë, n'a pas été spécialement favorable et pourtant les monnaies européennes n'ont guère divergé. En tout état de cause, l'éclatement monétaire n'a pas eu lieu. Reste à savoir qu'elle sera la suite, comment le marché réagira à terme aux mini-corrections qui viennent d'être opérées.

Le premier accroc est gratuit et peut même être légitimement présenté comme l'adaptation raisonnable, parfaitement normale à un système de changes qui se veut souple, capable de s'adapter sans heurts à la situation économique européenne et internationale. Mais la répétition trop fréquente d'ajustements, même limités, ne pourrait, à la longue, que saper la crédibilité d'un dispositif dont la raison d'être, comment l'oublier, est d'assurer la meilleure stabilité possible entre les monnaies des pays de la Communauté.

L'ajustement auquel il vient d'être procédé ne devrait pas avoir de conséquence sur le fonctionnement du marché commun agricole si, du moins, les ministres de l'agriculture des Neuf ne remettent pas en cause l'accord passé entre leurs collègues des finances. Les Danois dévalueront la « couronne verte », ce qui signifie une augmentation de leurs prix internes. Les Allemands réévalueront, peut-être de manière très limitée, leur « mark vert », ce qui aurait pour conséquence un léger ajustement à la baisse des prix agricoles en République fédérale. Mais, en tout état de cause, il n'y a pas de création de nouveaux montants compensatoires monétaires positifs. « *On est au-dessous des seuils* », commente un haut fonctionnaire français. En d'autres termes, l'amplitude très limitée de la réévaluation du mark n'exige pas que des M.C.M. soient créés. Voici donc une difficulté écartée. Les M.C.M. « positifs » gênent les agriculteurs français, car ils jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation.

En mars dernier, le conseil des ministres, sur l'insistance de la France, a certes approuvé un programme de démobilisation semi-automatique des M.C.M. susceptibles d'être créés en raison de modifications des relations de changes au sein du S.M.E. (c'est-à-dire de ce qui vient de se produire). Mais, d'une part, ce programme prévoit une élimination échelonnée sur deux ans, d'autre part, sa mise en œuvre n'est encore une fois pas totalement automatique. Pour les agriculteurs français, il est donc hautement préférable que ses vertus ou ses insuffisances n'aient pas à être testées...

PHILIPPE LEMAITRE.

LE COMMUNIQUÉ

Le communiqué du conseil des ministres des finances de la Communauté est ainsi rédigé :

A la suite de tensions survenues ces derniers jours sur les marchés des changes et dues à des mouvements de devises en dehors du système monétaire européen, une réunion des ministres, des gouverneurs de banques centrales des pays de la C.E.E. participant aux mécanismes de change et de la Commission, a eu lieu à Bruxelles le 23 septembre 1979.

Les ministres et les gouverneurs sont convenus qu'il était nécessaire de procéder à des ajustements techniques. Ces ajustements ont pour effet les modifications suivantes :

5 % entre le D.M. d'une part et la couronne danoise d'autre part.

2 % entre le D.M. d'une part et le franc français, le franc belge, le franc luxembourgeois, le florin, la lire italienne et la livre irlandaise d'autre part.

Les taux pratiqués entre le franc français, le franc belge, le franc luxembourgeois, le florin, la lire italienne et la livre irlandaise restent inchangés.

Les nouveaux taux à l'achat et la vente des monnaies du système monétaire européen seront communiqués par les banques centrales pour l'ouverture des marchés des devises le 24 septembre 1979.

Ces ajustements ont pour but d'apporter une contribution positive à un meilleur ordre sur les marchés des changes, tout en contribuant à la stabilité des monnaies de pays tiers. La coopération avec les autorités monétaires des pays tiers sera poursuivie et renforcée.

Depuis 1960

LA VALEUR DU DEUTSCHEMARK A DOUBLÉ PAR RAPPORT AU FRANC

C'est la huitième fois que le deutschemark est réévalué depuis 1948. Trois de ces réévaluations furent effectuées avant la création du premier « serpent » européen le 24 mars 1972 (la première ayant eu lieu en 1961). Les quatre autres furent décidées dans le cadre de ce mécanisme communautaire, qui a précédé le système monétaire européen (S.M.E.) instauré le 13 mars 1979.

La dernière réévaluation remonte au 15 octobre 1978, le deutschemark ayant alors été relevé de 4 % par rapport aux couronnes danoises et norvégiennes et de 2 % par rapport au florin néerlandais et au franc belgo-luxembourgeois. Depuis 1960, le deutschemark a monté de 205 % par rapport à la livre sterling, de 204 % par rapport à la lire, de 130 % par rapport au dollar, de 97 % par rapport au franc, de 35 % par rapport au franc belge et de 21 % par rapport au florin. En revanche, il a baissé de 13 % par rapport au franc suisse.

COMMENT S'EFFECTUENT LES CHANGEMENTS DE PARITÉS AU SEIN DU S.M.E.

Le paragraphe 2 de la résolution du Conseil européen du 5 décembre 1978 stipule :

« *Les ajustements des taux-pivots seraient effectués sous réserve d'accords mutuels dans le cadre d'une procédure commune à laquelle tous les pays participant au mécanisme de taux de change, ainsi que la commission, serait partie prenante. Les décisions importantes concernant la politique de taux de change feront l'objet de consultations réciproques, dans le cadre de la Communauté, entre pays participants et tous pays ne participant pas au système.* »

AGRICULTURE

Les premières assises des industries agro-alimentaires se tiendront à Paris les 14 et 15 novembre

« *La politique actuelle de contrainte du pouvoir d'achat conduit à une grande inquiétude pour l'évolution des entreprises alimentaires* », a déclaré M. Francis Lepâtre, président de l'Association des industries agro-alimentaires, lors de la présentation à la presse des Assises nationales des industries de cette branche, qui se tiendront à Paris, au Palais des congrès de la porte Maillot, les 14 et 15 novembre prochain.

Moins que de concentration, pourtant nécessaire, les industries agro-alimentaires françaises ont besoin de fonds propres, a encore précisé M. Lepâtre, et surtout d'un accès au marché de l'argent à des taux compatibles avec la faible rentabilité des entreprises.

Les assises permettront d'aborder trois thèmes : quelle politique pour l'agriculture et les industries agro-alimentaires ? Les besoins du consumérisme, et enfin le financement pour l'expansion des entreprises. Un plateau « *relevé* » sera réuni à cette occasion. Participeront notamment à ces assises M. Michel Cointat, ancien ministre de l'agriculture ; M. Lauga, ancien président du C.N.J.A. ; M. Fauchon, directeur de l'Institut de la consommation ; M. Poly, directeur général de l'INRA ; M. Cheysson, membre de la Commission européenne, de nombreux dirigeants d'entreprises, dont M. Chevalier, du groupe Moët-Hennessy ; M. Martin, de la Générale Biscuit ; M. Meyer, de Creusot-Loire ; Mme Gilberte Beaux, de la Générale Occidentale ; M. Van Rymbeke, de l'Union laitière normande ; P. Pinchon, de Louis Dreyfus. M. Monory animera un déjeuner-débat et M. Méhaignerie tirera les conclusions.

Il n'est certes jamais inutile d'enfoncer un clou, mais il semble que la fréquence des manifestations consacrées à l'industrie agro-alimentaire (Colloque C.N.P.F.-F.N.S.E.A., le 30 juin dernier ; Forum sur l'interprofession, le 27 septembre prochain) tienne bien lieu pour l'heure, hormis le contrat de croissance, de politique pour le développement de cette industrie.

● *Le quatrième salon « Equip'Auto » se tiendra du 28 septembre au 6 octobre à la porte de Versailles, à Paris.* — Organisé tous les deux ans en alternance avec le salon de l'automobile, ce salon permet aux professionnels de découvrir les matériels d'équipement de véhicule et de garage. Il rassemblera cette année 568 exposants, dont 124 étrangers, représentant près de 700 marques.

Voix et Expression
DIRIGEANTS - CADRES VENDEURS, vous devez
cesdel Parler avec aisance
Maîtriser votre émotivité
Convaincre
Décider
VOTRE FORMATION
24, rue H.-Barbusse, 75005 PARIS
Tél. : 325-18-10 - 326-15-42

SELON LA BANQUE MONDIALE

La prochaine décennie sera très sombre pour les pays en développement

Le Cambodge n'est qu'une goutte d'eau au sein de la misère de la planète, alors même que l'écart qui sépare les nations démunies des nations nanties n'a guère de chance d'être réduit à l'horizon d'une vie humaine. « *Même si les pays en voie de développement réussissaient à doubler leur taux de croissance par habitant et que le monde industrialisé maintienne le sien, il faudrait près d'un siècle pour résorber l'écart absolu de leurs revenus, tellement sont grandes les différences qui caractérisent l'équipement et la base technologique dont disposent les deux groupes.* » Tel est le verdict contenu dans le rapport annuel pour l'exercice 1979 (30 juin 1978-1er juillet 1979) que vient de publier la Banque mondiale.

Les perspectives sont plutôt sombres : compte tenu des difficultés économiques des pays industrialisés, de l'instabilité des taux de change et du climat d'incertitude qui pèse sur le commerce international et les mouvements de capitaux, les pays du tiers-monde auront, souligne le rapport, « *plus de mal à assurer leur expansion économique pendant la décennie à venir qu'au cours des vingt-cinq dernières années* ». La Banque mondiale précise : « *Même pour maintenir leur taux de croissance actuel, ces pays auront besoin d'apports plus importants de capitaux étrangers, tout en déployant des efforts vigoureux pour résister aux pressions protectionnistes et pour stimuler la productivité de leur secteur agricole.* »

Face à ce défi, la Banque mondiale — qui doit tenir son assemblée générale du 2 au 5 octobre à Belgrade — et ses deux filiales ont accordé, en 1979, à des pays en développement des prêts pour un montant de 10,4 milliards de dollars. Ce résultat représente une progression de 19 % par rapport à 1978 (+ 12 % en valeur réelle).

Les prêts de la Banque mondiale ont atteint 7 milliards de dollars, en progression de 15 % par rapport à 1978. L'Indonésie a été l'emprunteur le plus important (700 millions de dollars), suivie par le Brésil (670 millions) et le Mexique (550 millions). Le taux d'intérêt, fixé à un demi-point au-dessus du coût des fonds empruntés, s'est situé en fin d'exercice à 7,9 %.

Cependant, l'Association internationale pour le développement (A.I.D.), qui prête à des conditions privilégiées (sans intérêt avec un remboursement sur cinquante ans) aux pays les plus démunis, s'est engagée pour 3 milliards de dollars (+ 31 %). Près des quatre cinquièmes de ces engagements ont été destinés à des pays ne disposant que d'un produit national brut par habitant inférieur à 300 dollars par an. Les principaux emprunteurs ont été l'Inde (1 190 millions de dollars), le Bangladesh (270 millions), le Pakistan (160 millions) et l'Egypte (135 millions).

Pour l'énergie

Pour ces deux organismes, ce sont l'agriculture et le développement rural qui ont obtenu le plus fort montant des prêts (25 % du total). Viennent ensuite les transports (19 %), l'eau et l'assainissement (10 %), et l'industrie (9 %). Toutefois, l'énergie fait maintenant l'objet d'une certaine attention, devant représenter 10 % du total des prêts en 1983. Alors que trente-huit pays disposaient d'un potentiel intéressant en pétrole et en gaz, les quatre premiers projets ont concerné la Turquie, l'Egypte, le Pakistan et la Thaïlande. Huit devraient être financés en 1980, puis une douzaine chaque année.

Enfin, la Société financière internationale (S.F.I.), dont la fonction est de faciliter la promotion du secteur privé dans le tiers-monde, a effectué des investissements pour un montant de 425 millions de dollars (+ 36 %). Plus de la moitié sont allés à des entreprises manufacturières.

L'année 1979 a, par ailleurs, été marquée par l'essor du cofinancement. Sur 247 projets, 107 — soit 43 % — ont obtenu un financement d'autres sources tant privées que publiques. Ces projets ont reçu à ce titre 3,2 milliards de dollars, dont 550 millions en provenance de banques privées, ce qui représente plus du double du niveau enregistré en 1978.

Aggravation de la dette

Alors que la dette publique extérieure des pays en développement s'est accrue de 25 % en 1978 pour atteindre 253 milliards de dollars (la dette privée n'ayant pas augmenté de plus de 7 milliards environ), la Banque mondiale doit en tout cas faire face à de nouvelles obligations. Aussi, afin de lui permettre d'accroître ses prêts en valeur réelle jusqu'au milieu de la prochaine décennie, a-t-il été décidé par son conseil d'administration d'en augmenter de 40 milliards de dollars le capital autorisé, ce qui correspond en gros à un doublement. Le conseil des gouverneurs ratifierait prochainement cette initiative, avant que les pays membres n'en lèvent l'option. De même, il est envisagé de procéder à une sixième reconstitution de ressources de l'A.I.D. pour un montant de 12 à 13 milliards de dollars (environ 8 milliards pour la cinquième reconstitution intervenue en 1977).

La France participera à ces opérations. Elle n'a bénéficié qu'une fois d'un prêt de la Banque mondiale, en 1947. Ce prêt de 250 millions de dollars, octroyé au Crédit national et destiné à financer des importations indispensables au redressement économique du pays, était aussi la première opération financée par l'institution.

La souscription de la France au capital de la Banque mondiale s'élève à 1 652 millions de dollars, soit 4,4 % du montant total (37 429 millions). Comme pour les autres pays membres, 10 % ont déjà été versés, les 90 % restants peuvent être demandés et constituent une garantie générale. Paris dispose d'un droit de vote de 4,03 %.

Pour l'A.I.D., les souscriptions et les ressources supplémentaires fournies par la France, à l'occasion des cinq reconstitutions successives des fonds de cette institution, atteignent 1 159 millions de dollars (6,3 % du total versé). Le droit de vote représente 3,95 %. Fin juin, la Banque et l'Association employaient deux cent quarante-six ressortissants français, soit 5 % du personnel.

Durant l'exercice 1979, huit projets ont été cofinancés par la France pour un montant de 43 millions de dollars. Sept étaient localisés en Afrique. Cependant, les achats cumulés de biens de services en France au titre de projets financés par la Banque mondiale et l'A.I.D. s'élevaient, fin juin, à 1 957 millions de dollars (5,2 % du total).

M. B.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ..	4,1600	4,1650	— 60	— 30	— 70	— 35	— 135	— 90
$ can. ...	3,5625	3,5680	+ 10	+ 20	+ 10	+ 40	+ 50	+ 90
Yen (100).	1,8660	1,8700	+ 55	+ 75	+ 130	+ 150	+ 440	+ 475
DM	2,3470	2,3515	+ 75	+ 90	+ 155	+ 180	+ 515	+ 560
Florin	2,1300	2,1340	+ 30	+ 40	+ 70	+ 85	+ 245	+ 270
F B. (100).	14,6110	14,6500	— 265	— 145	— 370	— 230	— 545	— 395
F.S. (100).	2,6270	2,6340	+ 215	+ 230	+ 450	+ 475	+1285	+1315
L. (1 000).	5,1400	5,1485	— 190	— 160	— 335	— 285	— 950	— 660
£	8,9855	9,0050	— 205	— 155	— 415	— 345	—1010	— 930

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	6	6 1/4	6 7/8	7 1/8	7	7 1/4	7 1/4	7 5/8
$ E.-U. ..	11 7/16	11 13/16	12 3/4	13 1/4	12 3/8	12 3/4	12 3/8	13
Florin	9 3/4	10 1/2	9 3/4	10 1/4	10	10 1/2	9 3/4	10 1/2
F B. (100) .	1 1/2	1 3/4	1 3/4	2	1 13/16	2 1/16	2 9/16	2 15/16
F.S.	0	1/4	1 1/4	1 5/8	1 1/2	1 3/4	2 1/4	2 5/8
L. (1 000).	11 1/2	12 1/2	14 1/2	15 3/4	14 3/4	16	15 1/2	16 1/4
£	13 1/8	13 3/4	13 7/8	14 1/2	14 1/16	14 1/2	14 5/16	14 13/16
Fr. franç..	11 1/4	11 3/4	13	13 3/8	13 1/8	13 5/8	13 5/8	14 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ALLEZ DE L'AVANT AVEC LE 30e SICOB

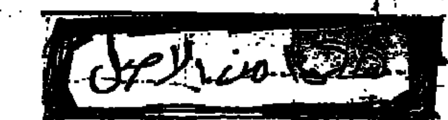
De l'équipement de base aux dernières nouveautés techniques, les exposants du monde entier vous proposent toutes les catégories de matériels d'informatique et d'organisation du bureau.

Améliorez votre gestion, maintenez votre expansion, affrontez l'avenir – le Sicob, une occasion unique dans l'année de tout voir, de tout comparer pour bien acheter...

... et visitez Sicob Boutique Informatique, où tous peuvent se familiariser avec les multiples applications de l'informatique dans la vie quotidienne.

SICOB®
Salon International de l'Informatique, de la Communication et de l'Organisation du Bureau
du 22 au 28 septembre 1979
(fermé le dimanche 23 septembre)
CNIT – PARIS LA DEFENSE 9 h 30-18 h
Xe Convention Informatique : 17-21 septembre
Xe Congrès International de la Micrographie (IMC) : 24-27 septembre
CIP. PARIS-PORTE MAILLOT
PUBLICIS

VIENT DE PARAITRE
FRANCIS LEFEBVRE
15, rue Viète
Paris 17e
LES IMPOTS EN FRANCE 79/80
traité pratique illustré par l'exemple. 540 pages
Prix en notre librairie : 83 F - Franco 92 F.



SOCIAL

LE 23 OCTOBRE

La grève des médecins pourrait s'étendre à d'autres professions de santé

Les 250 délégués de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), l'organisation la plus représentative du corps médical — et de loin — devant l'autre syndicat, la Fédération des médecins de France (F.M.F.), ont décidé d'organiser une grève nationale, le 23 octobre, avec fermeture des cabinets mais service de garde, en laissant la possibilité aux syndicats départementaux de prolonger au-delà du 23 cette action revendicative. Cette décision a été prise, dimanche 23 septembre, à Paris, au cours d'une assemblée générale extraordinaire assez « musclée » : près de 75 % des délégués de province étaient favorables à une grève de plusieurs jours.

Dans certains départements, des grèves ou actions diverses seront entreprises bien avant cette date (fermeture de cabinets, le 1er octobre dans le Val-d'Oise et le 16 octobre à Rouen), et la journée revendicative du 23 octobre devrait avoir une ampleur dépassant le cadre strict de la médecine. Le Centre national des professions de santé (C.N.P.S.), qui regroupe des médecins, notamment la C.S.M.F., des pharmaciens, des dentistes, des kinésithérapeutes, etc., a déjà retenu le principe d'une « *action commune* ». Ce centre de coordination doit de nouveau se réunir, le 4 octobre, pour définir les modalités de cette action, qui pourrait être centrée autour du 23 octobre. D'ores et déjà, la C.S.M.F. a indiqué que la riposte des médecins, précédée d'une campagne d'information auprès des malades, sera ensuite « *poursuivie aussi longtemps que cela sera nécessaire* ».

Le courroux des médecins de la C.S.M.F. est dû aux décisions du gouvernement, en juillet dernier, lors du « replâtrage » de la Sécurité sociale. Il fut alors décidé d'annuler les augmentations des honoraires prévues — par accord entre les caisses et la seule F.M.F. (1) — en octobre 1979 et en janvier 1980. Il fut surtout proposé par le nouveau ministre de la santé — lors de la prochaine négociation d'une nouvelle convention entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats de médecins — de limiter l'accroissement des dépenses médicales à celle de la production intérieure brute (PIB). Ce que la C.S.M.F. appelle le respect d'une « *enveloppe* » est jugée « *impossible* » à réaliser, « *injuste* » et « *dangereuse* ».

Un sévère avertissement

Les dépenses médicales remboursées par la sécurité sociale, pour les seuls soins pratiqués par les médecins dits « de ville » par opposition aux médecins hospitaliers, croissent à un rythme de 17 à 20 % alors que la PIB s'accroît de 14 % environ. Pour la C.S.M.F., un freinage de 20 - 17 % à 14 % supposerait soit que les honoraires médicaux se contractent, soit que les médecins réduisent leur activité... ou leur prescription. Une troisième possibilité consisterait pour les généralistes à envoyer certains malades à l'hôpital afin de respecter « *l'enveloppe* ». Il s'agit là, affirme-t-on, non pas d'économies mais d'une « *politique de rationnement* » qui remettrait en cause et l'exercice libéral de la médecine et la santé des assurés.

Le « non » de la C.S.M.F. au projet de gouvernement s'explique aussi par un mécontentement qui ne date pas de juillet 1979. Les médecins qui, en moyenne, ont toujours un revenu plus important que celui des cadres supérieurs, ont mal digéré les pertes de pouvoir d'achat enregistrées depuis quelques années (2). Pertes dues à la revalorisation des honoraires inférieure à la montée des prix et des charges professionnelles et surtout à la concurrence interne, le nombre de praticiens se gonflant chaque année de milliers de nouveaux « docteurs » fraîchement sortis de l'université (72 867 médecins en 1979 au lieu de 67 181 en 1978).

En outre, la C.S.M.F. estime que le déficit de la sécurité sociale s'explique par des raisons qui n'ont rien à voir avec leur activité : chômage, amélioration croissante des techniques, mais aussi de la couverture des soins décidée par le gouvernement.

Des négociations doivent cependant s'ouvrir à la mi-octobre entre les caisses et les syndicats et M. Maurice Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance maladie des salariés, a déclaré dans *le Monde* du 22 septembre qu'il entendait bien discuter avec la C.S.M.F. et non pas seulement avec la F.M.F. qui a signé le dernier avenant sur la fixation des honoraires. Mais la C.S.M.F. entend maintenir sa journée de grève : opposé au système de l'enveloppe, avancée de façon un peu trop simpliste et brutale par les pouvoirs publics, ce syndicat ne rejette pas toute contrainte mais exige, contrairement àce que souhaite M. Derlin, que la négociation d'une nouvelle convention ait aussi lieu avec les représentants de l'État et ceux des autres professions de santé. Soucieuse d'obtenir une redéfinition de la politique de la santé, le C.S.M.F. a déjà rencontré F.O., la C.G.T. et la C.F.D.T. et doit encore contacter le C.N.P.F., la C.G.C. et l'UNAF.

La grève des médecins, la première depuis trois ans, constitue un sévère avertissement aux pouvoirs publics. Mais, pour l'instant, elle annonce plutôt qu'une guerre avec les professions libérales, une « *concertation conflictuelle* ». Même pénalisés par l'inflation, les médecins « en colère » ne peuvent oublier que les salariés, avec les majorations de cotisation, et les hôpitaux avec les restrictions budgétaires n'ont pas été épargnés.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) La F.M.F., après dix mois de négociations difficiles, a signé, le 30 mai, l'avenant tarifaire prévoyant des augmentations en juin et en octobre 1978, puis en janvier 1980.

(2) Selon une étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) publiée en 1979, le revenu des généralistes avant impôt était estimé, en 1977, à 166 374 F, et celui des spécialistes à 223 864 F, quand ces médecins ne dépassent pas les tarifs conventionnels. Si leur pouvoir d'achat a baissé de 4 à 5,5 % en 1977, le revenu du généraliste demeurait cependant supérieur de 14,6 % à celui des cadres supérieurs, et de 59 % à celui des ingénieurs.

TRAFIC PERTURBÉ SUR TROIS LIGNES DE BANLIEUE DE LA S.N.C.F.

Une grève des agents de conduite C.F.D.T. du dépôt S.N.C.F. de Paris-Saint-Lazare perturbe le service des trains de banlieue au départ de cette gare, depuis le lundi 24 septembre à 0 heure.

Sur les lignes de Versailles, Saint-Nom-la-Bretèche et Cergy-Pontoise, le trafic voyageurs n'était assuré qu'à moins de 50 % lundi matin.

Comme l'indique le préavis de grève, le mouvement devrait se prolonger en principe jusqu'au lundi 1er octobre à 0 heure. Les agents de conduite C.F.D.T. (environ 15 % des agents de conduite du réseau national) réclament notamment la possibilité pour les conducteurs de trains de banlieue d'accéder au grade T-5 — celui de « conducteur de route principal » créé il y a plus de deux ans, et toujours réservé aux agents hautement qualifiés employés à bord des seuls trains rapides (140 kilomètres à l'heure minimum).

La C.G.T. devrait s'associer à ces revendications à partir du mercredi 26 septembre.

Devenez
EXPERT-COMPTABLE
ou
Titulaires de Certificats comptable, juridique, économique;
PROBATOIRE
D.E.C.S.
avec des
COURS par CORRESPONDANCE
A VOTRE RYTHME
en bénéficiant d'une Ecole expérimentée reconnue par l'Etat :
ENOES
Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement Privé d'Enseignement Technique et Supérieur
62 r. de Miromesnil 75008 Paris
Tél. 522.53.86 +

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DU MALI

AVIS DE PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES

L'Office du Niger, à Segou (Mali), dans le cadre de ses aménagements hydro-agricoles, à l'intention de mettre en appel d'offres restreint la construction de trois ouvrages de prise du canal Costes, dans la zone de Markala-Dougabougou en rive gauche du Niger (région de Segou).

Les travaux à exécuter comprennent deux lots inséparables :
— Un lot terrassement et génie civil (2.500 m3 de béton et 50.000 m3 de terrassement).
— Un lot appareillage hydromécanique (60 m2 de vannes).

L'exécution des travaux dans un délai de 6 à 9 mois devrait être réalisée durant l'année 1980.

Les entrepreneurs intéressés devront remettre par porteur, poste ou télex, leur demande de candidature et leurs références à M. le Directeur de l'Office du Niger, à Segou, avant le 7 octobre 1979.

ÉNERGIE

DEPUIS MAI 1978

Le prix du charbon à usage domestique a augmenté de 77 % au départ de la mine

Le prix du charbon à usage domestique au départ de la mine va augmenter de 8 % le 1er octobre. Il avait déjà été relevé de 7 % le 1er septembre. Les Charbonnages de France ayant retrouvé en 1978 « *la liberté de gestion et la liberté d'entreprendre* » — donc de fixer les prix — ce relèvement des barèmes est le cinquième depuis le 1er mai 1978.

En dix-sept mois, le prix du charbon — au départ de la mine — destiné aux foyers domestiques, a augmenté de 77 %, et celui du charbon destiné à l'industrie de 47 %. La hausse pour les consommateurs est cependant moindre, les frais de transport et de distribution et les taxes — autres éléments constitutifs du prix du charbon domestique — ayant augmenté plus faiblement.

Aux Charbonnages de France on précise que la hausse des fuels lourd et domestique sur la même période approche 50 %. Mais qu'il a été nécessaire, pour les barèmes C.D.F. d'opérer un rattrapage du fait de la libération des prix et du contrôle antérieur.

	Foyers domestiques		Industrie		Ensemble	
Date de publication des barèmes	Hausse %	Indice	Hausse %	Indice	Hausse %	Indice
Fin 1977	—	100	—	100	—	100
1er mai 1978	9,6	109,6	8,1	108,1	8,7	108,7
1er juillet 1978 ..	26	138,1	7	115,7	16	126
Cumul 1978	33 %	—	16 %	—	26 %	—
1er avril 1979	11	153,3	8	125	10	138,6
1er septembre 1979.	7	164	9	136,2	7	148,3
1er octobre 1979 ..	8	177,1	8	147,1	8	160,2
Cumul 1978 et 1979.	77 %	—	47 %	—	60 %	—

● *Le dialogue euro-arabe piétine.* — Les ministres du pétrole de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de l'Irak, de Bahreïn, du Qatar, d'Oman et des Emirats arabes unis, réunis dimanche 23 septembre, à Taïf (Arabie Saoudite), n'ont pu se mettre d'accord sur un programme précis pour le dialogue avec les pays de la Communauté européenne.

Dans le communiqué publié à l'issue de leurs travaux, les ministres indiquent qu'ils poursuivront leurs concertations afin d'aboutir à une plate-forme commune qui ferait l'objet d'une deuxième réunion, laquelle se prononcera sur le dialogue avec la C.E.E.. D'ici là, des comités d'experts seront chargés d'examiner les aspects économiques et financiers du dialogue entre la C.E.E. et les pays du Golfe. — *A.P., A.F.P.)*

ÉDITION

La maison Jean-Claude Simoen cesse ses activités

Les Editions Jean-Claude Simoen disparaissent. Sauf retournement miraculeux de dernière minute, le dépôt de bilan sera fait cette semaine par l'administrateur qui avait été désigné par le tribunal de commerce début juin, à la demande de M. Jean-Claude Simoen.

« *Puisqu'il n'y a maintenant plus d'espoir de sauver les éditions, le temps est venu de mettre les choses au point* », déclare M. J.-C. Simoen dans un communiqué. Il y retrace l'historique de ses éditions, qui auront vécu à peine trois ans, depuis la création par quatre associés (MM. J.-C. Simoen, Ternon, José Artur et Gérard Sakon), et qui avaient commencé à se faire une place honorable, affichant en gros caractères le nom d'un des associés, Jean-Claude Simoen, la quarantaine à peine, qui avait créé avec succès, dans les années 60, la librairie la Pochade à Saint-Germain-des-Prés, puis avait dirigé, chez Albin Michel, une collection de dessinateurs, « La main à griffe ».

« *Ouverte en 1976, notre maison d'édition devait connaître une crise grave moins de deux ans après*, explique J.-C. Simoen. *Avec le succès. La crise éclate au grand jour en avril 1978, à propos du choix fondamental que constitue l'orientation qualitative de la maison et les choix éditoriaux. C'est la rupture. Gérard Sakon quitte la maison, crée sa propre maison d'édition, Encre, et l'affaire se transforme en un harcèlement sordide : assignation et sommations en justice, débauchage de personnel, blocage des comptes en banque de la société et des miens propres, pressions sur des auteurs et directeurs de collection, disparition de manuscrits et de contrats (deux des titres publiés par Encre Editions figurent sur la liste des vingt et un contrats disparus...).* »

Au printemps 1979, on voit apparaître un « Comité de défense des intérêts matériels et moraux des auteurs et anciens collaborateurs des Editions J.-C. Simoen », présidé par Emilie Carles, qui réclame les droits d'auteur impayés. Sorti en 1978, l'ouvrage *Une soupe aux herbes sauvages* avait connu immédiatement un énorme succès. M. J.-C. Simoen affirme avoir versé, avant avril 1979, 640 000 F de droits aux auteurs. Ceux-ci, Emilie Carles et le coauteur Robert Destanque, devenu depuis directeur d'une collection chez « Encre » — « *exigèrent brutalement*, selon M. Simoen, *le paiement immédiat du solde (610 000 F), contrairement aux usages entre un auteur favorisé et son éditeur, bloquant par voie de justice les comptes de la société de distribution « Interforum », ainsi que les comptes bancaires de la société Simoen, provoquant ainsi la cessation rapide d'activité de celle-ci. Quant aux autres prétendues victimes des éditions Simoen*, poursuit M. J.-C. Simoen, *elles ont curieusement un solde largement débiteur chez leur éditeur d'origine.* »

Certains de ses auteurs, tel J.-J. Pauvert, lui gardent leur confiance : « *Je considère Jean-Claude comme un homme honnête, et qui faisait bien son métier d'éditeur*, nous a-t-il dit. *Il a été à l'origine de mon* Anthologie des lectures érotiques *et, s'il a la moindre maison d'édition, c'est lui qui aura le second tome ; sinon, je lui donnerai une participation, même si c'est sur mes droits d'auteur...* »

M. Gérard Sakon, quand à lui, déclare avoir été « *vidé, éjecté* » en avril 1978 « *sans indemnité* » (il se considère encore comme associé, sa mise de fonds ne lui ayant pas été remboursée). « *Jean-Claude a plein de qualités professionnelles*, nous a-t-il expliqué, *il est travailleur, mais j'ai fait l'erreur d'accepter que la maison porte son nom. C'est moi qui assurais la plus grande part de la production, contrairement à ce qu'il dit, mis il est exact que nous avions des façons de voir différentes. Ce qui lui arrive, c'est la vieille histoire de l'arroseur arrosé : il a cru bon de faire une charrette dans son entreprise, et un certain nombre de personnes se sont solidarisées avec moi. Maintenant, il continue de m'agresser en me rendant responsable de sa chute. Et je dis non.* »

Du « rififi » chez les jeunes éditeurs

Chacun des associés est gros de plusieurs procès à faire à l'autre, et ce « rififi » chez les jeunes éditeurs ne profitera finalement à personne. Après le Sagittaire de Guégan et Sorin, c'est la seconde jeune maison d'édition qui disparaît cette année. Son chiffre d'affaires 1978 avait été de plus de 17 millions de francs, et, sur les cent seize ouvrages publiés, notons les principaux succès : *Une soupe aux herbes sauvages, Lettre aux gourmets* de James de Coquet, *le Monde* de Jacques Thibau (qui va paraître prochainement en collection de poche), *l'Anthologie des lectures érotiques* de J.-J. Pauvert, *Figures de poupe* du surréaliste belge Marcel Mariën, la réédition très remarquée de *l'Assiette au beurre.*

Bizarre grimace du destin : au moment même où le tribunal de commerce désignait un administrateur provisoire de la société, M. Jean-Claude Simoen s'était vu décerner, en juin dernier, par le Centre d'enseignement supérieur des affaires, le Prix de la jeune maison d'édition !

NICOLE ZAND.

l'Astrolabe
restaurant
"Grande Carte"
40, rue La Pérouse - 75116 Paris
500.83.47
fermé le dimanche
• Salons jusqu'à 20 personnes •

POUR LOUER UN VEHICULE
10 POSSIBILITES
MILLEVILLE

Vous réservez,
éventuellement par téléphone,
vous arrivez à la station MILLEVILLE de votre choix
et vous prenez, sans attendre,
le volant du véhicule que vous avez choisi à :

ASNIÈRES
790.31.31
35, rue de Chanzy

AULNAY SOUS-BOIS
866.07.55
138, route de Mitry
867.60.38
GARONOR - Bât. C

BOBIGNY
844.18.34
165, avenue de Paris

BOULOGNE
604.68.68
20, Bd Jean-Jaurès

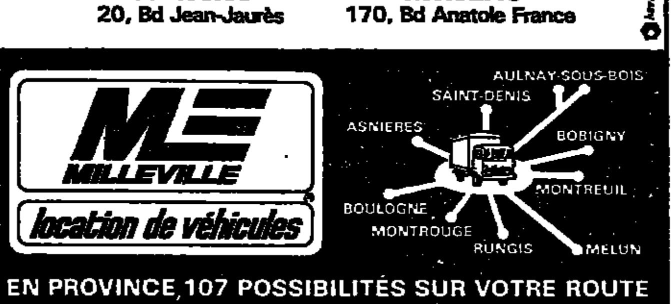
MELUN
439.03.09
6, rue de la Rochette

MONTREUIL
808.13.95
4, rue Diderot

MONTROUGE
656.14.18
34, rue de la Vanne

RUNGIS
686.90.15
14, rue des Routiers

SAINT-DENIS
820.92.43
170, Bd Anatole France





PARIS 15 h 15 .... STOCKHOLM 16 h 35

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC
RÉGIE DES TABACS

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Régie des Tabacs se propose de réaliser une nouvelle usine de fabrication de cigarettes, sur une parcelle de terrain située à la sortie de Casablanca, aux abords de l'autoroute Casablanca-Rabat.

La présente consultation concerne l'étude, la conception, les dossiers de réalisation des ouvrages, l'assistance à la mise en route et à la surveillance de fonctionnement.

Le cahier des charges peut être retiré sur demande à la Direction Générale, 53, boulevard Moulay Idriss Ier, Casablanca (Maroc), au bureau « Etudes et Développement ».

Les offres devront être adressées au nom de M. le Directeur Général de la Régie des Tabacs, 53, boulevard Moulay Idriss Ier, Casablanca (Maroc), avant la date du mercredi 5 décembre 1979, à midi.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Direction de l'Infrastructure et de l'Equipement Universitaire - Office des Publications Universitaires

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture de :
— 1 presse Offset à feuilles deux couleurs.
— 1 caméra FT Verticale.
— 1 Massicot standard.
— 1 perforeuse - découpeuse.
— 1 Presse à balle.

Les soumissionnaires intéressés pourront retirer le Cahier des Charges dès la parution du présent Avis auprès de :
— L'OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES « O.P.U. » 29, rue Abou-Nouas - Hydra - ALGER.

Les offres, accompagnées des pièces administratives et fiscales requises par la législation en vigueur, devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante :
— OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES « O.P.U. » - 29, rue Abou-Nouas - Hydra, ALGER.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention suivante :
« APPEL D'OFFRES numéro 001-79. POUR LA FOURNITURE DE :
— 1 Presse Offset à feuilles deux couleurs.
— 1 Caméra FT verticale.
— 1 Massicot standard.
— 1 Perforeuse découpeuse.
— 1 Presse à Balle.

« A NE PAS OUVRIR » avant le 30 octobre 1979.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la clôture de remise des offres.

ÉTRANGER

La Corée du Nord va rembourser ses dettes au Japon

De notre correspondant

Tokyo. — La Corée du Nord est-elle en voie d'assainir la situation de ses paiements extérieurs ? C'est ce que l'on pourrait penser à la suite de la récente signature d'un compromis avec les Japonais prévoyant le remboursement sur dix ans des dettes (principal et intérêts) accumulées depuis 1973 à l'égard d'une quarantaine de société nippones. En fait, beaucoup de financiers japonais et étrangers à Tokyo ne paraissent guère convaincus que ce nouvel engagement des Coréens du Nord vis-à-vis de leurs créditeurs témoigne d'un redressement des finances publiques de Pyongyang.

Selon le document que vient de signer à Tokyo la délégation nord-coréenne, dirigée par le président de la Banque pour le commerce extérieur, la République populaire démocratique de Corée (R.P.D.C.) s'engage à rembourser, au cours des dix prochaines années, les 390 millions de dollars de dettes contractées auprès des Japonais. L'accord prévoit que la Corée du Nord payera 60 % des intérêts — 45 millions de dollars — avant la fin de cette année et le reste en juin 1980. En ce qui concerne le principal de la dette, les remboursements s'effectueront périodiquement jusqu'en 1989. Afin de garantir ceux-ci, la Corée du Nord devra déposer régulièrement dans les banques japonaises les devises obtenues grâce à ses exportations sur l'archipel. Les intérêts perçus par les créanciers japonais pour ces nouveaux délais de grâce sont fixés à 1,25 % au-dessus du taux interbancaire sur le marché des eurodollars.

Des expériences malheureuses

Les négociations entre les Coréens et les quarante-trois firmes japonaises créditrices, réunies en une association pour le commerce avec la R.P.D.C., ont été laborieuses, ayant duré six semaines. L'accord définitif devra être signé à Pyongyang en octobre. Officiellement, les Japonais se disent satisfaits. Ils auraient certes voulu un taux d'intérêt supérieur pour les nouveaux délais accordés ; mais ils attachent surtout de l'importance à l'engagement des Coréens de déposer dans les banques nippones une partie de leurs rentrées en devises.

Depuis 1973, année où il s'est avéré clairement que la R.P.D.C. ne pouvait faire face aux engagements contractés depuis le début de la décennie avec les pays industrialisés pour moderniser son économie dans le cadre d'un plan de développement ambitieux — dont les objectifs ont d'ailleurs été atteints avec retard, — les Japonais ont fait plusieurs expériences malheureuses en ce qui concerne le remboursement de leurs créances. Au départ, pensant que, compte tenu de leurs liens et de la proximité de la Corée du Nord — avec laquelle ils n'entretiennent cependant pas de relations diplomatiques, — ils bénéficieraient d'un traitement privilégié, ils se sont désolidarisés des autres créanciers de Pyongyang. Dans un premier temps, ce fut effectivement le cas : la République populaire leur donna une priorité dans les remboursements. Mais rapidement les Japonais ont été logés à la même enseigne que les autres pays : les promesses se succédaient, mais les remboursements se faisaient attendre.

Le Japon a alors, au cours de 1976, cherché à se rapprocher des Européens. Délibérément ou par négligence, souligne-t-on à Tokyo, ceux-ci, en particulier les Français, n'ont pas répondu à leurs avances. Régulièrement, chaque année, l'Association nippo-nord-coréenne pour le commerce a tenté d'obtenir des engagements fermes de Pyongyang. Le dernier date d'août 1978 ; mais, invoquant, dès l'automne suivant, la valorisation du yen, Pyongyang, une nouvelle fois, n'a pas respecté ses promesses. Avec persévérance, néanmoins, l'association a toujours cherché à éviter de faire jouer la garantie gouvernementale en faveur des exportations pour que le Japon ne déclare pas officiellement la R.P.D.C. « insolvable ». Depuis 1976, cependant, les autorités japonaises ne garantissent plus les exportations vers la R.P.D.C. qui s'opèrent uniquement sur une base de paiements comptants.

L'accord qui vient d'intervenir à Tokyo indique-t-il un prochain redressement de la situation financière de la R.P.D.C. ? Certes, selon certains spécialistes, la Corée du Nord sort lentement de la crise économique qu'elle connaît depuis des années et qui est due sans doute pour partie au renchérissement des matières premières mais aussi à la baisse des cours des métaux rares qui constituent sa principale exportation.

Selon des sources des pays de l'Est, il semble surtout que la Corée du Nord cherche à ne pas se fermer la porte des pays occidentaux dont elle a besoin en matière de technologie et tente donc de leur donner partiellement satisfaction. Le Japon, son principal partenaire commercial non communiste, est évidemment prioritaire en 1978. Les exportations nippones vers la R. P. D. C. se sont élevées à 172 millions de dollars et ont déjà atteint 123 millions au cours du premier semestre de l'année en cours. Les importations ont représenté 100 millions de dollars l'année passée et 73 millions pour la première moitié de 1979. Parallèlement au compromis en matière financière intervenu entre les deux pays, se négocient actuellement des accords à long terme pour l'importation par le Japon de charbon et de métaux non ferreux coréens.

La tendance à un relatif assainissement des relations commerciales entre la R.P.D.C. et le Japon semble être due surtout aux liens particuliers que Pyongyang entend maintenir avec Tokyo. Il paraît donc hasardeux d'attendre des développements analogues avec les autres créanciers. La dette extérieure de la R.P.D.C. est estimée à près de 2 milliards de dollars. La Chine aurait, dit-on, renoncé à réclamer son dû, mais l'U.R.S.S. serait plus réticente. En ce qui concerne la France, on estime — car aucun chiffre n'a été officiellement publié — que la dette nord-coréenne à son égard (principal et intérêt cumulés) s'élève à 1 milliard de francs.

PHILIPPE PONS.

LA COMMISSION EUROPÉENNE OUVRE UNE ENQUÊTE ANTIDUMPING SUR LES ROULEMENTS A BILLES

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — A la suite d'une plainte de la Fédération des fabricants européens de roulements (FEBMA), la Commission européenne a décidé d'ouvrir une enquête antidumping sur les conditions d'importation dans la Communauté de roulements à billes et à rouleaux coniques en provenance du Japon, de Pologne, de Roumanie et d'U.R.S.S. La plainte des industriels fait état de marges de dumping variant entre 15 % et 65 % pour les roulements japonais et entre 5 % et 66 % pour ceux en provenance d'Europe de l'Est.

En novembre 1976, la Commission avait ouvert une première enquête sur les importations de roulements en provenance du Japon. Cette enquête avait abouti à l'application d'une taxe de 15 % (ensuite annulée par la Cour de justice européenne) et à l'engagement des exportateurs japonais d'augmenter leurs prix vers la Communauté.

Les industriels communautaires reconnaissent que, à la suite des engagements ainsi pris, les importations de roulements en provenance du Japon ont diminué. Toutefois, font-ils valoir, les prix japonais restent inférieurs à ceux des fabricants européens, ce qui est la cause de la faiblesse persistante des prix sur le marché communautaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT NATIONAL

CREDIT NATIONAL
EMPRUNT SEPTEMBRE 1979
F.1250 000 000

Taux nominal
11,70%

Émission au pair de 625 000 obligations de F 2 000 nominal remboursables en 15 ans.
Amortissement en 8 séries égales le 1er octobre des années 1980, 82, 84, 86, 88, 90, 92 et 94.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT
11,65%

Souscriptions reçues par les Comptables du Trésor et des Postes, les Centres de Chèques Postaux, la Banque de France, les Banques, le Crédit Agricole, les Agents de Change et le Crédit National (45, rue Saint-Dominique 75700 Paris).
Balo du 24 septembre 1979.

POUR DES ENTREPRISES INNOVATRICES ET COMPÉTITIVES

INDUSTRIELS NOUS VOUS CONNAISSONS BIEN

CE QU'IL FAUT SAVOIR.

NOUS SOMMES PRESENTS DANS VOTRE REGION

AJACCIO - ANNECY - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LILLE - LIMOGES
LYON - MARSEILLE - METZ - MONTPELLIER - NANTES - NICE - ORLÉANS - PARIS - PAU - PERPIGNAN - REIMS
RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULON - TOULOUSE

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

78, rue Olivier-de-Serres - 75739 Paris Cedex 15 - Tél. 828.40.00*

*Cette notice est à votre disposition sur simple demande.

GÉNÉRALE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Générale Occidentale, qui s'est réunie le 21 septembre 1979, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1979, d'une durée exceptionnelle de neuf mois.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Générale Occidentale s'est établi à 14 077 563 000 francs pour les neuf mois de cet exercice contre 14 088 430 000 francs pour les douze mois de l'exercice précédant. La part du groupe dans le bénéfice net consolidé s'est élevée à 80 342 000 francs pour les neuf mois de l'exercice contre 102 433 000 francs pour les douze mois de l'exercice précédent.

Les comptes non consolidés de la Générale Occidentale ont fait ressortir pour neuf mois d'exercice un bénéfice net de 31 805 000 francs contre 41 197 000 francs pour les douze mois de l'exercice précédent.

L'assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 8 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 4 francs, soit un revenu global de 12 francs par action pour une exercice de neuf mois, contre 10,50 francs pour les douze mois de l'exercice précédent.

Dans le cadre des dispositions des lois de finances pour 1977 et 1978, il a été procédé à une réévaluation des actifs du groupe. A l'occasion de cette réévaluation, une expertise de l'ensemble des actifs corporels a été réalisée.

Rapportée aux biens corporels existant au 31 mars 1977, conformément aux dispositions légales, cette expertise a fait ressortir un écart de réévaluation de 821 millions de francs, dont il n'a été finalement retenu qu'un surplus de 588 millions correspondant à la réévaluation des seuls biens fonciers et immobiliers du groupe (terrains et bâtiments d'exploitation), à l'exclusion de toute valorisation des installations industrielles.

Cette réévaluation limitée porte les fonds propres consolidés du groupe au 31 mars 1979 à 1 334 millions de francs — soit 456 francs par action — contre 689 millions au 30 juin 1978, ou 243 francs par action. Compte tenu des intérêts minoritaires, la situation nette consolidée s'élève à 1 759 millions de francs au 31 mars 1979 contre 1 084 millions de francs au 30 juin 1978.

L'assemblée a ratifié la cooptation aux fonctions d'administrateurs de MM. Ambroise Roux et Philippe Dargenton, tous deux dirigeants de la Compagnie Générale d'Electricité qui, par l'intermédiaire de la holding financière Alphalec, a pris au cours de l'exercice une participation significative dans le capital de la Générale Occidentale.

L'assemblée a, par ailleurs, procédé à la nomination au poste d'administrateur de M. Claude Pierre-Brossolette, président-directeur général du Crédit Lyonnais. Le Crédit Lyonnais, qui est lui-même un actionnaire d'Alphalec, est également le principal banquier du groupe en France et va devenir un important actionnaire de la Banque Occidentale pour l'Industrie et le Commerce par la fusion de cette dernière avec la société SOFINEX.

OUVERTURE D'UNE AGENCE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A LEEDS

M. Marc Vienot, directeur général d la Société générale, et M. Alexis Saint-Guily, directeur de département de la Société générale, ont inauguré, les 20 et 21 septembre, l'ouverture d'une agence à Leeds.

Cette nouvelle agence complète l'implantation et renforce les moyens d'action de la Société générale en Grande-Bretagne, qui était déjà présente à Londres (établissement principal créé en 1871), Manchester (depuis 1969), Birmingham (1976) et Bristol (1977).

Outre l'ensemble des services bancaires traditionnels, le réseau britannique de la Société générale offre également le service spécifique du financement de biens d'équipements en crédit-bail. Rappelons enfin que, par le biais de sa filiale, Société générale (France) Bank Ltd., la Société générale apporte à sa clientèle toute la gamme en matière de corporate finance et de financements internationaux.

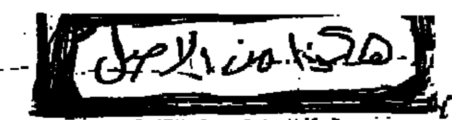


CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Nous précisons que le résultat semestriel net, après amortissements et provisions, mais avant impôt, est de l'ordre de 52,3 millions de francs (voir notre daté 21 septembre 1979).

RÉVILLON FRÈRES

Révillon Frères communique que les rumeurs faisant état d'une intervention du groupe Révillon dans l'opération financière engagée sur les titres de Paris-France sont dénuées de tout fondement.



NCIERS DES SOCIÉTÉ

T NATION

EMPRUN

11,70%

11,65%

INNOVATRICES ET COMPÉTI

LES MARCHÉS FINANCIERS

B. A. L. O.

Le BALO du lundi 24 septembre publie notamment les insertions suivantes :

— *Crédit national* : émission d'un emprunt d'une durée de quinze ans dont le montant, fixé à 1 250 millions de francs, est divisé en 625 000 obligations de 2 000 F, jouissance 1er octobre 1976, intérêt 11,70 %.

— *S.A. Immobilière d'économie mixte de la ville de Créteil* : émission d'un emprunt d'une durée de quinze ans dont le montant, fixé à 28 millions de francs, est divisé en obligations de 1 000 F dénommées obligations « Villes de France 10,20 % ».

— *Compagnie du Crédit universel* : augmentation du capital de 81 988 200 F à 109 317 600 F par émission, au prix de 300 F chacune, de 273 294 actions nouvelles de 100 F, jouissance 1er janvier 1979, à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes.

— *Intertechnique « IN »* : augmentation du capital de 30 099 800 F à 36 119 700 F par émission, au prix de 300 F chacune, de 60 199 actions de 100 F nominal, jouissance 1er janvier 1979, à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

— *Société industrielle et financière de Lens « Finalens »* : augmentation du capital de 16 440 000 F à 24 660 000 F par émission, au prix de 55 F chacune, de 164 400 actions de 50 F nominal, jouissance 1er janvier 1979, à raison d'une nouvelle pour deux anciennes.

— *Union industrielle Blanzy-Ouest* : augmentation du capital de de 17 467 800 F à 23 290 250 F par émission, au prix unitaire de 175 F, de 77 634 actions de 75 F nominal, jouissance 1er octobre 1979, à raison d'une nouvelle pour trois anciennes.

— *Inter Valeur Industrie (sicav)* : avis d'ouverture de l'appel public à l'épargne.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	20 sept.	21 sept.
Valeurs françaises ..	127,5	129,2
Valeurs étrangères ..	127,9	130,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	108,3	109,9

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 11 1/2 %

LONDRES

Les mines d'or évoluent irrégulièrement par suite des violentes fluctuations des cours du métal. Les valeurs industrielles évoluent irrégulièrement.

Or (ouverture) (dollars) 377 .. contre 389 ..

VALEURS	CLOTURE 21/9	COURS 24/9
Beecham	142 ...	144 ...
British Petroleum (1)..	11 55	12 1/64
Courtaulds	86	85 .
De Beers	8 09	8 78
Imperial Chemical ..	349 ...	368 ...
Rio Tinto Zinc Cor. ..	280 ...	281 ...
Shell	334 ...	346 ...
Vickers	166 ...	166 ...
War Loan 3 1/2 %....	32 7/8	33 ...
*West Driefontein	51 1/8	58 6/8
*Western Holdings ..	38 3/4	39 ...

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

(1) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MACHINES BULL. — Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice clos le 30 juin 1979 s'élève à 26,9 millions de francs contre 23,57 millions de francs au 30 juin 1978. Les dividendes reçus des filiales se sont élevés à 30,7 millions de francs, plus 9,6 millions de francs de redevances et intérêts financiers. Les frais de gestion courante ont atteint 4,3 millions de francs et ceux relatifs à la récente augmentation de capital en numéraire de 164 millions de francs se sont élevés à 9,6 millions de francs. Compte tenu d'un profit de 22,2 millions de francs réalisé lors de la vente de la participation dans H.B.N.I.S., le bénéfice net s'établit à 49,1 millions de francs. Le dividende global est fixé à 2,25 F contre 1,875 F (+ 20 %).

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES. — Bénéfice d'exploitation pour l'exercice clos le 30 juin 1979 : 31,6 millions de francs contre 21,2 *millions de francs (+ 49 %)*. Bénéfice net : 26,8 millions de francs contre 59,7 millions de francs en 1978 (dont 43,2 millions de francs de plus-values à long terme. Dividende global : 6,90 F contre 6,39 F.

GROSDI BACK. — Bénéfice net pour 1978 : 738 862 francs contre 698 195 francs. Dividende global : 7,50 F (inchangé).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	14 sept.	21 sept.
Indice général	132,5	136,2
Assurances	222,7	223,3
Banq. et sociétés financ...	104,4	105,5
Sociétés foncières	140,5	137,6
Sociétés investiss. portef..	137,9	141,6
Agriculture	140,4	138,4
Aliment., brasseries, distill.	126,2	132,8
Autom., cycles et l. équip.	92,6	97,9
Bâtim., matér. constr., T.P.	163,1	162,1
Caoutchouc (ind. et comm.)	67,6	70,7
Carrières salines, charbon.	118,7	121,9
Constr. mécan. et navales	129,1	132,4
Hôtels, casinos, thermal.	160,3	163,1
Imprimeries, pap., cartons	82,2	82,9
Magas., compt. d'exportat.	103,3	108,4
Matériel électrique	149,3	157,5
Métall., con. des pr. métal.	53	53
Mines métalliques	104,8	110,4
Pétroles et carburants	174,4	181,5
Prod. chimiq. et al.-mét..	158,9	167,6
Services publics et transp.	107,9	109,4
Textiles	126,4	127,9
Divers	149,5	153,7
Valeurs étrangères	130,8	132
Valeurs à rev. fixe ou ind.	165,6	164,2
Rentes perpétuelles	45,7	46,1
Rentes amort., fonds gar. .	322,3	312,4
Sect. indust. publ. à r. fixe	94,8	94,8
Sect. ind. publ. à rev. ind.	473,5	494,3
Secteur libre	104,8	105

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	290,1	287,7
Val. franç. à rev. variable.	918,2	943,9
Valeurs étrangères	968,7	975,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	106,7	109,9
Produits de base	92,1	94,9
Construction	146,7	147,8
Biens d'équipement	111,8	118,5
Biens de consom. durables	97,7	101,4
Biens de cons. non durabl.	84,8	89
Biens de consom. aliment.	109,3	116
Services	156,5	157,1
Sociétés financières	113,4	115,5
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr...	207,8	210,5
Valeurs industrielles	98,2	102,2

BOURSES RÉGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	132,9	133,8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 9	24 9
1 dollar (en yens)....	222 50	... ..

BOURSE DE PARIS - 21 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	254 40	251
U.A.P.	556	556
Locabail	218	220 ..
Locabail immob.	378	369 .
Loca-Expansion..	158 80	158 80
Immoinvest.......	o152	147 50
Cie Lyon. Imm...	154	153 .
UFIMEG.........	128 70	120 30
Ch. France 3 %	192 ..	192 .
A.G.F. (Sté Cent.)	666	666 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	1855 d	1856 ..
Concorde	385	385 .
Epargne France .	300	308
Financ. Victoire .	404	404 .
France I.A.R.D...	220 ..	220 ..
GAN (Sté) Centr.	681	682 .
Electro-Banque..	172 ..	178
Eurobail	169	168 50
Financière Sofal.	374	372 50
Fr. Cr. et B. (Cie)	95 10	96
France-Bail	315	312
Hydro-Energie..		26 30
Immobail B. I. P.	258 ..	256 20
Immobanque....	362 ..	360
Immofice	385	388
Interbail	263	262 50
— (obl. conv.) .	255 50	257
Laffitte-Bail....	210	210
Un. Ind. Crédit.	293 50	293 50
Cie Foncière....	173	173 .
C.G.V.	289	290
Fonc. Ch.-d'Eau..		745
(M.) S.O.F.I.P.....	99	99
Fonc. Lyonnaise.	1095	1100
Immob. Marseille	1625	1625
Louvre.........	329	329
SINVIM.........	194 70	190
Cogifi.........	206	200 50
Foncina........	188	188
Gr. Fin. Constr..	195	195 .
Immindo	187	183
Cemindus......	565	555 .
(Li) Dév. R. Nord.	146	144 .
Electro-Financ..	355	357 .
(M) Et. Particip..	95	95 .
Fin. Bretagne..	84 50	88 .
Fin. Ind. Gaz Eaux	602	608
Fin. et Mar. Part.	86 20	86 10
France (La).....	776	776
La Mure........	56 70	56 70
Lebon et Cie....	242 20	245 10
(NY) Lordex.....	122 50	122 50
Cie Marocaine...	32 50	32 50
Forges Strasbourg	112	118 50
(Li) F. S.M. ch. fer	91	91
Frankel	534	534
Huard-U.C.F....	112	114 50
Jaeger	281 80	282
Jaz	276 60	286 60
Luchaire.......	314	326 50
Manurhin.......	900	927
Métal Déployé...	279	285
E.L.M.-Leblanc..	495	485 .
Ernault-Somua..	57 60	60 .
Tr. C.I.T.R.A.M...	141	140
Trans. et indust..	124 80	125
(Li) Baignol-Farj..	24 75	26 50
Blanzy-Ouest....	246	249 90
La Brosse......	138	141 .
Degremont......	170	170
Duquesne-Purina	443	443
Ferrailles C.F.F..	260	270 40
Havas.........	390	405
Locatel		
Lyon-Alemand...	135	130
Cellulose Pin....	..	..
Caparex.......	447	444
Ecco..........	..	1080
Iéna Industrie...	13 ..	13 ..
Métal. Minière..	..	..
Océanic.......	..	..
Pronuptia......	..	..
Sab. Mor. Corr...	121	121
Total C.F.N.....	106	108
Ufinex........		
Voyer S.A......		
Oce. v. Grinten..	330	331
Roranto NV.....	236	
Optimavalor.....	*226 71	216 43
Planinter......	*330 82	315 82
Sicav 5 000.....	*142 67	136 20
S. I. Est.......	*521 57	497 80
Silvafrance.....	*253 26	241 87
Silvam........	*154 94	147 91
Silvarente.....	*172 74	164 91
Silvinter......	*155 89	148 82
Sogenco.......	*140 15	133 79
Sogister.......	*462 53	441 60
Valorem.......	*204 48	211 95

* Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1333	4,5 % 1973.	1332	1332	1350	1349
4450	C.N.E. 3 %..	4416	4505	4480	4452
360	Afrique Occ..	369	385	380	387
505	Air Liquide..	507	519	519	519
104	Als. Part. Ind	104	105	105	103
450	Als. Superm.	450	458	450	449 50
93	Alsthom-Atl..	64	65	64 50	65
1110	Elf-Aquitaine	1118	1134	1138	1134
210	— (certific.).	212	217 50	216	213
365	E.I. Lefebvre.	363	366	368	368 10
940	Essilor.......	948	960	959	943
209	Esso S.A.F...	298	311	306	309
375	Eurafrance..	375 90	375	375	368
1230	Europe no 1..	1208	1219	1185	1199
113	Nouvel. Gal..	113 50	113 50	113 50	111 30
190	Olida-Caby..	194	205	201	2.1
128	Opfi-Paribas.	125 90	128 50	128 50	126 90
228	Paris-France.				
120	Pechelbronn.	120 20	115	115	116
88	P.U.K......	97	101 80	100 50	100
130	— (obl.)...	130 50	131	131	130
485	Tél. Ericsson	410	435	435	436
254	Thomson-Br..	260	264 50	258	263
380	— (obl.)	308	305	305	300
430	D.I.S.....	430	425	425	428 50
250	U.C.B.....	249 80	250	253	254
215	Un. F. Bques.	213	222	222	218
174	U.T.A.	173	173 40	170	175
250	Gen. Motors.	254 50	263 50	262 50	262 30
22	Goldfields...	21 80	21 30	21 35	21 30
40	Harmony.....	41 55	40 30	40 90	41
5	Hitachi.....	5	5 05	5 05	5
305	Hoechst Akti.	305	310	309 80	310
33	Imp. Chem..	32 50	32 50	32 55	32 05
86	Inco Limited.	85 70	85 55	87 20	86 75
34	De Beers (S.)	33 70	34 70	34 45	34
685	Deuts. Bank.	684	686	684	654
198	Dome Mines.	189 60	196	197	199 50
181	Du Pont Nem.	188 80	185	185	181 30
225	East Kodak..	222	228	227	227 10
45	East Rand...	46 50	44 50	44 10	44
115	Ericsson....	116	116	115	115
240	Exxon Corp..	249	249	249 50	244 60
177	Ford Motor..	176 40	175 50	176 50	175 50
139	Free State..	140	140 50	139 50	140
210	Gen. Electric	211	212 40	212 20	212 40
640	Siemens A.G.	642	641	641	641
38	Sony.......	35 60	35 40	35 40	35 05
270	Unilever....	269	270	270	269
34	Union Corp..	33 75	33 90	33 90	33 50
102	U. Min. 1/10.	102	102 50	103	101 60
172	Unit. Techn..	170 50	174 50	174 50	172 ..
215	West Drief...	213	213 50	212 ..	212 ..
80	West Deep..	80 50	83 60	81 50	81 90
160	West Hold...	163 50	163 40	163 40	163 40
270	Xerox Corp..	271	286	286 50	280 .
0 90	Zambie Corp..	1	0 96	0 98	0 95

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21 9	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1).......	4 165	4 155	4 060	4 270
Allemagne (100 DM)..	234 780	234 350	227 .	241
Belgique (100 F)......	14 623	14 605	13 500	14 200
Pays-Bas (100 fl.)....	213 230	212 600	206	217
Danemark (100 krd)..	81 800	81 400	78 500	83 500
Norvège (100 k)......	84 360	83 310	81 500	86 500
Grande-Bretagne (£ 1)	8 981	8 988	8 650	9 150
Italie (1 000 lires)...	5 172	5 151	4 800	5 150
Suisse (100 fr.)......	262 420	263 630	255	268
Suède (100 krs)......	99 895	99 570	96 500	102
Autriche (100 sch.)...	32 640	32 600	31 400	33 ...
Espagne (100 pes.)...	6 317	6 291	6 050	6 450
Portugal (100 esc.)...	8 480	8 400	7 600	8 800
Canada ($ can. 1)...	3 573	3 564	3 480	3 690
Japon (100 yens)....	1 883	1 864	1 800	1 900

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21 9
Or fin (kilo en barre)..	50000	49800
Or fin (en lingot)	50850	50000
Pièce française (20 fr.)	429	421
Pièce française (10 fr.)	340	318 .
Pièce suisse (20 fr.) ..	400 90	393
Union latine (20 fr.) ..	376 10	378
Souverain	492 10	474 90
Pièce de 20 dollars	2000 40	1599 60
Pièce de 10 dollars	1028	1008
Pièce de 5 dollars	700 50	660 .
Pièce de 50 pesos	1989	1920 50
Pièce de 10 florins	387 ..	386 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 22-23 septembre 1979 a été tiré à 553 992 exemplaires.

A B C D : F G H

En Guinée équatoriale

LE PROCÈS DE FRANCISCO MACIAS NGUEMA S'OUVRE A MALABO

Le procès de Francisco Macias Nguema, qui comparaîtra devant une cour martiale sous l'accusation de *« génocide »*, doit s'ouvrir ce lundi 24 septembre à Malabo. Le dictateur déchu est accusé de la mort de 80 000 personnes. Il aurait, en outre, contraint 100 000 Equato-Guinéens, soit le tiers de la population, à fuir à l'étranger. Le tribunal doit siéger dans un cinéma de 600 places de la capitale. On estime à Madrid que le procès ne durera pas plus que quelques jours et que l'ancien président sera condamné à mort.

Selon la presse espagnole, une *« centaine de militaires marocains »* sont arrivés dans la capitale équato-guinéenne, pour faire face à d'éventuels troubles et protéger le colonel Obiang Nguema, chef du nouveau régime, contre tout risque d'attentat de la part des partisans du président déchu. Un complot aurait été découvert récemment. Il aurait eu pour but de libérer Macias Nguema et de le réinstaller au pouvoir. Un sous-officier de la marine aurait été arrêté. — *(Reuter, A.P.)*

Aux Etats-Unis

CENT QUATRE-VINGT MILLE PERSONNES ONT PARTICIPÉ A UNE MANIFESTATION ANTI-NUCLÉAIRE A NEW-YORK.

New-York *(A.F.P.)*. — Plus de cent quatre-vingt mille personnes, selon la police, ont participé dimanche 23 septembre, à New-York, au sud de Manhattan, à une gigantesque manifestation visant à faire de la lutte anti-nucléaire l'un des thèmes centraux de la campagne pour l'élection présidentielle. Une dizaine de manifestations du même genre se sont déroulées au cours du week-end dans différentes régions des Etats-Unis. Dans le Vermont, des manifestants ont tenté de bloquer l'entrée d'une centrale nucléaire qui, estiment-ils, n'est pas conforme aux normes de sécurité.

Les groupes antinucléaires souhaitent un moratoire sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, son remplacement par des énergies propres comme l'énergie solaire et la mise au point d'un programme très strict de conservation de l'énergie.

A dater du 7 octobre

« LE JOURNAL DU DIMANCHE » QUITTE L'IMPRIMERIE RÉAUMUR

M. Denis G. Jacob, président de la SOGIDE, société éditrice du *Journal du dimanche*, vient de faire connaître à la société Presse-Alliance, éditrice de *France-Soir* et propriétaire de l'imprimerie Réaumur, qu'il se voyait dans l'obligation de ne plus lui confier la fabrication du *Journal du dimanche*. Cette décision a été prise, indique-t-on à la SOGIDE, en raison de l'impossibilité de faire paraître dans les mêmes locaux, aux mêmes heures et avec les mêmes machines, deux publications aussi directement concurrentes que le *Journal du dimanche* et le nouveau *France-Soir dimanche* dont la parution est annoncée pour le 14 octobre.

La décision prendra effet après la parution du *Journal du dimanche* du 7 octobre, qui sera donc le dernier numéro à être composé et imprimé rue Réaumur par les soins de Presse-Alliance. La SOGIDE, filiale du groupe Hachette, qui depuis plusieurs semaines avait pressenti diverses imprimeries potentielles, serait sur le point de conclure avec l'imprimerie du *Matin de Paris*.

DUEL ENTRE CONFRÈRES ENNEMIS

« L'indice des économies » de Carrefour contesté en cour d'appel par M. Edouard Leclerc

La cour d'appel de Rennes examine, lundi 24 septembre dans l'après-midi, un bien curieux litige. Ce n'est pas tant la personnalité des protagonistes qui étonne — le groupe de M. Edouard Leclerc et celui des magasins Carrefour n'en sont pas à leur première escarmouche — que les motifs invoqués : l'un plaide contre la publicité mensongère, le second prétend défendre l'information du consommateur. Certes il y a beau temps que les publicitaires ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer des thèmes chers à M. Nader. Mais c'est la première fois que le problème est ainsi débattu devant la justice. La première fois aussi qu'est mise directement en cause l'utilisation à fins publicitaires des services de l'un des principaux instituts de sondage français, en l'occurrence, le très honorable Institut français d'opinion publique (IFOP).

A l'origine de l'affaire : la campagne publicitaire « indice des économies » *lancée en mars dernier par Carrefour en collaboration avec l'IFOP et aujourd'hui abandonnée* (le Monde du *14 septembre). Au terme d'un contrat signé avec la chaîne d'hypermarchés, ce dernier s'était engagé à établir tous les mois des « indices » comparatifs, sur la base du relevé des prix de deux cents produits effectués dans les quarante-cinq hypermarchés Carrefour ainsi que dans les magasins à grande surface voisins. Carrefour s'était engagé de son côté à diffuser intégralement les résultats de ces sondages, quels qu'ils soient.*

Succédant à l'opération « produits libres » qui a déjà suscité pas mal de remous, le nouveau « coup » publicitaire de Carrefour visait, cette fois, directement ses principaux concurrents. La riposte ne s'est pas fait attendre. Elle est concentrée dans la région nantaise, où le groupe de M. Edouard Leclerc possède quatre hypermarchés. Par voie d'affiches tout d'abord l'« épicier de Landerneau » dénonce l'opération : « Pas besoin d'indice truqué pour être moins cher. » *Puis s'engage une véritable bagarre juridique.*

En juin, Edouard Leclerc, par l'intermédiaire de Paris Distribution S.A., société gérante de l'hypermarché Leclerc le plus proche du magasin Carrefour de Nantes, assigne l'IFOP et la S.A. Carrefour en référé devant le tribunal de grande instance de Nantes. Soutenant, preuves à l'appui, que la campagne lancée par Carrefour et l'IFOP est une « publicité comparative ou mensongère » *qui peut lui* « faire grief » *ou* « constituer une concurrence déloyale », *Paris Distribution demande l'autorisation de faire procéder par voie d'huissiers à toutes les vérifications nécessaires pour contrôler le mode de calcul du fameux indice : liste des produits retenus, nom, surface et clientèle des magasins comparés, éléments de calcul, etc.*

Raison lui est donnée par le tribunal dans une ordonnance prononcée le 29 juin. Bien que Paris Distribution se soit engagé à ne pas publier les résultats de son enquête avant la fin de la campagne publicitaire engagée, l'IFOP et Carrefour refusent de recevoir les huissiers. Au début juillet, l'institut de sondage assigne à son tour Paris Distribution devant le même tribunal de Nantes pour demander la rétractation de la première ordonnance. Très logiquement, les juges déboutent l'IFOP et confirment leur premier jugement par une seconde ordonnance rendue le 25 juillet.

Nullement découragé par ce second échec, l'IFOP a donc fait appel, le 30 juillet, de cette seconde ordonnance. L'IFOP assure que la requête de Paris Distribution n'a d'autre but que de prendre connaissance de la liste des produits, « pour fausser l'indice à son gré en agissant sur le prix des produits », *et qu'il ne lui est donc pas possible d'obtempérer sans* « porter une atteinte irréversible à l'objectivité et aux techniques de l'indice ».

De son côté, M. Edouard Leclerc maintient que les garanties d'objectivité et de neutralité, dont se prévaut l'IFOP, sont « très obérées » *par le fait que son cocontractant Carrefour est partie prenante de l'opération. D'autre part, assure-t-il, même si l'instrument de mesure est neutre, tout dépend des données qui lui sont fournies : or, les éléments de calcul ont été modifiés en cours d'opérations..* « En outre, *souligne M. Leclerc, malicieux,* l'argumentation de l'IFOP est, en définitive, dénuée de tout intérêt puisque *(sa société)* a proposé que les constatations ne soient pas divulguées avant la fin de la campagne publicitaire engagée (...) donc à l'extinction du contrat liant Carrefour à l'IFOP, *(or)* la campagne publicitaire est actuellement terminée... »

Bien que l'indice des économies soit aujourd'hui abandonné, M. Leclerc parviendra-t-il à prouver qu'il reste en matière de prix le champion de la défense du consommateur, qui, seul, n'a pas eu dans cette affaire droit à la parole ? Ce procès barrera-t-il la route à la publicité comparative ? Fera-t-il la lumière sur la réelle neutralité du travail de l'IFOP au cours de cette campagne ? La décision du tribunal, au terme de ce curieux duel entre « confrères ennemis », n'en gardera pas moins valeur de référence.

VÉRONIQUE MAURUS.

Nominations d'ambassadeurs

M. YVON OMNÈS EN GUINÉE

Le *Journal officiel* du mardi 25 septembre publiera la nomination de M. Yvon Omnès comme ambassadeur en Guinée en remplacement de M. André Lewin.

[M. Yvon Omnès, né en 1928, diplômé de l'Ecole des langues orientales, a été intégré au ministère des affaires étrangères en 1958 après avoir été en stage à Djakarta et à l'administration centrale (service d'information et de presse). Il a été en poste à Kuala-Lumpur, Canberra, Copenhague, Nouakchott, Moscou, ainsi qu'aux directions d'Asie-Océanie et d'Europe du Quai d'Orsay. Il était depuis 1976 premier conseiller à Athènes.]

MM. MISTRAL AUX BAHAMAS ET DE CHOISEUL-PRASLIN A LA BARBADE

Le même *J.O.* annoncera la nomination de M. André Mistral (qui reste simultanément ambassadeur à Kingston, Jamaïque) comme ambassadeur à Nassau (Bahamas) et de M. René de Choiseul-Praslin (qui reste simultanément ambassadeur à Trinité-et-Tobago, Grenade et Sainte-Lucie) comme ambassadeur à La Barbade.

[« Le Monde » du 12 janvier et daté 22-23 juillet.]

NOUVELLES BRÈVES

● *Plusieurs personnes* ont attaqué la caserne de la garde civile de Lecumberri, dans la province de Navarre, dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 septembre. Plusieurs gardes civils auraient été blessés au cours de la fusillade, et la police aurait procédé à plusieurs arrestations. — *(A.F.P.)*

● *Rotterdam : les dockers reprennent le travail.* — Les dockers du port de Rotterdam ont repris le travail lundi 24 septembre après une grève « sauvage » de quatre semaines, qui a perturbé le trafic des marchandises générales, mais n'a pas apporté les améliorations salariales attendues. Les employeurs n'ont finalement accordé qu'une augmentation brute des salaires de 28,50 florins par semaine (60 F), alors que les grévistes réclamaient 50 florins. En revanche, les équipages de remorqueurs ont décidé de poursuivre leur mouvement. — *(A.F.P.)*

● *L'U.R.S.S. a effectué un essai nucléaire souterrain*, dans l'île de Novaya Zemlya, dans l'Océan arctique, a indiqué, lunid 24 septembre, l'institut de séismologie de Uppsala (Suède). L'explosion enregistrée dans la nuit a atteint la magnitude 5,8 sur l'échelle de Richter. — *(Reuter)*.

● *Le tribunal fédéral helvétique* a décidé d'autoriser l'extradition vers la France de Christian Sarda. Agé de trente-six ans, de nationalité française, mais installé depuis huit ans comme ouvrier typographe dans la région de Lausanne, Christian Sarda avait hébergé trois des ravisseurs présumés du baron Edouard-Jean Empain.

● *Collision train-auto près de La Rochelle : quatre morts.* — Une voiture a été heurtée de plein fouet à un passage à niveau, le dimanche 23 septembre, par le rapide La Rochelle-Paris. Ses quatre occupants ont été tués sur le coup. La collision s'est produite au passage à niveau de La Trigale sur la commune de Croix-Chapeau (Charente-Maritime), sur la route départementale Aigrefeuille-La Rochelle.

● *Un cas de choléra a été décelé à Toulouse*, au début de la semaine dernière, par un médecin généraliste : le malade est un Nord-Africain, âgé d'une trentaine d'années, rentrant d'Algérie. Selon le professeur Armengaud, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Purpan de cette ville, le patient est hors de danger et tout risque de contagion est écarté.

LE CHIC, LE RÊVE...
TISSUS "COUTURE"
AUTOMNE-HIVER
LES SOIES D'APHRODITE
LES CACHEMIRES DE KIPLING
LES LODENS DE FRANÇOIS-JOSEPH
LES ÉTAMINES DES MÉDICIS
LES TWEEDS DE WALTER SCOTT
LES RÉVERSIBLES DE DON GIOVANNI
LES CARRÉS ET BASES DE PYTHAGORE
LES DENTELLES DE CÉLIMÈNE
LES LAMÉS DE SCHÉHÉRAZADE
LES POILS DE CHAMEAU DE MARCO POLO
LES ÉCOSSAIS DE MARIE STUART
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

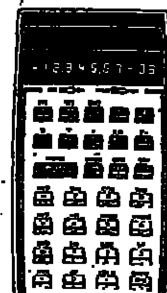
TRÉCA
Venez essayer le CAD
CAD le sommier à télécommande électrique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux extrémités du lit ensemble, ou séparément.
EXPOSITION ET VENTE
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE ■ PARIS XIe
Métro Parmentier ■ Parking assuré
CAPÉLOU DISTRIBUTEUR
TÉL. 357.46.35.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Organisation du temps de travail du Personnel Cadre
METHODE TELEC
Application de méthodes pour ALLEGER LE TRAVAIL professionnel et personnel — 3 jours : 10 - 11 - 12 OCTOBRE.
CALENDRIER ANNUEL SUR DEMANDE.
CPM · CENTRE MALESHERBES · 108 Bd Malesherbes
PARIS 75017 — Tél : 766.51.34

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état :
• D.E.C.S.
• B.T.S. de distribution
Une large ouverture sur la vie des entreprises
(stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).
Documentation gratuite sur demande :
130, rue de Clignancourt
75018 PARIS - 252.27.27

du 14 au 29 septembre
offre spéciale d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle 1090 F
avec gilet 1240 F
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Lecture Rapide
METHODE TELEC: amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE
Stages intensifs: (3 jours + 1) • mardi 9 - 16 - 23 Octobre et 25 Mars ou • jeudi 8 - 15 - 22 Novembre et 24 Avril.
Stages progressifs: (10 séances de 3h15 hebdom. + 1 j.) • jeudi de 9h à 12h15 du 4 Oct. au 13 Déc. et le 29 Avril ou • mercredi de 9h à 12h15 du 14 Nov. au 30 Janv. (sauf congés scolaires) et le 18 Juin.
CALENDRIER ANNUEL SUR DEMANDE.
CPM · CENTRE MALESHERBES · 108 Bd Malesherbes
PARIS 75017 — Tél : 766.51.34

Les clés du succès
Calculateurs scientifiques série E Hewlett-Packard
Nous les appelons les "clés du succès" car ils vous déchargent des calculs complexes qu'ils effectuent à votre place. Leurs prix ont baissé par rapport à la dernière rentrée universitaire. Profitez-en.

Scientifique programmable
HP-33 E : 670,32 F 565 F*
Scientifique et statistique
HP-32 E : 558,60 F 445 F*
Scientifique
HP-31 E : 388,08 F 295 F*
*Prix t.t.c. valables au 1.9.79.


1er distributeur agréé en France des calculateurs de poche HP.
65-67 bd St-Germain 75005 PARIS
Tél. 325.68.88
HEWLETT hp PACKARD



(Publicité)
NOUVEAUX DIPLOMES
pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités présentes, leur formation par un des diplômes suivants :
— Diplômes des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à toute formation du commerce et des affaires ;
— B.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétariat ;
— Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, tourisme, hôtellerie...
Etudiants, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc. sauront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification professionnelle.
Le département Information-Orientation de Langues et Affaires, Service 593, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, envoie sur demande une documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés). Tél. : 270-81-88 (organisme privé).